



MEGAPESCA

PROJET FISH / 2003 / 02

**CONTRAT-CADRE POUR LA REALISATION D'EVALUATIONS,
D'ETUDES D'IMPACT ET DE SUIVI CONCERNANT LES ACCORDS DE
PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PECHE CONCLUS ENTRE LA
COMMUNAUTE ET LES PAYS TIERS**

CONVENTION SPECIFIQUE (08): SEYCHELLES

**Evaluation *ex-post* du protocole d'accord de pêche entre les Seychelles et la
Communauté européenne, et analyse de l'impact du futur protocole sur la
durabilité, incluant une évaluation *ex-ante***

RAPPORT FINAL

SEPTEMBRE 2004

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
A/ LE SECTEUR DE LA PÊCHE AUX SEYCHELLES	3
1. CONTEXTE GÉNÉRAL.....	3
1.1. Présentation générale de la République des Seychelles	3
1.1.1. Caractéristiques géographiques	3
1.1.2. Organisation politique.....	4
1.1.3. Situation économique.....	5
1.1.4. Le budget de l'Etat	6
1.1.5. L'emploi	8
1.1.6. Le Commerce extérieur.....	8
1.2. La politique environnementale.....	10
1.3. Les conditions pour l'investissement privé	11
1.4. Intégration régionale des Seychelles.....	13
1.5. L'aide extérieure	14
1.5.1. Le Fonds Européen de Développement.....	14
1.5.2. Les principales aides bilatérales reçues en matière de pêche.....	16
2. LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE LA PÊCHE	17
2.1. La politique des pêches.....	17
2.2. Les institutions nationales en charge de la pêche	18
2.3. Les ressources de la SFA	20
2.3.1. Personnel	20
2.3.2. Budget	20
2.4. La recherche halieutique	22
2.4.1. Les sections de recherche de la SFA	22
2.4.2. Les services et moyens en appui à la recherche.....	24
2.4.3. Evaluation du potentiel de recherche halieutique à la SFA	25
2.5. Traités internationaux et conventions	26
2.6. Le cadre législatif	27
2.6.1. Autorités compétentes.....	27
2.6.2. Délivrance de la licence de pêche	27
2.6.3. Obligation des navires industriels seychellois	28
2.6.4. Mesures techniques	28
2.6.5. Suivi des navires	29
2.6.6. Contrôle des navires et sanctions	29
2.6.7. Evaluation globale du cadre législatif encadrant la pêche	29
2.6.8. Délimitation de la ZEE.....	30
2.7. Suivi, contrôle et Surveillance.....	30
2.8. Associations professionnelles	34
2.9. Les accords de pêche	34
2.9.1. L'accord avec la Communauté européenne	35
2.9.2. Les autres accords de pêche.....	37
2.9.3. Les recettes des accords de pêche	38
3. LES PÊCHERIES DANS LES EAUX DES SEYCHELLES	40
3.1. La pêche nationale seychelloise	40
3.1.1. La pêche artisanale.....	40
3.1.2. La pêche semi-industrielle.....	44
3.1.3. L'aquaculture.....	49
3.2. La pêcherie à la senne dans l'océan Indien	50
3.2.1. Descriptif de la pêcherie de thoniers senneurs dans l'océan Indien	50
3.2.2. Les captures des senneurs européens dans l'Ouest de l'océan Indien	57
3.2.3. L'activité des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles	60
3.3. La pêcherie à la palangre dans l'océan Indien	66

3.3.1.	Importance et caractéristiques des flottilles	66
3.3.2.	Zones de pêche des palangriers dans l'Ouest de l'océan Indien	67
3.3.3.	Les captures des palangriers dans l'Ouest de l'océan Indien	69
3.3.4.	Utilisation des licences de pêche dans la ZEE des Seychelles par les palangriers européens.....	73
3.4.	L'état des stocks exploités.....	73
3.4.1.	L'albacore, Thunnus albacares	73
3.4.2.	Le patudo, Thunnus obesus	75
3.4.3.	Le listao, Katsuwonus pelamis	75
3.4.4.	L'espadon, Xiphias gladius	76
3.5.	La gestion des thonidés dans l'Océan Indien : enjeux et mesures.....	77
3.5.1.	La pêche INN	78
3.5.2.	La situation des stocks exploités.....	78
3.6.	L'impact de la pêche sur l'environnement.....	79
3.6.1.	Les menaces sur les stocks exploités de pélagiques hauturiers.....	79
3.6.2.	Les menaces sur les espèces des captures accessoires.....	82
3.7.	Ports et service portuaires liés au secteur de la pêche	86
3.7.1.	Le port de Victoria	86
3.7.2.	Les services amont et aval à la flottille	87
3.7.3.	La position stratégique de Victoria : la situation et les risques	89
3.8.	Les retombées socio-économiques de l'industrie thonière aux Seychelles	91
3.8.1.	Estimation des retombées économiques et sociales de l'activité thonière aux Seychelles	92
3.8.2.	Estimation de l'emploi et de la valeur ajoutée générée au bénéfice de la CE par l'accord de pêche. 100	
3.8.3.	Recettes fiscales.....	104
B/ ANALYSES		105
4. ANALYSES FORCES ET FAIBLESSES.....		105
5. EVALUATION DU RAPPORT COÛT / BÉNÉFICE DE L'ACCORD DE PÊCHE..		113
5.1.1.	Communauté européenne.....	113
5.1.2.	Les Seychelles	113
6. EVALUATION EX-POST DU PROTOCOLE EN COURS		115
6.1.	Questions de l'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche	116
6.1.1.	Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?	116
6.1.2.	Quelle est la contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de la CE ? 117	
6.1.3.	Quelle est la contribution de l'APP à la stabilisation du marché européen ?	117
6.1.4.	Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche aux Seychelles ?	118
6.1.5.	Quelle est la contribution de l'accord de pêche au renforcement de la politique des pêches aux Seychelles ?	118
6.1.6.	Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsables ?	119
6.2.	Question d'évaluation ex-post en matière d'efficacité de l'accord de pêche	119
6.2.1.	Le coût des possibilités de pêche négocié est-il avantageux pour la CE ?	120
6.2.2.	Quel est le rapport coût avantage de l'accord de pêches en matière d'appui au secteur des pêches de la CE ?	121
6.2.3.	Le coût des possibilités de pêche négociées est-il avantageux pour les armateurs de la CE ?	121
6.2.4.	Les conditions d'utilisations de la contrepartie financière favorisent-elles le développement du secteur de la pêche aux Seychelles ?	122
6.3.	Question d'évaluation ex-post en matière de pertinence de l'accord de pêche.....	123
6.3.1.	L'accord de pêche satisfait-il les besoins des groupes cibles de la Communauté ?	123
6.3.2.	L'accord de pêche satisfait-il les besoins des Seychelles ?	123
6.4.	Question d'évaluation ex-post en matière de viabilité de l'accord de pêche	124
6.4.1.	L'accord de pêche assure t-il la viabilité des filières européennes ?	124
6.4.2.	L'accord de pêche assure t-il la viabilité du secteur de la pêche seychellois ?	125

6.4.3.	L'accord de pêche assure t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources seychelloises?	126
6.5.	Conclusions et scénarios	127
7.	EVALUATION EX-ANTE / ÉTUDE D'IMPACT D'UN FUTUR ACCORD DE PARTENARIAT DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE.....	129
7.1.	Les besoins.....	129
7.2.	Les objectifs	129
7.3.	Les résultats : impacts des différents scenarios	130
7.4.	Valeur ajoutée e l'intervention communautaire	137
7.5.	Enseignements tirés du passé	138
7.6.	Planification du suivi et de l'évaluation à venir	138
	CONCLUSION.....	140
	BIBLIOGRAPHIE.....	142
	ANNEXE 1.....	143
	ANNEXE 2	144

RESUME EXECUTIF

1. L'archipel des Seychelles est situé dans l'océan Indien équatorial. Du fait de la souveraineté du pays sur plusieurs îles éloignées de Mahé, la capitale, les Seychelles bénéficient d'une ZEE immense de 1 350 000 km². Soumise à un climat de type équatorial, les Seychelles ont l'avantage d'être située en dehors de la route des cyclones.
2. Le Gouvernement seychellois est dirigé depuis 1977 par le parti politique du Président F.A. René. En 2004, celui-ci a choisi de se retirer en confiant la direction du pays à J.A. James, son numéro 2 de toujours. Le Gouvernement est composé de 10 Ministères (dont le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles qui est en charge du secteur de la pêche), et de 7 Départements d'Etat qui sont assimilables à des Ministères sous l'autorité directe du Président de la République. L'administration seychelloise a l'originalité de s'appuyer sur plusieurs entreprises para-étatiques bénéficiant d'une relative autonomie, dont la *Seychelles Fishing Authority* (SFA) en charge du secteur de la pêche. Le changement de Président semble s'accompagner d'une profonde volonté de réforme du mode de fonctionnement de l'Etat, en donnant une plus large place à la consultation des divers intérêts.
3. Cette volonté de réforme s'explique par la situation économique difficile des Seychelles. Avec un PIB d'environ 700 millions d'USD, dont près de 75% proviennent du secteur tertiaire, le revenu par tête peut être estimé à près de 8 000 USD par habitant, ce qui place le pays au premier rang africain et dans le groupe des pays à revenu moyen-supérieur suivant la classification de la banque Mondiale. Cette richesse apparente doit être atténuée par une dette extérieure estimée à près de 500 millions d'USD qui a notamment pour effet de priver le pays de devises. Les deux principaux piliers de l'économie seychelloise sont le tourisme et la pêche.
4. Le commerce extérieur des Seychelles présente un déficit estimé à près de 250 M€ en 2002. Le pays doit importer la plupart de ses biens de consommation courante, et ne peut exporter que ses produits de l'agriculture et de la pêche. Ces derniers, sous la forme d'exportations de conserves de thons, représentaient en 2002 plus de 85% de la valeur des exportations seychelloises. Cette performance place les Seychelles comme le premier fournisseur de la Communauté européenne en conserves de thons devant la Côte d'Ivoire, avec une part de marché équivalente à 18% des tonnages importés.
5. Les Seychelles sont membres de deux commissions régionales : la *Common Market for Eastern and Southern Africa* (COMESA) et la Commission de l'Océan Indien (COI). Le pays est en voie de démission de la *South African Development Community* (SADC). Les Seychelles participent aux travaux de suivi du Programme Indicatif Régional du 9^{ème} FED par le biais d'un Comité Inter-Régional de Coordination, dont la CE est également membre, et qui regroupe outre les deux commissions sus-nommées l'*East African Community* (EAC) et l'*Intergovernmental Authority on Development* (IGAD).
6. La situation apparente de pays riche des Seychelles fait que le pays reçoit peu d'aide internationale. L'Europe, à travers les programmes indicatifs nationaux et régionaux, est le principal soutien des Seychelles. Le secteur de l'environnement, et plus précisément le problème du traitement des déchets, est le point focal de l'intervention nationale de la Communauté sous le 9^{ème} FED avec un budget de 3.3 M€. Le pays bénéficie d'une aide extérieure ponctuelle en matière de pêche qui se matérialise par des protocoles d'échanges de scientifique, et par l'envoi de matériel de pêche par le Japon.
7. Les Seychelles ont formulé en 2003 une nouvelle déclaration politique pour le développement du secteur de la pêche. Cette déclaration s'articule autour de 7 points, avec comme objectif général la promotion du développement durable et responsable du secteur de la pêche, et l'optimisation des bénéfices reçus de ce secteur. La négociation d'accords de pêche est dans les priorités du Gouvernement, avec la maximisation des revenus qui pourrait en découler. Le Gouvernement affirme également sa volonté de développer le secteur de la pêche nationale.
8. La mise en place de cette politique tombe sous la responsabilité du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (en charge de la pêche) et de la SFA. L'analyse indique que le rôle du Ministère est limité aux aspects politiques sans un réel pouvoir exécutif qui revient à la SFA. Les statuts de cette organisation lui confèrent une grande liberté de manœuvre, tant pour ses missions que

pour les moyens de les financer avec notamment la possibilité de rechercher tout financement extérieur même à partir d'opérations commerciales. Les relations entre les deux entités sont peu claires, le Comité Directeur de la SFA qui doit servir de plate-forme d'échange ne se réunissant qu'exceptionnellement jusqu'à présent.

9. La SFA employait en 2004 une centaine de personnes pour assurer les missions pléthoriques qui lui sont confiées et parmi lesquelles on compte la gestion des pêcheries artisanales, semi-industrielles et industrielles, l'aquaculture, la technologie de la pêche et son transfert vers le secteur privé, la gestion des ports de pêche, et le suivi, contrôle et surveillance des pêcheries de la ZEE. Le financement de la SFA est assuré par une dotation gouvernementale qui se monte à environ 1,5 M€ par an, et dont 65% sont absorbés par les charges salariales. Le financement des actions ciblées prévues sous le protocole en cours a eu pour effet de pratiquement doubler le budget de la SFA en lui donnant en outre l'avantage de pouvoir dépenser les montants en devises. Ce budget permet à la SFA de financer des projets opérationnels dans le domaine de la recherche halieutique et de la surveillance.
10. Les capacités de la SFA en matière de recherche halieutique sont considérées comme satisfaisantes si l'on en juge par le nombre et la qualité des publications techniques et scientifiques réalisées. La recherche nationale, et en particulier dans le domaine de la pêche industrielle, est favorisée par les nombreuses coopérations avec des scientifiques européens financées pour l'essentiel par la Communauté par le biais (i) des programmes régionaux d'assistance technique financés sous le 9^{ème} FED dans le domaine de la pêche (contrôle et surveillance, marquage, ressources côtières), (ii) des programmes de collecte de données nécessaires à la conduite de la PCP et (iii) des programmes cadres de recherche et développement (PCRD).
11. Les Seychelles sont comme la Communauté européenne, membre de la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI), une organisation régionale de pêche en charge de la gestion des thonidés de l'Océan Indien occidental, et dont le siège est à Victoria, Seychelles. La Chine, le Japon et la République de Corée dont les flottes de pêche lointaines opèrent dans l'Océan Indien sont également parties contractantes de la CTOI. Par ailleurs, les Seychelles ont signé et ratifié la plupart des traités internationaux dans le domaine de la pêche et de l'environnement, dont le traité sur les stocks chevauchants, et l'accord visant à favoriser le respect des mesures de conservation en haute mer.
12. Le cadre législatif encadrant la pratique de la pêche dans la ZEE seychelloise, et l'exercice de la pêche par les navires seychellois intègrent la plupart des dispositions contraignantes nécessaires à la réglementation de l'accès, le suivi des navires et la protection des espèces sensibles. Un certain nombre de ces dispositions sont rattachées aux licences accordées, ce qui donne un certain pouvoir discrétionnaire à la SFA. L'obligation d'export d'une balise VMS fait partie de ces conditions particulières. La réglementation seychelloise intègre également un barème de tarification des licences de pêche qui apparaît peu ou pas appliqué.
13. En matière de suivi, contrôle et surveillance, la SFA est l'organisation en charge. Depuis 2002, les navires industriels étrangers sont suivis par un dispositif VMS mis en place avec le soutien de la Communauté. Les moyens humains et matériels dont dispose la SFA pour sa mission sont insuffisants, avec un effectif de 10 personnes, et aucun moyen opérationnel. Il existe un cadre de coopération informel avec les *Seychelles Coast Guards* pour l'organisation de patrouilles en mer, mais cette organisation ne dispose que d'un patrouilleur capable de surveiller toute la ZEE, avec des problèmes de financement du fonctionnement de ses navires. Globalement, les capacités des Seychelles en matière de SCS sont insuffisantes, et le programme de coopération régionale en la matière financé sous le 9^{ème} FED régional (en cours de démarrage) devrait permettre d'améliorer l'efficacité du pays.
14. Les Seychelles entretiennent des accords de pêche avec plusieurs partenaires internationaux. L'accord avec la Communauté européenne est le plus important financièrement et en termes de navires autorisés. Cet accord pour la période s'achevant en janvier 2005 prévoit une compensation financière de 3 460 000 € par an (dont 34% pour des actions ciblées) en échange de possibilités de captures thonnières allant jusqu'à 46 000 tonnes par an. Il s'agit pour la Communauté de l'accord thonier le plus important. Les accords signés avec le Japon et Taiwan permettent l'accès saisonnier d'une flotte palangrière qui peut atteindre 200 navires en saison. Il existe également des accords privés signés avec des armements battant divers pavillons pour l'accès de senneurs. Globalement, l'accord de pêche avec la CE représente 60% des rentrées fiscales liées à la vente de l'accès, les accords avec les nations

asiatiques palangrières 25%, les 15% restant provenant de la vente de licences libres aux senneurs battant divers pavillons.

15. La pêche nationale seychelloise intègre un segment artisan et un segment semi-industriel. Le segment artisan est composé d'environ 375 navires de faible rayon d'action, exploitant les ressources démersales du plateau principalement à la ligne. Les captures sont de l'ordre de 5 000 tonnes par an. Le segment semi-industriel compte une dizaine de palangriers de 15-20 m ciblant l'espadon et le requin dans la zone économique pour des captures qui ont atteint au maximum 500 tonnes en 2000. Ce segment est en perte de vitesse du fait de conditions économiques défavorables et de problèmes de commercialisation de l'espadon sur le marché européen. D'après les recherches de la SFA, les stocks démersaux sont en état satisfaisant, avec plusieurs stocks encore non-exploités. Il existe également une ferme aquacole produisant des crevettes et dont la production a dépassé le millier de tonnes en 2003.
16. L'Océan Indien est le lieu d'une importante pêcherie à la senne qui cible le listao, l'albacore et le patudo à titre principal. La flotte des senneurs compte environ 50 navires, dont 35 battaient pavillon communautaire en 2002, le reste étant des navires opérant sous pavillons divers, dont le pavillon seychellois. Les captures de la flotte des thoniers senneurs dans cet Océan sont aux alentours de 300 000 tonnes par an, avec un record de 375 000 tonnes en 2002. Le listao est l'espèce dominante avec 52 à 57% des prises, devant l'albacore (35 à 39%) et le patudo (7 à 11%). Près de 70% des captures des senneurs sont réalisées sous dispositif de concentration de poissons (DCP). En année moyenne la pêche se concentre sur trois zones, la zone Somalie au nord, la zone Seychelles au centre, et la zone Canal du Mozambique au sud. En 2003, les senneurs ne sont pas allés dans le Canal du Mozambique, les ressources restants confinées sur une axe Tanzanie-Seychelles.
17. Les captures des senneurs européens dans l'Océan Indien occidental représentent en moyenne 237 600 tonnes (soit près de 80% des captures de l'ensemble des thoniers senneurs), dont 148 000 tonnes pour l'Espagne et près de 90 000 tonnes pour la France. Les stratégies de pêche des deux pavillons sont différentes, avec une stratégie axée sur la pêche sous DCP avec navires de soutien pour l'Espagne, et une stratégie mixte pour la France dont les navires pêchent sous DCP mais sans navires de soutien, et sur bancs libres. 75% des prises espagnoles ont lieu sous DCP, contre 65% pour la France.
18. Les senneurs européens ont utilisé de manière satisfaisante les possibilités de pêche négociées dans le protocole en cours. En 2002 et 2003, 35 et 33 senneurs européens avaient pris une licence (soit plus de 80% des 40 licences négociées) et l'avaient effectivement utilisée en pêchant dans la ZEE. Les captures des senneurs européens ont atteint 42 364 tonnes en 2002, et 71 194 tonnes en 2003, approchant ou dépassant le tonnage de référence négocié de 46 000 tonnes. Depuis 1995, la moyenne des captures européennes dans la zone économique seychelloise s'établit à près de 41 000 tonnes, avec un dépassement des tonnages de référence en 1995, 2001 et 2003. Les prises de 2003 sont à mettre en relation avec une abondance exceptionnelle de thons dans la zone Seychelles et dont les raisons sont encore inexplicables. Les senneurs européens réalisent en moyenne 17% de leurs prises totales de l'Océan Indien dans la ZEE des Seychelles, avec en moyenne 11% pour la flotte espagnole plus active sur la zone Somalie avec la pêche sous DCP, et 26% pour la flotte française.
19. La pêcherie palangrière de l'Océan Indien est dominée par les intérêts asiatiques. Taiwan, avec 340 navires en moyenne sur la période 1998-2001 est la première nation, devant le Japon (environ 200 navires), et la Corée du Sud avec 55 navires. La flottille européenne palangrière intègre 10 navires hauturiers espagnols, plus une flotte d'une trentaine de palangriers français basés à la Réunion et à plus faible rayon d'action. Les flottes asiatiques ciblent l'albacore, le patudo et le germon avec des palangres profondes, les palangriers européens ciblant l'espadon avec des palangres de surface. Les navires Taiwanais travaillent principalement au nord du 15°S et au sud du 25°S. Les navires européens exploitent en majorité les eaux situées entre les 20° et 4° S.
20. La pêcherie palangrière capture environ 170 000 tonnes par an (moyenne 1998-2002), avec les navires de Taiwan capturant près de 90 000 tonnes et le Japon environ 42 000 tonnes. Les captures sont dominées par les thons majeurs, mais avec des prises accessoires d'espadon significatives (11 600 tonnes pour Taiwan). Cette pêcherie est mal connue par la CTOI du fait de la mauvaise qualité du suivi par les Etats asiatiques du pavillon. Les navires européens capturent 12 500 tonnes de produits, dont 3 800 tonnes d'espadon et 7 200 tonnes de requins et relativement peu de thons (moins de 1 000 tonnes).

21. Les palangriers européens ont peu exploité les possibilités de pêche négociée avec les Seychelles. Le niveau de tirage des licences est faible (9 navires sur 27 en 2002, 3 sur 27 en 2003), et les navires ne sont pas venus pêcher dans la zone Seychelles, restant plus au sud. En conséquence, aucune capture palangrière européenne n'a été réalisée dans la zone Seychelles.
22. La gestion des stocks de l'océan Indien est de la responsabilité de la CTOI. Les dernières informations sur l'état des stocks indiquent une situation de pleine exploitation pour les stocks d'albacore, de patudo et d'espadon. Le stock de listao est considéré comme sous-exploité. La pêche de juvéniles d'albacores à la senne sous DCP sont une sujet de préoccupation pour la CTOI, avec cependant une diminution conséquente des ces prises de juvéniles en 2003/2004.. Le stock de patudo fait l'objet de prélèvements non contrôlés de la part d'une flottille illégale, non-déclarée et non-réglémentée (INN). Pour faire face à cette situation, la CTOI a adopté des résolutions visant à n'autoriser la pêche qu'à des navires des parties contractantes dûment déclarés et inscrits sur une liste publique, et à geler l'effort de pêche au niveau de 2003 pour que la pression de pêche n'augmente pas.
23. Les prises accessoires des senneurs européens sont estimées à 24 000 tonnes par an, composées essentiellement de poissons de l'écosystème pélagique (thons mineurs) mais aussi de requins et de quelques tortues marines. Ces prises accessoires n'ont lieu que lors de la pêche sous DCP. Les palangriers européens capturent des quantités sensibles de requins (jusqu'à 16 000 tonnes), et principalement de requins peau-bleue (85%) qui n'est pas l'espèce la plus sensible à la pression de pêche. L'impact précis de ces captures sur l'environnement n'est pas connu, et des efforts doivent être consentis pour collecter les données nécessaires à la quantification de cet impact, avec une priorité sur une meilleure contribution de la part des navires palangriers asiatiques.
24. Le port de Victoria aux Seychelles est le principal port de débarquement / transbordement de l'océan Indien occidental en raison d'une situation relativement centrale, de sa distance par rapport à la route des cyclones, et par les infrastructures et services à terre, dont une conserverie de thon, qui se sont développés en soutien à la flottille de pêche à la senne. En 2003, 359 136 tonnes ont été débarquées / transbordées à Victoria, contre 25 784 à Madagascar, et 19 237 tonnes au Kenya. Les flottilles palangrières asiatiques utilisent peu le port de Victoria pour leurs opérations d'escale. Le port de Victoria est devenu trop exigu pour accueillir dans des conditions favorables les senneurs et leurs navires de soutien, et on assiste depuis peu à une montée en puissance du port de Mombassa au Kenya.
25. Les retombées économiques de l'activité de débarquement / transbordement à Victoria des flottes européenne sont très importantes pour les Seychelles. Outre le paiement pour l'accès versé par la Communauté et les armateurs (4,1 M€ en 2002, 7,5 M€ en 2003 en raison du dépassement du tonnage de référence), les navires européens versent pour 5,5 M€ de salaires sur place, génèrent par leur achats de consommables une valeur ajoutée de 6,3 M€ au bénéfice du pays, et paient à l'Etat 1,9 M€ en taxes fiscales, soit des bénéfices totaux pour les Seychelles se situant entre 17 et 20 M€ suivant les années. Si l'on retient comme hypothèse de travail que les bénéfices générés par la conserverie pour les Seychelles (17,9 M €) sont à mettre au crédit de la flotte européenne qui lui procure 95% de son approvisionnement en matières premières, le total des bénéfices pour le pays est entre 35 et 38,5 M€, soit autour de 5% du PIB. En outre, l'activité thonière génère près de 2 100 emplois de ressortissants seychellois, dont près de 1 900 liés à la flottille européenne.
26. L'évaluation ex-post de l'accord indique que celui ci est globalement efficace dans la mesure où il permet de conforter la présence des flottes de la CE dans la région, tout en permettant de créer ou de maintenir de l'emploi et de la valeur ajoutée au bénéfice des régions dépendantes de la pêche. On estime qu'1 € investi par la Communauté permet de générer 4,8 € de valeur ajoutée européenne incluant les secteurs amonts et avals à la capture, et que la contribution versée contribue au maintien de plus de 330 emplois de ressortissants communautaires. Le protocole s'est montré également efficace en donnant aux Seychelles les moyens de développer une pêche responsable. Les bonnes performances du segment senneur ont permis à l'accord d'être efficient en préservant le caractère avantageux du coût des possibilités de pêche négociées. La pêche par les navires senneurs ne compromet pas la viabilité biologique des stocks exploités. La contribution du segment palangrier aux performances de l'accord est très faible d'une manière générale.

27. Sur ces bases, il a été estimé qu'une reconduction des possibilités de pêche sur des bases les plus proches possibles du protocole actuel constitue la solution la plus intéressante pour les deux parties. Une augmentation des possibilités de pêche négociée ne serait pas forcément avantageuse pour la CE, alors qu'une diminution serait défavorable aux Seychelles. Un scénario de non-reconduction de l'accord aurait des conséquences catastrophiques pour les Seychelles, et graves mais pas rédhibitoires pour la CE.
28. Quelles que soient les possibilités de pêche négociées, la négociation d'un futur protocole intégrant l'approche de partenariat devra identifier de façon précise les actions à mettre en œuvre pour le développement du secteur de la pêche, avec le financement requis. Les Seychelles ont besoin de moyens pour effectuer le travail de recherche, formation et contrôle et surveillance des pêcheries. La situation économique actuelle du pays fait qu'un versement des montants de la compensation financière sans la fixation d'objectifs à atteindre risque de se faire au détriment du secteur de la pêche.

INTRODUCTION

Les relations entre la Communauté européenne et la République des Seychelles en matière de pêche datent des années 1980 quand la pêcherie thonière à la senne, jusqu'alors inexistante dans cette région du monde, s'est développée de manière spectaculaire sous l'impulsion d'armements communautaires qui souhaitent diversifier leurs zones de pêche. Suite à la découverte d'une ressource thonière considérable, et du fait de sa situation centrale dans l'Océan Indien, la République des Seychelles a été naturellement privilégiée comme base logistique de la flotte européenne et a développé progressivement les infrastructures d'accueil nécessaires au soutien de l'activité.

L'accès des navires européens aux eaux seychelloises a été encadré dès 1987 par la signature d'un accord cadre entre les deux parties¹. Suite à cet accord cadre, un premier protocole d'accord de pêche a été signé en 1987. Les protocoles ont été successivement renouvelés jusqu'à l'accord en vigueur et qui expire en janvier 2005². Le tableau suivant présente les grandes caractéristiques des accords successifs. Ce sont des accords qualifiés d'accords thoniers dans la mesure où ils ne donnent des possibilités de pêche que pour l'exploitation des grands pélagiques migratrices (thons, espadons et marlins).

Tableau 1 : Caractéristiques générales des protocoles d'accord de pêche signés entre la Communauté et les Seychelles depuis 1987. Source - DG FISH

<i>Periode</i>	<i>Possibilités de Pêche</i>	<i>Tonnage de Référence</i>	<i>Contrepartie Financière (€) Communautaire totale</i>	<i>Dont Actions Ciblées (€)</i>
18/1/02 17/1/2005	Senneurs : 40 Palangriers de surface : 27	46 000 tonnes	10 380 000	3 480 000
18/1/99 17/1/2002	Senneurs : 47 Palangriers de surface : 32	46 000 tonnes	10 350 000	3 450 000
18/1/96 17/1/99	Senneurs : 42 Palangriers de surface : 15	46 000 tonnes	9 900 000	3 000 000
18/1/93 17/1/96	Senneurs : 40 Palangriers de surfaces : non dét.	46 000 tonnes	9 900 000	3 000 000
18/1/90 17/1/93	Senneurs : 40	---	9 900 000	3 000 000
18/1/87 17/1/90	Senneurs : 40	46 000 tonnes	6 750 000	750 000

L'accord de pêche en vigueur avec les Seychelles s'inscrit dans un réseau d'accord de pêche signés avec plusieurs Etats côtiers de l'Océan Indien. La multiplication de ces accords trouve sa justification dans le fait que les ressources visées sont hautement migratoires, se déplaçant suivant des rythmes saisonniers au travers des eaux internationales et des eaux sous juridictions. En 2004, la Communauté avait 5 protocoles d'accord en vigueur (Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles) qui couvraient partiellement les besoins des armements communautaires en matière d'accès. Il n'existait pas à cette date d'accords avec d'autres Etats côtiers dont les eaux sont riches en ressources thonières (Somalie, Tanzanie, Kenya notamment) et qui font l'objet d'une exploitation par la flotte communautaire sous un régime de licences privées.

Le protocole en vigueur expirera en janvier 2005. En préalable à une renégociation de l'accord, et suivant les dispositions du Règlement (CE, EURATOM) 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget des Communautés européennes³, et notamment de son article 27, le protocole d'accord de pêche avec les Seychelles doit faire l'objet d'évaluations *ex-post* et *ex-ante*. Ces évaluations sont destinées à vérifier que les résultats du programme sont conformes aux objectifs fixés (*ex-post*), et à donner au législateur les moyens d'apprécier si le nouveau programme (le futur protocole) est nécessaire et cohérent avec d'autres instruments financiers (*ex-ante*). Ces évaluations sont l'objet de ce rapport. Le travail nécessaire à sa préparation a été divisé en une phase de collecte d'informations aux Seychelles durant la

¹ [règlement du Conseil n° 1708/87 du 15 juin 1987 \(JOCE L 160, 20.6.87\)](#)

² [règlement du Conseil n° 923/2002 CE JOCE L 144, 1.6.02](#)

³ JOCE L 248, 16.09.2002

deuxième quinzaine du mois de juin 2004, et une phase d'interprétation et d'analyse en Europe. Au cours de la mission aux Seychelles, les personnes listées en annexe 1 à ce rapport ont été rencontrées.

A/ Le secteur de la pêche aux Seychelles

1. Contexte général

1.1. PRESENTATION GENERALE DE LA REPUBLIQUE DES SEYCHELLES

1.1.1. Caractéristiques géographiques

L'archipel des Seychelles baigne dans l'Océan Indien, à 1.590 kilomètres de la côte Est africaine et à 930 kilomètres au Nord de Madagascar. Les Seychelles sont composées de 115 îles, granitiques et coralliennes, réparties entre 4°-11° de latitude Sud et entre 55°-56° de longitude Est, sur une surface de 644.000 km². La superficie des terres émergées est de 455 km² ; et la longueur de la ligne de côte de 491 km.

Les principales îles sont granitiques, et se trouvent toutes dans un rayon de 56 km autour de Mahé, l'île la plus grande (148 km²), où se trouve la capitale Victoria. Les deux autres îles granitiques importantes, en termes de taille et de population, sont Praslin et La Digue, respectivement à 33,6 km et 48 km de Mahé. Les autres îles sont coralliennes et largement dispersées. Il y a deux principaux plateaux continentaux, ou zones de haut fonds, d'une superficie de près de 50.000 km² : le plateau de Mahé (figure 1) et les Amirantes.

En termes de terres émergées, la république des Seychelles est un petit État de 453 km². Mais la dispersion des quelque 115 îles qui le composent lui vaut de disposer d'une immense zone économique exclusive de 1 374 000 km² dans l'océan Indien, ce qui lui confère une certaine importance géopolitique.

La figure suivante montre les contours généraux de la zone économique exclusive. Etant donné la souveraineté des Seychelles sur l'atoll d'Aldabra, la zone s'étend considérablement vers l'ouest de Mahé. Pour donner un ordre de grandeur des distances, la plus grande largeur de la ZEE représente environ 1780 km, soit la distance entre Madrid et Londres, la plus grande hauteur 1 300 km, soit la distance de Madrid à Paris.

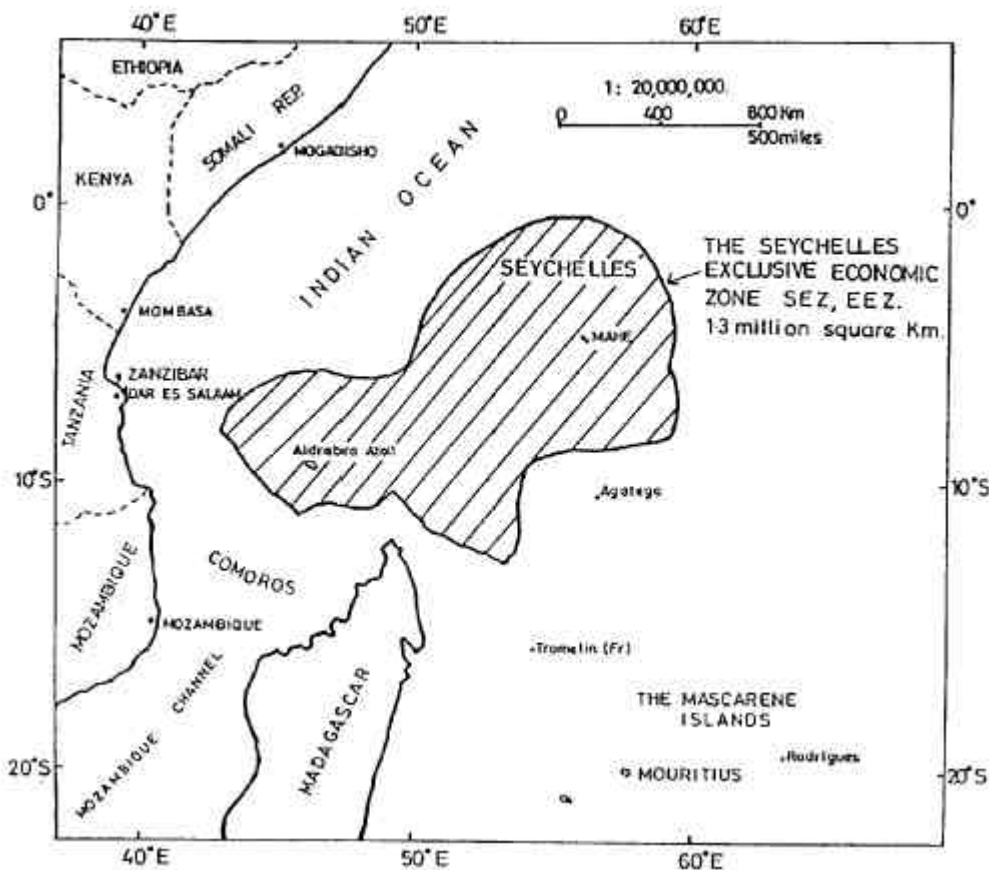


Figure 1 : ZEE seychelloise. Source : SFA

Le climat des Seychelles est de type tropical humide. De mai à octobre, le vent souffle régulièrement du sud-est, entraînant un climat plus sec et une température légèrement plus fraîche. De décembre à mars, c'est l'été austral. Les vents soufflent du nord-ouest. Les Seychelles ont également l'avantage d'être en dehors de la zone des cyclones qui sont susceptibles de balayer l'Océan Indien en été Austral. C'est un atout essentiel de l'archipel, tant pour le développement de la pêche que celui du tourisme.

La population résidente seychelloise est d'environ 80 800 personnes en 2002, dont 71 900 (88%) regroupés sur Mahé (source MISD). Plus de 51% de la population se trouve dans la tranche d'âge 15-44 ans, avec une moyenne d'âge nationale qui se situe à 29 ans en 2002 (contre 27 ans en 1999).

1.1.2. Organisation politique

En vertu de la Constitution de 1979, promulguée à la suite du coup d'État de 1977, le pouvoir exécutif est exercé par le Président, élu pour cinq ans au suffrage universel et assisté d'un Conseil des ministres. Le pouvoir législatif revient à l'Assemblée du peuple composée de 25 membres directement élus au suffrage universel et de 10 membres issus des résultats proportionnels des élections. Le Front progressiste du peuple seychellois (SPPF) a été la seule organisation politique dominante de 1977 à 1991, date à laquelle les partis d'opposition ont été légalisés.

L'année 1991 voit l'adoption du multipartisme et des élections sont organisées le 23 juillet 1993. France-Albert René est alors réélu à la tête de l'État et du gouvernement. En 1998, la population des Seychelles vote à nouveau en sa faveur (il recueille 66 p. 100 des suffrages exprimés), donnant une assise confortable à son parti, le Front progressiste du peuple des Seychelles (SPPF). France-Albert René se convertit à une politique libérale qui vise à accueillir les capitaux étrangers, en provenance notamment des pays limitrophes de l'océan Indien ainsi que de l'Afrique du Sud. France-Albert René a cédé le pouvoir à James -Albert Michel le 14 avril 2004.

L'organisation du Gouvernement seychellois a été réformée à la mi-avril suite à l'entrée en fonction du nouveau Président de la République. Comme le montre le tableau suivant, le Gouvernement est composé de 10 Ministères (dont le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles qui est en charge du secteur de la pêche), et de 7 Départements d'Etat qui sont assimilables à des Ministères sous l'autorité directe du Président de la République.

Tableau 2 : Les Départements et Ministères du Gouvernement des Seychelles au 15 avril 2004

Organisation	Ministre
Bureau du Président	Président J.A. Michel
Département de la Défense	
Département de la Police	
Département des Affaires Intérieures	
Département des Affaires Légales	
Département des Finances	
Département de l'Economie et de la Planification	
Ministère du Tourisme et des Transports	Vice-Prés. J. Belmont
Ministère de l'Education et de la Jeunesse	Min. D. Faure
Ministère du Gouvernement local, des Sports et de la Culture	Min. S. Pool
Ministère des Affaires Etrangères	Min. J. Bonnelame
Ministère de la Santé	Min. P. Pillay
Ministère de l'Industrie et du Commerce International	Min. J. Dugasse
Ministère de l'Administration et du Travail	Min. N. Alexander
Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles	Min. R. Jumeau
Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi	Min. V. Meriton
Ministère de l'Habitat et de l'Utilisation du Sol	Min. J. Morgan

Le Gouvernement seychellois s'appuie également sur des organisations dites para-étatiques dont les statuts et modes de fonctionnement sont décrits dans des textes de lois spécifiques. De manière générale, ces organisations para-étatiques sont chargées de tâches exécutives. Parmi les organisations para-étatiques les plus connues et ayant un rapport avec l'industrie de la pêche, on peut citer le *Seychelles Marketing Board* qui a le monopole du commerce de la plupart des produits de base, la *Seychelles Licensing Authority* qui a le monopole de la délivrance de tout type de licences (taxis, commerces, pêche), la *Seychelles International Business Authority* chargée des relations et de la gestion des investisseurs étrangers, et la *Seychelles Fisheries Authority* en charge de la pêche et sur laquelle nous reviendrons. Ces organisations para-étatiques ont la particularité commune d'être dirigées par des Comités Directeurs composés de personnalités du Gouvernement (ministres, ou personnes nommées par le Président), et de jouir d'une relative autonomie financière, étant autorisée à emprunter ou générer des recettes en plus d'une dotation gouvernementale.

1.1.3. Situation économique

Avec un PIB d'environ 700 millions d'USD, dont près de 75% proviennent du secteur tertiaire, le revenu par tête peut être estimé à près de 8 000 USD par habitant, ce qui place le pays au premier rang africain et dans le groupe des pays à revenu moyen-supérieur suivant la classification de la banque Mondiale. Le tableau suivant détaille le PIB et son évolution depuis 1998 aux prix du marché. Suivant la nomenclature utilisée, la pêche intègre la pêche nationale et l'aquaculture. Les produits manufacturiers comprennent la transformation du poisson (conserverie), et le transport le PIB généré par les activités de manutention des produits de la pêche. Le poids de la pêche et de ses industries connexes ne peut donc pas être estimé directement de ce tableau.

Tableau 3 : Structure du PIB seychellois aux prix courants (en millions SCR). Source : Banque Centrale

Secteur	1998	1999	2000	2001	2002	%2002
Agriculture, pêche et forêt	84.2	103.2	99.4	103.0	110.3	3%
Mine, produits manufacturiers	482.1	503.4	674.9	654.8	698.0	18%
Eau, électricité	80.1	76.1	47.8	61.5	66.6	2%
Construction	264.9	323.5	296.8	307.4	384.2	10%
Transport, distribution et communication	936.6	1 043.1	1 032.9	1 068.1	1 110.6	29%
Hôtels et restaurants	289.5	264.7	324.2	349.3	380.3	10%
Finances et autres services	341.7	350.3	380.8	395.8	409.0	11%
Services gouvernementaux	410.0	416.0	433.0	443.0	458.0	12%
Autres services	285.2	242.9	241.9	234.9	212.9	6%
Total PIB	3 201.3	3 323.2	3 531.7	3 617.8	3 829.9	100%
Total PIB eq. M USD	608.2	622.1	618.2	617.5	697.8	

Avec la pêche, le tourisme est l'une des principales ressources du pays avec une contribution au PIB estimée à 150 millions d'USD en 2002 et près de 50% des recettes du pays en devises.

Encore peu développé il y a encore trente ans, le tourisme a enregistré une progression continue jusqu'en 1995 pour se stabiliser à 130 000 visiteurs étrangers par an, atteignant un record de 132 000 visiteurs en 2002. En raison de la concurrence de destinations moins onéreuses, les Seychelles enregistrent une baisse de fréquentation depuis. Cette tendance se confirme en 2004. La baisse de la fréquentation concerne principalement l'île de Mahé, alors que les visites de la Digue et de Praslin se maintiennent à des niveaux honorables. Le Gouvernement a récemment lancé un nouveau plan de relance du secteur en prévoyant des exemptions de taxes et des conditions plus favorables aux investissements étrangers dans le secteur.

En dehors de la pêche et du tourisme, il n'existe pas d'industries ou de services capables de créer de la richesse nationale. Le Gouvernement souhaite développer les services offshore (banque, enregistrement de navires ou d'aéronefs) comme troisième pilier de l'économie, mais avec peu de succès pour l'instant.

La conjoncture économique aux Seychelles est difficile en raison d'une pénurie en devises. Les réserves étaient estimées en 2003 comme équivalente à deux semaines d'importations, pénalisant les échanges commerciaux et provoquant un allongement des délais de paiement en devises des fournisseurs étrangers. La dette extérieure publique est estimée à 350 millions d'USD, ou 530 millions d'USD si l'on y inclut la dette des entreprises étatiques auprès des banques commerciales (le *Seychelles Marketing Board* cumule à lui seul une dette extérieure de 80 millions d'USD). Par habitant, la dette extérieure atteint le chiffre considérable de 3 650 USD, ou 5 250 USD avec la dette des entreprises étatiques.

L'économie seychelloise est très dirigée car il y a contrôle des prix, des changes, des permis d'importation, de l'octroi de devises, et de la politique monétaire (surévaluation forcée de la roupie, création monétaire).

Dans le but de faire face à la situation délicate du pays, le Gouvernement a récemment engagé un plan de réformes économiques répondant à certaines attentes du Fond Monétaire International et des instances internationales inquiètes du niveau de surendettement du pays. Le but de ce plan est de redresser les finances publiques par une contraction importante des dépenses et une réforme fiscale ambitieuse (introduction de la *General Sales Tax* - GST - de 12%) ; de privatiser certaines entreprises et de revoir le rôle de certains organismes para-étatiques et publics ; et de libéraliser l'économie (assouplissement du contrôle des prix et des changes, importations plus libres) et de favoriser l'investissement privé dans divers secteurs tels que le tourisme. Les premières mesures ont suscité le mécontentement de la population, ce qui pourrait pousser le Gouvernement à ralentir le train des mesures dans la perspective des élections présidentielles de 2006.

1.1.4. Le budget de l'Etat

Le tableau suivant indique les revenus et dépenses de l'Etat seychellois.

Tableau 4 : Revenus et dépenses de l'Etat seychellois. Données 2000 à 2002 : données réelles, 2003 : estimations. Montants en millions de SCR. Source : Banque Centrale

	2000	2001	2002	2003	2002 eq M€	2003 eq M€
Revenus totaux	1 333	1 289	1 487	1 512	281	248
a-Revenus courants	1 283	1 275	1 464	1 502	277	246
Transferts du Fond de sécurité sociale	80	105	110	120	21	20
Taxes commerciales	578	596	360	304	68	50
Impôts sur le revenu/sociétés	244	228	253	222	48	36
Autres taxes indirectes	44	41	325	373	61	61
Droits et amendes	84	89	91	97	17	16
Droits administratifs et revenus	126	132	129	130	24	21
Revenus service public	9	8	8	10	2	2
Intérêts et Dividendes	58	26	75	122	14	20
Remboursements	38	33	33	45	6	7
Divers	5	3	65	62	12	10
b-Dons	50	14	22	10	4	2
Dépenses totales	1 675	1 630	2 061	1 693	390	278
a-Dépenses courantes	1 358	1 408	1 689	1 625	319	267
Dotation Ministères dont :	1 083	1 126	1 371	1 363	259	224
<i>Tourisme & aviation civile</i>	42	48	71	75	13	12
<i>Education</i>	136	144	157	160	30	26
<i>Santé</i>	133	137	138	164	26	27
<i>Défense</i>	62	65	77	64	15	10
<i>Affaires intérieures</i>	65	69	70	72	13	12
Pensions et retraites	38	36	37	38	7	6
Dotations aux organismes régulateurs	46	46	50	53	9	9
Dotation aux para-étatiques	35	34	170	101	32	17
Contribution Sécurité sociale	119	125	131	138	25	23
Charges	274	282	318	261	60	43
Dont paiement intérêts de la dette	263	265	303	250	57	41
b-Dépenses investissement	463	197	329	68	62	11
c-Prêts nets	-145	12	43	0	8	0
Résultat	-342	-341	-574	-181	-108	-30

Les rentrées totales de l'Etat pour 2002 étaient de l'ordre de 281 M€, dont la plus grande partie provenait des taxes commerciales et des "autres taxes indirectes" (notamment la *General Sales Tax* introduite en 2002 suite à la réforme économique). Les rentrées fiscales liées aux différents accords de pêche se trouvent sous la rubrique "droits et amendes", environ 17 M€ pour 2002, rubrique qui inclut également les recettes levées par la *Seychelles Licensing Authority* pour l'attribution de licences commerciales (hôtels, commerces, ...). D'après les informations du tableau Tableau 19 page 39, la vente de licences de pêche représenterait 41% des rentrées enregistrées sous cette ligne budgétaire, et 1,8% des rentrées totales de l'Etat.

Les dépenses de l'Etat était approximativement équivalente à 390 M€ en 2002. Un peu plus de 80% de ces dépenses est allouée aux dotations des Ministères. La dotation aux organismes régulateurs (dont notamment la *Seychelles Fishing Authority* et la *Seychelles Licensing Authority*) est équivalente à 9M€ en 2002. D'après les informations mentionnées dans le Tableau 13 page 21, la dotation à la SFA représenterait 20% de la dotation aux organismes régulateurs, et 0,5% des dépenses totales de l'Etat. La dotation de l'Etat au Ministère en charge de la pêche n'a pu être obtenue en raison des changements fréquents de Ministères en

charge de ce secteur. On soulignera cependant que le rôle du Ministère en charge vis à vis de la pêche étant très réduit, et que la dotation ciblée sur le secteur de la pêche est probablement faible.

D'après les informations communiquées par la Banque Centrale, le déficit est essentiellement couvert par des prêts consentis au Gouvernement par cette institution qui emprunte elle-même à des institutions étrangères et prête au Gouvernement après conversion en monnaie locale.

1.1.5. L'emploi

Le nombre d'emploi aux Seychelles, calculé à partir du nombre de personnes immatriculées au régime de sécurité social, est de 33 111 en moyenne sur 2003. L'Etat (y compris les établissements para-étatiques) emploie près de 50% de la force de travail. Le secteur de la pêche (emploi à bord des navires, aquaculture) procure de l'emploi à 383 personnes, dont 57 sous statut privé. L'emploi pêche dans les entreprises para-étatiques est de 326, dont une centaine à la *Seychelles Fishing Authority*, et le reste dans la station aquacole opérée par le *Seychelles Marketing Board*. L'emploi manufacturier comprend environ 1 400 employés seychellois de la conserverie. Aucune statistique récente sur le taux de chômage n'a pu être trouvée, mais le nombre d'emplois aux Seychelles comparé au nombre d'habitants suggère que celui-ci doit être faible.

Tableau 5 : Nombre d'emplois aux Seychelles en 2003 par secteur d'activité. Source : Banque Centrale

Secteur d'activité	Tous statuts	Privé	Para-étatique	Etat
Agriculture et forêt	697	223	474	
Pêche	383	57	326	
Produits manufacturiers	4 399	4 023	376	
Electricité, eau	1 050		1 050	
Construction	2 037	2 037		
Commerce	2 494	1 929	565	
Hôtellerie	4 692	4 692		
Transport, distribution et communications	2 952	1 226	1 131	595
Administration et défense	5 443			5 443
Education	2 795	130		2 665
Santé	1 765	234		1 531
Autres	4 404	2 857	1 537	10
TOTAL	33 111	17 408	5 459	10 244

1.1.6. Le Commerce extérieur

Données générales

D'après les données de la Banque Centrale, le commerce extérieur des Seychelles est déficitaire. Compte tenu de la faiblesse des exportations qui reposent à 85% sur les conserves de poisson, et l'importance des importations de toutes sortes de biens, dont des biens de consommation courante qui ne peuvent être produits aux Seychelles, ce déficit peut être qualifié de structurel. D'après la série de données disponible, le déficit du commerce extérieur qui était équivalent à 314 M€ en 1999, était de l'ordre de 246 M€ en 2002.

Tableau 6 : Commerce extérieur (en millions d'euros) des Seychelles. Source : Banque Centrale

Export	1999	2000	2001	2002	2002%
Coprah	0.0	0.0	0.1	0.0	0%
Cannelle	0.4	0.2	0.2	0.2	0%
Poisson frais et congelé	5.4	4.0	3.3	3.4	2%
Conserves de poissons	101.6	115.8	146.5	159.5	85%
Ailerons de requins	0.1				
Crustacés	1.5	3.5	2.5	1.6	1%
dont crevettes congelées	1.5	3.5	2.3	1.6	1%
Autres	5.0	18.0	28.8	22.8	12%
Total	114.0	141.5	181.4	187.5	
Import	1999	2000	2001	2002	2002%
Biens alimentaires et bétail	92.5	98.9	122.7	127.3	29%
Boissons et tabac	5.7	5.2	4.2	6.9	2%
Combustibles	37.9	80.7	77.8	62.0	14%
Produits chimiques	26.4	24.6	27.5	28.7	7%
Produits manufacturés	136.5	90.3	87.2	98.4	23%
Machine et équipements de transport	122.0	63.5	200.7	102.5	24%
Autres	7.1	9.0	7.3	7.9	2%
Total	428.1	372.2	527.4	433.7	

Commerce extérieur de produits de la pêche

Les exportations seychelloises de produits de la pêche (Tableau 7) ont atteint une valeur approchant les 174 millions d'euros en 2002. Ce montant représente près de 96% des exportations totales du pays. Parmi les exportations, les conserves de thon représentent 87% du total des exportations nationales. On signalera que les Seychelles exportent 39 tonnes d'ailerons de requins séchés et de bêche de mer.

Tableau 7 : Exportations de produits de la pêche à partir des Seychelles (Source : SFA)

EXPORTATIONS	2001		2002	
	Poids (T)	Valeur ('000 €)	Poids (T)	Valeur ('000 €)
Poissons frais et congelés	455	3 292	477	3 435
Conserves de thon	30 793	146 523	34 791	159 454
Crevettes congelées	251	2 515	218	1 651
Autres poissons préparés	3 573	9 575	2 713	8 932
Ailerons de requins et bêche de mer	12	279	39	403
Total	35 084	162 184	38 238	173 875
Exportations totales		169 558		181 366
% Exportations nationales		95.7%		95.9%

La destination des exportations de produits de la pêche exportés des Seychelles est à 90% la Communauté européenne. Le Royaume Uni est le premier débouché (50% de la valeur des conserves de thons exportées), devant la France (25%), l'Italie (17%).

Les importations de produits de la pêche aux Seychelles sont dominées par les poissons congelés. Cette rubrique intègre essentiellement les thons débarqués aux Seychelles (99% des importations) par les flottilles étrangères et transformés par la conserverie. Les importations de produits de la pêche ont représenté entre 16 et 19% des importations totales dans le pays en 2001 et 2002 respectivement. Le cumul des importations d'intrants (matière première, boîtes, sel, énergie) de la conserverie *Indian Ocean Tuna* représentent à eux-seuls 45% des importations totales du pays.

Tableau 8 : Importations de produits de la mer aux Seychelles (Source : SFA)

IMPORTATIONS	2001		2002	
	Poids (T)	Valeur ('000 €)	Poids (T)	Valeur ('000 €)
Poissons vivants	2	19	1	7
Poissons frais ou réfrigérés	0	0	5	34
Poissons congelés	78 300	70 207	90 178	71 881
Filets et chairs de poissons	1	8	27	36
Poissons séchés, salés, en saumure	5	57	9	304
Mollusques et crustacés	182	811	201	464
Autres	1	6	3	21
Total		71 107		72 748
% importations nationales		15.8%		19.3%

Globalement, les statistiques du commerce extérieur indiquent que la balance commerciale des produits de la mer est positive, dégagant un excédent de 98 M€ en 2001 et 108 M€ en 2002.

Comme le montre le tableau suivant, les Seychelles sont le premier fournisseur de la Communauté européenne en conserves de thons. En moyenne sur les années 2000 à 2002, les Seychelles représentent 18% de l'approvisionnement extérieur en valeur, et 15% en poids. Le tableau indique également une progression constante des poids et valeur exportés des Seychelles vers la Communauté, avec un gain en valeur de 40% entre 2000 et 2002 (de 130 à 183 M€). Dans le même temps, la valeur des importations de conserves de thons d'origine extra-communautaire a progressé de 35% pour dépasser le seuil du milliard d'euros en 2002.

Tableau 9 : Importations européennes de conserves de thons (code NC 160414) d'origine extra-communautaires (Source : Eurostat)⁴

	VALEUR ('000 €)					POIDS (Tonnes)				
	2000	2001	2002	Moyenne	%	2000	2001	2002	Moyenne	%
Seychelles	130 435	149 011	183 454	154 300	18%	46 224	47 420	59 566	51 070	15%
Equateur	94 977	107 736	145 534	116 082	14%	41 788	39 547	50 370	43 902	13%
Côte d'Ivoire	114 136	102 925	153 307	123 456	14%	50 978	42 921	54 795	49 565	15%
Ghana	66 077	72 517	63 366	67 320	8%	24 578	26 500	23 124	24 734	7%
Thaï lande	60 661	69 662	99 948	76 757	9%	27 198	31 178	43 103	33 826	10%
Maurice	40 560	67 147	70 226	59 311	7%	17 097	26 315	27 746	23 719	7%
Colombie	63 327	60 869	67 397	63 864	7%	20 797	19 415	19 760	19 991	6%
Philippines	53 315	49 080	76 554	59 650	7%	31 850	26 738	39 264	32 617	10%
Sénégal	15 767	27 112	22 336	21 738	3%	7 242	10 437	8 495	8 725	3%
Madagascar	19 856	24 894	37 195	27 315	3%	7 242	10 437	15 390	11 023	3%
Kenya	13 709	23 804	8 959	15 491	2%	4 731	6 986	2 581	4 766	1%
Autres	73 118	51 944	81 595	68 886	8%	40 661	25 763	32 757	33 060	10%
Total Extra-CE	745 938	806 701	1 009 871	854 170		320 386	313 657	376 950	336 998	

Les statistiques du commerce extérieur indiquent que le Royaume Uni est la première destination des conserves de thons seychelloises (45% des importations de ce pays en valeur en 2002) devant la France (29%), les Pays-Bas (12%) et l'Italie (11%).

1.2. LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Le Gouvernement des Seychelles, conscient que la beauté de ses sites constitue l'une des principales ressources de l'archipel, a mis en place une véritable politique de l'environnement. Celle-ci s'est traduit par l'adoption d'un plan de gestion de l'environnement (*Environment Management Plan of Seychelles – EMPS*) pour

⁴ On notera l'écart substantiel qui existe entre les poids exportés des Seychelles (source SFA) et les poids importés des Seychelles dans la Communauté (source Eurostat). Vérification faites auprès de la SFA et de la conserverie, les données présentées par Eurostat sont plus vraisemblables. Les données en valeur sont cohérentes (valeur FOB / CIF)

la période 2000-2010 et qui regroupe plusieurs priorités thématiques. Les grandes lignes de ce plan, ainsi que les besoins budgétaires qui ont été identifiés sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Principaux thèmes et programmes du Plan de Gestion de l'Environnement 2000-2010. Source : Gouvernement des Seychelles

Domaine thématique	Principales actions	Budget (en '000 USD)
Société, Population et Santé (et questions de genre)	Meilleure compréhension des interactions population - environnement et mise en place de modes de gestion de celles-ci.	2 016
Utilisation des terres, zones côtières et urbanisation	Renforcement des capacités institutionnelles de gestion, participation communautaire	3 997
Biodiversité, Forêts et Agriculture	Protection et conservation des forêts, protection de la biodiversité, parcs nationaux	15 050
Energie et transports	Amélioration des transports publics, réseau routier, gestion du trafic	25 085
Pêche et ressources marines	Gestion de l'environnement côtier, aires marines protégées, gestion des pêcheries côtières et hauturières	690
Eau, épuration et déchets	Gestion des déchets solides, épuration des eaux usées	117 230
Tourisme et sites naturels	Développement de l'éco-tourisme, impact environnemental du tourisme	2 150
Economie de l'Environnement et gestion financière	Renforcement des capacités institutionnelles, campagnes de sensibilisation	3 600
Aspects institutionnels et législatifs	Mise à jour du cadre réglementaire, renforcement institutionnel	130
Commerce, Industrie et Production	Gestion durable des ressources, gestion environnementale des industries, promotion d'industries non polluantes	2 450

Sur un coût total programmé de 172 M USD sur 10 ans (74 M USD venant du budget du Gouvernement, 98 M USD de financements extérieurs), le traitement des problèmes liés à la gestion des eaux usées et de déchets mobilise à lui-seul 68% des coûts. La gestion de l'énergie et des transports (15%) et la protection et gestion de l'environnement terrestre (9%) sont les deux autres grandes thèmes. La gestion de l'environnement marin reçoit directement moins de 1% du total des dépenses, mais bénéficie des efforts en matière de gestion des autres priorités thématiques (gestion de l'eau et des déchets, forêts, tourisme, industries).

1.3. LES CONDITIONS POUR L'INVESTISSEMENT PRIVE

Le secteur de la Pêche est considéré comme prioritaire aux Seychelles en tant que premier secteur exportateur et fournisseur de devises (avant le Tourisme et les Services financiers).

Le texte de loi *Investment Promotion Act* (1994), présente les conditions générales à remplir pour :

- l'enregistrement des sociétés,
- l'attribution de concessions,
- l'attribution d'aides éventuelles pour l'incitation à l'investissement.

Aux Seychelles, toutes les entreprises sont soumises, en matière de taxes, aux trois textes principaux suivants :

- le *Trade Tax Act*,
- le *Social Security Act*,
- le *Business Tax Act*.

L'*Investment Promotion Act* précise les allègements ou exemptions de taxes pouvant être accordées par rapport aux conditions générales des trois textes indiqués, pour les entreprises "orientées vers l'exportation", notamment celles du secteur de la Pêche.

Conditions fiscales applicables aux sociétés du secteur de la Pêche orientées vers l'export.

Définition des entreprises orientées vers l'export :

50 % du chiffre d'affaires directement exporté,
total des devises correspondantes rapatriées aux Seychelles,
50 % des rapatriements convertis en monnaie locale (SR).

Définition des secteurs concernés :

- 1 Investissements dans l'exploitation des ressources marines,
- 2 Investissements dans les activités industrielles et de transformation,
- 3 Investissements dans les activités de services professionnels,
- 4 Investissements dans les activités artisanales.

Trade Tax Act

Cette taxe s'applique normalement sur toutes les importations de biens et services liés à l'investissement, selon des taux variable.

Secteur	Equipements	Produits intermédiaires, pièces détachées, carburant, etc	Produits manufacturés et services
1 Exploitation des ressources marines	0	0	0
2 Activités industrielles et de transformation	0	0	0
3 Activités de services professionnels	0	50 %	0
4 Activités artisanales	0	0	0

Social Security Tax

Les taux applicables aux entreprises sont les suivants :

Tranches de salaires bruts payés par l'entreprise	Taux de base	Taux applicables aux entreprises orientées vers l'export
<1000 SR	10 %	0 %
de 1 000 à 3 000 SR	20 %	0 %
de 3 000 à 10 000 SR	35 %	0 %
> 10 000 SR	40 %	0 %

Business Act

Cette taxe s'applique normalement au taux de 15 % sur le revenu taxable de l'entreprise, pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires > 24 000 SR par an.

Des réductions sont applicables aux quatre secteurs d'activités déjà cités, en fonction du taux effectif d'exportation réalisé.

Taux d'exportation	Taux de réduction de la taxe	Taxe applicable
60 %	5 %	10 %
70 %	10 %	5 %
80 %	15 %	0

Principales forces et faiblesses du dispositif actuel

Faiblesses : jusqu'à présent, un certain nombre de procédures paraissent imprécises et les applications de réductions de taxes ne seraient pas systématiques.

Forces : les entreprises orientées vers l'export bénéficient en principe d'allègements de taxes quasi totaux.

Les sociétés d'armement à la pêche étrangères basées aux Seychelles, la conserverie IOT et la fabrique de boîtes Impress sont considérées comme se trouvant en Zone Franche (International Free Zone) et sont, de ce fait, dispensées des trois types de taxes présentées ci-dessus.

Perspectives : toutes les dispositions décrites précédemment seront prochainement abrogées. En effet, le code courant sera remplacé par un nouveau Code des Investissements qui sera publié en principe d'ici la fin 2004. Après son approbation par le Parlement il sera applicable systématiquement : dès lors que les entreprises satisferont aux conditions prescrites, notamment les sociétés orientées vers l'export, elles bénéficieront automatiquement des avantages prévus.

La *SIBA (Seychelles International Business Authority)*, instituée en 1995, est chargée de gérer et de développer la *Seychelles International Free Trade Zone*, afin de compléter le dispositif d'appui aux entreprises orientées vers l'export, à l'emplacement même de son siège mais également sur d'autres sites sécurisés comme le port de pêche. Son rôle est également de constituer le "guichet unique" permettant aux entreprises de réaliser leurs projets d'investissement aux Seychelles.

Tout nouvel investisseur européen désirant s'implanter aux Seychelles pour exercer une activité, notamment dans les secteurs

- de l'exploitation des ressources marines,
- de l'industrie et la transformation des produits,
- des services professionnels,

à condition que son activité soit orientée vers l'export, peut bénéficier d'un système d'encouragement qui était jusqu'à présent assez complet et qui devrait être précisé et détaillé dans le nouveau Code d'Investissements actuellement en préparation.

1.4. INTEGRATION REGIONALE DES SEYCHELLES

Les Seychelles sont membres de deux organisations régionales : la *Common Market for Eastern and Southern Africa* (COMESA) et la Commission de l'Océan Indien (COI). Les Seychelles sont en cours de démission de la *Southern African Development Community* (SADC) et ne participent plus de fait aux travaux de cette Commission depuis plusieurs mois.

La COMESA est une commission régionale qui associe les 21 pays membres suivants : Angola, Egypte, Malawi, Soudan, Burundi, Erythrée, Swaziland, Maurice, Comores, Ethiopie, Ouganda, Congo, Kenya, Rwanda, Zambie, Djibouti, Madagascar, Zimbabwe, Seychelles. La Tanzanie et la Somalie, deux pays importants pour le domaine de la pêche n'étaient pas membres en 2004 (la Tanzanie est membre de la SADC, la Somalie n'a pas de gouvernement).

La COMESA est d'après son traité fondateur une association d'Etats souverains qui ont accepté de coopérer pour le développement de leurs ressources naturelles et humaines. Le principal objectif de la COMESA est le renforcement de l'intégrité économique régionale par la création d'une zone régionale de libre-échange.

La Commission de l'Océan Indien est une organisation qui regroupe quatre Etats ACP (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles) et une région ultra-périphérique européenne (La Réunion). Créée en janvier 1984 par l'accord Général de Coopération de Victoria, la COI regroupait initialement Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle compte parmi ses membres, depuis janvier 1986, l'actuelle Union des Comores et la France agissant pour le compte de la Réunion.

L'Accord Général de Victoria définit d'une manière très large les domaines de coopération :

- la coopération diplomatique ;
- la coopération économique et commerciale ;

- la coopération dans le domaine de l'agriculture, de la pêche maritime et de la conservation des ressources et des écosystèmes ;
- la coopération dans les domaines culturel, scientifique, technique, de l'éducation et en matière de justice.

Du fait de participation à ces deux organisations, les Seychelles sont également parties d'un outil de coordination inter-organisations. En effet, l'accord de Cotonou prévoit que les organisations d'intégration régionale (OIR), dont certains de leurs membres sont les mêmes, puissent participer à un Programme Indicatif Régional commun en ce qui concerne particulièrement l'intégration économique régionale afin d'assurer la cohérence et d'éviter la dispersion d'efforts dans les programmes financés au titre du 9^{ème} FED. Cette approche est conforme à la stratégie de promotion et de renforcement du développement, de l'intégration et de la coopération économique au sein des pays ACP.

Les pays de l'Afrique de l'Est et du Sud (ESA)⁵ membres des organisations régionales concernées (COI, COMESA, *East-African Community* (EAC), IGAD (*Intergovernmental Authority on Development*)) ont décidé en 2002 de mettre en œuvre un Comité Inter-régional de Coordination (CIRC) dont le siège est à Lusaka, Zambie, dans les bâtiments de la COMESA. Le CIRC sert de cadre de dialogue entre les organisations régionales et la Communauté européenne pour la mise en œuvre, le suivi, la revue et l'évaluation du PIR. Le mandant du CIRC inclut la préparation des accords de partenariats économiques (APE) prévus dans l'accord de Cotonou. Le CIRC servira de cadre de dialogue entre les organisations régionales et la Communauté européenne qui en est également membre.

Le CIRC ne fait pas partie de la structure formelle entérinée pour la négociation. La préparation par la région aux négociations des APE se fait au sein du *Regional Negotiating Forum* (RNF). Une des priorités que la région envisage de proposer dans la négociation est d'avoir un cadre commun pour les accords de pêche dans la région.

1.5. L'AIDE EXTERIEURE

1.5.1. Le Fonds Européen de Développement

La Communauté européenne constitue la principale source d'aide extérieure pour les Seychelles. Au titre de son statut de pays ACP, les Seychelles bénéficient des programmes du Fonds Européen de Développement (FED) ciblés sur le pays lui-même, la région, ou tous les états ACP.

Le FED Seychelles

Le tableau suivant résume les engagements sous les conventions successives de Lomé et de Cotonou.

Tableau 11 : Coopération CE/Seychelles au titre du FED, données juin 2004. Source : DG DEV

FED		Allocations initiales	Engagements	Paielements
6 ^{ème} FED	PIN	6.2	6.17	6.17
	Bonification d'intérêts		0.2	0.2
	Capitaux à risques		1.47	1.47
7 ^{ème} FED	PIN	5.3	5.27	5.25
	Capitaux à risques		3	3
8 ^{ème} FED	PIN	6	5.6	4.6
	Capitaux à risques		2	1.7
9 ^{ème} FED	Env. A	3.9	0	0
	Env. B	0.8	0	0

Au titre des projets financés par le FED depuis 2000 (tableau suivant), un accent a été mis sur les secteurs de l'agriculture et de l'environnement.

⁵ le Burundi, les Comores, Djibouti, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe

Tableau 12 : Projets financés par le FED au bénéfice des Seychelles depuis 2000, données juin 2004.
Source DG DEV

Programme	Titre	Engagements	Contrats	Paielements
6 ^{ème} FED	Etude de faisabilité pour l'éradication de la mouche du fruit	9 347	9 347	9 347
8 ^{ème} FED	Evaluation du projet de comblement de l'Anse Royale	59 040	59 040	59 040
8 ^{ème} FED	Programme d'éradication de la mouche du melon	1 100 000	449 900	0
8 ^{ème} FED	Préparation de l'actualisation du plan directeur déchets	125 000	85 900	36 152

Le point focal du 9^{ème} FED est l'environnement., secteur privilégié par le Gouvernement de façon claire. L'essentiel des fonds est ciblé vers le traitement des déchets solides. Les montants réservés hors-concentration sont ciblés vers le renforcement des capacités des acteurs des secteurs publics et privés.

Le FED Régional

Dans le domaine spécifique de l'environnement marin, les Seychelles bénéficieront sous le 9^{ème} FED régional de 3 grands projets :

- **Projet de gestion durable des ressources côtières des Etats côtiers de l'Océan Indien** : ce projet, d'un montant estimé entre 15 et 20 M€ est destiné à renforcer les capacités des Etats côtiers à mieux gérer l'environnement marin côtier. Les nouveaux outils devront permettre d'améliorer la gestion durable des ressources, contribuant ainsi à l'objectif général de réduction de la pauvreté. Les attendus de ce programme sont de garantir que les ressources sont gérées de façon durable, que la bio-diversité est protégée, et qu'une politique régionale de pêche est définie et mise en œuvre. En juin 2004, l'étude de faisabilité du projet était en cours.
- **Un projet de renforcement des capacités de suivi, contrôle et surveillance des grands pélagiques migrateurs de l'Océan Indien** : l'objectif spécifique du projet est de définir et tester les conditions de mise en place d'une collaboration régionale dans le domaine de la Surveillance, du Contrôle et du Suivi des pêches (SCS) dans une optique de gestion durable de la ressource. Il s'agit d'un projet-pilote visant à tester des modalités de coopération régionale en matière de SCS avant une éventuelle généralisation à l'ensemble des acteurs. Les résultats attendus sont un cadre administratif et législatif harmonisé entre les pays, la mise en commun de moyens pour des missions conjointes, l'amélioration de l'échange d'information entre les centres de contrôle, et une contribution significative à l'éradication de la pêche illégale. Le budget de ce projet est de 3,5 M€. En juin 2004, les études initiales étaient terminées, et les appels d'offres pour passation des marchés en cours.
- **Projet régional de marquage des thonidés** : l'objectif de ce projet est d'améliorer les connaissances scientifiques sur les migrations des thons dans l'Océan Indien, ainsi qu'une meilleure appréhension des données biologiques de base (croissance, mortalité naturelle) des thonidés. Ces éléments renforceront la capacité des instituts scientifiques et de la CTOI à émettre des avis sur l'état des stocks exploités, et de proposer les mesures de gestion adéquates. Ce projet, d'un budget de 14 M€ doit se dérouler sur 5 ans. En juin 2004, l'étude de faisabilité était terminée et les appels d'offres pour la passation des marchés en cours.

Le FED tous ACP

Dans le domaine de la pêche, les Seychelles sont éligibles au programme en cours de renforcement des capacités nationales en matière de contrôle sanitaire des produits de la pêche ouvert à tous les pays ACP. Ce programme, doté de quelques 40 M€ sur cinq ans, a pour objectif de donner aux pays participants les moyens de renforcer le contrôle sanitaire des produits de la pêche par un soutien institutionnel (organisation administrative, politique) et technique (laboratoires d'analyse, formation des agents). Ce programme a commencé en 2002.

1.5.2. Les principales aides bilatérales reçues en matière de pêche

Du fait de sa situation économique plus favorable que celle d'autres pays d'Afrique orientale, les Seychelles reçoivent peu d'aides de la part de bailleurs internationaux au titre de l'aide bilatérale. L'aide reçue consiste le plus souvent en une aide en nature (détachements d'assistants techniques, accueil de seychellois dans des cycles de formation, envoi de matériel), et très rarement en un soutien financier.

S'agissant de la France, les Seychelles ne font plus partie des Zones de Développement Prioritaires, et ne sont par conséquent plus parmi les bénéficiaires de l'aide française. Les Seychelles restent cependant éligibles aux Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) régionaux qui ont permis de financer un programme de gestion de l'environnement géré par la Commission de l'Océan Indien. La France favorise cependant une coopération qui consiste en l'affectation de 3 à 4 assistants techniques dans les domaines de la santé et de l'environnement, et un programme de financement de bourse d'études pour des seychellois qui souhaiteraient suivre les cours d'apprentissage maritime dispensé par l'Ecole Maritime d'Apprentissage de la Réunion. Un projet de jumelage existe entre cette école et la Réunion. L'attitude française à l'égard des Seychelles demeure prudente compte-tenu d'un prêt de 30 M€ qui n'a jamais été remboursé à l'Agence Française de Développement.

Les Seychelles ont également des programmes de coopération scientifique en matière de pêche avec le Royaume-Uni et l'Espagne. Ces programmes consistent en l'échange de personnels scientifiques et l'accueil d'étudiants seychellois dans les universités de ces deux pays.

Le Japon fait également partie des donateurs. L'aide s'est matérialisée en 2001 par l'envoi de matériel de pêche (navires, électronique, engins de pêche) que les autorités seychelloises ont soit revendu au secteur privé, soit intégré dans leur patrimoine pour la réalisation de leurs missions publiques (recherche par exemple). La valeur de ce don en nature est proche de 4,2 M€.

2. Le Cadre Institutionnel du Secteur de la Pêche

2.1. LA POLITIQUE DES PECHEES

Le ministère en charge de la pêche et l'agriculture a préparé en 2003 un document qui fixe les objectifs des politiques agricole et pêche pour les dix prochaines années (*The National Agriculture and Fisheries Policy 2003-2013*). Ce document, à un stade avancé lors du passage de la mission mais non encore formellement approuvé, s'inscrit dans un effort national de planification qui vise à combler l'absence de telle programmation à long terme du développement économique au niveau national. Le dernier plan sectoriel concernant le secteur de la pêche avait été préparé pour la période 1990-1994. L'ensemble des Ministères a été invité à préparer un tel document de déclaration politique.

Suivant la note d'introduction rédigée par le Gouvernement, la politique pour le secteur de la pêche a été développée de manière à ce qu'elle soit cohérente et compatible avec les accords internationaux que les Seychelles ont signé. L'objectif global de la politique sectorielle est « **la promotion du développement durable et responsable du secteur de la pêche, et l'optimisation des bénéfices reçus de ce secteur pour les générations présentes et futures** ». Le document précise que cet objectif général intègre la promotion de méthodes de gestion durables et de pratiques de pêche responsables, l'approvisionnement national en produits de la pêche, la création d'emploi, les rentrées en devises, et la protection effective de l'écosystème marin. Le Gouvernement souhaite également promouvoir l'égalité des genres. Les objectifs spécifiques sont d'après le document (repris ou résumés comme tels) :

1. **La promotion de la conservation et de la gestion des ressources marines de manière à assurer la durabilité et la viabilité à long terme de l'industrie de la pêche.** Le document sectoriel précise que quand les meilleures données scientifiques ne sont pas disponibles, une approche de précaution devra être adoptée.
2. **La création du maximum possible d'emplois.** Le secteur de la pêche devra maximiser les emplois nationaux, soit directement, soit indirectement. Le Gouvernement s'assurera également que les conditions de vie des pêcheurs et de ceux impliqués dans les activités annexes soient maintenues ou améliorées.
3. **La maximisation des revenus du secteur de la pêche et activités connexes.** Le Gouvernement s'assurera que le maximum possible de devises sera obtenu des exportations de produits de la pêche. Les standards de qualité seront améliorés. Les exportations de conserves de thons et d'autres produits transformés seront augmentées. La politique sectorielle précise que le Gouvernement continuera de négocier des accords de pêche avec des pays ou entrepreneurs étrangers, et s'assurera que les facilités portuaires de Victoria seront utilisées au maximum. Le Gouvernement souhaite augmenter la contribution de la pêche à la richesse nationale en augmentant les quantités produites et en créant davantage de valeur ajoutée sur les produits débarqués.
4. **La promotion d'une économie intégrée.** Le Gouvernement a pour objectif de créer des activités connexes et des services et de faire en sorte que les liens et effets multiplicatifs bénéficient à d'autres secteurs de l'économie (manufacturier, tourisme, agriculture). Pour cela, le Gouvernement invite les Ministères et autres agences à amplifier leur coopération.
5. **L'amélioration de l'approvisionnement et de la sécurité alimentaire.** Le Gouvernement devra faire en sorte que le marché national soit suffisamment approvisionné, et fera la promotion de l'importance nutritionnelle du poisson dans l'alimentation.
6. **La promotion de la sécurité en mer :** le Gouvernement entend réduire le nombre d'accidents en proposant du matériel de sécurité à des prix abordables et en sensibilisant les marins au thème de la sécurité.

7. **Maintenir le port de Victoria comme le principal port de transbordement / débarquement de l'Océan Indien occidental.** Devant le succès de l'expansion de la pêche, le Gouvernement continuera d'investir dans les infrastructures portuaires et autres facilités en s'assurant que les services fournis sont efficaces et d'un bon rapport qualité-prix. La priorité sera donnée aux investissements qui favoriseront davantage d'escales de palangriers à Victoria.

Le document de programmation du Gouvernement décline un certain nombre d'objectifs opérationnels et de stratégies rattachées pour atteindre les objectifs spécifiques. Les éléments sont présentés en annexe 2 à ce rapport, ils intègrent tous les volets relatifs au secteur de la pêche et à ses industries connexes, dont la recherche, la gestion des ressources, le contrôle et la surveillance, le cadre législatif, les relations internationales, le cadre institutionnel, l'investissement, le commerce des produits de la pêche, les infrastructures portuaires et le développement des capacités humaines. On constatera qu'il s'agit d'un catalogue exhaustif et ambitieux de mesures dont les thèmes récurrents sont l'intégration aux règles de la communauté internationale, et la maximisation des recettes en devises et de l'emploi seychellois. Au moment du passage de la mission, certains objectifs opérationnels et stratégies étaient encore susceptibles d'être modifiés, notamment pour y inclure des dispositions relatives à une meilleure participation du secteur privé, et une politique d'attribution du pavillon aux navires plus restrictive.

2.2. LES INSTITUTIONS NATIONALES EN CHARGE DE LA PECHE

L'organisation politique et administrative des Seychelles fait que deux organisations sont concernées par le secteur de la pêche, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, ministère à part entière, et la *Seychelles Fishing Authority*, organisation para-étatique dotée d'un statut spécial.

Le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles

Le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles a été créé en avril 2004. Les deux fonctions, environnement et ressources naturelles, qui étaient disjointes auparavant dans deux ministères séparés, ont été regroupées lors de la dernière réforme gouvernementale dans le but de créer davantage de synergies entre les deux secteurs. Le Ministère inclut logiquement deux secrétariats généraux, l'un chargé de l'environnement, l'autre chargé des ressources naturelles.

S'agissant du secrétariat général pour l'environnement, ses tâches, pour ce qui est du domaine marin, concernent la conservation du patrimoine naturel et la lutte contre la pollution. Cette autorité gère en particulier la douzaine de réserves marines qui ont été créées aux Seychelles suivant le *Fisheries Reserve Act* de 2000 et dans lesquelles tout type de pêche est strictement régulé. L'autorité possède des pouvoirs de police en ce domaine. Le secrétariat général pour l'environnement dispose du Centre de Recherches Marines qui effectue des travaux de recherche sur les ressources non-exploitées (coraux, aspects biodiversité). Au total, 380 fonctionnaires sont rattachés à cette direction. Le secrétariat général pour l'environnement est consulté sur tous les projets de développement qui ont un impact sur l'environnement, et en particulier pour le développement touristique et le développement des pêcheries. La législation seychelloise prévoit notamment que des études d'impact environnemental détaillées accompagnent tout projet en matière de tourisme et d'industrie.

Le secrétariat général pour les ressources naturelles intègre dans son mandat la gestion des secteurs de la pêche et de l'agriculture. Dans le domaine de la pêche, le secrétariat général limite son rôle au domaine politique comme les négociations internationales, les tâches exécutives étant dévolues à la SFA. Le secrétariat général est cependant responsable de la formation aux métiers du domaine maritime (pêche, commerce, tourisme). Il est également l'agence exécutive de l'autorité compétente pour le contrôle sanitaire des produits de la pêche et de l'agriculture, et délivre les certificats de conformité aux usines à terre et aux navires usines. Pour la réalisation de cette tâche, le secrétariat général coopère avec le *Bureau of Standards* qui possède les laboratoires nécessaires aux analyses. Sur un effectif total de 200 personnes qui travaillent en majorité dans le domaine agricole (gestion, recherche), 6 inspecteurs sont en charge des contrôles vétérinaires. Les effectifs et moyens pour cette tâche essentielle semblent *a priori* insuffisants. Les Seychelles sont conscientes de cet état de fait, et ont soumis à la Commission européenne en 2002 un dossier complet de demande de soutien par le biais du programme FED tout ACP sur le renforcement des

capacités en matière de contrôle de l'hygiène des produits. Les Seychelles déplorent de n'avoir eu aucune réponse de la Commission à cette demande, et voient les problèmes s'accumuler depuis. Lors de son passage, il a été fait état à la mission du passage d'inspecteurs mandatés par la DG SANCO en juin 2004 à la conserverie *Indian Ocean Tuna*. D'après le rapport de mission des inspecteurs du *Food and Veterinary Office*, de graves dysfonctionnements ont été constatés et une recommandation de suspension des exportations par l'autorité compétente seychelloise a été formulée. Les conclusions du FVO font inévitablement peser des doutes sur les capacités de l'autorité compétente.

La Seychelles Fisheries Authority

La *Seychelles Fisheries Authority* est un établissement para-étatique doté de la personnalité juridique. La SFA a été créée en 1984 par le *Seychelles Fishing Authority (establishment) Act* au moment où la pêche thonière se développait à un rythme spectaculaire. Les fonctions de la SFA sont :

- a) La promotion, l'organisation et le développement de la pêche, des industries de la pêche, et des ressources naturelles des Seychelles
- b) Le soutien pour la formulation de la politique nationale dans le domaine de la pêche, des industries de la pêche, des ressources marines, et la mise en œuvre de cette politique
- c) La conduite des négociations, ou l'organisation de réunions, séminaires ou discussions sur le secteur de la pêche ou la mise en œuvre des industries de la pêche que ce soit au niveau national ou international par délégation de la République
- d) L'identification des besoins en formation de la force de travail seychelloise dans le domaine de la pêche et de ses industries connexes, et
- e) D'autres fonctions décrites dans d'autres textes législatifs

Afin de pouvoir réaliser ses fonctions, l'acte de création de la SFA précise que l'autorité peut :

- a) Posséder, louer ou disposer de biens matériels et immatériels
- b) Posséder, utiliser ou charteriser toute sorte de navire
- c) Créer des sociétés suivant les règles du *Companies Act*
- d) Entrer en partenariat ou en société mixte
- e) Agir en tant qu'agent afin de gérer toute entreprise
- f) Etre actionnaire de toute société
- g) Entreprendre toute sorte d'entreprise pour, ou en relation avec :
 - i. La pêche ou les pêcheries
 - ii. La transformation, le transport, la manutention, la mise en marché ou la distribution des produits de la pêche
 - iii. L'exportation des produits de la pêche
 - iv. La vente de biens ou d'équipements utilisables pour la pêche
 - v. Ou toute autre activité en relation avec ses fonctions quand, suivant l'opinion de l'autorité, la conduite de cette activité est de l'intérêt de la République
- h) Conduire des opérations de surveillance, en coordination avec le Ministère de la Défense, des opérations de pêche se déroulant dans la ZEE ou dans les eaux adjacentes aux plateau continental
- i) Suivre les captures des navires de pêche
- j) Entreprendre des activités de recherche et transfert de connaissance scientifiques.

La SFA est dirigée par un Comité Directeur qui porte la responsabilité de la gestion de l'autorité et qui peut être investi des pouvoirs conférés à l'autorité. Le Comité Directeur est composé de 5 directeurs nommés par le Président de la République. Le Président du Comité Directeur est nommé par le Président de la République. Lors de la visite réalisée en juin 2004, il n'a pas été possible d'obtenir de façon claire la composition du Comité Directeur. Les noms des représentants diffèrent suivant les personnes interrogées, et certaines personnes en principe titulaires d'un siège ignorent faire partie du Comité. Quoi qu'il en soit, il semble que ce Comité ne se réunisse que très rarement et que son rôle soit très réduit dans la gouvernance de l'Autorité.

Les relations entre le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles et la SFA ne sont pas claires. Normalement, la composition du Comité Directeur inclut la participation de deux représentants du Secrétariat aux Ressources Naturelles. Dans les faits, il apparaît que la SFA est dirigée de façon quasi-autonome par un président proche de la Présidence du Gouvernement et qui ne rend des comptes qu'à cette instance. Le rôle du Ministère en tant que tel semble être réduit au minimum dans le domaine de la pêche, en se limitant aux aspects politiques et sans le pouvoir exécutif qui demeure l'exclusivité de la SFA.

2.3. LES RESSOURCES DE LA SFA

2.3.1. Personnel

En juin 2004, l'effectif total de la SFA était d'une centaine de personnes. La principale division opérationnelle de la SFA est la division en charge de la gestion des pêcheries (*Fisheries Management*) qui se divise en plusieurs unités :

- Pêche artisanale
- Pêche industrielle et semi-industrielle
- Aquaculture
- Opérations, technologie de la pêche
- Suivi, contrôle et surveillance

Cette division opérationnelle emploie environ 55 personnes. Dans chacune des unités, les tâches se partagent entre la gestion et le suivi des pêcheries, et la recherche.

Les autres unités sont en charge de la gestion de la SFA elle-même (personnel, finance, informatique, environ 30 personnes), et des ports (25 personnes) dont le port de pêche industriel de Victoria et le port de pêche artisanal de la Providence.

2.3.2. Budget

Le financement de la SFA consiste en (i) une dotation du Gouvernement, (ii) des revenus dérivés de ses activités commerciales, (iii) d'emprunts autorisés, (iv) des revenus de ses investissements, ou (v) toute autre fond reçu en accord avec la loi et pour la réalisation de ses missions.

La *Seychelles Fishing Authority* reçoit une dotation annuelle du Gouvernement directement. La SFA présente la programmation budgétaire qu'elle estime nécessaire pour conduire les tâches qui lui sont confiées. Le Gouvernement accorde sa dotation annuelle en conséquence après arbitrage entre les besoins de tous les Ministères et agences para-étatiques nationaux. En outre, la SFA dispose des revenus annexes qu'elle est autorisée à percevoir et qui consiste essentiellement en des revenus fonciers (la vente de glace et de carburant aux pêcheurs nationaux ne représente qu'une faible partie de ces revenus).

Comme l'indique le tableau suivant, le budget de la SFA (composantes dotation nationale et revenus annexes) est de l'ordre de 9 millions SCR par an, incluant 95% de dotation gouvernementale. Les montants représentent entre 1,4 et 1,8 M€ par an. Sur la période considérée, le budget national de la SFA a été le plus élevé en 2002, mais a chuté depuis pour se trouver à un niveau comparable à celui de 2001 en monnaie nationale en prix courant. La montée de l'euro en 2003/2004 conduit à un budget 2004 converti inférieur à celui de 2001.

Tableau 13 : Budget de la SFA entre 2001 et 2004 (Source : SFA)

	2001	2002	2003	2004
Montants en millions de roupies seychelloise (M SCR)				
Dotation du Gouvernement	8.0	9.2	9.1	8.5
Autres recettes	0.4	0.4	0.4	0.4
Total	8.4	9.6	9.5	8.9
Equivalent en milliers d'euros ('000 EUR)				
Dotation du Gouvernement	1 520	1 736	1 495	1 394
Autres recettes	73	80	66	70
Total	1 593	1 815	1 560	1 464

La baisse du budget national de la SFA s'explique par la dureté des arbitrages du Gouvernement dans un contexte général de contraction des dépenses publiques. Le tableau suivant qui compare les demandes budgétaires de la SFA et la dotation du Gouvernement indique que les besoins exprimés par la SFA s'accroissent normalement sur la période considérée. En 2004, la dotation ne représente qu'un peu plus de la moitié de la demande.

Tableau 14 : Ratio Demande budgétaire d la SFA / dotation du Gouvernement (Source : SFA)

	2001	2002	2003	2004
Proposition SFA	10.6	11.2	12.3	14.8
Dotation du Gouvernement	8	9.2	9.1	8.5
Ratio	75%	83%	74%	57%

La structure du budget a été étudiée pour l'année 2003. En termes de répartition entre les différents postes de dépenses, le paiement des salaires du personnel a représenté en 2003 65% du budget. La part réservée aux projets spécifiques (opérations des navires, expérimentations) ne représentait que 4% du budget pour un équivalent de 60 000 €. L'entretien, dont celui des bâtiments, navires de recherche et installations portuaires, était équivalent à 120 000 €. Par secteur d'intervention, le budget 2003 était ciblé à 40% vers les coûts d'encadrement (direction, comptabilité, administration, technologie de l'information). Les projets spécifiques comme la gestion des ressources (pêche artisanale, enregistrement des pêcheurs) ont reçu 5% du budget, le suivi, contrôle et surveillance 7%, la recherche 19%, et la gestion du port 20%. Pour chacun de ces projets spécifiques, les dépenses salariales représentent entre 80 et 85% de l'allocation totale, à l'exception de la gestion du port où les salaires ne représentent que 66% de la dotation.

Tableau 15 : Distribution du budget 2003 de la SFA par poste de dépense et par secteur d'intervention (Source : SFA)

Par postes de dépense	En M€	%	Par secteurs d'intervention	En M€	%
Personnel	1.03	65%	Direction générale	0.26	16%
Administration (communication, consommables)	0.16	10%	Comptabilité	0.06	4%
Réparation, maintenance (Bâtiments, navires, port)	0.12	7%	Administration	0.25	15%
Transport	0.04	2%	Technologie de l'information	0.06	4%
Autres coûts (Audit)	0.16	10%	Gestion des ressources	0.07	5%
Coûts spécifiques (opérations navires, expérimentations)	0.06	4%	Transfert de savoir-faire	0.16	10%
Total	1.58		SCS	0.11	7%
			Recherche	0.30	19%
			Gestion du port	0.32	20%
			Total	1.59	

Le budget de la SFA est abondé par deux principales ressources financières : les actions ciblées du protocole accord de pêche en vigueur et l'aide japonaise.

Comme le stipule l'article du protocole d'accord entre la Communauté européenne et les Seychelles, la SFA reçoit directement le budget réservé aux actions ciblées et est libre de l'utiliser sans autre contrainte nationale. Les montants des actions ciblées ne sont pas intégrés au budget primaire de la SFA, mais ajoutés

quand l'argent est versé sur le compte de l'autorité. Ainsi, le budget est abondé de 1 160 000 € par an. Il présente l'avantage de pouvoir être utilisé sans restrictions en devises et par conséquent, si besoin est, de financer des biens ou services qui doivent être importés. Suivant les années, le montant prévu pour les actions ciblées multiplie par 1,6 (2002) ou 1,8 (2004) les ressources financières de la SFA.

L'aide versée par le Gouvernement du Japon à la SFA est une aide en nature. Le Japon a envoyé pour un équivalent estimé de 4,2 M€ de matériel utilisable pour la pêche, dont une unité de production de glace d'une valeur de 0.6 M€. Un total de 0.8 M€ de ce don est constitué de matériel qui a été intégré dans les immobilisations de la SFA. Le reste (3.6 M€ d'après les déclarations de valeur douanière) est du matériel destiné à la revente au professionnels (navires, engins de pêche et équipements). De ce don reçu en 2002, il reste encore des éléments à revendre à ce jour. Par ailleurs, les prix pratiqués sur le marché local on conduit à devoir ré-estimer la valeur intrinsèque de ces 3.6 M€ à 1.9 M€. En supposant que ce matériel ait pu être vendu d'ici la fin 2005 (4 ans), ce don apporte un équivalent annuel de 0.47 M€ supplémentaires au budget de la SFA en monnaie locale.

2.4. LA RECHERCHE HALIEUTIQUE

Comme indiqué précédemment, l'acte fondateur de la SFA donne à l'organisation la mission de responsable de la recherche halieutique.

Actuellement, deux sections de la SFA ont des activités de recherche dans le domaine de la gestion des ressources et de l'aménagement des pêcheries : les sections de recherche « Pêches artisanales » (SRPA) et « Pêches industrielles » (SRPI). En appui aux activités de recherche, la SFA dispose d'un centre de documentation et d'information ; et, pour les travaux scientifiques à la mer, du navire de recherche « L'AMITIE ».

2.4.1. Les sections de recherche de la SFA

La section de recherche « Pêches artisanales »

Une des principales activités de la SRPA est le recueil régulier et l'analyse de données statistiques sur les différentes pêcheries artisanales (« Artisanal Fisheries Catch Survey »). Ce suivi fait l'objet d'un rapport technique annuel très détaillé (« Seychelles artisanal fisheries statistics »), où sont présentées, pour chacune des pêcheries (caractérisées par un type de bateau et/ou une forme d'exploitation) l'effort de pêche, les captures et les CPUE, par engin et par espèce.

Un programme, actuellement en cours, a pour objectif de promouvoir l'exploitation des ressources démersales du talus continental, au-delà des plateaux de Mahé et des Amirantes ; et en particulier celles des lutjanidae profonds des genres *Etelis* et *Pristipomoides*, qui vivent jusqu'à des profondeurs de 500 m. Pour cela, une technique de pêche et un engin de capture (« drop line ») ont été mis au point.

Un autre programme, d'une durée de 3 ans, débute actuellement. Il a pour objectif l'étude de la distribution des frayères de poissons démersaux. A terme, ce programme devrait déboucher sur une fermeture saisonnière des zones de frayères.

Parmi les études réalisées récemment par la SRPA, il faut citer :

- les évaluations de stocks réalisées sur quatre espèces de la famille des lutjanidae, serranidae et siganidae, considérés comme des indicateurs du stock démersal plurispécifique ; avec des détermination de l'âge par la méthode de lecture des anneaux journaliers d'otolithes. Ces travaux ont été menés en collaboration avec la Commission des pêches anglo-seychelloise.
- la participation, avec l'Université James Cook (Australie) et l'Institut Smithsonian de Recherche Tropicale (Panama), à un programme régional pour l'étude de la structure génétique des stocks de poissons récifaux et des connexions existant entre ces stocks à travers la région indo-pacifique ;
- l'évaluation du potentiel exploitable de poissons marins d'aquarium, autour des îles granitiques, en collaboration avec le Département d'ichthyologie et des sciences halieutiques de l'Université de Rhodes (Afrique du Sud) ;
- l'évaluation des possibilités d'exploitation du stock de coquille Saint-Jacques du plateau de Mahé ; et l'étude de petites pêcheries monospécifiques : langoustes, holothurie, crabe-girafe ;

- l'étude des performances et de la sélectivité de nasses en bambou de différents maillages.

Le personnel affecté à la SRPA compte 3 chercheurs biologistes des pêches (dont le responsable de la section et son assistant), 3 techniciens et 8 enquêteurs.

La section de recherche « Pêches industrielles »

Le principal programme de la SRPI est le programme thonier. Celui-ci peut englober plusieurs opérations de recherche ; mais consiste surtout, actuellement, dans le suivi de l'activité des flottilles étrangères de senneurs et de palangriers, exploitant les thons tropicaux dans l'Ouest de l'océan Indien, et opérant dans la ZEE des Seychelles grâce à des licences de pêche.

La réalisation de ce programme de routine repose sur :

- l'analyse des données VMS concernant les mouvements des navires dans la ZEE ;
- l'analyse des données des logbooks ; et
- l'échantillonnage des captures effectué lors des transbordements de thons à Victoria.

Dans le cadre de ce programme, la SRPI collabore étroitement avec des scientifiques européens de l'Institut Français de Recherche pour le Développement (IRD) et de l'Institut Espagnol d'Océanographie (IEO), pour le suivi et l'étude de la pêcherie de thoniers senneurs.

Le suivi des flottilles thonières fait l'objet de deux bulletins semestriels par an (« Tuna Bulletin »), qui présentent des données statistiques sur :

- l'effort de pêche, la production et les CPUE, des senneurs et des palangriers, par pavillon et par espèce ; et
- les transbordements de thons effectués par les senneurs dans les différents ports thoniers de la Région, notamment Victoria, Antsiranana (Madagascar) et Mombasa (Kenya).

L'autre programme de la SRPI est le « Programme d'Action pour la Pêche Palangrière Seychelloise » (PAPPS). Une première phase du PAPPS a été réalisée de 2000 à 2003. Elle a permis d'analyser :

- les relations captures-données environnementales satellitaires ;
- les interactions engin-captures ; et le comportement des principales espèces cibles de la pêcherie, espadon et thons ; et
- les phénomènes de prédation.

Au cours de la dernière décennie, cependant, l'effort de recherche de la SRPI a surtout été concentré sur le recueil et l'analyse de données statistiques. Actuellement, son champ de recherche s'élargit et se diversifie. Les actions programmées à partir de 2004, au nombre de six, sont présentées ci-après.

- Participation, sur la période 2004-2005, aux programmes FADIO et TAGFAD de l'IRD. L'objet du programme FADIO ("Fish Aggregating Devices as Instrumented Observatories of pelagic ecosystems") est l'étude du comportement des espèces pélagiques, et notamment des thons, dans le voisinage des DCP, ainsi que la mise au point de nouveaux outils d'observation. Le programme TAGFAD étudie également le comportement des thons autour des DCP (temps d'association, mouvements verticaux et horizontaux, comportement alimentaire), mais repose sur le marquage de thons avec des marques-archives.
- Appui au programme régional de marquage de la CTOI, financé par l'U.E. à travers la COI, par la fourniture de l'appât vivant nécessaire aux canneurs pour la capture des thons devant être marqués puis libérés. Le préalable à cette opération est l'analyse de l'information disponible (données sur les captures d'appât vivant dans la ZEE réalisées par les canneurs seychellois en activité en 1980 et 1981) ; puis la reconnaissance, par des campagnes à la mer, des zones de concentration de petits pélagiques côtiers (très peu exploités actuellement) sur les plateaux de Mahé et des Amirantes. L'appât vivant, après capture sera stocké dans des cages flottantes ancrées autour de Mahé.
- Participation aux programmes internationaux d'étude des écosystèmes pélagiques hauturiers, en particulier au programme THETIS de l'IRD qui a pour objectif la gestion équilibrée des ressources de thons et d'autres grands prédateurs (requins, marlins, espadons, etc...). Il s'agit d'étudier la variabilité

naturelle des ressources thonières liée aux cycles de l'environnement ; les interactions prédateurs-proies ; et les espèces accessoires de la pêche thonière, potentiellement menacées (tortues et requins, notamment).

- Réalisation, en 2004 et 2005, des phases II et III du Programme d'Action pour la Pêche Palangrière Seychelloise (PAPPS II et PAPPS III). L'objectif est l'augmentation des captures de thons (albacore et patudo) par les palangriers semi-industriels seychellois. Il s'agit, concrètement, de rechercher, à la faveur de campagnes à la mer et par des pêches expérimentales, les stratégies et techniques de pêche optimales. L'exécution de ce programme est prévue en partenariat avec l'IRD et le laboratoire « Ressource Halieutiques » de la Station IFREMER de La Réunion.
- En liaison avec le programme précédent, réalisation du programme de recherche-développement CAPES (pêches expérimentales pour l'étude de la CAPturalité des grands PELagiques à la palangre dans la ZEE des Seychelles), en partenariat avec l'IRD et le laboratoire « Ressource Halieutiques » de la Station IFREMER de La Réunion. Ce programme comprend deux volets :

des actions à court terme en 2004 et 2005 (CAPES I), se traduisant par la réalisation de pêches expérimentales avec une palangre instrumentée (équipée au minimum d'un enregistreur de profondeur) pour déterminer les conditions optimales de capture de thons (albacore et patudo) et de réduction des prises accessoires, notamment de requins. Il est prévu de transférer les résultats de la recherche à la profession dès 2005.

des actions à moyen terme, pendant 4 ou 5 ans (CAPES II), pour l'étude, dans l'écosystème hauturier limité à la ZEE des Seychelles, de la variation spatio-temporelle du peuplement des grands prédateurs pélagiques; et de l'impact de l'activité de pêche palangrière sur ce peuplement.

- Participation au programme régional de marquage de thons de la CTOI, en partenariat avec la CTOI, l'IRD et l'IEO. Ce programme, d'une durée de 5 ans et dont le démarrage est prévu en 2004, est réalisé principalement sur un financement européen FED de 14 millions d'Euros. Ce budget est le plus élevé qui ait jamais été obtenu mondialement pour un programme de marquage de thons.

Dans ce programme la collaboration de la SFA, et plus particulièrement de la SRPI, est essentielle. En effet, les deux canneurs utilisés pour les opérations de marquage seront basés à Victoria pendant 2 ans ; les cages de stockage d'appât vivant se trouveront à Mahé ; et c'est à Victoria, principal port de transbordement de thons de l'océan Indien occidental, que la plupart des thons marqués-recapturés devraient pouvoir être observés. La SRPI doit participer aux campagnes de marquage ; au recueil de données sur les thons marqués-recapturés et transbordés à Victoria ; ainsi qu'à l'analyse et au traitement des données.

Le personnel affecté à la SRPI compte actuellement 1 chercheur biologiste des pêches, 1 statisticien, 5 techniciens et 6 enquêteurs-échantillonneurs (deux sont à la charge de la SFA, deux à celle de l'IRD et 2 à celle de l'IEO). Il y a seulement quelques mois, la SRPI comptait un chercheur biologiste supplémentaire. Des chercheurs et techniciens européens, affectés aux Seychelles, ou en mission de longue durée, participent au programme thonier, et viennent renforcer l'équipe SFA de la SRPI. Actuellement, 3 chercheurs biologistes (2 séniors et 1 thésard) et 1 technicien de l'IRD, ainsi qu'un technicien de l'IEO sont accueillis à la SFA.

2.4.2. Les services et moyens en appui à la recherche

Le centre de documentation et d'information

La SFA dispose d'un centre de documentation et d'information (CDI) où sont affectées 3 personnes. Le centre gère un fonds documentaire relativement important. Plus de 1800 références bibliographiques sont répertoriées par thème et auteur. Près de 1000 documents (livres, rapports, articles,...), concernant plus particulièrement l'océan Indien occidental et traitant de l'environnement marin, des ressources marines et des pêcheries, sont disponibles.

Pour pouvoir disposer d'une information scientifique actualisée, le fonds documentaire est régulièrement enrichi par de nouvelles acquisitions. En 2002, 166 ouvrages étaient achetés et 45 revues reçues (dont seulement 10% par souscription).

Le CDI est également chargé de la diffusion des publications de la SFA. On relève dans le rapport annuel, la liste des publications diffusées chaque année. Les publications de quelques années récentes sont réparties par thème dans le tableau suivant. En plus de celles-ci, il faut compter les rapports statistiques.

	P. artisanales	P. industrielles	Aquaculture	Récifs coraux	Economie	Aménagement des pêches
1995	6	2				2
1999	1	1			1	
2000	5	4	1	4		1
2002	3	1			2	1

Le navire de recherche « L'AMITIE »

Le R/V « L'AMITIE » est entré en service en 1995. C'est un navire de 20 m de long, 285 CV et 54 TJB, ayant une vitesse moyenne de 10 nœuds. Ce bâtiment peut embarquer 12 personnes, dont 8 hommes d'équipage et 4 scientifiques ; et effectuer des séjours à la mer sans escale de 15 jours.

2.4.3. *Evaluation du potentiel de recherche halieutique à la SFA*

Pour la réalisation de programmes de recherche pouvant conduire à une gestion optimale des ressources halieutiques et des pêcheries dans la ZEE des Seychelles, La SFA dispose d'un certain nombre d'atouts ainsi que d'un environnement favorable.

Un premier avantage de la SFA résulte de la situation stratégique des Seychelles, au cœur de la pêche thonière de l'océan Indien occidental ; et de l'importance actuelle de Victoria, premier port thonier de la région. Les chercheurs halieutes sont des seniors et ont une production scientifique de qualité. L'effectif relativement important de techniciens et d'enquêteurs au sein de la SRPI et de la SRPA permet d'assurer une bonne couverture du terrain pour la collecte de données statistiques sur l'activité des flottilles, ainsi que des échantillonnages fréquents sur les captures ; et en définitive de pouvoir disposer de bases de données détaillées et constamment actualisées.

La disponibilité d'un moyen nautique lourd, comme le R/V « L'AMITIE » permet de compléter les informations recueillies à terre sur les ressources, de réaliser des pêches expérimentales dans le cadre d'opérations de recherche-développement, et de conduire des recherches plus en amont, notamment sur l'environnement (physique et biologique).

Grâce à l'existence du CDI, l'information scientifique récente est disponible.

L'accueil de scientifiques européens, en particulier de l'IRD, permet de renforcer les capacités de recherche de la SRPI. Les échanges avec la CTOI, compte tenu de la situation de son secrétariat à Victoria, sont fréquents. Enfin de nombreuses collaborations existent avec des universités, notamment de la région indo-pacifique (Australie, Afrique du Sud,...). Ces différents contacts aident à la formation des cadres de recherche et contribuent à accroître leur capacité d'expertise.

Enfin, les scientifiques de la SFA participent régulièrement aux réunions internationales sur les thèmes d'intérêt. En particulier, ceux de la SRPI participent régulièrement aux réunions des Groupes de Travail de la CTOI, sur les thons tropicaux et sur les poissons porte-épée.

Un point faible est toutefois relevé, concernant le potentiel de recherche à la SFA. Il tient à la faiblesse de l'effectif de chercheurs biologistes seychellois au sein de la SRPI (actuellement un seul chercheur halieute senior). Ce nombre semble insuffisant, compte tenu de la diversification des activités de recherche de la section et des nouveaux objectifs qui lui ont été fixés. Les ressources financières sont également jugées critiques dans la mesure où le financement de la SFA ne permet de couvrir que les salaires. Le financement des programmes opérationnels (matériels, consommables, expertises extérieures) n'est possible que si des financements supplémentaires sont rendus disponibles.

La coopération scientifique internationale conséquente, et principalement européenne (IRD, IEO), dont bénéficie cette section permet de pallier ces faiblesses. La coopération entre les scientifiques européens et les Seychelles est essentiellement financée par la Communauté européenne au travers des programmes communautaires de collecte des données⁶ en ce qui concerne les opérations d'échantillonnage des prises et de suivi des captures, au travers des programmes régionaux financés sous le 9^{ème} FED, et au travers des programmes cadre de recherche et de développement communautaires (PCRD). La pérennité des actions d'échantillonnages et pour l'instant garantie jusqu'en 2006. Les budgets réservés aux actions de recherche seront disponibles sur le plus long terme compte-tenu du fait que le 7^{ème} PCRD actuellement en préparation inclura très vraisemblablement des priorités en matières de recherche halieutique.

2.5. TRAITES INTERNATIONAUX ET CONVENTIONS

Les Seychelles ont signé et ratifié la Convention sur le Droit de la Mer des Nations Unies en 1991 (entrée en vigueur en 1996) et l'accord sur la gestion et la conservation des stocks chevauchants en 1998 (entrée en vigueur en 2001).

Les Seychelles ont également signé l'accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion en 2000.

Les Seychelles sont partie contractante de la Commission des Thons de l'Océan Indien depuis 1995, une organisation régionale de pêche (ORP) créée en 1993 par la FAO et chargée de la gestion des thonidés, espadons et marlins dans les zones 51 et 57 de la FAO. Le siège de la CTOI se trouve à Victoria, Seychelles, à quelques mètres du siège de la SFA. Les parties contractantes ainsi que leurs contributions au budget autonome de l'organisation étaient en 2004 comme le montre le tableau suivant.

Tableau 16 : Membres de la CTOI et contributions au budget

Pays	Prises moyennes 1999-2001	Contribution (USD)
Australie	12183	75879
China	118478	49243
Comores	8653	12880
Erythrée	< 400 t	5094
Communauté européenne	227493	305220
France(TOM)	2990	66087
Inde	108728	34199
Iran	100883	45495
Japon	42168	107818
Corée, République de	3894	67050
Madagascar	12000	13593
Malaisie	12945	26760
Maurice	2381	24510
Oman	20159	28298
Pakistan	33076	18083
Seychelles	34347	31320
Sri Lanka	97650	44806
Soudan	< 400 t	5094
Thaïlande	14911	27180
Royaume-Uni	< 400 t	56959

La CTOI est chargée de suivre les pêcheries, d'encourager et de coordonner les travaux scientifiques, et d'adopter des mesures de gestion qui deviennent contraignantes pour ses parties contractantes. Les travaux de la CTOI sont orientés par le Code de Conduite pour la Pêche Responsable, et les 4 Plans Internationaux d'Actions qui en découlent (connus sous le signe anglais *IPOA*) concernant (i) la gestion des capacités de pêche, (ii) la gestion et conservation des requins, (iii) le combat contre les navires INN, et (iv) la réduction des prises accessoires d'oiseaux de mer par les palangriers.

⁶ Reg (CE) 1543/2000, JOCE L176 du 15.07.2000, p.1

Autres traités et conventions portant sur l'environnement

Les Seychelles ont signé, ou s'approprient à le faire, les conventions internationales suivantes :

- Convention sur la Biodiversité (1994) et le protocole sur la bio-sûreté (2004)
- Convention CITES (1977)
- Convention RAMSAR zones humides (en cours)
- Convention sur la Conservation des Espèces Migratoires (en cours)

2.6. LE CADRE LEGISLATIF

La pêche est encadrée à titre principal par le *Fisheries Act* (ed. 1991) qui régit les conditions de l'exercice de la pêche par les navires nationaux, et par les navires étrangers dans la ZEE des Seychelles. Le *License (Fisheries) Regulation* (ed. 1991) qui encadre les conditions pratiques de délivrance des licences de pêche au navires nationaux et étrangers complète cette loi.

2.6.1. Autorités compétentes

Le *Fisheries Act* prévoit que la gestion des pêcheries soit effectuée par la SFA qui a le devoir de préparer des plans de gestion des ressources en collaboration si besoin est avec les pays qui partagent ces ressources. La SFA est responsable de la collecte de l'information sur l'activité des navires (suivi et surveillance). D'après la Loi, la SFA dispose d'un certain pouvoir discrétionnaire pour régir les conditions d'exercice des navires quand ces conditions ne sont pas explicitement décrites. Le Ministre en charge de la pêche a le pouvoir de légiférer en tant que besoin, et de signer des accords de pêche avec les Etats ou associations professionnelles étrangères tant que les possibilités offertes ne dépassent pas le potentiel estimé des eaux.

2.6.2. Délivrance de la licence de pêche

La licence est obligatoire pour tous les navires désirant pratiquer la pêche, à l'exception des navires de moins de 7 m dépourvus de système de propulsion mécanique et n'exploitant pas des ressources spéciales (holothuries par exemple). La licence est requise pour pratiquer la pêche dans les eaux seychelloise, et pour tout navire de pêche battant pavillon du pays. S'agissant des navires nationaux, la pêche en dehors des eaux seychelloise est interdite. Cependant, la SFA a le droit d'autoriser certains navires qui en font la demande à opérer en dehors de la ZEE, cette condition étant alors inscrite dans les termes de la licence. Cette condition peut être annulée si la SFA s'estime incapable d'exercer son devoir de contrôle du pavillon.

La délivrance des licences de pêche *sensu stricto* est sous la responsabilité de la *Seychelles Licensing Authority* (la SLA), un organisme para-étatique dont les attributions recouvrent la délivrance de tout type de licence. Pour la pêche, la SLA doit d'après le texte de loi consulter la SFA et le Ministère en charge de la Pêche avant d'accorder la licence. Suivant le *Fisheries Act*, tout demandeur de licence doit nommer un représentant local agréé par la SFA qui acceptera de supporter la responsabilité juridique et financière au nom du licencié.

D'après la loi, le coût des licences est fixé par un barème qui a été fixé une première fois en 1991 et qui n'a pas changé depuis. Ce barème officiel est comme détaillé dans le tableau suivant. Le prix des licences est fixé en fonction de la jauge pour les navires étrangers, indépendamment des volumes capturés, et forfaitairement pour les navires nationaux. En sus de ce coût, la SLA perçoit des frais administratifs d'enregistrements des licences de 250 SCR (environ 50 €) par demande.

Tableau 17 : Coût officiel des licences de pêche aux Seychelles. Source : *Licensing Act*

Coût en SCR		1 mois	4 mois	8 mois	1 an
Navires étrangers					
Palangriers (thon)	Par GRT	60	180	300	
Autres (ex. senneurs)	Par GRT				1 000
Navire national (sauf langouste)	Prix forfaitaire				100
Navire langoustier national	Prix forfaitaire				500
Equivalent EUR 2002		1 mois	4 mois	8 mois	1 an
Navires étrangers					
Palangriers (thon)	Par GRT	11	34	57	
Autres (ex. senneurs)	Par GRT				189
Navire national (sauf langouste)	Prix forfaitaire				19
Navire langoustier national	Prix forfaitaire				95

L'application de ce barème fixerait le coût de la licence annuelle pour un senneur de 1500 GRT à 283 500 €, ce qui est considérable et disproportionné, et la licence d'un palangrier de 200 GRT à l'équivalent de 17 100 €, ce qui est également considérable.

Dans la réalité, ce barème légal est peu, voire pas appliqué, tout au moins pour les navires industriels nationaux et les navires étrangers. Ceci se vérifie sur au moins deux cas concrets.

- Pour les navires industriels nationaux, c'est à dire les navires d'origine étrangère qui battent pavillon du pays (palangriers d'origine asiatique, senneurs d'origine européenne) et dans lesquels la part de l'actionnariat seychellois est très minime, la loi qui prévoit un coût annuel de 19 € n'est bien entendu pas appliquée. Le coût final de la licence est le fruit d'une négociation entre les autorités seychelloises et les armements. Deux cas sont pris en compte par la SLA / SFA : (i) les navires des "amis des Seychelles", soit les navires ex-européens espagnols qui ont une longue histoire de coopération avec le pays, et qui bénéficie d'un tarif préférentiel, et (ii) les navires d'origine asiatique qui paient un tarif plus élevé (non communiqué). Le tarif appliqué aux senneurs anciennement d'origine européenne serait de l'ordre de 60 000 USD par an (soit l'équivalent de ce que paierait un senneur européen sous protocole pour une licence annuelle avec 2 000 tonnes de thons pêchés dans la ZEE des Seychelles à 25 € la tonne). Pour les autres navires nationaux (semi-industriels et artisans) les tarifs du barème sont appliqués au titre de l'encouragement au développement de l'activité.
- Pour les navires européens opérant sous protocole : le coût des licences (10 000 € par an + 25 € par tonne capturée en excès d'une franchise de 400 tonnes pour un senneur, et 2 000 € par an pour un palangrier de plus de 150 TJB et 25 € par tonne de thon pêchée en excès d'une franchise de 80 tonnes), le barème officiel n'est bien entendu pas appliqué.

2.6.3. *Obligation des navires industriels seychellois*

Cette catégorie particulière de navires est dans l'obligation de débarquer ou transborder ses captures ses captures à Victoria, et ne doit pas embarquer des marins non-seychellois. Toutefois, la loi prévoit que la SFA puisse accorder des dérogations à cette règle sur demande.

2.6.4. *Mesures techniques*

La principale mesure technique qui s'applique à la pêche étrangère est l'interdiction de pêche dans des zones interdites. Ces zones délimitent un périmètre autour des principales îles habitées ou non des Seychelles de manière à réserver l'espace aux navires artisans. Il existe aussi toute une série de mesures techniques destinées à la réglementation de la pêche artisanale (maille des filets, des casiers, tailles

minimales des prises). Les pêches d'espèces fragiles comme les langoustes ou les holothuries sont strictement réglementées). La pêche dirigée ou la détention de tortues ou de mammifères marins est également explicitement interdite. Le chalut n'est pas autorisé.

2.6.5. *Suivi des navires*

Les termes du *Fisheries Act* oblige tous les navires à remplir et soumettre à la SFA un journal de bord dans lequel sont consignées les informations sur l'activité du navire (effort, captures). La loi oblige les navires battant pavillon national à communiquer par radio les entrées-sorties de zone économiques d'autres Etats, les positions du navire au moins tous les trois jours dans les eaux nationales ou internationales, ou toute autre fréquence de communication que demanderait la SFA. Pour les navires étrangers, ces dispositions ne s'appliquent que pour les entrées-sorties de la ZEE des Seychelles et dans celle-ci. Concernant le VMS, il est prévu par la loi que le Ministre puisse en demander l'installation sur les navires comme condition associée à la licence, sans préciser les conditions de mise en œuvre (fréquence de communication, format des messages). A la demande de la SFA, les capitaines des navires doivent accueillir des observateurs désignés et leur fournir gracieusement nourriture et accueil à bord sans autre charge pécuniaire.

2.6.6. *Contrôle des navires et sanctions*

La loi précise nominativement les personnes habilitées à constater les infractions sans faire référence à leur corps d'origine. Ces personnes peuvent être de la SFA ou de tout autre organisme public désigné par le Ministre. Parmi les 26 noms cités sur la dernière liste en vigueur (2000), on retrouve les cadres de la SFA et des officiers des *Coast Guards*. Les personnes désignées sont habilitées à contrôler tous les navires dans les eaux seychelloises, et les navires battant pavillon des Seychelles où qu'ils soient. La loi autorise également les personnes habilitées à contrôler des navires d'autres pavillons dans les eaux internationales si ceux-ci sont signataires d'une convention à laquelle les Seychelles sont parties, et si la dite convention permet ce type de contrôle. En cas d'infraction, ces navires étrangers peuvent être arraisonnés.

En cas d'infraction, le Tribunal est compétent pour fixer l'amende. D'après la loi, les amendes maximales sont :

- Défaut de licence pour un navire étranger ou pêche d'espèce sédentaire (ressources benthiques du plateau) : 400 000 € (2 500 000 SCR)
- Non respect des conditions associées à la licence (inclut la pêche dans les zones interdites): 80 000 € (500 000 SCR)
- Pêche par un navire seychellois en dehors de la ZEE sans autorisation: 80 000 € (500 000 SCR)

Les amendes pour les infractions que pourraient commettre les navires artisans seychellois (licence, mesures techniques) varient entre 20 000 et 50 000 SCR (3 200 – 8 000 €). Pour tous les navires, les amendes peuvent être aggravées par des suspensions ou annulation de licences et la saisie des captures frauduleuse. A noter que les amendes sont payées au profit du Trésor Public.

2.6.7. *Evaluation globale du cadre législatif encadrant la pêche*

Les conditions réglementaires applicables aux navires étrangers comme nationaux ne sont pas toujours transparentes car dépendent du pouvoir discrétionnaire de la SFA qui est libre de fixer certaines conditions d'exercice comme condition associée à la licence. L'impression qui se dégage est que la SFA souhaite conserver ce pouvoir discrétionnaire si l'on en juge par le nombre relativement restreint de textes réglementaires adoptés par le législateur, en l'occurrence le ministre chargé de la pêche (un texte majeur daté de 1987 revu en 1991, amendé par trois textes depuis). Ceci pose le problème de la transparence et de l'égalité des traitements entre les différents intervenants. Par ailleurs les textes législatifs séparent clairement les fonctions politiques dévolues au Ministère, et les fonctions exécutives dévolues à la SFA mais sans fixer les règles de la consultation entre les deux entités. Certaines tâches politiques sont cependant confiées à la SFA comme la préparation de plan de gestion des pêcheries, sans prévoir que le Ministère ait à les agréer.

Ceci étant dit, la législation seychelloise permet de disposer des outils nécessaires à la gestion des pêcheries hauturières et côtières. La licence, renouvelable périodiquement, est le principal instrument pour réguler l'accès aux stocks exploités et est obligatoire pour tout type de navires à quelques exceptions minimales près (navires non motorisés). Le cadre législatif permet également un suivi adéquat des navires, même si la faiblesse des moyens rend probablement difficile le contrôle effectif de la flotte locale et étrangère. Le VMS dont les conditions d'utilisation ne sont pas décrites par la loi mériterait de faire l'objet d'un amendement afin de garantir qu'il s'applique à tous les types de navires désignés sur une base non-discriminatoire.

Les Seychelles affichent une volonté de développer des services offshore aux investisseurs étrangers, dont l'attribution du pavillon seychellois à des conditions économiques et sociales compétitives. Dans le même temps, les Seychelles sont parties contractantes de la CTOI et signataires de l'accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion, ce qui lui impose de respecter les résolutions de la CTOI⁷ et d'exercer son devoir de contrôle d'Etat du pavillon. Le compromis entre cette politique libérale d'attribution du pavillon et l'obligation de contrôle n'est pas toujours facile à trouver, d'autant plus que les Seychelles ne disposent que de moyens très restreints de contrôle. Ceci a valu aux Seychelles d'être sollicitée par l'ICCAT pour fournir des compléments d'informations sur des navires battant pavillon national suspectés de pêcher de l'espadon dans l'Atlantique sans autorisation spécifique de la part de cette organisation régionale. Depuis, les licences de pêche délivrées aux navires offshore interdisent la pratique de la pêche en dehors de l'Océan Indien. Ceci n'était pas prévu par la loi.

2.6.8. Délimitation de la ZEE

Conformément à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer, la République des Seychelles revendique les zones maritimes suivantes, mesurées à partir des lignes de base :

- une mer territoriale de 12 milles nautiques ;
- une Zone Economique Exclusive (ZEE) de 200 milles nautiques ;
- une zone contiguë de 24 milles nautiques ; et
- un plateau continental limité à la bordure continentale, ou à 200 milles nautiques (quand la bordure continentale n'atteint pas cette distance).

Les documents législatifs qui précisent ces revendications, ainsi que les droits et devoirs qui y sont rattachés, sont le « *Maritime Zones Act*, Act No 15, 1977 » et le « *Maritime Zones Act*, Act No 2, 1999 ».

Les limites de la ZEE seychelloise sont fixées dans le document « *Exclusive economic zone (No 2) Order*, 1978 », par les coordonnées géographiques de 29 points. Concernant la frontière avec les ZEE voisines, il est précisé qu'elle est formée par la ligne médiane équidistante entre la République des Seychelles, d'une part, et Maurice, Madagascar, les îles Glorieuses (France), Mayotte, les Comores et l'île de Mafia (Tanzanie), d'autre part.

Il faut signaler que des contestés frontaliers existent toujours entre les Seychelles et la plupart des pays voisins, précédemment cités. Le contesté avec la France, au sujet de la frontière avec les îles Glorieuses, a été réglé récemment, par une convention signée à Victoria le 19 février 2001.

2.7. SUIVI, CONTROLE ET SURVEILLANCE

La responsabilité du Suivi, Contrôle et Surveillance des navires de pêche opérant dans la ZEE des Seychelles incombe à la SFA. Afin de réaliser cette mission, la SFA a créé une unité spéciale dans son organigramme placée sous l'autorité du responsable de la gestion des pêches. En juin 2004, cette unité était

⁷ La délivrance de licences de pêche à des navires étrangers par le Gouvernement des Seychelles est notamment restreinte aux navires inscrits sur la liste positive de la CTOI compte-tenu des résolutions adoptées par cette organisation régionale de pêche (cf § 3.5 page 77).

composée de 10 personnes, dont 3 inspecteurs, 2 techniciens chargé du VMS, de 3 techniciens chargés des licences et des journaux de bord, et 1 coordinateur.

Le budget annuel alloué au SCS est de l'ordre 1.1 M SCR (environ 200 000 €) et couvre les dépenses de personnel et de fonctionnement informatique. Ce budget est abondé par les montants provenant du financement de l'action ciblée b) du protocole d'accord de pêche (article 3, 1 M€ sur 3 ans pour la mise en place et le développement d'un système de suivi de contrôle et de surveillance, y compris l'assistance technique appropriée). Les ressources financières de cette action ciblée ont été utilisées pour des services d'assistance technique, l'achat d'émetteur VMS, et le paiement de factures de communication.

La SFA ne dispose pas des moyens opérationnels de contrôle (avions, navires de patrouilles) qui sont placés sous la responsabilité des *Seychelles Coast Guards*, une administration du Département de la Défense, lui-même rattaché à la Présidence (voir infra).

Le principal outil de surveillance de la SFA est le VMS. Les premiers répéteurs ont été installés dès la fin 2001 sur certains navires battant pavillon national. Le suivi de la flotte communautaire a été intégré au système en 2002 après la conclusion d'un protocole d'accord fixant les règles de la transmission des données. Les positions horaires des navires communautaires sont ainsi transmises à la SFA par l'intermédiaire des Centres de Contrôle des Pêches (*Fisheries Monitoring Centres*) des Etats membres concernés (France, Espagne, Italie, Portugal). Les positions des autres navires sont reçues directement par la SFA. En 2004, le suivi VMS concernait tous les navires asiatiques licenciés aux Seychelles, les navires européens, et les navires industriels de pavillons dits associés aux navires européens. S'agissant des navires seychellois, le VMS est installé sur les navires industriels appartenant à des intérêts asiatiques et européens, et sur 35 navires semi-industriels et artisans seychellois sur une base volontaire. Le système adopté est capable de suivre les navires où qu'ils soient dans le monde. L'obligation d'export d'émetteurs VMS n'est pas intégré dans les lois pêche, mais indiqué sur les licences comme condition restrictive.

La SFA dispose d'un récepteur dans ses locaux sur lequel on peut visualiser sous MapInfo les positions des navires en temps quasi-réel. Les zones interdites à la pêche sont figurées sur le fond de carte, avec des alertes automatiques quand des navires entrent dans ces zones. La *Seychelles Coast Guard* ne reçoit pas les données en temps réel. En cas de présomption d'infraction, la SFA cherche à contacter le navire en question, et envoie une requête d'intervention vers les *Coast Guards* en cas de besoin.

S'agissant du suivi des journaux de bord, l'unité SCS de la SFA s'assure que les documents sont transmis en temps et en heure par les navires. Les documents reçus sont transmis à l'unité recherche pêche industrielle de la SFA qui effectue les décomptes des captures.

L'inspection à proprement parler par le personnel de la SFA est relativement peu développée. Du fait d'un effectif réduit à 3 inspecteurs, la SFA ne procède pas à des contrôles physiques des transbordements / débarquements des navires industriels (y compris les navires communautaires) dans l'enceinte du port. Son rôle consiste à collecter les déclarations de transbordement / débarquements, et de vérifier la légitimité des navires de pêche qui font escale à Victoria. La SFA souligne que la publication par la CTOI d'une liste internationale des navires autorisés (la liste positive) lui a permis de refuser l'accès au port de Victoria de 3 navires non répertoriés. D'après la SFA, les autorités douanières ne font également pas de contrôle physique des débarquements / transbordements. L'activité des 3 inspecteurs de la SFA est en fait pratiquement focalisée sur les navires de pêche artisans et semi-industriels seychellois (contrôle des captures, des licences). Malgré les possibilités qui lui sont offertes (possibilités légales et pratique, du fait des escales des navires à Victoria), la SFA n'a pas de programme d'observateurs embarqués depuis 1991. La principale raison serait le coût trop élevé des charges salariales.

La SFA déclare qu'il y a peu d'infractions détectées. Trois navires communautaires (F et I) ont été arraisonnés fin 2001 en situation de pêche en zone interdite. Un nouveau cas se serait produit fin 2003, mais il serait en voie de résolution, étant davantage lié à un malentendu. La SFA arraisonne de temps à autre des navires industriels principalement pour pêche en zone interdite, et parfois pour pêche sans licences. Aucun compte-rendu détaillé des infractions relevées n'a été transmis à la mission. S'agissant du VMS, la SFA se plaint de nombreux problèmes de réception des positions du navire de pêche italien. Il

semblerait que le FMC italien⁸ ne retransmette qu'occasionnellement les positions de ce navire malgré les injonctions de la SFA. Une suspension de la licence de ce navire est envisagée.

Par ailleurs, la SFA émet de façon récurrente des doutes sur la fiabilité des déclarations des armements communautaires. Ceux-ci sont soupçonnés de ne pas déclarer l'intégralité de leurs captures dans la ZEE des Seychelles afin de minorer les montants qu'ils auraient à régler dans l'hypothèse où ils dépassent le seuil de référence fixé par les licences (400 tonnes par an pour un thonier senneur). L'un des arguments de la SFA est de souligner que depuis que le VMS est fonctionnel (2002), et que par conséquent les navires ne peuvent plus tricher sur leurs positions réelles, les quantités déclarées par les navires communautaires dans la ZEE des Seychelles ont augmenté sensiblement. Cet argument doit être contrebalancé par le fait que les années 2001 et 2003, qui ont vu les tonnages de référence largement dépassés, sont en beaucoup de points exceptionnelles pour la pêche, avec des rendements plus élevés que la normale et des zones de pêche concentrées sur l'axe Tanzanie-Seychelles, alors que dans une année moyenne, les thoniers réalisent une grande partie de leurs captures dans l'Ouest (Canal du Mozambique) et dans l'Est (îles Chagos). On notera également qu'en 1995, alors que les Seychelles ne recevaient pas de positions VMS, les armements communautaires ont déclaré bien plus de captures dans la ZEE des Seychelles que le tonnage de référence (70 800 tonnes pour un tonnage de référence de 46 000 tonnes).

La Seychelles Coast Guard

Les missions de terrain (surveillance de la ZEE et contrôle des navires) sont assurées par la *Seychelles Coast Guard*. Ce corps qui fait partie du Département de la Défense a été constitué à la suite du *Defence Force Act*, 1980, Section 34 du 14 novembre 1994, compte tenu : « a) de l'étendue de la ZEE des Seychelles ; b) de la nécessité urgente d'empêcher l'exploitation illégale des ressources marines de la ZEE, et des eaux territoriales et intérieures des Seychelles, et d'assurer l'exploitation durable de ces ressources ; c) de l'incapacité de la force de police, de la SFA, et autres autorités civiles, d'assurer les missions prévues au paragraphe (b). »

En plus de la surveillance des pêches dans les eaux sous juridiction des Seychelles, le corps des gardes-côtes a d'autres missions : prévention des pollutions par hydrocarbures et surveillance des dégazages en mer (*Merchant Shipping (Oil Pollution Preparedness and Response) Regulations* du 31 août 2001) ; surveillance des parcs marins ; hydrographie ; secours en mer ; assistance aux autorités portuaires (émigration, anti-terrorisme, garde des bateaux arraisonnés). Toutefois 40% des activités des gardes-côtes concerneraient la surveillance des pêches, dans la ZEE et dans les zones côtières.

Le corps des gardes-côtes compte 140 personnes (officiers, sous-officiers et matelots), dont 30 à 40 sont spécialisés dans la surveillance des pêches. Il dispose de trois navires patrouilleurs, d'une longueur de 42, 24 et 18 m, effectuant des missions à la mer de 2 jours à 1 semaine, et pouvant atteindre des vitesses de 25 à 30 nœuds.

La surveillance aérienne est assurée par un avion bimoteur, géré et également utilisé par la « *Seychelles Island Development Company* ». Les gardes-côtes sont prioritaires pour l'utilisation de l'avion. L'appareil n'est toutefois pas doté d'équipement spécifique pour la surveillance des navires (appareil de photo couplé avec un GPS, par exemple, pour l'établissement de la preuve de l'infraction).

Le budget des *Seychelles Coast Guards* est géré directement par l'Etat-Major qui paie notamment les dépenses de fonctionnement (entretien et réparation des navires patrouilleurs, approvisionnement en gaz-oil,...). La mission n'a pu obtenir d'information sur le montant de ce budget et sa ventilation par activité. Les gardes-côtes connaîtraient des difficultés de fonctionnement ; et ils doivent payer le gaz-oil au comptant (« cash on delivery »). Toutefois, grâce à la SFA, ils bénéficient de carburant détaxé.

⁸ Désigné dans le règlement 2244/2003 (CE) du 18/12/2003 établissant les modalités d'application du système de surveillance des navires comme le *Comando generale del Corpo delle capitanerie di porto – Guardia costiera, Roma*

Les activités de surveillance des pêches sont planifiées avec la SFA, au sein d'un comité informel qui se réunit pratiquement chaque mois, et auquel participent pour les gardes-côtes un spécialiste des télécommunications et l'officier chargé de la planification des opérations. En plus des patrouilles planifiées, des interventions ont également lieu quand des infractions sont signalées par l'unité VMS de la SFA.

Actuellement, les personnes habilitées pour intervenir et dresser procès-verbal en cas d'infraction sur la pêche dans les eaux des Seychelles sont les agents de l'unité SCS de la SFA, le Président de la SFA et les trois patrons du navire de recherche « L'AMITIE ». Des officiers gardes-côtes sont en cours de formation pour recevoir cette habilitation. A l'issue de cette formation, la liste des officiers habilités doit être établie avec la SFA.

Les patrouilles régulières, organisées avec la SFA, ont surtout lieu pendant les périodes de forte activité halieutique dans la ZEE et les zones côtières. Il y aurait, en moyenne sur une année, environ 3 ou 4 patrouilles régulières par mois ; auxquelles s'ajoutent les interventions non planifiées à l'avance, quand des pêches illégales sont signalées (7 ou 8 par an) ; soit en tout une cinquantaine de patrouilles par an. Le coût d'une patrouille se situe entre 15.000 et 30.000 USD (environ 12.500 et 25.000 €), en fonction du patrouilleur et de la durée de la mission.

Toutes les activités des gardes-côtes sont consignées en temps réel, et font l'objet d'un rapport hebdomadaire adressé à l'Etat-Major. La mission n'a pu obtenir un bilan des activités liées à la surveillance des pêches pour ces dernières années.

Il a été indiqué que les pêcheurs seychellois des îles éloignées étaient incités à participer à la surveillance des eaux nationales, en signalant les bateaux pêchant en zones interdites. Pour une infraction signalée, le bateau reçoit une prime de 10.000 SCR (environ 1.500 €) et le remboursement de sa dépense de carburant.

Les gardes-côtes ont déclaré que les arraisonnements concernent essentiellement des navires asiatiques (Sri Lankais, Taiwanais, Indonésiens,...) pêchant sans licence ou en zones interdites. Ainsi le 29/06/04, un palangrier taiwanais était arraisonné pour pêche en zone interdite et conduit au Port de Victoria. Les infractions mettant en cause des navires européens sont rares.

Les amendes pour infraction, qui étaient peu dissuasives en 1992 : 10.000 SCR, soit environ 1.500 €, pour pêche en zone interdite ; 5.000 SCR, soit environ 760 €, pour défaut de licence ; ont considérablement augmenté pour atteindre, en 2003, un montant de 2,5 millions de SCR au maximum.

Grâce aux moyens récemment mis en œuvre (complémentarité VMS/SFA- *Seychelles Coast Guards*, incitations des pêcheurs nationaux à collaborer, amendes plus dissuasives), le dispositif de Suivi, Contrôle et Surveillance des navires de pêche opérant dans les eaux seychelloises est plus efficace, et corrélativement, le nombre d'infractions et d'arraisonnements est en diminution.

Malgré des résultats globalement satisfaisants, les gardes-côtes ont cependant souligné que les moyens d'intervention actuellement à leur disposition sont encore insuffisants pour assurer la surveillance pleinement efficace d'une ZEE de 1,3 millions de km². Ainsi, un navire patrouilleur de 46 m, pouvant effectuer des missions à la mer de quinze jours, est actuellement à l'étude dans un chantier naval indien. Ce navire d'un coût d'environ 10 millions de \$ (environ 8,3 millions d'€), serait financé par le Gouvernement des Seychelles, par le biais de la coopération avec l'Inde en matière de défense et de technologie. La surveillance des zones lointaines dans la ZEE, comme Aldabra, est très difficile. En effet, l'arrivée du patrouilleur garde-côte est détectée au radar par les navires pêchant en infraction, qui quittent aussitôt la ZEE. Pour la surveillance des zones lointaines, l'outil le plus efficace semble être l'avion, qui devrait être équipé d'un dispositif de prise de vues photographiques couplé à un GPS, permettant ainsi d'établir une preuve de l'infraction pour, par la suite, engager des poursuites contre le capitaine et/ou l'armateur.

Evaluation globale

Comme le montre la Figure 1, la ZEE des Seychelles est immense. Il semble dès lors évident que les moyens de contrôle à la disposition des autorités seychelloises sont insuffisants pour surveiller efficacement une telle superficie exploitée par quelques 250 navires industriels, sans oublier les pêcheries côtières nationales. La SFA ne dispose que d'un staff de 10 personnes, dont seulement 3 inspecteurs, et les gardes-côtes sur lesquels la SFA s'appuie pour l'aspect opérationnel ne possèdent que 3 patrouilleurs tous basés à Mahé, dont un seul réellement adapté à la haute mer, avec des problèmes de financement des frais de fonctionnement. Par rapport à la situation qui prévalait il y a trois ans, on peut cependant constater des améliorations avec l'introduction du VMS qui permet de suivre les mouvements des navires régulièrement enregistrés et de veiller à distance au respect de certaines mesures comme les zones interdites. Par contre, le VMS n'est d'aucun secours pour détecter la pêche sans autorisation dans la ZEE par des navires INN ou autres. Des faiblesses structurelles subsistent encore dans le dispositif, comme le manque de ressources opérationnelles, et le cadre de coopération très lâche qui lie la SFA et les Gardes Côtes.

L'introduction d'un nouveau patrouilleur sera un atout, mais il ne répondra que très partiellement aux besoins du fait de l'immensité de la zone à surveiller, encore faut-il qu'il soit utilisé de manière efficace (au moins 200 jours de patrouille par an, base dans l'ouest de la ZEE). Un pas significatif dans le développement des capacités de surveillance des Seychelles passera probablement par davantage de coopération avec les autres Etats de la région, coopération pratiquement inexistante à l'heure actuelle. L'échange d'informations sur l'activité des navires, l'organisation de patrouilles communes, l'harmonisation des cadres juridiques entre des pays dont les eaux sont souvent exploitées par les mêmes flottes de pêche lointaines favorisera la lutte contre les navires IUU qui constituent la première menace pour les pays de la région. Cette orientation a été retenue dans le Programme Indicatif Régional du 9^{ème} FED et fait l'objet d'un financement conséquent de 3.5 M€ dès 2004. La SFA et les *Coast Guards* attendent beaucoup de ce projet.

2.8. ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Il n'existe aux Seychelles qu'une association professionnelle créée en 2002, la *Fishing Boat Owner's Association*. Cette association regroupe les armateurs des navires semi-industriels seychellois (une dizaine d'unités) et défend les intérêts du secteur notamment en matière de taxation.

Une autre association, l'Apostolat de la Mer, s'occupe de la protection des intérêts sociaux des travailleurs seychellois employés dans la filière pêche au sens large (marins, dockers). C'est une association d'inspiration religieuse soutenue par le Vatican (*Apostolatus maris*) présente dans plusieurs pays du Monde. Son action se situe davantage dans l'aide aux personnes en difficulté, et ne constitue par une force syndicale de contre-propositions.

A l'exception de ces deux associations, il n'existe pas de regroupements de professionnels concernés par la pêche industrielle, l'activité portuaire, la pêche artisanale, la commercialisation, etc ... Cette absence d'association vient probablement en partie du fait que le processus décisionnel laisse peu de place à la consultation institutionnalisée des intérêts privés (il n'y a pas de comité ad-hoc prévu dans le fonctionnement de la SFA) et que par conséquent chacun utilise sa propre sphère d'influence pour la défense de ses intérêts propres.

Les autorités seychelloises sont conscientes de ce manque, et souhaitent créer sans tarder un comité consultatif qui travaillera pour la Présidence. D'après les informations recueillies, ce Comité sera constitué d'individualités nommées par le Président de ce Comité, et inclura des intervenants de tous les secteurs (artisans, semi-industriels, industriels, filière). Sur ce principe, on peut s'inquiéter de la possible non-représentativité des intervenants, et du mélange des intérêts (artisans, industriels) qui risque de conduire à des débats cacophoniques.

2.9. LES ACCORDS DE PECHE

Conformément à leur politique en la matière, les Seychelles délivrent des licences de pêche à plusieurs flottes de pêche lointaine, uniquement pour l'exploitation des ressources hauturières migratoires (thons, espadons, marlins). Le principal accord est celui conclut avec la Communauté européenne. Il existe

également d'autres accords avec le Japon, la Corée du Sud et Taiwan, et des intérêts travaillant sous des pavillons divers (Iran, Antilles néerlandaises).

2.9.1. *L'accord avec la Communauté européenne*

Cadre général

L'accord avec la Communauté européenne valable de janvier 2002 à janvier 2005 autorise l'accès simultané aux eaux seychelloises à un maximum de 40 thoniers senneurs, et de 27 palangriers de surface. En contrepartie de cet accès, la Communauté verse 3 460 000 € par an, dont 2 300 000 au trésor public seychellois, et 1 160 000 € à la SFA pour le financement d'action ciblées. Ces montants correspondent à un tonnage de référence de 46 000 tonnes de thon par an. Si ce tonnage de référence est dépassé, la Communauté verse un paiement additionnel proportionnel (soit 75 € par tonne de thon au delà des 46 000 tonnes). Le paiement intègre donc une part fixe et une part variable.

Les armements communautaires bénéficiaires de cet accord versent aux autorités seychelloises une redevance pour le paiement de la licence. Les modalités de calcul sont décrites ci-dessous. Elles intègrent comme pour la partie publique du paiement, une part fixe et une part variable. Suivant les dispositions du protocole, les tonnes concernées sont uniquement des tonnes de thons, ce qui signifie que les prises d'espadon, marlin et autres voiliers par les palangriers n'entrent pas dans l'assiette du paiement.

Thonier senneur	10 000 € pour une capture de 400 tonnes	25 € par tonne supplémentaire
Palangrier <150 TJB	1 500 € pour une capture de 60 tonnes	25 € par tonne supplémentaire
Palangrier > 150 TJB	2 000 € pour une capture de 80 tonnes	25 € par tonne supplémentaire

A noter que les tonnages de référence ne sont en aucun cas des quotas.

Dispositions spécifiques concernant l'exercice de la pêche

Le protocole d'accord est assorti d'un certain nombre de dispositions réglementaires. Pour certaines d'entre elles qui posent problèmes, les commentaires suivants peuvent être faits :

Formalités relatives à la délivrance des licences (Annexe, point 1) : la loi seychelloise prévoit que les opérateurs doivent passer par un agent agréé par la SFA. L'annexe du protocole est moins précise, ce qui a généré des problèmes quand des opérateurs européens ont choisi de s'associer avec des agents locaux non-agréés. Les autorités seychelloises soulignent également un problème de formulaire qui doit être celui en anglais agréé par la SLA, et non pas celui annexé au protocole et traduit dans toutes les langues de la Communauté.

Déclarations de captures (Annexe, point 3) : les autorités seychelloises ne soulignent pas de problèmes particuliers sur cet aspect en termes de retours de journaux de bord, mais émettent des réserves sur la validité des chiffres transmis (voir page 32).

Observateurs (Annexe, point 4) : cette disposition n'a jamais été activée par la SFA au motif que le coût en serait trop élevé.

Emploi de marins (Annexe, point 6) : même si des marins seychellois sont bien embarqués sur les navires européens, les objectifs réalisés sont inférieurs aux dispositions du protocole (environ 1 marin en moyenne par navire). Le problème viendrait *i)* d'une part du niveau de qualification initial trop faible des marins seychellois, et *ii)* d'autre part, du fait que les contrats d'emploi qui leur sont proposés par les représentants des armements (avec l'accord du ministère seychellois chargé de l'emploi) sont des contrats précaires de type temporaire qui n'incitent pas à entamer une carrière sur les navires en question. L'emploi de marins seychellois à bord de navires industriels battant pavillon du pays serait également très faible.

Zones de pêche (Annexe, point 9) : le contrôle du respect des zones interdites en désormais aidé par le dispositif VMS. A noter que les DCP mentionnés dans ce point du protocole (à l'usage des pêcheurs

artisans) sont tous mouillés à l'intérieur des zones interdites aux navires étrangers et que par conséquent, le respect de cette disposition ne pose pas de problèmes particuliers.

Les autres dispositions de l'annexe au protocole ne posent pas de problèmes notamment dans la mesure où les navires communautaires utilisent de façon intensive les services du port, y compris la conserverie (points 7 et 10 de l'annexe).

Les actions ciblées prévues au protocole

Le protocole d'accord de pêche en vigueur prévoit qu'un total de 3 480 000 € sur trois ans soit versé aux Seychelles titre du financement des actions ciblées. L'article 3 du protocole distingue 4 types d'actions ciblées :

- a) le développement de la pêche locale (1 230 000 € sur trois ans, soit 35% du montant total des actions)
- b) la mise en place et le développement d'un système de suivi, contrôle et surveillance, y compris l'assistance technique appropriée (1 000 000 € sur trois ans, 29% du total)
- c) programmes scientifiques et techniques visant à acquérir une meilleure connaissance des stocks de poissons (950 000 €, soit 27%)
- d) formations dans les différents domaines scientifiques, techniques et économiques liés à la pêche, ainsi que la participation à des réunions internationales (300 000 €, soit 9%)

Le protocole stipule que la SFA est l'organisation qui décide des mesures à mettre en œuvre et qui reçoit les montants susmentionnés au fur et à mesure de ses demandes de paiement auprès de la Commission européenne. En contrepartie, la SFA doit d'après le protocole transmettre un rapport annuel sur les mesures mises en œuvre et les résultats obtenus, la Commission se réservant un droit de contrôle et le cas échéant, un réexamen des paiements. A la date de la mission, le rapport actions ciblées 2002 avait bien été transmis à la Commission.

Comme il l'a été décrit dans la partie 2.3.2 page 20, le montant des actions ciblées constitue un double avantage pour la SFA, (i) d'abord celui de multiplier pratiquement par 2 son budget initial dans un contexte général de contraction des dépenses publiques, et (ii) d'être utilisable librement en euros pour le financement d'achat de biens et de services à l'étranger dans un contexte national de pénurie en devises et de difficultés d'emprunts bancaires.

L'action a) concernant le développement de la pêche locale est gérée par la SFA en achat de matériel de pêche et de sécurité à l'étranger (Japon, Maurice, Europe). D'après les relevés de dépenses fournis par la SFA, les achats ont intégré des pièces de moteurs et de hors bords, de l'électronique de passerelle (GPS, echo-sondeurs), des hameçons, ... matériel utilisable pour la pêche artisanale et pour la pêche nationale semi-industrielle à la palangre. Les achats de matériel sont ciblés sur des articles qui ne sont pas disponibles sur le marché local, et que les propriétaires de navires ne pourraient acheter compte-tenu de l'impossibilité d'obtenir des devises. En revendant le matériel ainsi acheté aux professionnels, la SFA utilise les fonds de cette action ciblée comme une coopérative de pêche. Après deux années, un total de 797 000 € avait été dépensé, soit 65% de l'enveloppe prévue sur 3 ans. La revente du matériel génère des recettes en roupies seychelloises que la SFA peut utiliser pour le financement de biens et services locaux.

Concernant l'action b) développement des capacités de contrôle, les fonds sont utilisés par la SFA pour acheter de l'équipement VMS, financer un programme d'assistance technique pour la mise en place de ce VMS, et payer les frais d'acheminement des rapports de position. Une partie des fonds sous cette action ciblée a été utilisée pour des visites de FMC européens. L'utilisation de cet argent a permis à la SFA de mettre en œuvre un suivi VMS de tous les navires industriels licenciés, avec en saison, plus de 200 navires suivis. Par ailleurs, ce financement a été utilisé par la SFA pour mettre en œuvre le protocole VMS signé avec la Communauté européenne en juillet 2002. En mai 2004, 530 000 € avaient été engagés par la SFA au titre de cette action, soit en deux ans 53% des montants éligibles sur trois ans. D'autres dépenses conséquentes sont prévues dans les mois à venir pour accompagner la phase de montée en puissance du suivi VMS. Il n'est pas pour l'instant envisagé de dépenses au titre du contrôle en dehors du suivi satellite.

On soulignera la cohérence de cette mesure avec le programme FED de renforcement des capacités régionales de contrôle.

L'action c) programmes scientifiques recouvre une série de programmes, qui au contraire des deux premières actions ciblées et de l'action d), ne font pas l'objet d'une comptabilité analytique. Dans ses rapports d'activité, la SFA souligne que ces fonds sont utilisés pour la pêche artisanale et pour la pêche semi-industrielle. Concernant la pêche artisanale, les rapports actions ciblées indiquent que la SFA a entrepris des études sur l'abondance des poissons et crustacés récifaux, des prospections sur les espèces profondes du plateau, et des études sur la technologie des engins de pêche (casiers, lignes). Un recensement des navires artisans est également en cours. Les montants de cette action ciblée ont également été utilisés pour étudier les pêcheries de requins, et préparer un Plan d'Action National consécutif à l'IPOA requins. Ce plan est toujours en préparation à l'heure actuelle. Pour la pêche semi-industrielle et industrielle, la SFA utilise des moyens de cette action ciblée pour participer aux programmes de recherche, d'échantillonnage et de suivi internationaux des grands pélagiques, en collaboration avec la CTOI et l'IRD (F).

A en juger par le nombre des publications de la SFA sur ces sujets, il est certain que du travail de qualité a été fourni, et allant dans le sens de la gestion des pêcheries existantes et de la diversification de l'effort vers de nouvelles ressources. Le budget national de la SFA qui est de l'ordre de 400 000 € pour la recherche, dont 80% de charges salariales ne saurait suffire à la réalisation de ce travail. Le financement de cette action ciblée a apporté à la SFA les moyens d'acheter du matériel d'expérimentation, et de conduire les manipulations à la mer (navires de recherche, plongées, matériel divers).

Enfin, le volet d) formation et participation à des réunions internationales a permis à des employés de la SFA de participer aux principales réunions internationales organisées par la FAO notamment, et par les organisations régionales de pêche dont les travaux concernent potentiellement les Seychelles (ICCAT, CCAMLR, CTOI). Des formations spécifiques ont également été financées au bénéfice de cadres de la SFA. Encore une fois, ce soutien financier semble essentiel dans un pays privé de devises. A titre d'exemple, les représentants du Ministère de l'Agriculture disent ne pas avoir pu participer à une réunion cruciale de la COMESA du fait d'un manque de possibilité de financement. En deux années, la SFA aurait dépensé 217 500 € sur cette action ciblée, soit 72% du montant prévu sur trois ans.

2.9.2. Les autres accords de pêche

Les accords avec le Japon, la Corée du Sud et Taiwan ne concernent que l'accès de palangriers. Ils sont signés entre les Seychelles et les associations professionnelles de ces pays et portent sur l'accès saisonnier des navires aux eaux seychelloises. De manière générale, les licences sont demandées pour une durée variant entre un mois et quatre mois. Au contraire des palangriers européens qui ciblent les espèces de surface, les palangriers asiatiques ciblent les thons en profondeur, et essentiellement les gros patudo et albacore, pour l'approvisionnement du marché du sashimi.

Le tableau suivant indique le nombre de licences accordées par mois en 2001 et 2002. Taiwan est le principal partenaire des Seychelles, représentant 65-70% des licences étrangères palangrières. Le Japon est le deuxième partenaire. De manière générale, les licences sont utilisées pendant le dernier trimestre de l'année. Le nombre de licences, environ 200 licences.mois par an, est équivalent à l'activité continue de 20 navires pendant 10 mois.

Tableau 18 : Nombre de licences palangrières émises par trimestre et par pavillon en 2001 et 2002. Source : SFA

	2001					2002				
	trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4	Total	trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4	Total
Japon	18	19	13	33	83	11	17	16	13	57
Corée du Sud	4	0	0	0	4	0	0	0	0	0
Taiwan	11	13	2	116	142	33	21	47	32	133
Total	33	32	15	149	229	44	38	63	45	190

Il n'a pas été donné d'informations détaillées sur la nature des accords. Il a été cependant mentionné que le tarif officiel des licences (Tableau 17, page 28) n'est pas appliqué sensu stricto, sans que le montant réel soit communiqué à la mission. Par rapprochement entre le nombre de licences accordées par pavillon, et les revenus fiscaux du Gouvernement liés à la vente de ces licences (communiqués) on estime que le coût de l'accès pour ces navires varierait entre 3 500 USD et 9 000 USD par mois (probablement suivant la taille du navire), avec une médiane à 7 000 USD par mois. On ne sait pas si ce montant est intégralement pris en charge par les armateurs, ou si ces derniers bénéficient d'une source de soutien public. A la différence des licences accordées aux armements communautaires, les licences vendues aux nations asiatiques ne sont constituées que d'une redevance fixe. Au titre du suivi de leurs activités, ces navires seraient astreints à la remise d'un logbook et à l'export de dispositif VMS.

Les autres types d'accords : les Seychelles accordent des licences de pêche à des intérêts privés, opérateurs de navires battant plusieurs catégories de pavillons. Ces navires sont pour l'essentiel des navires senners appartenant à des intérêts européens ou asiatiques connus des autorités seychelloises, mais qui pour des raisons diverses, ont changé de pavillon. En 2002, ces accords concernaient des navires battant pavillon de Panama, Belize, Iran ou Antilles néerlandaises. Suite à la résolution 02-05 de la CTOI, les accords avec les navires battant pavillon de Panama, Belize ou Antilles néerlandaises ont été annulés.

Pour les autorités seychelloises, les navires industriels battant pavillon national sont également considérés comme opérant sous régime de licence étrangère en raison du lien économique ténu avec le pays. D'après les informations reçues, le coût de la licence annuelle pour un thonier sennier serait forfaitaire de l'ordre de 60 000 USD par an, sans partie de coût variable.

2.9.3. Les recettes des accords de pêche

La vente des licences aux différentes parties (navires sous accord avec la CE, navires dits associés travaillant sous licences libres, palangriers asiatiques) génère environ 7 M€ par an de recettes en devises au bénéfice du Trésor Public.

Suivant les informations transmises par la SFA et reproduites dans le tableau suivant, l'accord de pêche avec la CE (compensation financière, plus vente des licences) représente autour de 60% des recettes totales du pays en matière de vente d'accès aux eaux. Il est donc le principal contributeur. Les senners battant autres pavillons, y compris le pavillon seychellois représentent autour de 15% des recettes, la vente de licences palangrières principalement aux nations asiatiques représentant quant à elle environ 25% des recettes.

Le tableau suivant détaille les recettes par pavillon et catégorie de navire. Les informations ont été fournies en roupies seychelloises (SCR) et converties en euros aux taux moyens constatés (0.190 EUR pour 1 SCR en 1991, et 0.189 EUR pour 1 SCR en 2002). Ceci explique les différences qu'il pourrait exister avec les montants effectivement payés par la CE en euros.

Tableau 19 : Montants perçus par les Seychelles en échange de l'accès aux eaux en 2001 et 2002. Source : SFA

	Montants en SCR		Montants en EUR	
	2001	2002	2001	2002
Senneurs				
Accord de pêche CE				
Contribution CE	18 520 811	13 774 823	3 518 954	2 603 441
Navires français (part fixe)	677 259	765 692	128 679	144 716
Navires espagnols (part fixe)	730 856	907 339	138 863	171 487
Navire italien (part fixe)	43 970	51 028	8 354	9 644
Navire italien (part variable)	0	323 433	0	61 129
Navires français (part variable)	1 620 752	2 590 496	307 943	489 604
Navires espagnols (part variable)	577 615	1 898 197	109 747	358 759
Sous total	22 171 263	20 311 008	4 212 540	3 859 091
Licences privées navires senneurs				
Navires pavillons divers	4 026 127	2 324 260	764 965	439 285
Navires Seychelles	2 059 255	1 966 700	391 259	371 706
Sous total	6 085 382	4 290 960	1 156 223	810 991
Palangriers				
Taiwan	7 337 943	6 091 845	1 394 209	1 151 359
Corée du Sud	101 299	0	19 247	0
Japon	2 326 378	1 837 103	442 012	347 212
France	0	0	0	0
Espagne	34 389		6 534	0
Maurice	20 631	0	3 920	0
Portugal	16 339		3 104	0
Cambodge	50 283	0	9 554	0
Indonésie	44 877	0	8 527	0
Sous total	9 932 138	7 928 948	1 887 106	1 498 571
Total	38 188 783	32 530 916	7 255 869	6 180 874

3. Les Pêcheries dans les eaux des Seychelles

L'activité halieutique dans les eaux seychelloises se partage entre trois secteurs, artisanal, semi-industriel et industriel.

Les secteurs artisanal et semi-industriel concernent les pêcheries nationales. La pêche artisanale exploite, à partir de petites unités, les espèces peu profondes des plateaux insulaires ; et la pêche semi-industrielle cible l'espadon dans la ZEE, à partir de palangriers de surface.

Le secteur industriel, de loin le plus important au plan économique compte tenu des entrées de devises qu'il génère, concerne des pêcheries étrangères ciblant des grands pélagiques hauturiers, les thons majeurs et l'espadon, à partir de senneurs et de palangriers. Les unités de pêche industrielle qui opèrent actuellement dans la ZEE des Seychelles grâce à l'attribution de licences de pêche, sont des senneurs et palangriers des pays de la Communauté Européenne (Espagne, France, Italie, Portugal), des senneurs battant pavillon des Seychelles ou pavillons divers (Belize, Panama, Antilles Néerlandaises, Iran) et des palangriers asiatiques (Japon, Corée, Taiwan).

La principale pêcherie européenne dans l'Ouest de l'Océan Indien et, par extension, dans la ZEE des Seychelles est la pêcherie de thoniers senneurs européens (espagnols, français, italien). Une pêcherie industrielle de palangriers de surface européens (espagnols et portugais), qui opère également dans l'Ouest de l'Océan Indien, est beaucoup moins importante. Depuis 2002, aucun palangrier européen n'a pêché dans la ZEE seychelloise.

3.1. LA PECHE NATIONALE SEYCHELLOISE

Comme indiqué précédemment, la pêche nationale seychelloise inclut un segment artisan menée avec des embarcations à faible rayon d'action, et un segment dit semi-industriel qui comprend des navires palangriers de 15-20 m. Les navires industriels battant pavillon seychellois ne sont pas intégrés dans cette catégorie dans la mesure où les opérateurs des navires n'ont qu'un lien ténu avec le pays. Il existe également une petite industrie nationale de l'aquaculture.

3.1.1. La pêche artisanale

Le suivi de l'activité de pêche artisanale est assuré par la SFA. Les informations sur l'activité des différentes composantes de la flotte, sur la production et la composition spécifique des captures sont régulièrement collectées dans 44 sites de débarquement (34 à Mahé, 17 à Praslin et 3 à La Digue).

Les navires

En 2002, la flotte de pêche artisanale comptait 374 unités de différents types, basées dans les trois principales îles de Mahé, Praslin et La Digue.

Tableau 20 : Composition de la flotte de pêche artisanale (source : SFA)

Type de bateau	1999	2000	2001	2002
Pirogue	41	37	32	31
Canot hors-bord	239	250	236	234
"Whaler"	90	95	95	96
Schooner	13	13	14	13
Total	383	395	377	374

La flottille artisanale est composée de deux grandes catégories de bateaux : les unités non motorisées ou équipées de moteurs hors-bord (pirogues et canots) ; celles équipées de moteurs in-bord (« whalers et schooners »).

Les pirogues sont de petites embarcations traditionnelles, en bois, manœuvrées à la rame ou équipées d'un moteur hors-bord d'une puissance inférieure ou égale à 15 CV. Les canots sont des bateaux en fibre de verre d'environ 5 m de long et équipés de moteurs hors-bord de 25 à 40 CV. Dans la catégorie des pirogues et des hors-bord, environ un tiers de la flottille ne pêche qu'à temps partiel.

Les « whalers » sont des embarcations non pontées (ou partiellement pontées). Il en existe de plusieurs sortes : les plus nombreuses sont des unités traditionnelles en bois, avec des bordées à clins, d'une longueur de 9 à 12 m, et embarquant un équipage d'environ 7 hommes ; les plus récentes sont en fibre de verre, avec des bordées à clins moulées, et de longueur variant de 6,5 m à 8,5 m (elles portent des noms créoles éloquentes : « Lekonomi », « L'Avenir » et « Nouveau L'Avenir ») ; de nombreux « whalers » sont équipés de glacières, et peuvent conserver de 1 à 2 t de poissons. A l'exception des « whalers » équipés de glacières et qui peuvent rester de 3 à 6 jours en mer, toutes ces unités non pontées n'effectuent que des sorties à la journée (voire de quelques heures) et ont un rayon d'action très limité autour de leurs points de débarquements.

Les plus grosses unités de pêche artisanale sont les schooners. Il s'agit de navires pontés en bois, mesurant de 10 à 13 m, équipés de moteurs diesel et ayant un équipage de 4 à 6 marins. Ils peuvent embarquer de la glace pour des sorties de 8 jours en moyenne. Ces bateaux ont un rayon d'action important et pêchent à la périphérie du plateau insulaire de Mahé et sur celui des Amirantes.

Ces dernières années, la composition de la flottille a peu évolué ; on note cependant une diminution du nombre des plus petites unités (pirogues et canots hors-bord).

Les engins de pêche

De nombreux engins de pêche de petite échelle sont utilisés par la pêche artisanale : ligne à main, nasse, filet maillant, filet maillant encerclant, senne de plage et harpon. La ligne à main est l'engin le plus utilisé, devant les nasses et les filets maillants. En 2002, environ 80% des débarquements étaient pêchés à la ligne, 17% aux nasses et/ou aux filets maillants, et 1% aux harpons.

Le tableau suivant présente les taux d'utilisation des principaux engins de capture par mode de pêche et type de bateau.

Tableau 21 : Taux d'utilisation des différents engins par mode de pêche et type de bateaux (source : SFA)

Types d'engin	Lignes	Nasses	Filets	Harpon
Pêche à pied		3%		97%
Pirogues	25%	75%		
Canots hors-bord	41%	31%	28%	
"Whalers"	99%	1%		
Schooners	100%			

Les captures

Après 1990, et un maximum de plus de 5 700 t en 1991 et 1992, les débarquements annuels de la pêche artisanale ont connu une baisse régulière jusqu'en 1998, avec un minimum à 3 300 t. Depuis cette date, on observe une tendance à l'augmentation des captures qui, en 2002, ont donné lieu à près de 5 000 t (4 915 t) de produits débarqués (Figure 2). Les fluctuations annuelles des captures, surtout démersales, seraient liées à des arrivées d'eaux chaudes de l'Est, d'intensité variable, en relation avec le phénomène ENSO (El Niño-Oscillation Australe). L'effondrement des captures, en 1998, serait lié à un phénomène ENSO, qui restera comme un événement d'intensité exceptionnelle dans l'océan Indien.

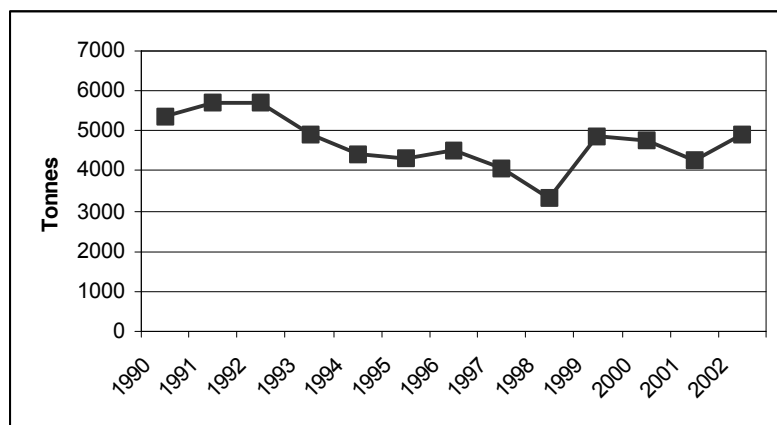


Figure 2 : Evolution de la production annuelle de la pêche artisanale (source : SFA)

Les variations saisonnières des captures sont généralement bien marquées (figure 2), avec deux pics : en mars-avril et septembre-octobre, à la fin des moussons de NE et de SO ; et un effondrement, de mai à septembre, pendant la période des alizés de SE . En 2002, ce schéma a été quelque peu perturbé, par la faiblesse relative des alizés de SE de mai à octobre, qui a permis des captures plus élevées qu'habituellement.

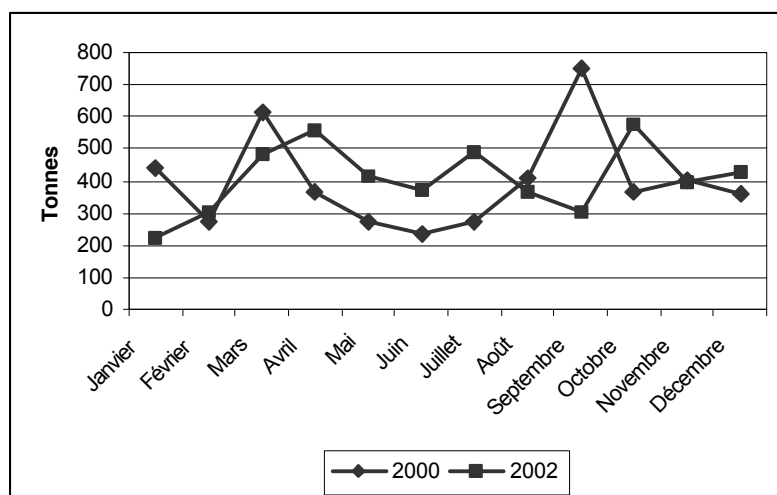


Figure 3 : Evolution saisonnière des captures de la pêche artisanale en 2000, figure du haut, et 2002, figure du bas (source : SFA)

Les rendements

A une exception près (le rendement moyen d'une calée de filet encerclant), les plus forts rendements sont obtenus à la ligne à main. Pour ce type d'engin de pêche, le rendement est étroitement lié au type de navire. On peut raisonnablement admettre que le rendement de la ligne à main augmente avec la taille et la puissance du navire, et sa capacité à pêcher loin de terre, dans des zones peu fréquentées.

Tableau 22 : Rendements moyens, par engin et type de bateau ou mode de pêche, en 2002 (source : SFA)

	Ligne à main (kg/h/jour)	Nasse (kg/nasse)	Filet encerclant (kg/calée)	Harpon (kg/h/jour)
Schooners	259			
"Whalers"	94	5		
Canots	43	6	187	
Pirogues	13	9		
Pêche à pied		2		12

Les principales espèces

Huit espèces et groupes d'espèces constituent 80% des captures (tableau 4). Les carangues représentent le groupe le plus important avec 35% des débarquements, suivi du job (14%), des vivaneaux (10%) et des capitaines (8%).

Tableau 23 : Principales espèces et groupes d'espèces débarquées annuellement par la pêche artisanale, au cours de la période 1999-2002 (source : SFA)

Espèces	Noms scientifiques	Quantités (kg)	%
Carangues	Carangidae	1 632	35
Job	<i>Aprion virescens</i>	674	14
Maquereau doux	<i>Rastrelliger kanagurta</i>	214	5
Capitaines	<i>Lethrinus spp.</i>	387	8
Vivaneaux	<i>Lutjanus spp.</i>	450	10
Cordonnier	<i>Siganus sp.</i>	173	4
Bonite	<i>Katsuwonus pelamis</i>	89	2
Vieilles	<i>Cephalopholis spp.</i>	120	3
Total		3 739	80
Autres		941	20
TOTAL		4 703	100

Etat des ressources côtières

Il est actuellement difficile de formuler un avis sur le niveau d'exploitation des ressources côtières, notamment sur celui des ressources démersales. On peut, toutefois, considérer deux indicateurs du niveau d'exploitation et de l'état des ressources. Le premier est le nombre relativement faible de bateaux (surtout si l'on ne considère que les plus performants (schooners et une grande partie des « whalers ») en comparaison de la superficie des deux plateaux continentaux de Mahé et des Amirantes (environ 50 000 km²). Le deuxième indicateur, très significatif même s'il peut apparaître trivial, concerne les tailles des poissons qui sont pour les principales espèces, à l'exception du cordonnier, trop gros pour être servis entiers dans les restaurants de Mahé, et sont présentés sous forme de filets.

D'après les scientifiques de la SFA, il existe aux Seychelles de nombreuses zones très peu exploitées, voire inexploitées, dans les îles peu fréquentées. Par ailleurs, dans les zones côtières qui supportent la plus forte pression de pêche, il n'y a pas de concentration forte de l'effort de pêche, car les bateaux changent de secteur dès que les rendements diminuent. Toutefois, afin de réduire la pression de pêche qui s'exerce sur les ressources côtières, mais aussi pour accroître la production, un projet de développement a actuellement pour objectif d'inciter les pêcheurs à exploiter les lutjanidae profonds du talus continental (*Etelis sp.* ; *Pristipomoides sp.*). A cette fin, une technique de pêche à la ligne a été au point (« drop line »), qui s'est révélée efficace jusqu'à une profondeur de 500 m.

En définitive, pour conclure sur l'état des stocks côtiers, et notamment sur celui des stocks démersaux, on peut raisonnablement conclure qu'ils sont globalement sous exploités. La SFA effectue un suivi constant des principales pêcheries, et les plus susceptibles d'être en situation de surexploitation sont tout

particulièrement surveillées (langouste, bêche de mer). Cette dernière pêcherie a d'ailleurs été temporairement fermée l'an dernier en raison de doutes sur sa viabilité.

3.1.2. La pêche semi-industrielle

Une pêcherie palangrière seychelloise ciblant l'espadon a démarré en 1995. Les informations proviennent pour la plupart d'une publication de Wendling et Lucas, présentée en 2003 au Groupe de Travail sur les Poissons Porte-Epée de la CTOI ; d'autres ont été communiquées par la SFA et un armateur de palangrier.

Les bateaux

12 palangriers semi-industriels sont actuellement répertoriés à la SFA. Ce sont des unités de 10 à 23 m (16 m en moyenne), 200 à 320 CV, 20 à 70 TJB (49 TJB en moyenne), avec un équipage de 6 à 8 hommes. Tous sont basés à Victoria.

L'engin et la technique de pêche

La palangre utilisée est en monofilament de polyamide. Elle est constituée d'une ligne principale de 20 à 30 km de long et 2 à 4 mm de diamètre, d'où partent des lignes secondaires (avançons) de 0,18 à 0,20 mm de diamètre terminées par les hameçons. La palangre est équipée de 400 à 900 hameçons. A bord, la ligne principale est stockée dans des paniers spécialement aménagés. Chaque panier de palangre contient de 5 à 10 hameçons. Pour cibler l'espadon, la pêche a lieu de nuit. La palangre est calée en surface le soir vers 18-19 heures, et virée le matin suivant vers 7-8 heures. L'appât est du calmar (*Illex sp.*) importé congelé de Corée du Sud ou de Taiwan. Des sticks lumineux, vert fluorescent, sont utilisés au-dessus des hameçons, pour augmenter le pouvoir attractif de l'appât.

La zone de pêche

La zone de pêche est centrée dans la partie Nord-Est du plateau continental de Mahé (figure suivante). Généralement les bateaux travaillent à l'intérieur de la ZEE, entre 100 et 200 milles nautiques des côtes.

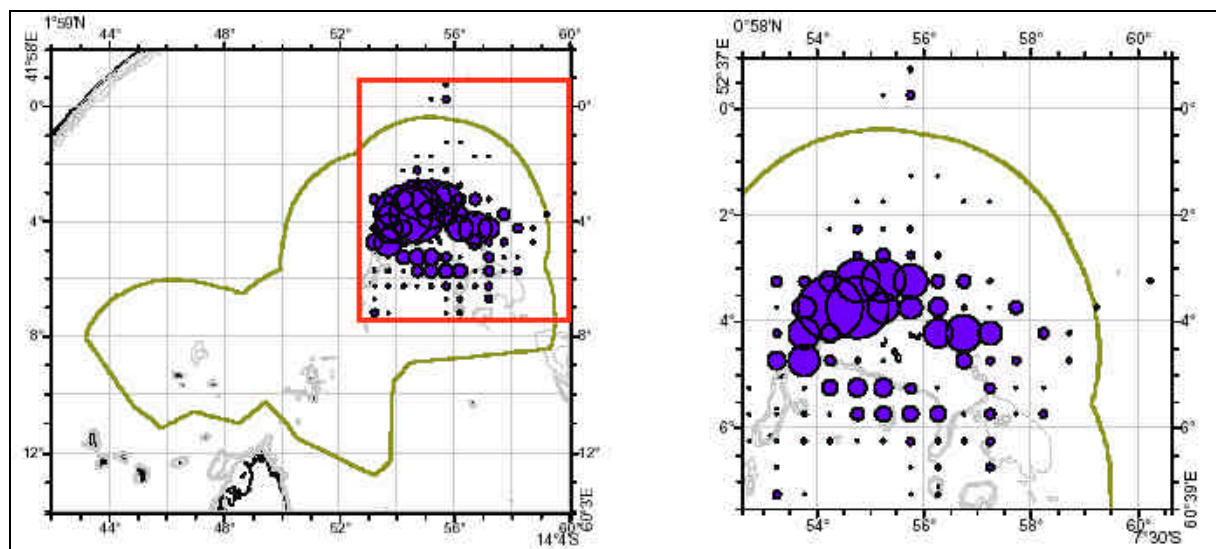


Figure 4 : Zone de pêche des palangriers semi-industriels seychellois ciblant l'espadon, sur la période 1995-2002 (source : Wendling et Lucas, 2003)

L'effort de pêche

Le nombre de palangrier en activité a augmenté régulièrement de 1995 (1 navire) à 2001 (10 navires) ; depuis cette date, il diminue. En 2003, on comptait 7 palangriers actifs.

Après un maximum en 2001, le nombre moyen de sorties, effectuées par navire et par an, n'a cessé de baisser, passant de 17 (en 2001) à 7 (en 2003). Le nombre total de sorties qui était de 171 en 2001, est tombé à 49 en 2003. Exprimé en nombre de sorties, l'effort de pêche effectif a baissé de plus de 71% en deux ans.

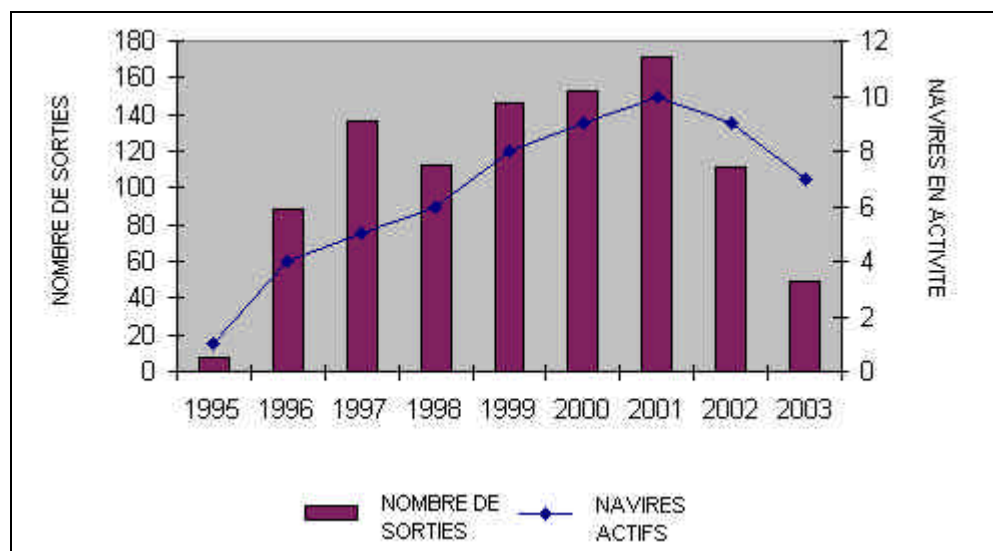


Figure 5 : Evolution de la flotte de palangriers seychellois et du nombre de sorties (source :SFA)

En 2002, la durée moyenne d'une sortie était légèrement supérieure à 8 jours. Durée et fréquence des sorties dépendent essentiellement de la taille du navire. Ainsi, un palangrier de 320 CV avec un équipage de 7 hommes, pouvant embarquer 12 t de glace, 2 t d'appât et 8 000 litres de gazole, effectue des sorties de 10 à 14 jours. Ses séjours à terre sont d'environ 1 semaine entre chaque sortie ; et de 1 mois par an pour les travaux d'entretien. En définitive, ce palangrier effectue 14-15 sorties par an.

Le nombre d'hameçons par calée de palangre, qui était, en moyenne, de 850 en 1996, a été d'environ 560 au cours de la période suivante, jusqu'en 2002. La figure suivante présente l'évolution annuelle de l'effort de pêche effectif, exprimé en nombre d'hameçons. En 1995, 31 500 hameçons étaient utilisés par l'unique palangrier en activité. Par la suite l'effort de pêche total devait fluctuer entre 230 000 hameçons, en 1998, et son maximum de 441 400 hameçons, en 2001. En 2002, l'effort de pêche total montrait une chute spectaculaire de près de 47%, et n'était plus que de 235 100 hameçons.

L'effort de pêche moyen par navire a été maximum, en 1996 et 1997, dans les deux années qui ont suivi le début de l'exploitation (respectivement, environ 75 500 et 70 000 hameçons). Par la suite, l'effort moyen par navire est resté relativement stable, 35 000-36 000 hameçons / an.

Qu'il soit exprimé en nombre de sorties ou bien en nombre d'hameçons, l'effort de pêche effectif de la flotte de palangriers semi-industriels seychellois montre une nette tendance à la baisse depuis 2001. Cette diminution de l'effort de pêche consacré à la capture d'espadon serait la conséquence d'un changement d'espèce cible (requins au lieu d'espadon), en raison des contraintes liées à l'exportation d'espadon vers l'Union Européenne (Wendling et Lucas, 2003). En effet, des taux de cadmium supérieur au seuil légal de 0,05 auraient été trouvés dans des poissons exportés vers la CE, amenant les autorités seychelloises à devoir suspendre les exportations. Depuis, le taux légal de cadmium aurait été relevé à titre provisoire à 0,3 en 2004, ce qui permet aux Seychelles de reprendre le commerce de cette espèce.

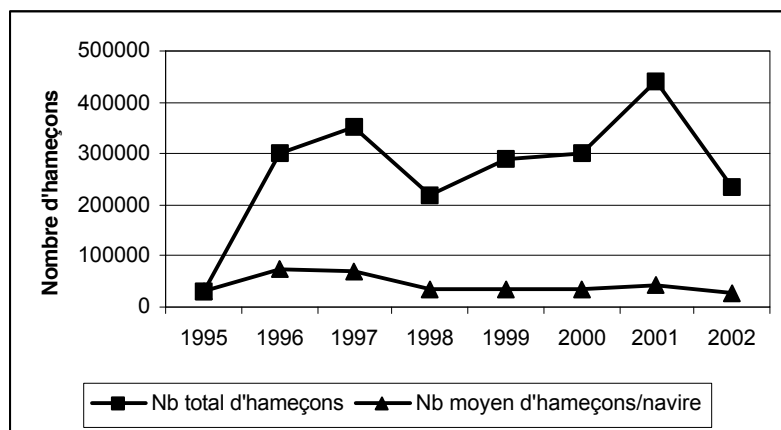


Figure 6 : Evolution annuelle de l'effort de pêche total et de l'effort moyen par navire, exprimé en nombre d'hameçons (source : Wendling et Lucas, 2003)

Les captures

Les captures ont enregistré leur maximum en 1997 (520 t) ; puis ont varié de 330 t en 1998 à près de 450 t en 2001. A partir de cette date, on enregistre un effondrement des captures, 247 t en 2002 et 88 t en 2003, lié à la réduction importante de l'effort de pêche (figure suivante).

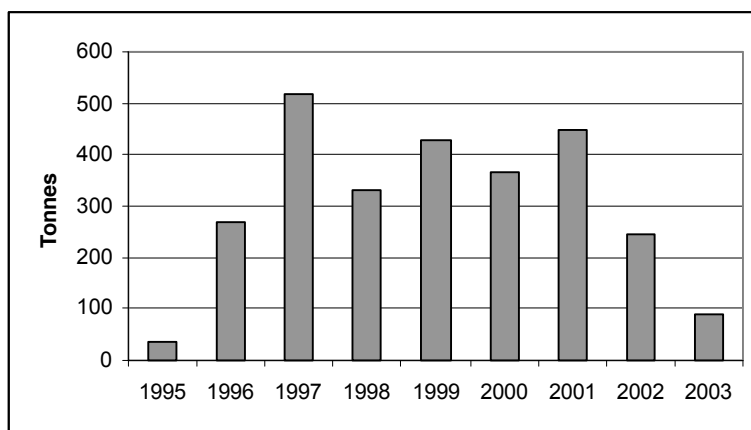


Figure 7 : Evolution des captures totales des palangriers semi-industriels seychellois (source : Wendling et Lucas, 2003 ; SFA)

Le Tableau 24 présente l'évolution des débarquements par espèce ou groupe d'espèces commerciale(s), de 1995 à 2002. Les requins, dont les débarquements représenteraient aux environs de 8% du total débarqué (Wendling et Lucas, 2003), n'apparaissent cependant pas dans le tableau.

De 1997 à 2001, les débarquements annuels d'espadon ont été relativement stables et sont restés compris entre 210 et 250 t. Les débarquements annuels de thons et surtout de voiliers-marlins ont été beaucoup plus variables ; ils ont été respectivement de 115 t et 40 t en moyenne.

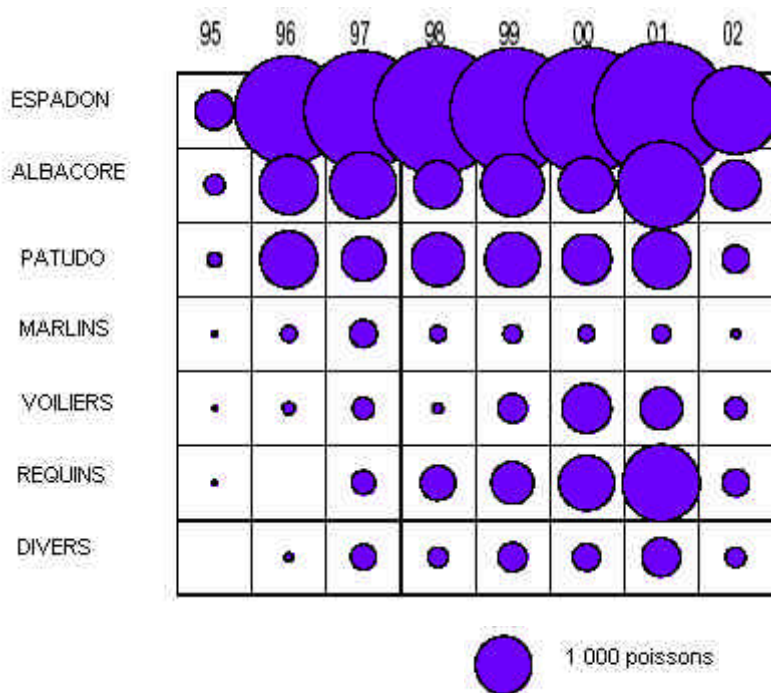
En 2002, en raison de la diminution et du transfert partiel de l'effort de pêche de l'espadon (pour la plupart inexportable) vers le requin, les débarquements ont enregistré une baisse importante. En particulier, ceux d'espadon, avec près de 160 t, ont diminué de 36% par rapport à l'année précédente.

Tableau 24 : Evolution des captures des principales espèces commerciales (source : Wendling et Lucas, 2003)

Année	Espadon	Albacore+Patudo	Voiliers+Marlins	Autres	Total
1995	21	11	0	2	35
1996	150	108	5	4	267
1997	221	132	123	45	520
1998	214	88	0	30	333
1999	232	125	6	66	430
2000	227	86	37	15	365
2001	247	146	35	19	447
2002	157	64	18	8	247

Depuis 1996, l'espadon, avec près de 30 000 poissons pêchés, a représenté 57% des captures totales, suivi de l'albacore (8 400 poissons, 16%), du patudo (5 300 poissons, 10%) et d'espèces accessoires : requins (4 200 poissons, 8%), voiliers (2 100 poissons, 4%), marlins (1 100 poissons, 2%) et divers (3%).

La figure suivante présente l'évolution des captures annuelles par espèce ou groupe d'espèces, exprimées en nombre de poissons. Ce qui mérite d'être souligné, c'est l'augmentation du nombre de requins pêchés, dont la proportion dans les captures totales est passée de 1% en 1995 à 15% en 2001.

**Figure 8 : Evolution des captures annuelles par espèce, en nombre de poissons (source : Wendling et Lucas, 2003)**

Comme dans les autres pêcheries palangrières, les requins capturés appartiennent aux familles des carcharhinidae (*Prionace glauca*, *Carcharhinus longimanus*, *C. falciformis*, *Galeocerdo cuvieri*), sphyrnidae (*Sphyrna spp.*), lamnidae (*Isurus oxyrinchus*) et alopiidae (*Alopias sp.*). Une partie non négligeable des captures de requins serait rejetée à la mer après prélèvement des nageoires. Depuis 1999, en relation avec la baisse de la CPUE d'espadon (cf. infra), et à cause des difficultés pour exporter cette espèce, plusieurs palangriers se sont orientés vers l'exploitation des requins. Cette activité nouvelle se serait par la suite développée rapidement ; d'après les estimations de la SFA, 28% de l'effort de pêche auraient été consacrés à la pêche des requins en 2002, et environ 50% au cours du premier semestre de 2003 (Wendling et Lucas, 2003).

Evolution des captures d'espadon par unité d'effort de pêche (CPUE)

Après être passée par un maximum en 1998, avec 22 poissons / 1000 hameçons, la CPUE annuelle d'espadon n'a cessé de décroître jusqu'en 2002, où elle n'est plus que de 10 poissons / 1000 hameçons (figure suivante). Les variations mensuelles de CPUE montre, par ailleurs, une saisonnalité relativement bien marquée, avec une période de fortes CPUE d'avril à juin (de 17 à 22 poissons / 1000 hameçons), et une période de CPUE faibles à moyennes de juillet à mars (de 9 à 14 poissons / 1000 hameçons).

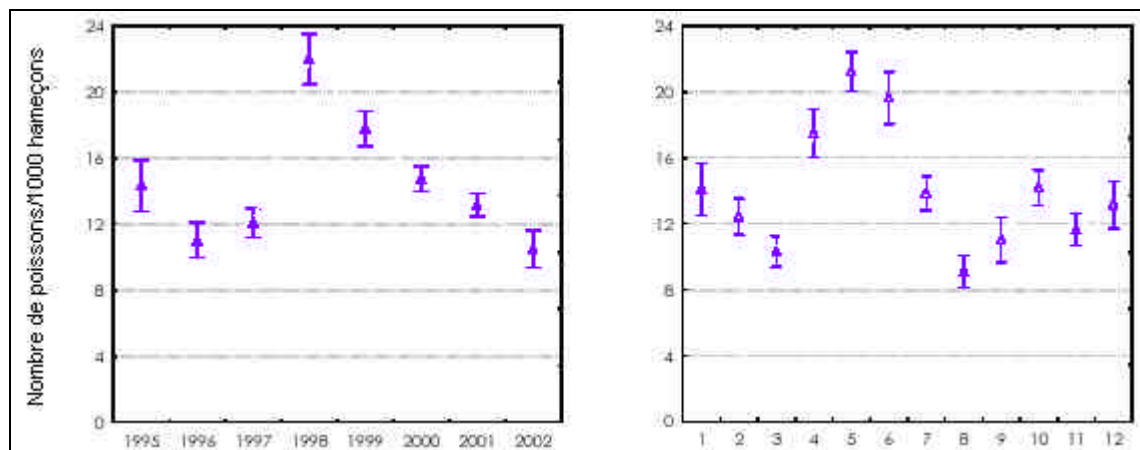


Figure 9 : Evolution annuelle et saisonnière des CPUE d'espadon, pour la période 1995-2002 (source : Wendling et Lucas, 2003)

Evolution saisonnière de la taille moyenne d'espadon

La taille moyenne des espadons capturés, exprimée par la longueur entre les nageoires pectorales et anales (LAP), montre des variations saisonnières importantes, avec un maximum en juin (50,5 cm de LAP, soit environ 146 cm de longueur à la fourche, LF), encadré par deux minimums, en mars (45 cm de LAP, soit 130 cm de LF) et en septembre (44 cm de LAP, soit 127 cm de LF).

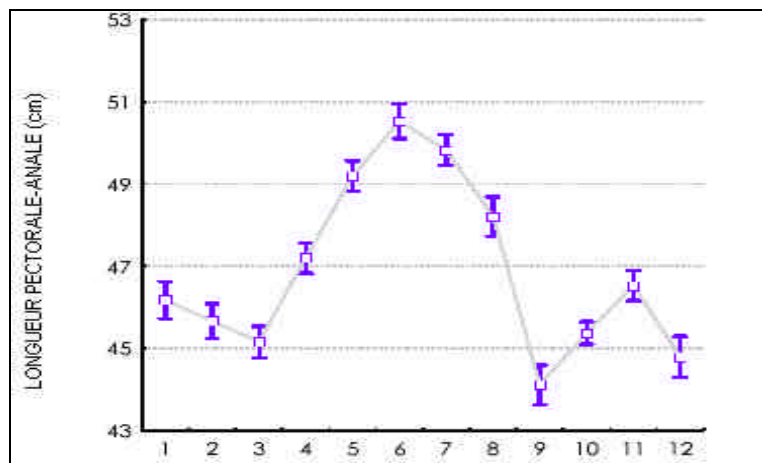


Figure 10 : Evolution saisonnière de la taille moyenne des espadons capturés au cours de la période 1996-2001 (source : Wendling et Lucas, 2003)

On remarquera la correspondance qui existe entre les variations saisonnières de la taille moyenne d'espadon et celles de sa CPUE. Avec le type de palangre utilisé, la capturabilité de l'espadon semble augmenter avec sa taille.

On soulignera en conclusion que le segment semi-industriel seychellois est en perte de vitesse depuis 2000, sans n'avoir jamais vraiment décollé si on en juge par le niveau de captures (500 tonnes pour jusqu'à 10 navires, quand les palangriers réunionnais par exemple débarquent 150 tonnes de produits par an en

moyenne). L'arrêt temporaire des exportations vers la Communauté des espadons, en raison d'une teneur en cadmium en excès du seuil maximum a sans doute précipité la chute de ce segment, en encourageant les navires à exploiter des espèces plus faciles à capturer comme les requins. La décision récente des autorités vétérinaires de relever à 0,3 (contre 0,05) le taux de cadmium admissible devrait pouvoir permettre aux exportations de reprendre dans la mesure où 80% des espadons pêchés sont en-dessous de ce seuil. On doit également souligner que ce segment est confronté à des difficultés économiques. En tant qu'entreprises nationales, les armements travaillent sous le régime fiscal général. Comme les autres entreprises des Seychelles, ils éprouvent beaucoup de difficultés à pouvoir acheter du matériel de pêche et des pièces moteur de rechange à l'étranger en raison du manque chronique de devises dans le pays. Par ailleurs, la réforme économique de 2003 et notamment l'introduction de la *General Sales Tax* (GST) s'applique à ces entreprises et ont eu pour effet de renchérir les charges. Le Gouvernement, conscient de cette situation, était en train de préparer un dispositif d'allègement des charges lors du passage de la mission en juin 2004.

3.1.3. L'aquaculture

L'élevage de crevette est, aux Seychelles, la principale activité aquacole. Deux autres activités beaucoup plus modestes méritent cependant d'être citées : un élevage d'huître perlière et un élevage de bénitiers.

La crevetticulture

L'aquaculture de la crevette *Penaeus monodon*, a démarré en 1988-89 à Coetivy, une petite île de l'archipel des Seychelles, de 9 km de long sur 1 km de large et de 900 hectares de superficie, située à 250 km de Mahé. Au début de 1994, la ferme pilote comprenait 74 bassins de 4 800 m², une éclosérie, une usine de conditionnement (avec fabrique de glace) et une unité de production d'énergie. En 1999, d'autres bassins ainsi qu'une deuxième éclosérie étaient construits. Actuellement, la ferme comprend 200 bassins d'une superficie totale de 100 hectares, l'usine de conditionnement, l'unité de production d'énergie, deux bateaux de faible tirant d'eau et un avion. En outre, une usine de fabrication d'aliment pour crevettes a été implantée à Mahé. Elle fournit, non seulement, l'aliment nécessaire à la ferme, mais exporte également vers Madagascar et le Mozambique. La crevetticulture aux Seychelles est donc autosuffisante.

Bien que *P. monodon* soit une espèce d'eaux relativement peu salées, elle est élevée, à Coetivy, dans de l'eau de mer à 35 g/1000. A cette salinité, la croissance de la crevette est ralentie ; mais elle aurait une meilleure texture et un meilleur goût. Les géniteurs sont importés de Madagascar ou du Mozambique. Le système d'élevage est de type intensif, avec 300 000 à 500 000 larves semées par bassin, puis transférées au fur et à mesure de leur croissance.

De 1998 à 2002, une baisse de la production était enregistrée à la suite de problèmes sanitaires apparus dans les écloséries. Des mesures furent prises pour éviter toute contamination extérieure, notamment à l'arrivée des géniteurs en les plaçant dans une station de quarantaine. La qualité sanitaire des écloséries une fois rétablie, le fonctionnement de la ferme devait reprendre normalement ; et, en 2003, la production de crevettes atteignait 1084 t, le meilleur niveau depuis le démarrage de l'exploitation. Les crevettes sont destinées à l'exportation vers les marchés européen et japonais.

La ferme de Coetivy, ainsi que l'ensemble de l'île est gérée par le *Seychelles Marketing Board*. Environ 360 personnes y sont employées.

La perliculture

Une petite entreprise de culture de l'huître perlière, *Pinctada margaritifera*, est installée à Praslin depuis 1995. Elle dispose d'une concession de 16 hectares entre Praslin et Curieuse, pour le captage des larves ; puis l'élevage. La greffe sur les huîtres est réalisée quand les animaux atteignent une taille d'environ 10 cm (ils sont alors âgés de 18 mois à 2 ans). Pour réaliser cette opération, il est fait appel à un spécialiste (japonais, australien ou américain). Une fois récoltées, les perles sont envoyées en Australie, pour être montées en bijoux ; puis sont renvoyées à Praslin pour être vendues aux touristes.

L'élevage de bécards

La même entreprise, installée à Praslin, élève des bécards pour le marché de l'aquariophilie, depuis 1993. Deux espèces sont élevées : *Tridacna maxima* (surtout) et *T. squamosa*. Pour avoir des larves, des géniteurs sont prélevés en mer et conservés dans des bassins à terre (10 m sur 2-3 m) pour la ponte. Les animaux sont exportés vers l'Europe et les Etats-Unis à une taille de 10-15 cm (ils ont alors entre 2 et 4 ans). Ces bécards sont relativement peu appréciés, en raison de leur couleur brune. Ils sont, par ailleurs, inscrits sur la liste 2 de la CITES ; et il est difficile d'obtenir un certificat CITES pour l'exportation.

3.2. LA PECHERIE A LA SENNE DANS L'OCEAN INDIEN

3.2.1. Descriptif de la pêche de thoniers senneurs dans l'océan Indien

L'activité des navires européens (espagnols, français et italien) sera présentée après une description générale de la pêche de thoniers senneurs dans l'Océan Indien

Espèces cibles

L'albacore (*Thunnus albacares*), le listao (*Katsuwonus pelamis*) et le patudo (*Thunnus obesus*) sont les trois espèces de thons tropicaux majeurs, ciblées par la flottille de senneurs opérant dans l'océan Indien. Une quatrième espèce de thon majeur, le germon (*Thunnus alalunga*), vivant dans des eaux plus tempérées et fréquentant, dans l'océan Indien, les latitudes plus élevées de l'hémisphère Sud, est occasionnellement capturé par les senneurs, mais fait rarement l'objet de prises importantes.

Les zones de pêche

Les senneurs opèrent presque exclusivement dans la partie Ouest de l'océan Indien, entre la côte Est de l'Afrique et le méridien 70° Est. En fonction des migrations des thons et des opportunités saisonnières de capture, ils fréquentent les zones de pêche « Canal de Mozambique », « Sud-Est Seychelles », « Nord-Ouest Seychelles », « Est Somalie » et accessoirement « Mer d'Arabie » (Figure 11). Ces zones de pêche ont été définies au sein de la Commission Thonière de l'océan Indien (CTOI), pour faciliter le suivi de l'exploitation des thons et autres grands pélagiques hauturiers (espadons et marlins).

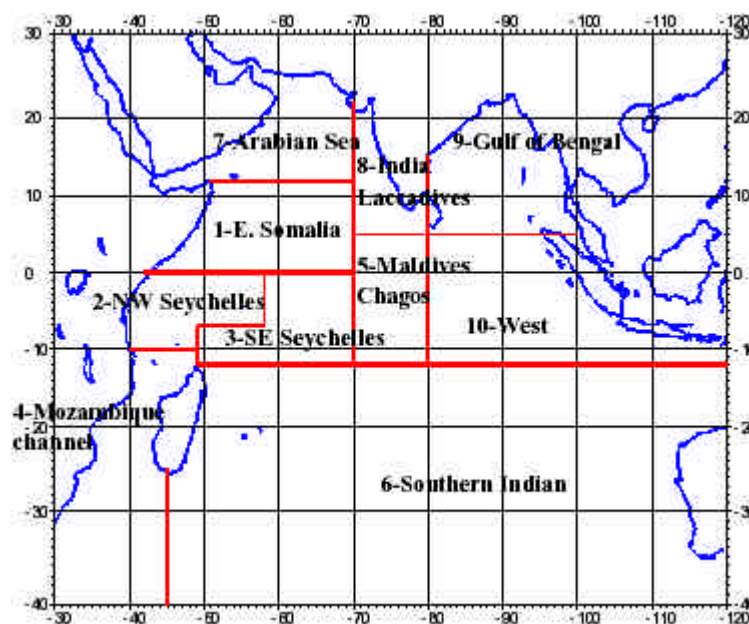


Figure 11 : Zones de pêche définies au sein de la CTOI

La flottille

La flotte de senneurs opérant dans l'Océan Indien est constituée de navires européens (sous pavillons espagnol, français et italien), de navires appartenant à des intérêts divers (sous pavillon des Seychelles, de Panama, des Antilles Néerlandaises, etc...) et d'une dizaine de navires de l'ex-URSS. Dans cette flotte de pêche, il faut également inclure des « supply vessels » espagnols (Tableau 25). Il s'agit de navire d'appui qui aident les senneurs dans leur pêche sur DCP (Dispositifs de Concentrations de Poissons), et qui contribuent ainsi à accroître leur efficacité et leur puissance de pêche.

Alors que les navires européens et autres pavillons opérant dans l'Océan Indien sont l'objet d'un suivi régulier par les scientifiques européens (IRD et IEO) et seychellois (SFA) dans le cadre des résolutions de la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI), les 9 à 11 senneurs ex-soviétiques, qui opéraient encore ces dernières années sous les pavillons du Panama et de Belize, ne communiquent plus à la CTOI, depuis 1995, d'informations sur leur activité dans la région. En 2004, ces navires étaient toujours réputés actifs.

Tableau 25 : Composition de la flottille de senneurs européens et autres, de 1999 à 2002. Entre parenthèses : le nombre de « supply vessels » espagnols (source : Pallarés et al., 2003)

Année	Senneurs européens			Total CE	autres pavillons					TOTAL
	Espagne	France	Italie		Antil. Néerl.	Bélize	Iran	Panama	Seychelles	
1999	20 (6)	15	1	36	4	4	1	2	5	52
2000	17 (7)	15	1	33	5	5	1	1	6	51
2001	17 (5)	19	1	37	4	5		1	10	57
2002	18 (8)	16	1	35	4		3	1	7	50

Caractéristiques des navires

Malgré l'entrée en flotte de quelques nouveaux navires au cours de la dernière décennie, l'âge moyen des senneurs n'a cessé d'augmenter et reste actuellement élevé. En 2001, il était d'environ 22 ans pour les navires espagnols et NCA, et de près de 14 ans pour les navires français (Figure 12).

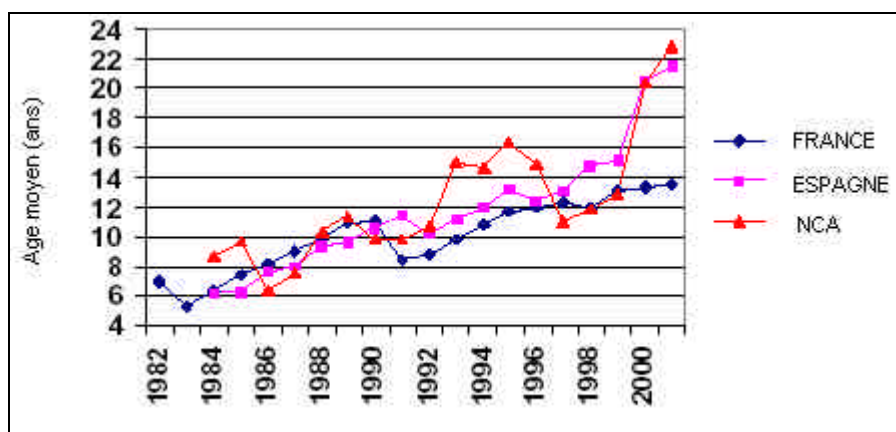


Figure 12 : Evolution de l'âge moyen des senneurs opérant dans l'Océan Indien (source : Fonteneau et al., 2002). NCA (Non Comptés Ailleurs) : navires communiquant leurs données à la CTOI.

La flottille n'est pas homogène. La longueur des navires européens varie de 40 à près de 110 m et la puissance motrice de 2 400 à plus de 8 400 CV. En moyenne, les senneurs battant pavillon espagnol sont plus grands et plus puissants que les senneurs battant pavillon français. L'unique senneur italien, entré en

service en 1997, fait partie des plus grosses unités, avec une longueur hors tout de près de 82 m et une puissance motrice de plus de 5 000 CV (Tableau 26).

Les navires les plus puissants peuvent atteindre une vitesse maximale de 16 à 18 nœuds et effectuent leurs prospections, à la recherche du thon, à une vitesse de 14 à 16 nœuds.

Tableau 26 : Longueurs et puissance motrices des senneurs européens (source : SFA)

Pavillon	Longueur HT (m)			Puissance (CV)		
	minimum	Maximum	Moyenne	minimum	Maximum	Moyenne
Espagne	63,3	109,3	80,3	3 000	7 956	4 678
France	40,5	107,5	69,7	2 400	8 429	4 238
Italie	81,9	81,9	81,9	5 017	5 017	5 017

La capacité de transport des navires est également très variable. Toutefois, dans leur grande majorité les senneurs européens ont un tonnage supérieur à 800 tjb (Tableau 27).

Tableau 27 : Nombre de senneurs européens par catégorie de tonnage, de 1999 à 2002. Es : Espagne ; Fr : France ; It : Italie (sources : Delgado de Molina et al., 2003 ; Pianet et al., 2003).

Tonnage (tjb)	1999			2000			2001			2002		
	Es	Fr	It	Es	Fr	It	Es	Fr	It	Es	Fr	It
50-400					1			1				
401-600		2			1			1			1	
601-800	2	2		1	2		1	2		1	2	
801-1.200	6	8		7	8		7	10		6	8	
1.201-2.000	12	3	1	9	3	1	9	5	1	10	5	1
> 2.000										1		
TOTAL	20	15	1	17	15	1	17	19	1	18	16	1

La capacité de transport totale des senneurs européens a été comprise, ces dernières années, entre 34 000 et près de 37 000 tjb. Elle représente 65 à 67% de la capacité de transport de l'ensemble des senneurs tous pavillons confondus, à l'exception des navires ex-soviétiques (Tableau 28).

Tableau 28 : Capacité de transport (en tjb) des senneurs européens et de l'ensemble des senneurs, de 1999 à 2002. Entre parenthèses : nombre de navires (sources : Delgado de Molina et al., 2003 ; Pallarés et al., 2003 ; Pianet et al., 2003).

Année	Espagne	France	Italie	Total senneurs C.E.	Tous senneurs
1999	20 260 (20)	12 523 (15)	1 790 (1)	34 573 (36)	51 875 (52)
2000	19 473 (17)	12 736 (15)	1 790 (1)	33 999 (33)	52 740 (51)
2001	20 479 (17)	13 436 (19)	1 790 (1)	35 705 (37)	53 519 (57)
2002	20 490 (18)	14 377 (16)	1 790 (1)	36 657 (35)	55 410 (50)

L'analyse de l'évolution de la capacité de transport, dans chacune des composantes de la flotte, depuis 1999, souligne que les capacités de transport d'un senneur espagnol et d'un senneur NCA sont, en moyenne, nettement supérieures à celle d'un senneur français.

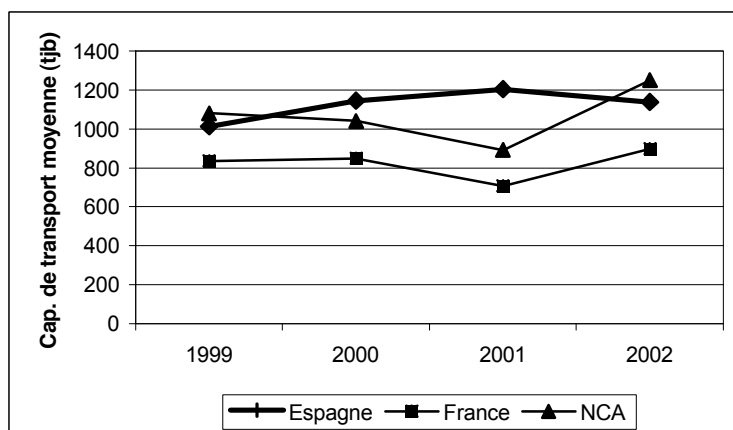


Figure 13 : Evolution de la capacité de transport moyenne d'un senneur espagnol, français et NCA, depuis 1999

L'effort de pêche nominal

Le tableau suivant présente l'effort de pêche nominal, pour les composantes espagnole et française de la flottille européenne, ainsi que pour l'ensemble de la flotte de senneurs. L'effort de pêche nominal est exprimé en jours de recherche et jours de pêche. Quand à la suite de la détection d'un banc de thons une calée de senne est réalisée, un jour est compté comme jour de pêche. Il y a, en moyenne, entre 1,16 et 1,22 jours de pêche pour un jour de recherche.

Tableau 29 : Effort de pêche nominal des senneurs dans l'Ouest de l'océan Indien (sources : Delgado de Molina et al., 2003 ; Pallarés et al., 2003 ; Pianet et al., 2003)

Année	Espagne		France		Ensemble flotte senneurs	
	J. recherche	J. pêche	J. recherche	J. pêche	J. recherche	J. pêche
1999	4 496	5 224	3 178	3 838	11 363	13 339
2000	3 825	4 526	3 200	3 896	10 657	12 635
2001	4 214	4 940	3 395	4 071	10 978	12 911
2002	3 889	4 570	3 242	3 943	10 851	12 864

L'engin de pêche

La senne utilisée par les thoniers senneurs tropicaux dans l'océan Indien mesure de 1700 à 1850 m de long, pour une chute de 250 à 320 m. La hauteur d'eau sur laquelle s'exerce l'efficacité de l'engin dépend, bien sûr, des conditions hydrodynamiques locales, mais reste toutefois toujours supérieure à la profondeur de la thermocline, qui se situe entre 50 et 80 m. Ainsi, une senne de 283 m de chute atteint au cours d'une calée une profondeur de 136 m (Hallier, com. pers.).

Les captures des senneurs dans l'Ouest de l'océan Indien

Depuis les origines de la pêcherie, dans le début des années 80s, les prises des senneurs opérant dans l'océan Indien n'ont cessé d'augmenter, à l'exception de la période 1996-1998 et de l'année 2001, où l'on a enregistré une baisse de capture affectant toutes les espèces, mais avec une importance variable. Actuellement, les captures dépassent souvent les 300 000 t par an ; en 2002, elles ont atteint près de 375 400 t. Le listao est l'espèce dominante, représentant 52 à 57% des prises, suivi de l'albacore (35 à 39%) et du patudo (7 à 11%). Les captures de germon restent anecdotiques (moins de 1%).

En 2002, il convient de souligner l'accroissement de plus de 35% des prises de listao par rapport à celles de l'année précédente. Cette année là, les captures de listao ont atteint le niveau record de près de 212 200 t (Tableau 30).

Depuis 1995, les statistiques de captures n'intègrent pas les prises de la dizaine de senneurs ex-soviétiques. Celles-ci sont grossièrement estimées à 30.000 t par an (toutes espèces confondues), en considérant le nombre de navires supposés en opération, les captures déclarées avant 1995 et les données provenant des flottilles de senneurs déclarant leurs activités.

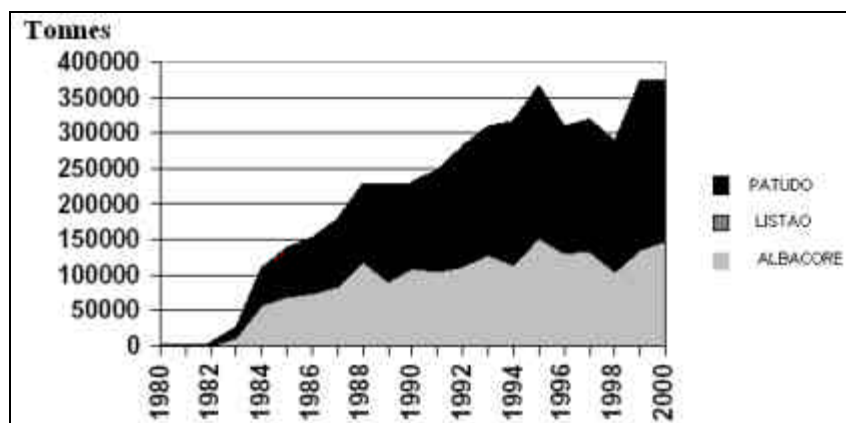


Figure 14 : Evolution des captures de thons majeurs dans la pêche de senneurs de l'océan Indien (source : Fonteneau et al., 2002)

Tableau 30 : Captures par espèces des senneurs dans la pêche de l'océan Indien (source : Pallarés et al., 2003)

Année	Albacore (%)	Listao (%)	Patudo (%)	Germon	Capture totale
1999	120 178 (37)	168 950 (52)	35 587(11)	541	326 087
2000	130 717 (39)	170 793 (52)	25 519 (8)	1162	330 970
2001	114 439 (39)	156 929 (54)	19 482 (7)	1231	292 605
2002	130 187(35)	212 173 (57)	26 943 (7)	703	375 385

Le tableau suivant présente la ventilation des captures des senneurs, par espèce et selon le mode de pêche (sur bancs libres et sur DCP), pour la période 1999-2002. A l'exception de l'année 2001, plus de 70% des captures des senneurs opérant dans l'océan Indien sont réalisées sur DCP. Fonteneau (2003) souligne que ce pourcentage est le plus élevé qui n'ait jamais été observé au monde ; et que les captures réalisées sur DCP n'ont cessé d'augmenter, dans l'océan Indien, de manière constante et significative depuis 1989 pour l'albacore, le listao et le patudo ; à la différence des captures sur bancs libres qui fluctuent d'une année sur l'autre sans montrer de tendances précises.

Tableau 31 : Captures (en tonnes et pourcentages) des senneurs dans l'océan Indien, par espèce et selon le mode de pêche (source : Pallarés et al., 2003)

Année	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	243 928	82 159	75 634	44 544	137 777	31 173	30 391	5 196	108	433
2000	238 966	92 004	71 946	58 771	145 755	25 038	20 117	5 402	123	1 039
2001	190 382	102 223	42 406	72 033	131 650	25 279	15 580	3 902	240	991
2002	272 485	102 900	56 505	73 682	191 914	20 259	22 898	4 045	16	687
Année	TOTAL %		Albacore %		Listao %		Patudo %		Germon %	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	75	25	63	37	82	18	85	15	20	80
2000	72	28	55	45	85	15	79	21	11	89
2001	65	35	37	63	84	16	80	20	19	81
2002	73	27	43	57	90	10	85	15	2	98

Dans la pêcherie sur DCP, le listao est l'espèce dominante, suivie de l'albacore et du patudo. L'efficacité des DCP sur les captures est variable selon les espèces. La grande majorité des captures de listao et de patudo ont lieu sur DCP (respectivement 85% et 82%, en moyenne, de la totalité des captures de ces espèces, pour la période 1999-2002). La proportion d'albacore capturée sur DCP est également élevée, mais toutefois plus modérée et variable d'une année sur l'autre (50% en moyenne des captures totales de l'espèce, pour la même période). Par contre, les captures de germon sur DCP sont faibles ; pendant la période 1999-2002, elles n'ont représenté, en moyenne, que 13% des captures totales de l'espèce.

La distribution des captures

La Figure 15 présente la distribution annuelle des captures moyennes de la période 1995-2001 et des captures de l'année 2003. Pendant la période 1995-2001, trois zones de concentration de l'activité des senneurs apparaissent clairement sur la figure : la zone Somalie au Nord, les zones Ouest et Est Seychelles au centre et la zone canal de Mozambique au Sud. En 2003, à la différence des années précédentes, les senneurs n'ont pas pêché dans le canal de Mozambique ; leur activité s'est concentrée dans la zone Somalie (au Nord de l'équateur) et dans les zones Ouest et Est Seychelles (entre l'équateur et 10° S), où respectivement d'importantes prises de listao et d'albacore furent réalisées.

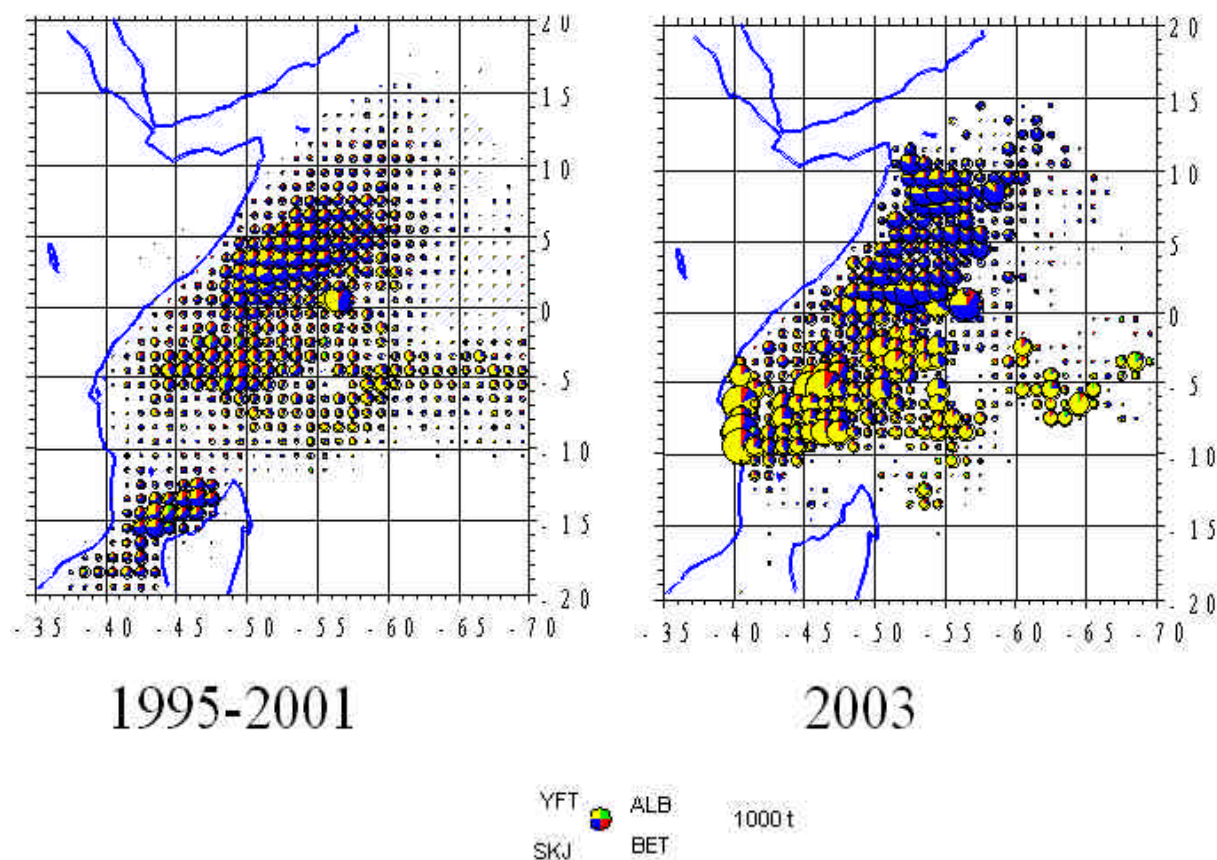


Figure 15 : Distribution annuelle des captures des senneurs par espèce- YFT : albacore ; SKJ : listao ; BET : patudo ; ALB : germon (source : Fonteneau, com. pers.)

En raison du caractère hautement migrateur des espèces-cibles, les senneurs sont amenés à rechercher les thons et à pêcher dans pratiquement toute l'étendue de l'océan Indien inter tropical. La Figure 16 présente la répartition saisonnière des captures, de 1991 à 2003, dans les principales zones de pêche de l'Ouest de l'océan Indien.

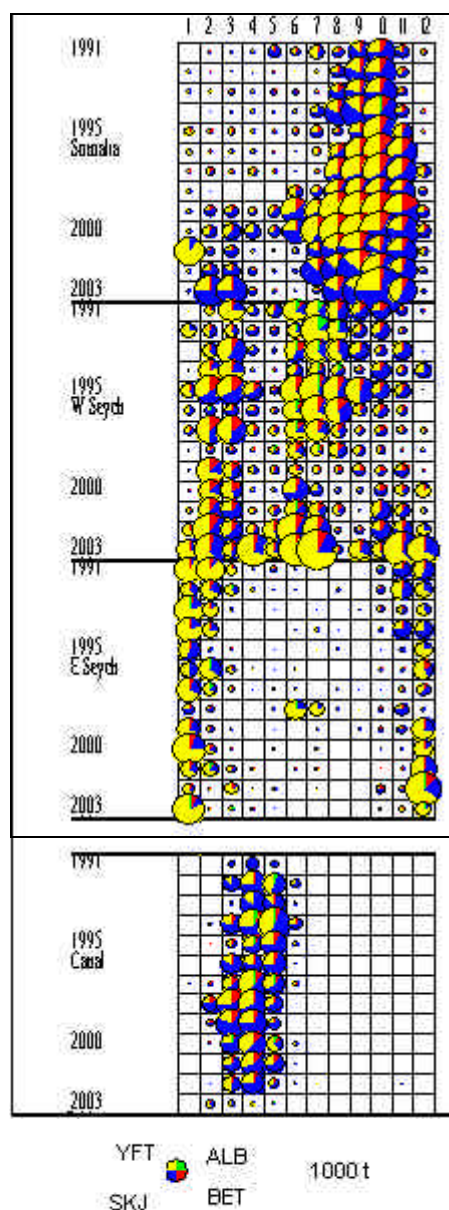


Figure 16 : Saisonnalité des captures des senneurs, dans l'Ouest de l'océan Indien, par espèce et zone de pêche- YFT : albacore ; SKJ : listao ; BET : patudo ; ALB : germon (source : Fonteneau, com. pers.)

Dans la zone Somalie, les captures importantes ont lieu généralement dans le courant du second semestre, de juillet à novembre. Ces dernières années, de fortes prises y furent également réalisées au cours du premier trimestre. Cette zone est la principale zone de pêche sur DCP de l'océan Indien ; 92% des captures qui y sont effectuées ont lieu sur DCP (Fonteneau, 2003).

Dans la zone Ouest Seychelles, les captures importantes ont lieu généralement pendant le premier trimestre, en février et mars, puis de juin à septembre. En 2002 et 2003, elles furent réalisées pendant pratiquement toute l'année. Dans la zone Est Seychelles, les bonnes périodes de pêches sont généralement en début d'année (janvier et février) et en fin d'année (novembre et surtout décembre). Les zones Est et Ouest Seychelles sont les meilleures zones de pêche sur bancs libres de l'océan Indien (Fonteneau, 2003).

La zone Canal de Mozambique est généralement exploitée de mars à mai ; 67% des prises qui y sont réalisées ont lieu sur DCP (Fonteneau, 2003). En 2003, pratiquement aucune capture n'y a été effectuées ; une situation comparable s'est déjà produite en 1991.

En termes de ZEE fréquentées, il a été possible d'obtenir les informations relatives aux senneurs français et italiens uniquement, les autorités espagnoles n'ayant pas donnée suite à la demande pour le moment.

Comme l'indique les données du tableau suivant, les senneurs français et italiens déclarent pêcher en moyenne 46% de leurs prises dans les eaux internationales de l'Océan Indien, et 54% dans des ZEE (moyenne 1995-2002). Parmi les ZEE fréquentées, celle des Seychelles est à l'origine de la majorité des captures (24% en moyenne, variant entre 10% en 1999 et 42% en 1995). Les autres ZEE importantes sont celles Mayotte (8%, variant entre 2% en 2002 et 13% en 1999) et de la Somalie (8% en moyenne, variant entre 5% en 1998 et 12% en 2000) avec un net affaiblissement du pourcentage ces deux dernières années,

Tableau 32 : Captures des senneurs français et italiens par ZEE et eaux internationales de l'Océan Indien de 1995 à 2002 (en tonnes, puis en % total). Source IRD. (SEY : Seychelles ; MAU : Maurice ; RUN : la Réunion ; MAY : Mayotte ; COM : Comores ; MOZ : Mozambique ; SOM : Somalie ; KEN : Kenya ; TAN : Tanzanie ; MAL : Maldives ; CHA : Chagos ; EPA : Iles Eparses ; ZEE : total ZEE ; INT : eaux internationales)

Année	SEY	MAU	RUN	MAD	MAY	COM	MOZ	SOM	KEN	TAN	MAL	CHA	EPA	ZEE	INT	TOT
1995	38 188	55	0	2 650	7 260	1 225	786	3 854	102	270	2 353	3 768		60 511	31 144	91 655
1996	13 389	402	0	4 022	7 340	2 955	911	9 301	1 268	254	1 315	5 893		47 050	34 478	81 528
1997	15 892	1 864	0	2 612	7 776	990	1 179	6 393	1 084	153	1 762	682		40 387	31 627	72 014
1998	7 162	94	0	1 243	6 750	1 315	2 133	2 669	0	0	1 176	1 243		23 785	35 200	58 985
1999	8 340	156	0	2 244	10 210	466	1 467	8 599	180	0	420	1 259		33 341	47 733	81 074
2000	17 275	3 012	0	4 146	3 854	680	2 131	10 044	7	183	34	0	1 356	42 720	39 920	82 641
2001	30 004	1 496	0	3 510	1 939	4 178	1 548	1 800	136	907	0	569	531	46 618	29 896	76 514
2002	26 317	3 768	0	2 934	2 296	1 653	2 155	8 473	1 536	3 154	0	1 361	251	53 897	44 458	98 355
Moyenne	19 571	1 356	0	2 920	5 928	1 683	1 539	6 392	539	615	883	1 847	267	43 539	36 807	80 346
Année	SEY	MAU	RUN	MAD	MAY	COM	MOZ	SOM	KEN	TAN	MAL	CHA	EPA	ZEE	INT	TOT
1995	42%	0%	0%	3%	8%	1%	1%	4%	0%	0%	3%	4%	0%	66%	34%	100%
1996	16%	0%	0%	5%	9%	4%	1%	11%	2%	0%	2%	7%	0%	58%	42%	100%
1997	22%	3%	0%	4%	11%	1%	2%	9%	2%	0%	2%	1%	0%	56%	44%	100%
1998	12%	0%	0%	2%	11%	2%	4%	5%	0%	0%	2%	2%	0%	40%	60%	100%
1999	10%	0%	0%	3%	13%	1%	2%	11%	0%	0%	1%	2%	0%	41%	59%	100%
2000	21%	4%	0%	5%	5%	1%	3%	12%	0%	0%	0%	0%	2%	52%	48%	100%
2001	39%	2%	0%	5%	3%	5%	2%	2%	0%	1%	0%	1%	1%	61%	39%	100%
2002	27%	4%	0%	3%	2%	2%	2%	9%	2%	3%	0%	1%	0%	55%	45%	100%
Moyenne	24%	2%	0%	4%	8%	2%	2%	8%	1%	1%	1%	2%	0%	54%	46%	100%

3.2.2. Les captures des senneurs européens dans l'Ouest de l'océan Indien

Seules seront analysées ici les captures des senneurs espagnols et français. La mission n'a pu obtenir les données concernant le senneur italien. Au cours de la période 1999-2003, les captures des senneurs européens dans l'Ouest de l'océan Indien ont été de 237 600 tonnes en moyenne annuelle (148 000 t pour la flottille espagnole et 89 600 t pour la française (Tableau 33)

Concernant la ventilation des captures par espèce, les navires français ont débarqué proportionnellement plus d'albacore (44%) et moins de listao (48%) que les navires espagnols (respectivement 38% et 54%). La proportion de patudo débarqué par les deux flottilles est équivalente (8%). On notera les augmentations significatives des captures totales de 2002 et 2003 par rapport aux années précédentes (+26% en 2002 et +12% en 2003). Elles sont dues à des prises importantes de listao en 2002 (+34% pour la flottille espagnole et + 50% pour la française, par rapport à 2001) et d'albacore en 2003 (+42% pour les senneurs espagnols et +76% pour les français, par rapport à 2002).

Tableau 33 : Captures par espèce (en tonnes et pourcentages) des senneurs européens (sources : Delgado de Molina et al., 2003 ; Pianet et al., 2003 ; SFA)

Année	Captures totales		Albacore (%)		Listao (%)		Patudo (%)		Germon	
	Espagne	France	Espagne	France	Espagne	France	Espagne	France	Espagne	France
1999	142 426	82 135	51875 (36)	30799 (37)	74285 (52)	42665 (52)	16033 (11)	8517 (10)	232	154
2000	140 872	84 824	52070 (37)	37694 (44)	77186 (55)	39935 (47)	10769 (8)	6673 (8)	410	350
2001	124 389	76 743	47572 (38)	34497 (45)	68346 (55)	35858 (47)	7930 (6)	5555 (7)	339	660
2002	156 386	96 792	53204 (34)	35112 (36)	91461 (58)	53971 (56)	11096 (7)	7398 (8)	216	194
2003	175503	107 812	75353 (43)	61892 (57)	91532 (52)	39888 (37)				

Les tableaux suivants présentent la ventilation des captures par espèce et mode de pêche, pour les flottilles espagnoles et françaises, au cours de la période 1999-2002..

La grande majorité des captures ont lieu sur DCP (75% pour les prises espagnoles et 65% pour les françaises). Le listao et le patudo sont essentiellement capturés sur DCP : pour la flottille espagnole, 87% et 84%, respectivement, des prises de ces espèces sont réalisées sur DCP ; pour la flottille française, ces proportions sont sensiblement inférieures, 81% et 78%. Les différences de captures d'albacore en fonction du mode de pêche sont bien moins marquées que pour le listao et le patudo. Les prises d'albacore ont, en moyenne, surtout lieu sur DCP pour les senneurs espagnols (54%), et sur bancs libres pour les français (57%). L'impact des DCP sur les captures de germon est faible ; et généralement, les quelques captures de cette espèce dans la zone inter tropicale sont effectuées sur bancs libres.

Le mode de pêche sur DCP est cependant davantage pratiqué par les senneurs espagnols qui recherche préférentiellement le listao, alors que la principale cible des français reste l'albacore. La stratégie de pêche des navires espagnols intègre l'utilisation des navires *supply*, ceux-ci étant chargés de mouiller les DCP, de surveiller à l'écho-sondeur la présence de poissons, et d'appeler les senneurs pour capturer les détections.

Tableau 34 : Captures (en tonnes et pourcentages) des senneurs espagnols, par espèce et selon le mode de pêche (source : Delgado de Molina et al., 2003).

Année	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	112 450	29 976	34 689	17 186	63 459	10 826	14 301	1 732	1	231
2000	109 119	31 753	32 046	20 024	67 961	9 225	8 719	2 050	43	367
2001	82 415	41 974	18 860	28 712	56 964	11 382	6 404	1 526	4	335
2002	118 718	37 668	24 710	28 494	84 063	7 398	9 566	1 530	4	212
Année	TOTAL %		Albacore %		Listao %		Patudo %		Germon %	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	79	21	67	33	85	15	89	11	0,4	99,6
2000	77	23	62	38	88	12	81	19	10,5	89,5
2001	66	34	40	60	83	17	81	19	1,2	98,8
2002	76	24	46	54	92	8	86	14	1,9	98,1

Tableau 35 : Captures (en tonnes et pourcentages) des senneurs français, par espèce et selon le mode de pêche (source : Pianet et al., 2003)

Année	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	55 942	26 193	17 389	13 410	31 759	10 906	6 691	1 826	103	51
2000	55 016	29 808	17 699	19 995	32 142	7 793	4 960	1 713	43	307
2001	44 130	32 613	10 219	24 278	29 362	6 496	4 153	1 402	223	437
2002	67 468	29 324	13 972	21 140	47 159	6 812	6 220	1 178	0	194
Année	TOTAL %		Albacore %		Listao %		Patudo %		Germon %	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	68	32	56	44	74	26	79	21	67	33
2000	65	35	47	53	80	20	74	26	12	88
2001	58	42	30	70	82	18	75	25	34	66
2002	70	30	40	60	87	13	84	16		100

Les tableaux suivants présentent les captures par unité d'effort (CPUE), exprimées en tonnes par jour de pêche, par espèces et mode de pêche, pour les flottilles espagnole et française, au cours de la période 1999-2002.

Alors que les CPUE sur bancs libres des senneurs espagnols et français sont comparables, celles sur DCP des navires espagnols sont de 31% à 37% (selon les espèces) supérieures à celles des navires français. Ceci peut être lié à l'aide des navires *supply* qui comme mentionné ci-dessus surveillent la présence de poissons sous les DCP et n'appellent les navires de pêche que quand il y a une probabilité de coup positif importante. L'argument qui vient appuyer cette hypothèse est que les flottilles espagnole et française avaient des taux de capture comparables, quand elles opéraient de la même manière, avant l'introduction des « supply vessels » dans la pêcherie en 1994.

Tableau 36 : CPUE (t / j. de pêche) par espèce et selon le mode de pêche des senneurs espagnols (source : Delgado de Molina et al., 2003)

Année	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	21,52	5,74	6,64	3,29	12,15	2,07	2,74	0,33	0,00	0,04
2000	24,11	7,02	7,08	4,42	15,02	2,04	1,93	0,45	0,01	0,08
2001	16,68	8,50	3,82	5,81	11,53	2,30	1,30	0,31	0,00	0,07
2002	25,98	8,24	5,41	6,24	18,39	1,62	2,09	0,33	0,00	0,05
Moyenne	22,07	7,38	5,74	4,94	14,27	2,01	2,02	0,36	0,00	0,06

Tableau 37 : CPUE (t / j. de pêche) par espèce et selon le mode de pêche des senneurs français (source : Pianet et al., 2003)

Année	TOTAL		Albacore		Listao		Patudo		Germon	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	14,58	6,82	4,53	3,49	8,27	2,84	1,74	0,48	0,03	0,01
2000	14,12	7,65	4,54	5,13	8,25	2,00	1,27	0,44	0,01	0,08
2001	10,84	8,01	2,51	5,96	7,21	1,60	1,02	0,34	0,05	0,11
2002	17,11	7,44	3,54	5,36	11,96	1,73	1,58	0,30	0,00	0,05
Moyenne	14,16	7,48	3,78	4,99	8,92	2,04	1,40	0,39	0,02	0,06

En tout état de cause, les « supply vessels » contribuent à accroître l'efficacité des senneurs de manière significative, et sont donc par là une composante importante de l'effort de pêche déployé par la flottille espagnole.

Les tableaux suivants présentent les poids moyens individuels, dans les captures, des trois principales espèces, en fonction du mode de pêche.

La taille moyenne des listaos est pratiquement la même quel que soit le mode de pêche. La taille moyenne des captures sur bancs libres apparaît toutefois légèrement supérieure. Dans le rapport de la sixième session du Comité scientifique (2003), La CTOI indique cependant que la taille moyenne des listaos capturés dans la pêcherie à la senne est de 2,5 kg. Concernant l'albacore et le patudo, il existe une grande différence de taille moyenne entre les individus capturés sur DCP et sur bancs libres. Les albacores capturés sur DCP sont généralement de petites tailles, associés à des listaos et à des petits patudos. Les plus gros individus sont capturés sur bancs libres. Les prises de patudo sur DCP concernent des juvéniles de petites tailles.

Tableau 38 : Poids moyen individuel, par espèce et selon le mode de pêche, dans les captures des senneurs espagnols (source : Delgado de Molina et al., 2003).

Année	Albacore		Listao		Patudo	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	4,6	22,5	2,5	2,5	4,9	8,9
2000	6,0	23,6	3,0	3,2	4,9	13,7
2001	4,6	29,7	2,6	3,6	3,6	14,5
2002	3,7	34,8	2,4	3,3	3,7	30,5
Moyenne	4,7	27,7	2,6	3,2	4,3	16,9

Tableau 39 : Poids moyen individuel, par espèce et selon le mode de pêche, dans les captures des senneurs français (source : Pianet et al., 2003)

Année	Albacore		Listao		Patudo	
	DCP	B. libres	DCP	B. libres	DCP	B. libres
1999	4,2	16,4	2,5	2,5	4,6	8,1
2000	6,0	28,4	2,9	3,4	4,5	18,7
2001	4,9	30,6	2,5	4,3	3,8	23,3
2002	3,9	33,1	2,3	3,2	3,9	23,2
Moyenne	4,8	27,1	2,6	3,4	4,2	18,3

3.2.3. L'activité des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles

L'évolution du nombre de licences

Pour les navires battant pavillon d'un des pays de la Communauté européenne, le nombre de licences de pêche dans la ZEE des Seychelles est défini dans les protocoles successifs, régis par l'accord de pêche entre la C.E. et la République des Seychelles. Concernant les thoniers senneurs, les possibilités de licence qui étaient au nombre de 47 lors du précédent protocole (1999-2000), ne sont plus, dans le cadre du protocole actuellement en vigueur (2002-2005), que de 40 (Tableau 40).

Tableau 40 : Répartition et consommation des licences de pêche dans la ZEE des Seychelles, disponibles pour les senneurs européens (source : C.E.). ES : Espagne ; FR : France ; IT : Italie ; GB : Grande-Bretagne

Protocole	Période	Possibilités et répartition					Consommation (%)				
		ES	FR	IT	GB	Total UE	ES	FR	IT	GB	Total UE
1999-2000	18/01/00-17/01/01	25	20	1	1	47	17 (68%)	15 (75%)	1 (100%)	0 (0%)	33 (70%)
	18/01/01-17/01/02	25	20	1	1	47	17 (68%)	17 (85%)	1 (100%)	0 (0%)	35 (74%)
2002-2005	18/01/02-17/01/03	18	20	1	1	40	18 (100%)	16 (80%)	1 (100%)	0 (0%)	35 (88%)
	18/01/03-17/01/04	19	20	1	0	40	18 (95%)	14 (70%)	1 (100%)	0 (0%)	33 (83%)
	18/01/04-19/04/04	18	20	1	1	40	17 (94%)	15 (75%)	1 (100%)	0 (0%)	33 (83%)

Ces licences, réparties entre quatre Etats membres : l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, n'ont jamais été exploitées en totalité, même si leur taux d'utilisation est resté en moyenne élevé (de 70 à 88%, selon les années). De fait, le nombre de senneurs titulaires d'une licence de pêche dans les eaux seychelloises a été, depuis l'année 2000, de 33 ou 35 par an. A signaler que la Grande-Bretagne, a cédé pour une année, en 2002, à l'Espagne sa licence qu'elle n'a d'ailleurs jamais utilisée. Par contre, les taux d'utilisation de leurs possibilités de licences ont toujours été élevés, au cours des cinq dernières années pour l'Espagne (85% en moyenne), la France (77%) et l'Italie (100%).

L'effort de pêche nominal

L'effort de pêche nominal des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles a été de près de 2 000 jours de pêche en 2002, et supérieur en 2003 avec plus de 2 700 jours (tableau suivant).

Tableau 41 : Effort nominal (en jours de pêche) des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles (source : SFA)

Mois	2002				2003			
	Espagne	France	Italie	Total	Espagne	France	Italie	Total
Janvier	46	64	3	113	148	117	8	273
Février	95	105	9	209	153	236	16	405
Mars	65	128	16	209	65	154	10	229
Avril	58	87	10	155	96	56	4	156
Mai	131	160	12	303	161	164	15	340
Juin	66	101	1	168	171	186	9	366
Juillet	38	55	1	94	37	52	3	92
Août	23	32	3	58	35	34	1	70
Septembre	28	29	3	60	55	28		83
Octobre	59	143	9	211	27	116	4	147
Novembre	87	118	5	210	57	85	16	158
Décembre	123	64	12	199	190	193	10	393
Total	819	1086	84	1989	1195	1421	96	2712

Parmi les européens, ce sont les senneurs français qui déploient dans la ZEE l'effort de pêche le plus important. En 2002 et 2003, respectivement 28% et 39% des jours de pêche de la flottille française dans l'Ouest de l'océan Indien étaient effectués dans la ZEE seychelloise. Pendant la même période, la proportion de l'effort de pêche de la flottille espagnole dans la ZEE n'était que de 18% et 28%.

Les captures

Le Tableau 42 présente les captures des senneurs européens réalisées dans la ZEE des Seychelles depuis 1995. Dans les protocoles successifs, le tonnage de référence a été maintenu à 46 000 tonnes de thons. Ce tonnage de référence a été dépassé à trois reprises, en 1995 et plus récemment en 2001 et 2003. Au cours de la dernière décennie, les captures européennes dans la ZEE ont varié de près de 16 500 t en 1998 à près de 71 200 t en 2003 ; et ont été en moyenne de plus de 40 600 t, soit un taux d'utilisation moyen de 88%.

Tableau 42 : Captures des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles. Taux d'utilisation du tonnage de référence (sources : CE ; IRD ; SFA).

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Espagne	31 100	13 766	15 759	8 072	11 346	8 985	20 209	15 898	27 725
France	39 729	13 669	17 188	8 373	9 161	17 836	31 374	24 707	38 873
Italie			343		731	1 760	2 879	1 759	4 596
Total	70 829	27 435	33 290	16 445	21 238	28 581	54 462	42 364	71 194
Tonnage de référence	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000
T% d'utilisation	154%	60%	72%	36%	46%	62%	118%	92%	155%

Depuis 1999, la flottille française a réalisé une partie importante de ses captures dans la ZEE des Seychelles (27% en moyenne), alors que la flottille espagnole n'y a capturé que 11% (en moyenne) de ses prises totales. On note cependant, pour les deux flottilles, une augmentation de cette proportion depuis 2001 (Tableau 43)

Tableau 43 : Proportion des prises de la ZEE Seychelles dans les captures totales des senneurs européens

Année		Espagne			France	
	Cap.totales	Cap.ZEE	Cap.ZEE/Cap.tot.%	Cap.totales	Cap.ZEE	Cap.ZEE/Cap.tot.%
1999	142 426	11 346	8	82 135	9 161	11
2000	140 872	8 985	6	84 824	17 836	21
2001	124 389	20 209	16	76 743	31 374	41
2002	156 386	15 898	10	96 792	24 707	26
2003	175 503	27 725	16	107 812	38 873	36

Les captures par unité d'effort

A partir des données précédentes, les CPUE par espèce, obtenues dans la ZEE seychelloise en 2002 et 2003, ont été calculées pour les trois composantes de la flottille de senneurs européens, sans distinction du mode de pêche, sur DCP ou sur bancs libres (tableau suivant).

Tableau 44 : CPUE par pavillon des senneurs européens dans la ZEE des Seychelles et dans l'Ouest de l'océan Indien (en t/jour de pêche)

Année	Albacore				Listao				Patudo			
	ES	FR	IT	CE ZEE	ES	FR	IT	CE ZEE	ES	FR	IT	CE ZEE
2002	10,1	10,3	7,5	10,1	8,6	11,3	12,4	10,3	1,3	1,7	1,6	1,6
2003	14,7	19,1	38,4	17,9	7,4	7,0	7,5	7,2	1,0	1,1	1,8	1,0

Dans la ZEE des Seychelles, les CPUE d'albacore et de listao ont été en moyenne comparables en 2002. En 2003, les CPUE d'albacore ont augmenté, en moyenne, de 77% par rapport à l'année précédente. L'importance des CPUE d'albacore dans la ZEE en 2003 doit être soulignée ; pour l'ensemble des

senneurs européens, elle a été en moyenne de 17,9 t/j de pêche. A noter, cette même année, la CPUE exceptionnelle du senneur italien (38,4 t/j de pêche).

Les variations saisonnières et annuelles des captures dans la ZEE des Seychelles

Elles seront analysées à partir des données de captures de la flottille française pour la période 1999-2003, ainsi que des données de captures de la flottille espagnole et du senneur italien pour les années 2002 et 2003.

Les figures suivantes soulignent la saisonnalité marquée des prises dans la ZEE, ainsi que leur forte variabilité inter-annuelle. On note, depuis 1999, deux saisons régulières de pêche, au cours des premier et quatrième trimestre ; et de 2001 à 2003, une période de pêche intermédiaire, en mai-juin-juillet.

En 1999 et 2000, l'espèce largement dominante dans les captures de la flottille française a été l'albacore dont des prises importantes ont été réalisées au cours du premier trimestre et en décembre (maximum de 1 930 t en décembre 1999 et de 3 722 t en décembre 2000) . Au cours de cette période, la saisonnalité des captures a été très marquée ; d'avril à septembre, les captures ont été pratiquement nulles.

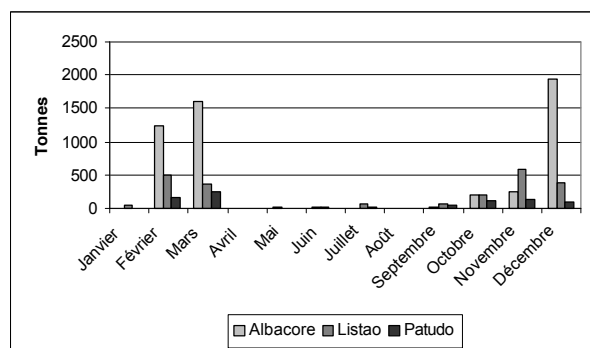


Figure 17: Captures des senneurs français dans la ZEE des Seychelles en 1999

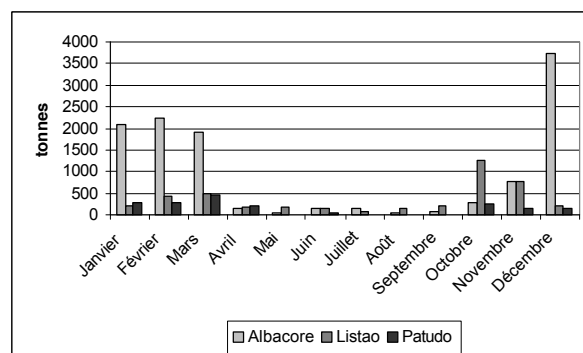


Figure 18 : Captures des senneurs français dans la ZEE des Seychelles en 2000

2001 a été une très bonne année de production dans la ZEE des Seychelles pour les senneurs français. Des captures de plus de 2 000 t d'albacore ont été réalisées au cours des mois de février, juillet, octobre et décembre (maximum de 4 696 t en février). Plus de 2 000 t de listao ont également été pêchées en octobre. A l'exception de la capture de près de 3 000 t d'albacore en juillet, la saisonnalité des prises reste relativement bien marquée ; et celles-ci sont surtout concentrées en début et fin d'année. En 2002 et 2003, la saisonnalité des captures est bien moins marquée, avec la réalisation de prises importantes d'albacore pendant les mois de mai et juin ; plus de 2 000 t ont été débarquées par la flottille espagnole en juin 2002 et en mai-juin 2003 ; et près de 3 500 t par la flottille française en juin 2003. les plus fortes captures d'albacore ont cependant été obtenues en début et fin d'année, notamment en 2003, avec une capture de 5 500 t par les senneurs espagnols, en janvier, et des prises de plus de 5 000 t par la flottille française en février et décembre. En 2002, des captures importantes de listao ont également été réalisées pendant les mois d'octobre et novembre : 1 300 et 2 200 t capturées par les senneurs espagnols en octobre et novembre ; et un record de 4 800 t de prises réalisé par les senneurs français en octobre.

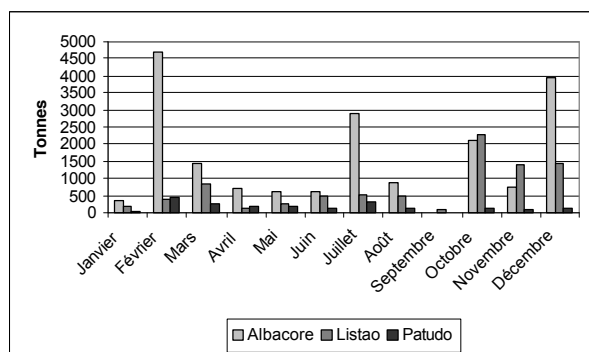


Figure 19 : Captures des senners français dans la ZEE des Seychelles en 2001

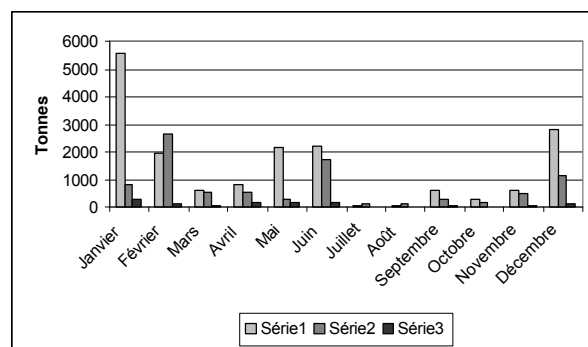


Figure 23 : Captures des senners espagnols dans la ZEE des Seychelles en 2003

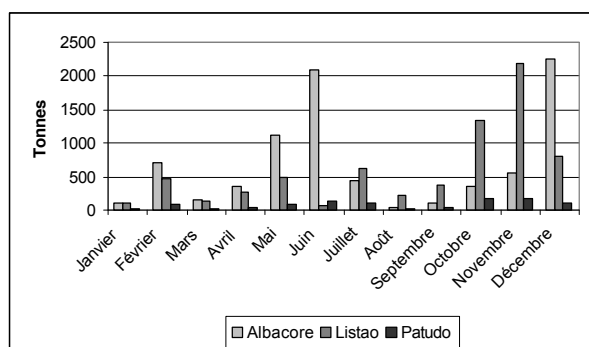


Figure 20 : Captures des senners espagnols dans la ZEE des Seychelles en 2002

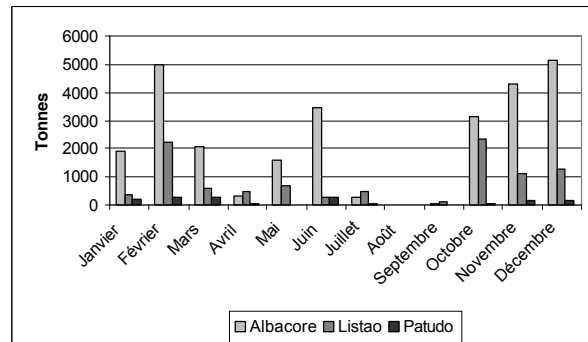


Figure 24 : Captures des senners français dans la ZEE des Seychelles en 2003

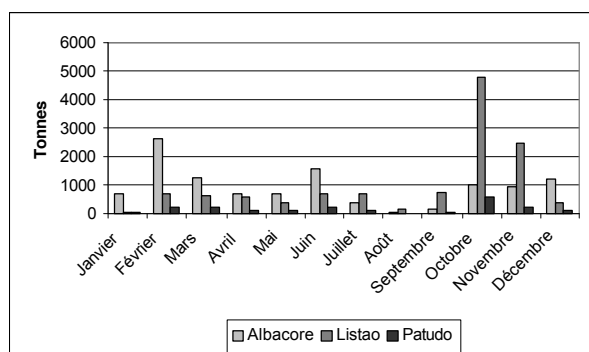


Figure 21 : Captures des senners français dans la ZEE des Seychelles en 2002

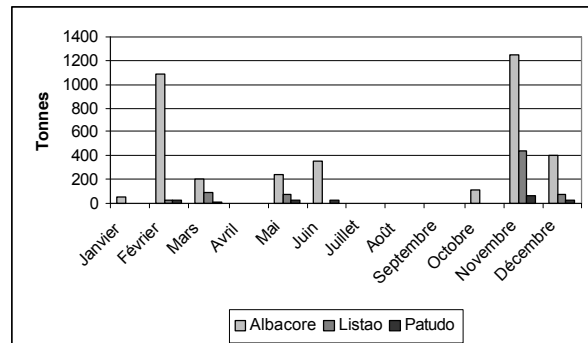


Figure 25 : Captures du sennetier italien dans la ZEE des Seychelles en 2003

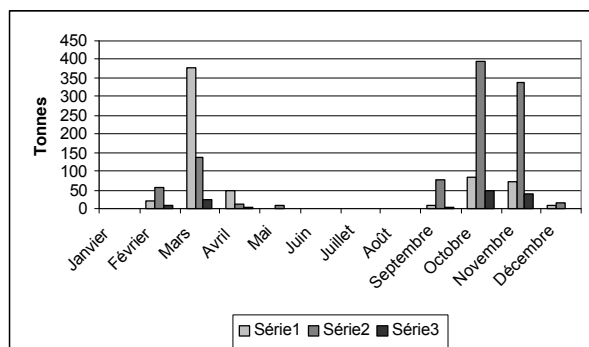


Figure 22 : Captures du sennetier italien dans la ZEE des Seychelles en 2002

A partir des données françaises, les seules dont la mission a pu disposer pour une période relativement longue de cinq années, la répartition moyenne des captures mensuelles dans la ZEE des Seychelles a pu être établie. Ceci permet de pondérer les bonnes années, voire celles de production exceptionnelle, par les années moins bonnes, voire médiocres.

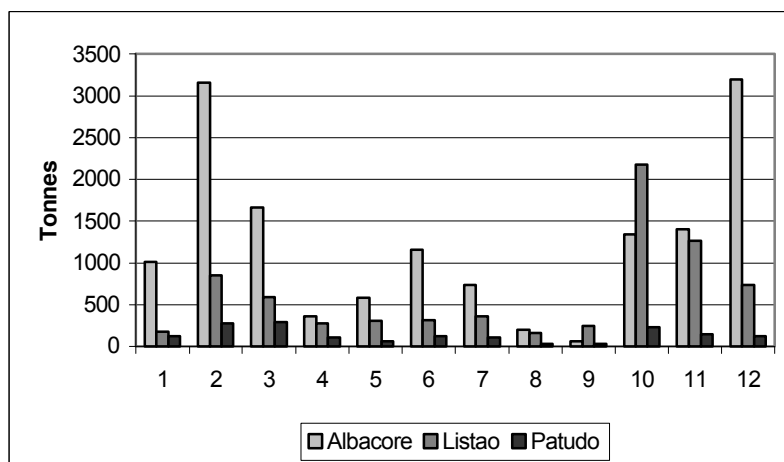


Figure 26 : Saisonnalité moyenne des captures dans la ZEE des Seychelles pour la période 1999 à 2003

Les tailles des prises des senneurs européens dans la ZE des Seychelles

Les informations ont été obtenues pour les seuls thoniers français. La répartition par espèce et catégorie de poids des captures réalisées, de 1999 à 2003, dans la ZEE seychelloise est présentée dans le tableau suivant. Elle peut être raisonnablement considérée comme globalement représentative des captures de l'ensemble de la flottille européenne dans la ZEE.

Les trois classes de poids définies (inférieur à 10 kg ; de 10 à 30 kg et supérieur à 30 kg) sont trop grandes pour permettre de distinguer les catégories de taille des listaos et des germons capturés. Les listaos qui ont généralement une taille inférieure à 5 kg apparaissent tous dans la catégorie des poissons inférieurs à 10 kg ; quant aux germons ils figurent tous dans la catégorie des 10-30 kg. Concernant ces deux espèces, les captures concernent essentiellement des poissons adultes : le listao atteint sa maturité sexuelle à un poids d'environ 1,5 kg ; et le germon à environ 13 kg (données CTOI et FishBase).

Par contre, les captures de patudo et d'albacore sont un mélange de juvéniles et d'adultes. Le patudo commence à se reproduire quand il atteint environ 22 kg ; et l'albacore à un poids d'environ 25 kg (données CTOI et FishBase). Pour ce qui est du patudo, sur la période 1999-2003, 46% des prises en moyenne ont concerné des poissons de moins de 10 kg, tous juvéniles ; et 44% des individus de plus de 30 kg, tous adultes. La catégorie intermédiaire (10-30 kg) comprend un mélange de juvéniles et d'adultes. On peut donc grossièrement considérer que les prises de patudo, réalisées par les senneurs européens dans la ZEE des Seychelles, ont été constituées de 50% de juvéniles et de 50% d'adulte, pendant la période 1999-2003.

Pour l'albacore, au cours de la même période, la catégorie dominante a été celle des poissons de plus de 30 kg, tous adultes ; elle a représenté en moyenne plus de 75%. Les juvéniles (poissons inférieurs à 10 kg et, en gros, les 3/4 de ceux de la catégorie 10-30 kg) ont représenté quant à eux environ 20%. La grande majorité des captures d'albacore, réalisées dans la ZEE seychelloise par la flottille européenne de 1999 à 2003, a donc concerné des poissons adultes (près de 80% en moyenne).

Tableau 45 : Classement par espèce et catégorie de poids des captures (en t) de la flottille de senneurs français dans la ZEE des Seychelles. Entre parenthèses : pourcentage de l'espèce dans la catégorie de poids (source : IRD)

Année	< 10 kg			10-30 kg			> 30 kg	
	Listao	Albacore	Patudo	Germon	Albacore	Patudo	Albacore	Patudo
1999	2 246,5 (100)	539,3 (10)	432,5(51)	31,2 (100)	1 540,6 (29)	141,8 (17)	3 205,2 (61)	277,2 (32)
2000	4 238,9(100)	1 281,2 (11)	642,5 (41)	83,9 (100)	860,3 (7)	68,6 (4)	9 381 (81)	851 (55)
2001	8 581,1(100)	925,9 (5)	640,2 (31)	102,3 (100)	2 276,7 (12)	368,8 (17)	15 868,5 (83)	1 088,6 (52)
2002	12 264,1 (100)	2164,5 (19)	1300,7 (70)	43,8 (100)	1570,6 (14)	158,2 (8)	7 483 (67)	412,2 (22)
2003	9 893,8 (100)	1345,3 (5)	621 (38)	167 (100)	2737,1 (10)	54,9 (3)	23 109,2 (85)	944,3 (58)

3.3. LA PECHERIE A LA PALANGRE DANS L'OCEAN INDIEN

Une douzaine de flottes de pêche lointaines opèrent dans l'Ouest de l'océan Indien. En 2002, il s'agissait de navires asiatiques (Taiwan, Japon, Corée du Sud, Philippines, Chine,...), de navires d'intérêts asiatiques battant pavillon des Seychelles, de navires de la Communauté européenne, de navires battant pavillon de complaisance (Bélize, Honduras, Guinée Equatoriale, Panama⁹) et d'un agrégat de navires battant différents pavillons et ne déclarant pas de données statistiques, qui figurent sous la rubrique NCA (« Non Comptés Ailleurs ») dans les documents statistiques.

Peu d'informations récentes ont pu être obtenues sur cette pêcherie. Il s'agit d'un problème récurrent et souligné par la CTOI qui indique que les principales nations participantes à cette pêcherie (Japon, Taiwan, Corée pour ne citer que les premières) ne remplissent par leurs obligations en termes de fournitures de données statistiques, ne transmettant en particulier que très peu de données détaillées sur les tailles des poissons capturés et l'effort de pêche des navires, information pourtant indispensable au suivi et à l'évaluation de la pêcherie. La plupart des données utilisables sont des données de captures agrégées qui proviennent des documents scientifiques de la CTOI et des bases de données statistiques de cette Commission consultables par le logiciel FishStat Plus de la FAO.

Afin de souligner la place qu'occupe les palangriers européens, une description de leur activité sera réalisée avec celles des trois principales flottilles palangrières asiatiques (Taiwan, Japon et Corée du Sud) qui opèrent également dans la ZEE des Seychelles et qui assurent environ 70% de la production globale de la pêcherie de palangriers de l'Ouest de l'océan Indien.

3.3.1. Importance et caractéristiques des flottilles

Il existe une grande hétérogénéité parmi les palangriers asiatiques opérant dans l'océan Indien, non seulement entre flottilles mais aussi au sein d'un même pavillon. Elle concerne la taille et la capacité de transport des navires, ainsi que les équipements de congélation et de conservation à bord. Ces flottilles traditionnellement anciennes sont souvent composées de plusieurs générations de navires, qui ont évolué différemment en fonction des espèces recherchées et de la physiologie des marchés.

La flottille taïwanaise, tant par le nombre que par la taille et les équipements des navires, est de loin la première flottille palangrière de l'océan Indien. Sur la période 1998-2001, la flottille taïwanaise a compté en moyenne 340 navires congélateurs dont 88% d'une capacité supérieure à 200 TJB et 40% d'une capacité comprise entre 500 et 1 000 TJB. Ces dernières années, de vieilles unités ont été remplacées par des navires super-congélateurs plus grands, spécialement équipés pour la capture et la conservation du thon de qualité « sashimi » (Shui-Kai Chang, 2002). La flottille japonaise est composée d'unités de 120 à 500 TJB. Par le nombre de navires, elle est la deuxième flottille palangrière de l'océan Indien. Toutefois, son effectif est en diminution régulière depuis quelques années. De 1998 à 2001, la flottille a connu une réduction de 20%, passant de 242 à 193 palangriers (Okamoto et Miyabe, 2002). La flottille palangrière coréenne de

⁹ Ces navires ne sont désormais plus autorisés à pêcher dans l'Océan Indien suite aux dispositions de la résolution 02-05 de la CTOI

l'océan Indien, qui a compté jusqu'à 185 navires en 1975, a elle aussi régressé pendant la période 1998-2001, elle n'est plus composée que de 55 palangriers congélateurs de 298 à 525 TJB (Doo-Hae An et al., 2002).

Les palangriers européens en activité dans l'Ouest de l'océan Indien sont beaucoup moins nombreux et de dimensions beaucoup plus modestes. Quelques informations ont été recueillies concernant la flottille espagnole et la flottille française basée à La Réunion. En 2001, 10 palangriers espagnols ont opéré dans l'Ouest de l'océan Indien, dont 2 seulement toute l'année (IOTC, 2002b). Il s'agit de navires de 27 à 42 m, dont la capacité et la puissance moyennes sont respectivement de 210 TJB et de 693 CV (Garcia-Cortés et al., 2003). A partir de 1991, une flottille de palangriers français s'est développée à l'île de La Réunion. Au cours de la période 1998-2000, elle comptait une trentaine de petites unités, réparties en deux segments : les bateaux de plus de 16m (jusqu'à 25 m environ) et ceux d'une longueur inférieure, représentant respectivement environ 33% et 66% de l'effectif total réunionnais (IOTC, 2002b).

Les flottilles asiatiques recherchent préférentiellement les thons majeurs : albacore (*T. albacares*), germon (*T. alalunga*), patudo (*T. obesus*), thon rouge du sud (*Thunnus maccoyii*). Les palangriers européens ciblent davantage l'espadon (*Xipbias gladius*).

3.3.2. Zones de pêche des palangriers dans l'Ouest de l'océan Indien

Les zones de pêche des différentes flottilles varient sensiblement en fonction des espèces recherchées.

Les palangriers taiwanais opèrent surtout dans la partie occidentale de l'océan Indien (Figure 27) où ils couvrent toutes les zones de pêche. Deux principales zones d'activité peuvent toutefois être distinguées : au Nord de 15°S et au sud de 25°S.

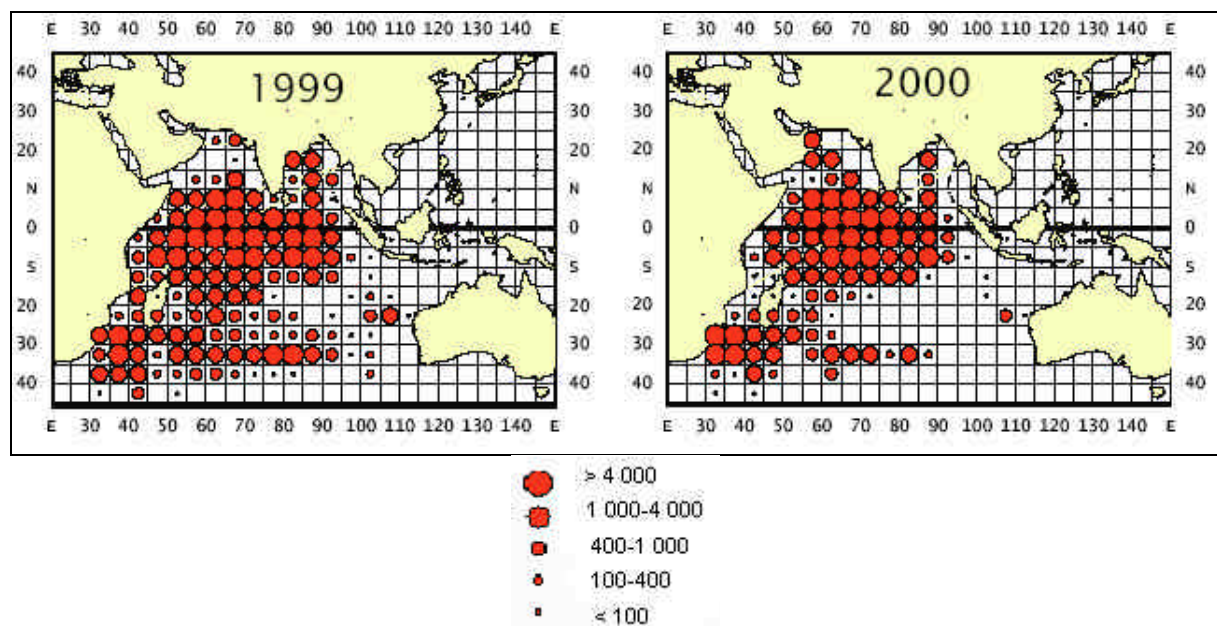


Figure 27 : Distribution de l'effort de pêche (en milliers d'hameçons) de la pêcherie de palangriers taiwanais dans l'océan Indien (source : Shut-Kat Chang, 2002)

La flottille japonaise opère dans la totalité de l'océan Indien (figures ci-dessous). Dans la partie occidentale, les principales zones de pêche se trouvent dans les eaux tropicales, au large des côtes somaliennes et dans le canal de Mozambique, ainsi que dans les eaux tempérées de l'hémisphère sud, au voisinage des 40°S.

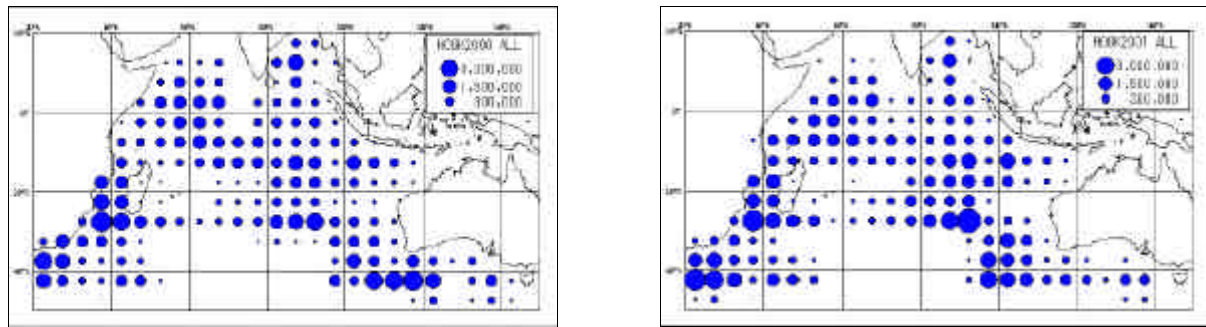


Figure 28 : Distribution de l'effort de pêche (en nombre d'hameçons) des palangriers japonais opérant dans l'océan Indien en 2000 et 2001 (source : Okamoto et Miyabe, 2002)

Depuis l'année 2000, l'activité des palangriers coréens s'est essentiellement concentrée dans la partie occidentale de l'océan Indien (Figure 29). Les principales zones de pêche se situent au large des côtes de Somalie, dans le canal de Mozambique et au Sud de Madagascar, au Nord-Est de Madagascar (au niveau de 15°S) et enfin au voisinage des 40°S (Doo-Hae An et al., 2002).

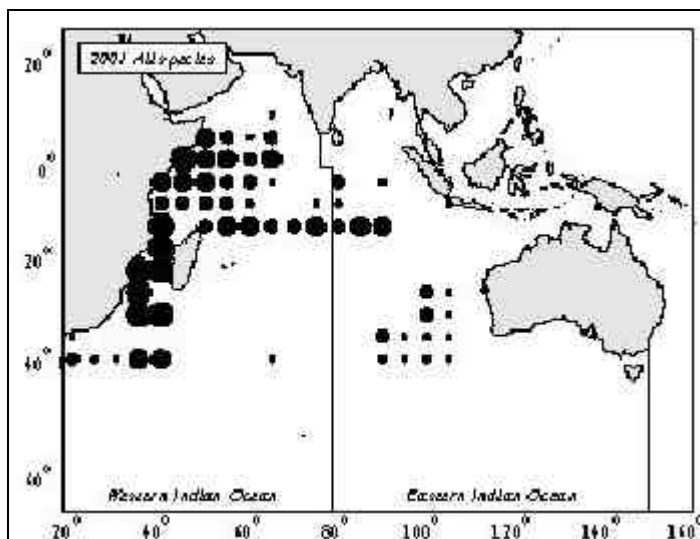


Figure 29 : Distribution de l'activité des palangriers coréens dans l'océan Indien en 2001 (source : Doo-Hae An et al., 2002)

Concernant les palangriers européens, l'activité des navires espagnols s'est exercée, de 1993 à 2000, sur une vaste zone, de 5°N à 40°S et de la côte Est africaine à 80°E. En 2001, cette activité s'est concentrée dans le Sud du canal de Mozambique et de Madagascar (20°-40°S) ainsi que dans la partie centrale de l'océan Indien (20°-25°S et 70°-75°E). La Figure 30 souligne ce changement de distribution de l'effort de pêche.

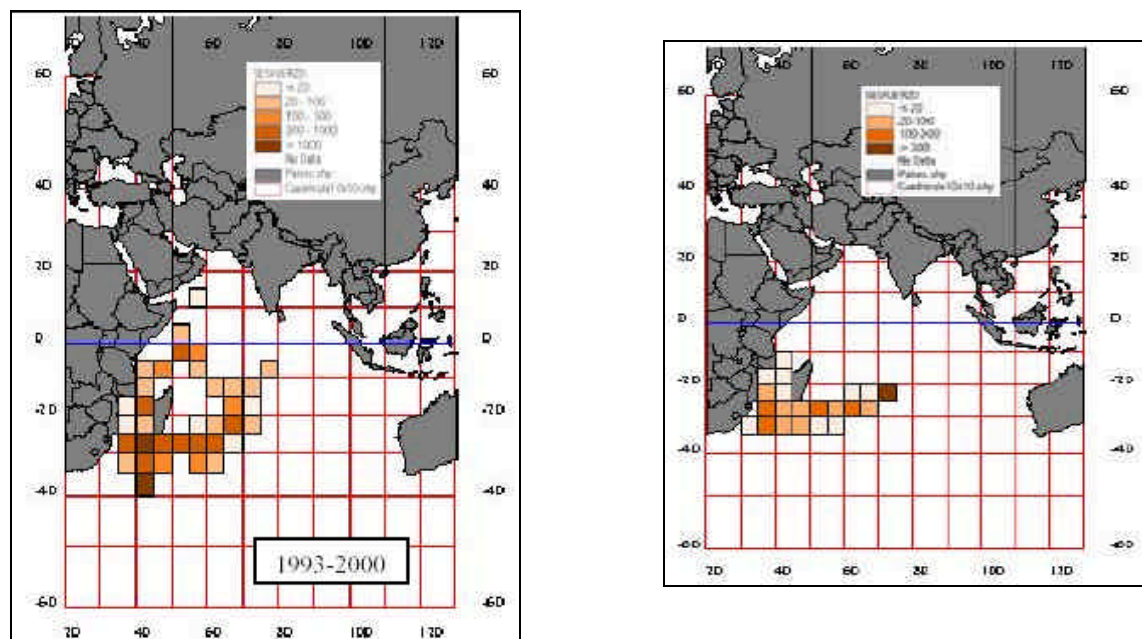


Figure 30 : Distribution de l'effort de pêche (en milliers d'hameçons) de la flottille de palangriers espagnols opérant dans l'océan Indien, pendant le période 1993-2000, et (figure de droite) l'année 2001 (source : Garcia-Cortés et al., 2003)

La flottille de La Réunion a commencé par pêcher dans la ZEE française, autour de l'île. Les plus grands navires se sont par la suite progressivement déployés dans les eaux internationales et dans les ZEE voisines, notamment dans le cadre des accords de pêche communautaires. Toutefois, tant pour les navires de moins de 16m (1^{er} segment de la flottille) que pour ceux de longueur supérieure (2^{ème} segment), l'effort de pêche est resté fortement concentré à l'Est de Madagascar, autour de La Réunion et de Maurice (Figure 31).

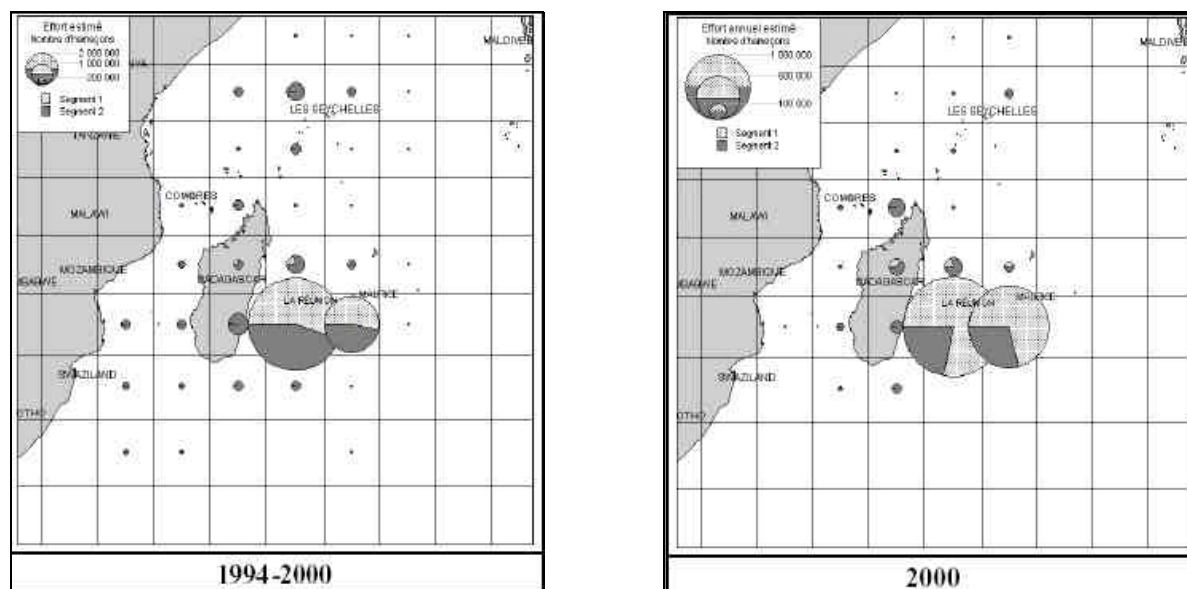


Figure 31 : Distribution de l'effort de pêche (en nombre d'hameçons) de la flottille de palangriers français basés à La Réunion, pendant la période 1994-2000 et l'année 2000 (source : Poisson et Taquet, 2001)

3.3.3. Les captures des palangriers dans l'Ouest de l'océan Indien

Les informations proviennent de la base de données « Captures de thons dans l'océan Indien, 1950-2002 » mise à disposition par la CTOI. Les données de captures de thons et de poissons-épées sont celles

rassemblées par le biais du programme statistique de l'organisation. On trouve, en outre, dans la base de données les captures de requins par pays. Les données de captures des palangriers européens ne sont pas présentées par pavillon, mais agrégées sous la rubrique « Communauté Européenne ». Des données concernant des palangriers français sont également présentées sous la rubrique « France », pour le département français de La Réunion.

Les données de captures figurant sous la rubrique « Communauté Européenne » sont celles des palangriers européens (notamment espagnols et français), pêchant dans les eaux internationales et dans les ZEE de pays tiers, grâce à des licences obtenues à la suite des accords de pêche signés par ces pays avec la Communauté Européenne. Les captures apparaissant sous la rubrique « France » sont celles effectuées dans la ZEE française autour de l'île de La Réunion

Concernant les navires NCA, les prises ont été estimées par la CTOI, à partir d'un comptage des bateaux, auxquels ont été attribué les taux de capture de navires de mêmes caractéristiques et ayant pêché dans les mêmes strates spatio-temporelles.

Pour la période 1998-2002, les captures des douze flottilles industrielles, citées plus haut, ont représenté, avec près de 170 000 t, plus de 98% des prises de tous les palangriers opérant dans l'Ouest de l'océan Indien. Les captures totales de l'ensemble des autres flottilles n'ont été que de près de 2 700 t (moins de 2% du total général). Parmi ces flottilles plus modestes (Afrique du Sud, Hong Kong, Indonésie, Iran, Maldives, Maurice, Pakistan et Thaïlande) figure celle des palangriers français de La Réunion qui ont débarqué en moyenne 800 t par an dont près de 470 t d'espadon, sur la période 1998-1999.

Le Tableau 46 présente, pour la période 1998-2002, les captures annuelles moyennes, par espèce et groupes d'espèces, des principales flottilles palangrières industrielles opérant dans l'Ouest de l'océan Indien.

Les captures des trois principales flottilles asiatiques, sous pavillons de Taiwan, du Japon et de la Corée du Sud, constituent respectivement 53% (89 154 t), 16% (26 317 t) et 2% (3 933 t) des prises annuelles totales de la pêcherie palangrière. Les captures des palangriers européens sont loin d'être négligeables puisque avec environ 12 500 t, elles représentent plus de 7% de celles-ci.

Tableau 46: Captures annuelles (moyenne 1998-2002) des principales flottilles palangrières dans l'Ouest de l'océan Indien en tonnes. Source : CTOI

Pays	Taiwan	Japon	C.E.	Belize	Honduras	Guinée Equat.
Espèces						
Albacore	16 802	13 169	452	2 018	2 029	962
Espadon	11 609	1 060	3 834	1 441	1 485	701
Germon	21 084	1 853	518	2584	2 452	1 182
Patudo	32 614	7 172	204	3 804	3 762	1 792
Thon rouge du Sud	1 084	2 115		51	69	32
Makaire bleu	2 371	599	5	269	282	133
Makaire noir	300	88	0	27	29	14
Makaire à rostre court		27	4			
Voilier indo-pacifique	6	99	19			
Makaires,marlins,voiliers nca	576		77	63	62	30
Marlin rayé	1 298	134	0	142	146	69
Requins divers nca	1 028		7 293	110	74	38
TOTAL	89 154	26 317	12 515	10 564	10 453	4 982
Pays	Corée	NCA	Panama	Seychelles	Philippines	Chine
Espèces						
Albacore	1 123	688	463	282	402	449
Espadon	44	469	313	420	197	126
Germon	54	909	632	412	70	28
Patudo	1 500	1 306	887	693	1 092	938
Thon rouge du Sud	736	19	10	90		
Makaire bleu	40	88	58	2	48	
Makaire noir	12	9	6	1		
Makaire à rostre court						
Voilier indo-pacifique				11		
Makaires,marlins,voiliers nca	104	22	15	45		120
Marlin rayé	12	48	32	0	37	
Requins divers nca	17	49	37	50	25	1
TOTAL	3 933	3 621	2 460	2 089	1 877	1 761

Des différences importantes apparaissent dans les compositions spécifiques des captures de chacune des flottilles, en fonction des choix stratégiques d'exploitation : espèce(s) cible(s), zones de pêche, techniques de pêche (pêche de jour ou de nuit, palangre « mouillée » plus ou moins profondément, etc...).

Pour les palangriers asiatiques, les thons, bien qu'en proportions différentes d'une flottille à l'autre, dominent très largement dans les captures. Le patudo et l'albacore sont les principales espèces capturées par les trois flottilles. Le germon (21 000 tonnes) et l'espadon (plus de 11 500 tonnes) occupent également une place importante dans les prises des palangriers taiwanais ; et le thon rouge du Sud dans celles des palangriers japonais.

S'agissant des palangriers européens, les captures d'espadon (plus de 3 800 t) surpassent largement celles de thons majeurs (patudo, albacore et germon) qui ne sont cependant pas négligeables (près de 1 200 t ensemble). La répartition spatiale des captures d'espadon de la flottille de palangriers espagnols est représentée à la Figure 32. Les prises les plus importantes ont lieu au Sud du canal de Mozambique et de Madagascar, ainsi que dans une zone océanique plus hauturière, entre 20°-30°S et 60°-75°E. On notera que c'est dans ces mêmes zones que se concentrent l'effort de pêche de la flottille espagnole (Figure 30, page 69). Toutefois, d'après les données de la CTOI, les captures les plus importantes des palangriers

européens concernent les requins. Pour la période considérée (1998-2002), les captures de requins ont été en moyenne de près de 7 300 t et ont représenté 58% des captures totales. C'est à partir de 1997 que les requins ont commencé à occuper une place importante dans les captures des palangriers européens. Depuis les captures de requins par les navires européens ont augmenté chaque année pour atteindre plus de 16 000 t en 2002 (donnée signalée par la CTOI comme estimée).

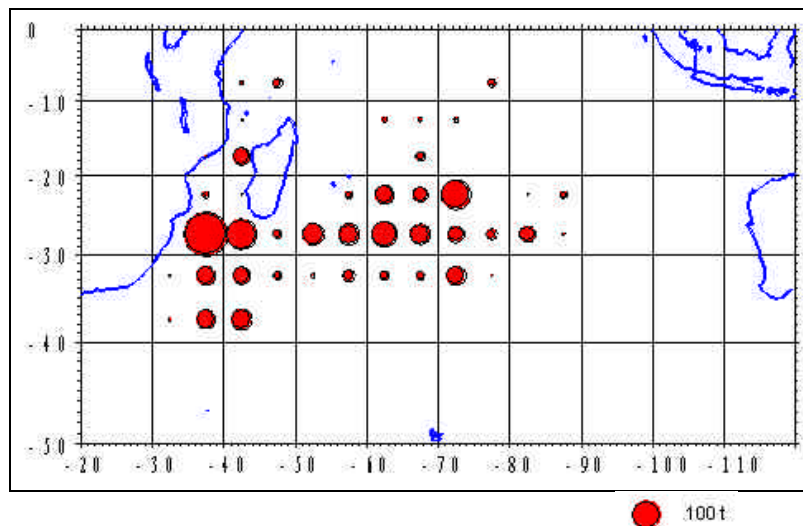


Figure 32 : Captures annuelles moyennes d'espadon par les palangriers espagnols dans l'océan Indien, au cours de la période 1999-2002 (source : Fonteneau, com. pers.)

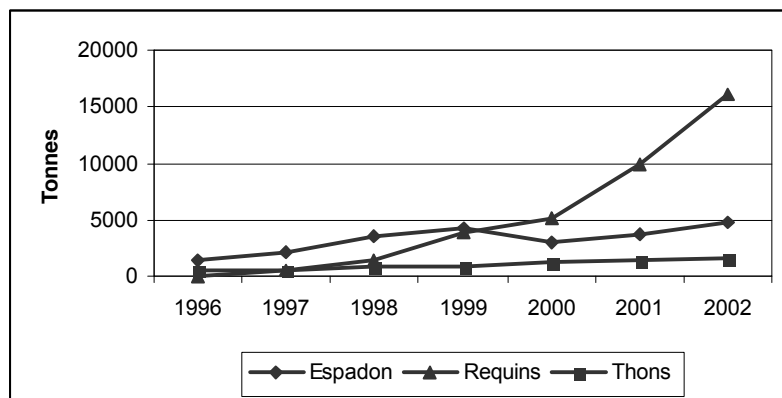


Figure 33 : Evolution comparative des captures d'espadon, thons majeurs (patudo, albacore, germon) et requins des palangriers européens, dans l'océan Indien

La ventilation par espèces des captures d'istiophoridés (marlins, makaires et voilier) n'a été analysée que pour les flottilles taiwanaise et japonaise. Les captures de ces espèces par les flottilles coréenne et européenne sont très faibles et pour la plupart regroupées sous la rubrique « Makaires, marlins, voiliers nca » dans la base de données de la CTOI.

Deux poissons-épées, le makaire bleu (*Makaira nigricans*) et le marlin rayé (*Tetrapturus audax*) sont communes dans les captures des palangriers de Taiwan et du Japon. La première espèce est toutefois la plus représentée dans les captures. Un autre makaire, le makaire noir (*Makaira indica*) est aussi relativement bien représenté dans les prises des palangriers taiwanais ; et le voilier indo-pacifique (*Istiophorus platypterus*) dans celles des palangriers japonais. Ici encore, la différence entre les compositions spécifiques des captures traduit celle des stratégies d'exploitation. Parmi les « istiophoridés divers », il faut signaler le makaire à rostre court (*Tetrapturus angustirostris*) dont quelques tonnes sont capturées par les palangriers européens.

L'espadon mis à part, les captures de poissons-épées restent marginales dans les captures des palangriers. Elles n'ont représenté, respectivement, que 5% et 4% des prises des flottilles taiwanaise et japonaise ; et moins de 1% de celles de la flottille européenne.

3.3.4. Utilisation des licences de pêche dans la ZEE des Seychelles par les palangriers européens

Pour les palangriers européens, les possibilités de licence de pêche dans la ZEE des Seychelles, qui étaient au nombre de 32 lors du précédent protocole (1999-2000), ne sont plus que de 27 dans le cadre du protocole actuel (2002-2005) ; elles ont été réparties entre trois Etats membres : l'Espagne (15 licences), la France (5 licences) et le Portugal (7 licences).

Le taux d'utilisation moyen de ces licences qui était de 33% la première année d'entrée en vigueur du protocole, en 2002-2003, n'est plus actuellement que de 11%. De fait, depuis janvier 2003, seuls l'Espagne et le Portugal utilisent respectivement 2 et 1 licences. La France, quant à elle, n'a utilisé aucune des licences qui lui ont été attribuées (Tableau 47).

Tableau 47 : Répartition et consommation des licences de pêche dans la ZEE des Seychelles, disponibles pour les palangriers européens (source : C.E.). ESP : Espagne ; FRA : France ; POR : Portugal

Protocole	Période	Possibilités et répartition				Consommation (%)			
		ESP	FRA	POR	Total UE	ESP	FRA	POR	Total UE
1999-2000	18/01/00-17/01/01	20	5	7	32	13 (65%)	1 (20%)	2 (29%)	16 (50%)
	18/01/01-17/01/02	20	5	7	32	5 (25%)	0 (0%)	2 (29%)	7 (22%)
2002-2005	18/01/02-17/01/03	15	5	7	27	8 (53%)	0 (0%)	1 (14%)	9 (33%)
	18/01/03-17/01/04	15	5	7	27	2 (13%)	0 (0%)	1 (14%)	3 (11%)
	18/01/04-19/04/04	15	5	7	27	2 (13%)	0 (0%)	1 (14%)	3 (11%)

Depuis mars 2002, date de la mise en service, à la SFA, du système de Suivi, Contrôle et Surveillance des bateaux de pêche dans les eaux seychelloises, par VMS, aucun palangrier européen n'a pêché dans la ZEE des Seychelles. Les navires européens n'ont également déclaré aucune capture dans la zone Seychelles. Ceci est logique si l'on en juge par la cartographie des prises des palangriers espagnols qui indique une zone de pêche (Figure 32 page 72) plus sud que la zone Seychelles, et par le recentrage sur les eaux réunionnaises et adjacentes de l'activité des palangriers de cette région ultra-périphérique européenne. Des licences sont donc utilisées dans le sens où elles sont payées, mais elles ne sont pas utilisées dans le sens où les navires ne viennent pas pêcher pour autant dans la zone.

3.4. L'ETAT DES STOCKS EXPLOITES

Les informations concernant l'état des stocks de thons tropicaux majeurs et d'espadon proviennent des documents scientifiques de la CTOI, et plus particulièrement du rapport de la sixième session du Comité Scientifique. Avant d'exposer les connaissances sur l'état des stocks, certaines des caractéristiques de la biologie de ces espèces et de leurs pêcheries seront préalablement présentées.

3.4.1. L'albacore, *Thunnus albacares*

Alors que l'espèce est rencontrée dans toutes les eaux tropicales et tempérées de l'Océan Indien, ses principales zones de pêche sont concentrées dans la partie occidentale, où la plupart des captures ont lieu au Nord de 10°S et dans le canal de Mozambique (au Nord de 25°S).

L'importance des déplacements entre les différentes zones et notamment entre les parties Est et Ouest de l'Océan Indien, que seul un programme tel que le futur projet régional de marquage permettrait de révéler, reste inconnue à l'heure actuelle ; et certains scientifiques, s'appuyant sur des données de pêcheries, ont émis l'hypothèse qu'il n'y aurait que peu de mélange entre les populations orientale et occidentale. Comme, par ailleurs, les études génétiques réalisées jusqu'à présent n'ont permis d'identifier qu'un seul

stock, les scientifiques retiennent l'hypothèse qu'il n'existe qu'un seul stock d'albacore dans l'océan Indien, pour effectuer leurs évaluations.

Les tailles des poissons exploités dans l'océan Indien sont comprises entre 30 cm et 180 cm. Les plus petits individus sont presque uniquement capturés dans les eaux de surface, où ils forment des bancs mixtes avec des listaos et des patudos juvéniles. Les prises des plus gros individus sont effectuées à la fois dans les eaux de surface et de subsurface. Les poissons de taille intermédiaire sont rarement capturés par les pêcheries industrielles ; mais sont abondants dans les captures de certaines pêcheries artisanales (surtout en mer d'Arabie).

La taille de première maturité sexuelle est de 110 cm ; ce qui correspond à un âge de 3-4 ans et à un poids d'environ 25 kg. La période de reproduction a lieu de décembre à mars, entre l'Equateur et 10°S. Les principales frayères semblent être entre 50° et 70°E. Le recrutement des juvéniles dans la pêcherie a lieu en juillet.

Des années 50s à la fin des années 70s, les captures d'albacore sont restées relativement basses et stables. A partir du début des années 80s, elles augmentent régulièrement à la suite des accroissements successifs et significatifs de l'effort de pêche, aussi bien des palangriers que des senneurs. Enfin, depuis le milieu des années 90s, avec le développement progressif de la pêche sur DCP dans la pêcherie de senneurs, les captures de juvéniles d'albacore n'ont cessé d'augmenter.

En 2002, une évaluation du stock d'albacore a été réalisée au sein du « Groupe de Travail sur les Thons Tropicaux » de la CTOI, en utilisant cinq méthodes différentes. Les résultats obtenus sont apparus globalement cohérents, et révélateurs de tendances générales. Depuis le début des années 80s, la mortalité par pêche n'a cessé d'augmenter. A partir du milieu de la même décennie, une forte tendance d'augmentation de la capturabilité s'est installée, aussi bien pour les palangriers que pour les senneurs (mais surtout pour ces derniers) ; et la biomasse d'albacore a commencé à décliner.

En 2002, les captures totales d'albacore dans l'océan Indien (toutes pêcheries confondues) ont été de 312 000 t. La contribution des senneurs a été de 148 000 t et celle des palangriers de 86 000 t. En 2003, d'importantes captures de gros albacores ont été réalisées, sur bancs libres, par les senneurs dans l'Ouest de l'océan Indien. Ces captures, de 50% supérieures à celles des années antérieures, sont pour l'instant inexplicables, seule une augmentation soudaine de la biomasse étant écartée.

La Prise Maximale Equilibrée (PME) ou « Maximum Sustainable Yield » (MSY) est estimée entre 280 000 et 350 000 t. La marge d'incertitude est relativement importante, et les captures actuelles pourraient être au voisinage, ou peut-être même au dessus, de ce niveau critique.

En 2003, le Comité Scientifique de la CTOI a formulé dans son rapport les recommandations de gestion suivantes :

- Les captures totales obtenues sous le régime actuel d'exploitation sont proches, voire au-dessus, de la PME. Compte-tenu de cela, toute augmentation de l'effort de pêche effectif et des captures à des niveaux supérieurs à ceux de 2000 doivent être évités. L'augmentation importante des captures en 2003 renforce cette recommandation.
- La tendance actuelle à l'augmentation de la pression de pêche sur les juvéniles d'albacore par les senneurs pêchant sous objets flottants (DCP) a vraisemblablement un impact négatif sur le stock si elle se poursuit, dans la mesure où les poissons de cette taille sont bien au-dessous de la taille correspondant au rendement par recrue optimal.
- Le Comité Scientifique note également que les albacores juvéniles sont capturés par les senneurs qui ciblent principalement le listao. Des mesures destinées à réduire les captures d'albacores juvéniles par la pêcherie à la senne sous DCP seront accompagnées par une diminution des captures de listaos.

3.4.2. *Le patudo, Thunnus obesus*

Le patudo est une espèce tropicale que l'on trouve depuis les eaux de surface jusqu'à une profondeur d'environ 300 m dans l'océan Indien. Les juvéniles se regroupent en bancs dans les eaux de surface sous les objets flottants. Ces bancs sont souvent mixtes, en association avec des albacores et des listaos. Avec la croissance, ce comportement grégaire sous objets flottants disparaît progressivement ; et les gros individus ne sont plus trouvés que dans les eaux plus profondes.

Dans l'état actuel des connaissances, les scientifiques admettent qu'il n'existe qu'un seul stock de patudo dans tout l'océan Indien.

Des trois thons tropicaux majeurs, le patudo est celui dont la durée de vie est la plus longue (plus de 10 ans). Cette particularité rend le stock beaucoup plus sensible à la pression de pêche et sujet à la surexploitation que les stocks d'albacore et de listao.

La taille de première maturité sexuelle est d'environ 100 cm, ce qui correspond à un âge d'environ 3 ans et à un poids d'environ 22 kg.

Le patudo est surtout capturé dans les pêcheries industrielles. Jusqu'à la fin des années 60s, il faisait partie des captures occasionnelles des palangriers. C'est seulement après 1970 qu'il est devenu une espèce cible pour les palangriers industriels, à la suite de l'émergence du marché de sashimi, et grâce à l'introduction de nouvelles techniques de pêche rendant la ressource plus capturable.

Depuis le début des années 90s, les captures de patudo par les senneurs pêchant sur DCP n'ont cessé d'augmenter, suivant ainsi le développement de cette technique de pêche. La plupart des captures sur DCP concernent des juvéniles. Les gros patudos, quant à eux, sont capturés par les palangriers industriels avec des palangres profondes.

A la différence de l'albacore et du listao, les captures de patudo ne sont pas uniquement concentrées dans la partie occidentale de l'océan Indien, mais ont également lieu dans la partie orientale. Toutefois, alors que dans l'Est les captures sont réalisées par des petits palangriers qui débarquent du thon frais ; dans l'Ouest, elles concernent presque exclusivement les senneurs et les grands palangriers congélateurs.

En 2001, une évaluation du stock de patudo a pu être réalisée, puis actualisée l'année suivante en 2002, par le « Groupe de Travail sur les Thons Tropicaux » de la CTOI, malgré un certain nombre d'incertitudes sur les caractéristiques biologiques de l'espèce (concernant, notamment, le rythme de croissance de l'espèce dans l'océan Indien, ainsi que sa mortalité naturelle à différents âges), la difficulté d'obtenir des données standardisées sur les captures par unité de la pêcherie à la senne, et l'absence ou l'insuffisance de données sur les tailles des poissons capturés par les trois principales pêcheries palangrières, de Corée, de Taiwan et du Japon. La PME/MSY a été estimée à 102 000 t, avec un intervalle de confiance de 73 000-129 000 t.

En 2002, 128 000 t de patudo ont été capturées (toutes pêcheries confondues). On doit donc considérer que ce niveau de capture situe le niveau d'exploitation au-dessus de la PME.

Dans ce contexte, le Comité scientifique de la CTOI a recommandé une réduction rapide des captures de patudo par tous les engins et techniques de pêche jusqu'au niveau de la PME estimée.

3.4.3. *Le listao, Katsuwonus pelamis*

Le listao est une espèce tropicale et subtropicale qui forment généralement de grands bancs mixtes en association avec d'autres thons de même taille, comme les albacores et patudos juvéniles. C'est ainsi le cas des bancs associés aux DCP exploités par les senneurs, où le listao est largement dominant et représente 60 à 70% de la capture totale.

Comparé aux autres espèces de thons, le listao a des caractéristiques biologiques qui lui confèrent une productivité supérieure. Sa durée de vie est courte, et il est exploité pendant une courte période, probablement inférieure à trois ans. Sa fécondité est élevée. C'est une espèce opportuniste qui se reproduit tout au long de l'année dans tout l'océan Indien, au Nord de 20°S, quand les conditions sont favorables (notamment quand la température de surface est supérieure à 24°C). La taille de première maturité sexuelle est d'environ 41-43 cm, ce qui correspond à un âge de 1,5 ans et à un poids d'environ 1,5 kg. Les captures de listao concernent donc presque exclusivement des individus adultes, s'étant déjà reproduit.

Les scientifiques retiennent l'hypothèse qu'un seul stock de listao existe dans l'océan Indien. L'espèce semble cependant avoir un comportement moins migratoire que les autres thons.

Pour toutes ses caractéristiques, le stock de listao est considéré comme robuste et ne pouvant pas être facilement surexploité.

Jusqu'à la fin des années 70s, l'espèce était uniquement pêchée à la canne à l'appât vivant et aux filets maillants ; la production atteignait environ 50 000 t. A partir du début des années 80s, avec l'arrivée des senneurs, les captures ont augmenté régulièrement de manière significative ; et depuis 1999, le listao est devenu la principale espèce de thon capturée dans l'océan Indien, avec des prises dépassant les 400 000 t par an.

Actuellement, les captures de listao proviennent, globalement, pour moitié des senneurs industriels et pour moitié des différentes pêcheries artisanales. La majorité des prises ont cependant lieu dans l'Ouest de l'océan Indien. En 2002, 482 000 t de listao ont été capturées, toutes pêcheries confondues.

L'augmentation des captures de listao par les senneurs est liée au développement de la pêche sur DCP ; et actuellement 80% des prises de cette espèce ont lieu sous DCP. Les taux de captures des senneurs montrent une tendance orientée à la hausse, due probablement à une augmentation de la puissance de pêche et du nombre de DCP, ainsi qu'à l'amélioration de la technologie qui leur est associée.

Il faut encore souligner que, comme la pêcherie à la senne est multi-spécifique, des nombres importants de juvéniles de patudo et d'albacore sont capturés au cours des coups de senne sur DCP, qui ciblent le listao.

En 2003, le « Groupe de Travail sur les Thons Tropicaux » de la CTOI a analysé quatre indicateurs de la pêcherie : évolution des captures ; évolution des CPUE ; poids moyen des poissons capturés ; évolution du nombre de secteurs d'un degré de côté, fréquentés par les senneurs et où des captures de listao ont été réalisées. Cette analyse a permis de conclure que, actuellement, l'état du stock de listao n'est pas préoccupante. Deux éléments supplémentaires viennent conforter cette conclusion : 1) L'augmentation des captures de listao suit celle de l'effort de pêche ; alors que, généralement, dans une situation de pleine exploitation du stock (ou à fortiori de surexploitation) tout accroissement de l'effort de pêche entraîne une baisse des captures. 2) Les captures sont en grande majorité composées de poissons sexuellement matures.

Tous ces éléments ont conduit le Comité Scientifique de la CTOI à ne faire aucune recommandation particulière concernant la gestion du stock de listao.

3.4.4. *L'espadon, Xiphias gladius*

Dans l'océan Indien, l'espadon est une espèce très largement répandue, puisqu'on la trouve du Nord de cet océan jusqu'à 50°S. L'espèce vit à des profondeurs variables ; elle effectue en effet des migrations verticales nyctémérales, depuis les eaux de surface la nuit, jusqu'à des profondeurs de 1000 m le jour. Ces déplacements, de nature trophique, sont liés aux mouvements des proies, et notamment des céphalopodes.

Actuellement, les scientifiques retiennent l'hypothèse qu'il n'existe qu'un seul stock d'espadon dans tout l'océan Indien..

Comme chez de nombreuses espèces de poissons-épées, l'espadon montre un dimorphisme sexuel pour ce qui concerne le taux de croissance, la taille maximale et l'âge de première maturité sexuelle. Les femelles grandissent plus vite et atteignent des tailles supérieures ; les mâles deviennent matures plus tôt.

Dans le Sud-Ouest de l'océan Indien, la taille de première maturité des femelles est de 170 cm (ce qui correspond à un âge de 3 à 5 ans), celle des mâles de 120 cm (ce qui correspond à un âge de 1 à 3 ans). L'espèce est très féconde et, dans les eaux équatoriales, une femelle pourrait pondre une fois tous les trois jours pendant sept mois. La première année de sa vie, l'espadon a une croissance spectaculaire, puisqu'il peut atteindre 90 cm et un poids d'environ 15 kg. Il a enfin une longue durée de vie, et pourrait parvenir à l'âge de 30 ans, voire le dépasser.

Les caractéristiques biologiques de l'espèce (maturité sexuelle relativement tardive, durée de vie longue et dimorphisme sexuel) l'exposent à la surexploitation.

Les tailles des espadons capturés par les palangriers dans l'océan Indien sont fonction de la latitude, et généralement comprise entre 40 et 80 kg. L'espadon est une espèce-cible ou une prise accessoire des palangriers, il est par contre très rarement capturé par les senneurs.

Ce n'est que dans les années 90s que l'exploitation de l'espadon commença à se développer ; et en 1998, la production atteignait son maximum avec environ 40 000 t. En 2002, une vingtaine de pays exploitaient l'espadon, et les captures totales étaient tombées à 30 400 t.

Taiwan est le premier pays pêcheur d'espadon dans l'océan Indien ; ses zones de pêche se trouvent essentiellement à l'Ouest de l'Equateur (10°N-10°S) et dans le Sud-Ouest (20°S-40°S) de cet océan; la pêche a lieu la nuit avec des palangres mouillées dans les eaux superficielles. D'autres pays, ont également développé des flottilles de palangriers ciblant l'espadon, en particulier l'Australie, la France (à partir de l'île de La Réunion), les Seychelles et l'Afrique du Sud. Ces palangriers, qui utilisent des palangres différentes des palangres taiwanaises (en monofilament, en surface, et mouillées avec des leurres lumineux), obtiennent des rendements supérieurs.

Au sein du « Groupe de Travail sur les Poissons Portes-Épées » de la CTOI, les travaux sur l'état du stock ont consisté essentiellement à analyser des indicateurs de stock, comme des séries de CPUE et l'évolution de la composition en classes de taille des captures. Des évaluations du stock d'espadon ont également été réalisées avec plusieurs combinaisons des données disponibles. L'analyse d'une série de CPUE standardisées de la flottille de palangriers japonais, considérée par le G.T. comme l'indicateur le plus représentatif de l'abondance du stock, a souligné des baisses relativement importantes des rendements, depuis 1990, dans toutes les différentes zones de pêche, mais surtout dans la partie occidentale de l'océan Indien : 50% entre 10°N et 10°S ; 30 à 50% entre 10°S et 20°S ; et 90% dans le Sud-Ouest, entre 20°S et 40°S. L'analyse de l'évolution des tailles des poissons capturés n'a révélé, par contre, aucun signe de déclin du stock. Par ailleurs, des évaluations, réalisées en 2003, ont suggéré que la biomasse du stock d'espadon pourrait être proche ou en dessous de la biomasse théorique correspondant à la PME/MSY. Le Groupe de Travail considère cependant que ces évaluations sont préliminaires et demandent à être approfondies.

Considérant ces différents résultats, et malgré les incertitudes qui subsistent, le G.T. considère qu'en toute vraisemblance, le niveau actuel des captures d'espadon n'est pas soutenable. Toute augmentation des captures, et en particulier dans le Sud-Ouest de l'océan Indien augmenterait le risque de surpêche du stock. Le Comité conclut que toute augmentation des captures ou de l'effort ne devrait pas être autorisée..

3.5. LA GESTION DES THONIDES DANS L'OCEAN INDIEN : ENJEUX ET MESURES

Les mesures de gestion adoptées par la CTOI sont inspirées par les principaux traités internationaux en vigueur. Les principaux problèmes susceptibles de compromettre la durabilité de l'exploitation des thons, espadons et des principales espèces accessoires dans l'Océan Indien sont (i) la pêche illégale, non-déclarée, non-réglémentée (INN¹⁰), et (ii) l'état des stocks de certaines des espèces cibles principales (patudo, albacore, espadon). Les Seychelles et la Communauté européenne étant parties contractantes de la CTOI,

¹⁰ En anglais IUU (*Illegal, Unregulated, Unreported*)

les mesures de gestion adoptées par la CTOI sont contraignantes. Pour ce qui est de la Communauté, les résolutions de la CTOI ont été introduites dans le droit¹¹, les Seychelles ayant quant à elles introduit quelques modifications en 2001 dans le *Fisheries Act* (1987).

3.5.1. La pêche INN

Du fait de son étendue, de l'importance de la surface des eaux internationales, et de la faible capacité de contrôle des Etats côtiers, l'Océan Indien est fréquenté par des flottes de pêche battant des pavillons de complaisance ou pas de pavillon du tout. Les navires de cette flotte sont essentiellement des palangriers qui exploitent les stocks en marge de toute réglementation internationale et par ce fait compromettent la gestion durable d'une ressource partagée. Une flottille de 9 à 11 senneurs de l'ex-Union Soviétique serait également active dans l'Océan Indien en exploitant les stocks en marge de la réglementation internationale. La Communauté internationale a décidé de lutter plus efficacement contre ce phénomène commun à tous les océans. Le Comité des pêches de la FAO a adopté un Plan d'Action International contre les navires INN en 2001 sur la base duquel la Communauté européenne a proposé une stratégie applicable aux Etats membres dans le document COM(2002) 180¹². La CTOI a adopté plusieurs résolutions en ce sens visant à améliorer le contrôle des navires suspects dans les ports de Etats côtiers, à empêcher le commerce de patudo et d'espadon (principale espèces ciblées par les navires INN) pêchés illégalement par l'introduction de nouvelles procédures de suivi des échanges internationaux de ces espèces. Un pas décisif a été réalisé par l'adoption des résolutions 02-04 et 02-05. La recommandation 02-04 prévoit des mesures conduisant à l'identification des navires de partie non-contractantes ayant été suspectés d'avoir pêché illégalement, invitant les parties contractantes à s'interdire toute sorte de relation avec ces navires. Les navires convaincus d'être INN sont placés sur une liste. La résolution 02-05 prévoit l'établissement d'une liste de navire des parties contractantes et associées¹³ autorisées à pêcher les thons et marlins dans l'Océan Indien (liste connue sous le nom de liste positive). Pour inscrire les navires sur cette liste, les parties contractantes doivent, en outre, certifier que le navire n'a aucune histoire INN et que ses opérateurs n'ont aucun lien avec des intérêts INN. La liste positive est sur le site internet de la CTOI. Les résolutions 02-04 et 02-05 ne concernent que les navires de plus de 24 m hors-tout. Dans sa version de juin 2004, la Communauté européenne avait porté un total de 262 navires sur la liste positive des navires autorisés à pêcher, dont par pavillon Espagne (168 navires), France (77 navires), Portugal (16 navires) et Italie (1 navire). Les Seychelles ont porté 39 navires sur cette liste. L'interprétation de la Commission Thonière de l'Océan Indien est que les navires de parties non-contractantes (et coopérantes non-contractantes) non inscrits de fait sur cette liste ne sont pas autorisés à pêcher dans l'Océan Indien. Cette résolution est considérée comme une première étape avant l'établissement de listes plus restrictives de navires autorisés.

Dans le cadre de cette lutte anti-INN soutenue par la CTOI, le Japon a récemment pris des mesures en coopération avec Taiwan, Seychelles et Vanuatu pour éliminer les activités INN de flottilles palangrières. Cette action a conduit à la destruction de 43 navires INN, et à la ré-intégration de 47 navires sous le pavillon taiwanais. 69 navires INN enregistrés sous les pavillons seychellois et du Vanuatu ont accepté le cadre de gestion commune proposé par le Japon. Une trentaine de navires aurait refusé toute participation à un programme d'élimination.

3.5.2. La situation des stocks exploités

Le second problème dans l'Océan Indien est **l'état de certaines ressources** : suivant les recommandations du Comité Scientifique de la CTOI, les captures de patudo doivent être réduites et ce pour tous les engins, l'albacore est exploité à un niveau proche du MSY, voire plus, et enfin l'effort de pêche sur l'espadon ne doit pas être augmenté. Ce constat du Comité Scientifique de la CTOI déclenche en particulier les mesures prévues par le Plan d'Action International de la FAO pour la Gestion des Capacités de Pêche. Parmi les premières mesures adoptées, on note la résolution 01-04 qui limite l'effort

¹¹ Notamment par le Règlement (CE) 1936/2001 établissant certaines mesures de contrôle applicables aux activités de pêche de certains stocks de poissons migrateurs. JOCE L 263 du 3.10.2001

¹² Plan d'action communautaire en vue d'éradiquer la pêche illicite, non-déclarée et non-réglémentée. COM(2002)180 Final du 28.05.2002

¹³ En juin 2004 parties contractantes de la CTOI plus Indonésie et Afrique du Sud (parties dites coopérantes non-contractantes)

de pêche en 2002 au niveau de 1999 mais qui ne s'applique qu'aux parties non-contractantes de la CTOI. Cette résolution est par conséquent difficile à mettre en œuvre. S'agissant des parties contractantes et associées, la CTOI a adopté la résolution 03-01 qui oblige les parties ayant plus de 50 navires sur la liste positive de la CTOI (résolution 02-05, voir supra) à ne pas dépasser en 2004 et les années suivantes le nombre de navires et la capacité (exprimée en unités de jauge) inscrite sur la liste positive de 2003. La Communauté européenne est concernée par cette résolution du fait de ses 262 navires inscrits. Cette résolution 03-01 ne s'applique pas aux parties ayant moins de 50 navires inscrits en 2003, dont les Seychelles, qui bénéficient ainsi de la possibilité de développer leur flotte de pêche thonière de plus de 24 m. Aucune mesure de limitation n'est prévue pour ces parties contractantes au cas où elles dépasseraient ce seuil de 50 navires. Elles sont cependant invitées à soumettre à la CTOI un plan de développement de leurs flottes. Cette exemption a été accordée afin de laisser aux Etats côtiers la possibilité de développer des flottes nationales. D'autres mesures ont été considérées pour limiter la mortalité par pêche, dont celle du patudo en particulier. Une première mesure (résolution 01-05) demande aux parties contractantes de mieux renseigner les caractéristiques de leur effort de pêche, en fournissant notamment des données sur le nombre de DCP utilisés et les nombres et caractéristiques des navires de soutien à la flotte de pêche (*supply vessels*). La CTOI a également adopté deux résolutions (99-01 et 02-08) visant à fournir les bases scientifiques nécessaires pour décider d'une fermeture temporaire de certaines zones de pêche où les prises d'albacores juvéniles sous DCP sont importantes, à l'image de la résolution adoptée par l'ICCAT dans le Golfe de Guinée. Le travail scientifique demandé a été accompli, mais aucune résolution de fermeture n'a été prise à ce jour car le gain réalisé sur le rendement par recrue du patudo est jugé faible. Pour mémoire, les travaux du Comité Scientifique avaient identifié une zone au large de la Somalie comme aire adéquate pour un moratoire. La zone Seychelles n'était pas concernée car l'usage des DCP est y moins intensif que plus à l'Ouest.

S'agissant des pêches accessoires de la pêche thonière, notamment celles de requins et d'oiseaux de mer tous deux objets d'un Plan d'Action International adopté par le Conseil de la FAO, aucune mesure n'a été prise à ce jour par la CTOI, qu'il s'agisse du suivi de ces prises et leur éventuelle limitation. Si les captures de requins dans l'Océan Indien sont susceptibles de poser problème compte-tenu du Plan d'Action International en faveur de cette espèce (IPOA-Shark), qu'elles soient intentionnelles ou accidentelles, les captures d'oiseaux de mer sont inexistantes dans la très grande majorité de la zone couverte par la CTOI (et *a fortiori* dans la zone Seychelles).

3.6. L'IMPACT DE LA PECHE SUR L'ENVIRONNEMENT

Les possibles conséquences sur l'Environnement des activités halieutiques des flottilles industrielles de senneurs et de palangriers opérant dans l'Ouest de l'océan Indien ont été identifiées. Les menaces, qui pèsent sur les stocks exploités de thons et d'espadon, ainsi que sur les espèces qui sont l'objet des captures accessoires, ont été analysées ; et une évaluation des risques a été tentée, sur les courts et longs termes.

3.6.1. Les menaces sur les stocks exploités de pélagiques hauturiers

L'état des stocks de thons majeurs (albacore, patudo, listao) et d'espadon, sur lesquels repose l'activité des thoniers senneurs et des palangriers opérant dans l'océan Indien, a été examiné en détail dans une autre partie de ce rapport. On rappellera toutefois le diagnostic que la CTOI a établi sur l'état de chacun de ces stocks ainsi que les recommandations qu'elle a faites en matière de gestion ; et on soulignera les aspects critiques de l'exploitation.

Le listao

Les caractéristiques biologiques de ce thon (durée de vie courte ; maturité sexuelle atteinte rapidement à moins de 2 ans ; espèce opportuniste se reproduisant toute l'année et à fécondité élevée) lui confèrent naturellement une forte résistance à l'exploitation et la rendent peu vulnérable à la surexploitation. Dans l'Ouest de l'océan Indien, le listao est la cible de la flottille de senneurs opérant sur DCP ; et les captures concernent presque exclusivement des poissons matures. Par ailleurs, malgré une augmentation de l'effort de pêche et des captures, aucun indice de surexploitation du stock n'a été relevé dans l'évolution des CPUE et de la taille moyenne dans les captures. La situation du stock de listao de l'océan Indien n'est,

actuellement, nullement préoccupante, et la CTOI n'a fait aucune recommandation particulière concernant sa gestion.

Si le stock de listao de l'océan Indien apparaît actuellement sous-exploité, le risque de surexploitation subsiste, en cas d'augmentation de l'effort de pêche effectif. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler le cas du stock de listao de l'Atlantique. Alors que l'exploitation de ce stock sur DCP a commencé en 1990, on a enregistré, ces dernières années, des baisses spectaculaires des captures, ainsi qu'une diminution des tailles moyennes dans les principales zones de pêches sur DCP. En définitive, l'ICCAT devait conclure que le stock de listao de l'Atlantique subissait une surexploitation de croissance, au moins dans les zones équatoriales où la pêche sur DCP est la plus active (Fonteneau et al., 1999).

Le risque de surexploitation du stock de listao de l'océan Indien peut être considéré nul sur le court terme, et très faible sur le plus long terme.

Le patudo

Pendant sa phase juvénile, le patudo a un comportement grégaire. Les jeunes se regroupent en bancs dans les eaux de surface, souvent en association avec d'autres espèces de thons de même taille (jeunes albacores et listaos adultes). Il peut, par ailleurs, vivre plus de 10 ans ; et sa longévité est supérieure à celle des autres thons tropicaux, notamment l'albacore et le listao. Ces deux caractéristiques, éthologique et biologique, le rendent particulièrement vulnérable à la surexploitation.

Le patudo est une espèce cible pour les palangriers congélateurs, qui l'exploitent pour le marché très lucratif du sashimi. Il est devenu également une capture accessoire pour les senneurs qui ciblent le listao, avec l'introduction de la technique de pêche à la senne sur DCP.

Alors que les palangriers pêchent des patudos adultes (plus de 110 000 tonnes), les senneurs capturent des juvéniles (environ 10 000 tonnes). On se retrouve ainsi dans la situation d'un stock exploité par deux pêcheries séquentielles, et qui subit par là une double pression de pêche, aux niveaux des juvéniles et des adultes.

D'après les évaluations récentes réalisées au sein de la CTOI, le stock de patudo de l'océan Indien est actuellement pleinement exploité et proche de la surexploitation.

En plus de l'insuffisance et de la faible qualité des données de captures communiquées par la flotte palangrière, l'une des préoccupations de la CTOI est l'augmentation des captures de juvéniles, qui résulte du développement de la technique de pêche à la senne sur DCP. En effet, tout accroissement de la proportion d'individus de petites tailles dans les captures ne peut qu'entraîner une diminution du rendement par recrue (les tailles des juvéniles étant très en dessous de la taille de rendement par recrue maximum) et, à la longue, un déclin de la biomasse féconde qui pourrait être ressenti au niveau du recrutement. Ce dernier risque est renforcé en raison de la forte pression de pêche qu'exercent les palangriers sur le stock de géniteurs. Dans sa forme d'exploitation actuelle, le stock de patudo est donc confronté à deux risques majeurs : un risque à court terme de surexploitation de croissance¹⁴ par réduction du rendement par recrue ; et un risque à plus long terme de surexploitation de recrutement dû à

¹⁴ Il y a **surexploitation de recrutement**, quand le taux d'exploitation est (ou a été) tel que le recrutement annuel dans le stock exploitable devient significativement bas. Cette forme de surexploitation est caractérisée par une réduction importante de la biomasse de reproducteurs, une proportion décroissante des plus vieux poissons dans les captures, et généralement un recrutement de plus en plus faible, année après année. La surexploitation de recrutement, si elle persiste, peut conduire à l'effondrement du stock, surtout quand les conditions environnementales sont défavorables (d'après Restrepo, 1999).

Il y a **surexploitation de croissance** quand trop de poissons de petites tailles sont capturés, avant qu'il aient pu atteindre individuellement leur potentiel de croissance maximum, correspondant au maximum de rendement par recrue pour le stock. Une réduction de la mortalité par pêche sur les juvéniles, ou leur protection complète, doit conduire à une augmentation du rendement de la pêche.

La surexploitation de recrutement, si elle est préjudiciable au stock, n'affecte pas (comme la surexploitation de croissance) la capacité d'une population de poissons de se reconstituer (d'après le glossaire du Département des Pêches de la FAO).

l'intensification des captures de juvéniles sur DCP. Les effets de cette surexploitation pourraient être ressentis au niveau du recrutement, dans un délai de 3 à 10 ans, après que la biomasse féconde ait atteint son nouvel équilibre biologique. Il faut cependant indiquer que, jusqu'à présent, aucune surexploitation de recrutement n'a été observée chez les stocks de thons tropicaux, mais que ce risque apparaît tout à fait réel pour le stock de patudo, compte tenu de l'accroissement des captures de poissons immatures depuis plusieurs années (Fonteneau et al., 1999).

En 2003, différentes mesures d'aménagement, susceptibles de réduire la mortalité par pêche des juvéniles de patudo ont été évaluées au sein de la CTOI, par simulations. Sans entrer dans les détails, la conclusion de ces simulations est que toute mesure de réduction des captures de patudos juvéniles par la pêche de surface, n'apportera pas de bénéfices sensibles pour les stocks. Dans ce contexte, la CTOI recommande une réduction rapide des captures de patudo par tous les engins et techniques de pêche.

Dans la ZEE des Seychelles, les captures de patudo ont surtout lieu sur bancs libres. En effet, les zones Est et Ouest Seychelles ne sont pas des zones de forte utilisation de la technique de pêche sur DCP, à la différence des zones Somalie et canal de Mozambique (Fonteneau, 2003). Ainsi, pendant la période 1999-2003, les prises de patudo, réalisées par les senneurs européens dans la ZEE seychelloise, ont été constituées (en moyenne) de 50% de juvéniles et de 50% d'adultes.

Le risque de surexploitation du stock de patudo de l'océan Indien peut être considéré comme modéré sur le court terme et important sur le plus long terme.

L'albacore

Cette espèce est la cible des senneurs et des palangriers ; et son exploitation s'est intensifiée à partir du début des années 80s. Depuis, l'effort de pêche n'a cessé d'augmenter dans les pêcheries de palangriers et de senneurs ; notamment dans cette dernière, avec l'introduction vers 1995 de la technique de pêche sur DCP. Comme conséquence, des tendances ont été identifiées, au sein de la CTOI, relatives à l'augmentation de la capturabilité et de la mortalité par pêche, ainsi qu'au déclin de la biomasse.

Actuellement, les évaluations concluent que le stock d'albacore de l'océan Indien est globalement pleinement exploité ; et, pour prévenir tout risque de surexploitation, la CTOI recommande de maintenir l'effort de pêche effectif et les captures à leurs niveaux de l'année 2000.

Un sujet d'inquiétude pour la CTOI reste cependant l'augmentation des prises de jeunes albacores sur DCP, en association avec des thons de même taille (patudos juvéniles et listaos adultes). Cette intensification des captures de juvéniles, avec le développement de la technique de pêche sur DCP est préjudiciable au devenir du stock par la baisse du rendement par recrue et de la biomasse féconde qu'elle entraîne.

La CTOI, qui recherche une solution pour réduire les captures de jeunes albacore (en même temps que celles de jeunes patudos), note que ces captures représentent des prises accessoires pour la pêche à la senne sur DCP, qui cible le listao et le gros albacore ; et observe que toute réduction des captures d'albacores juvéniles entraînera inévitablement une baisse significative des captures de listao.

Concernant la pêche de l'albacore, à la senne, dans la ZEE des Seychelles, elle a surtout lieu sur bancs libres. Une grande partie de la ZEE des Seychelles se trouvent, en effet, dans la principale zone de reproduction de l'albacore de l'océan Indien (Equateur-10°S et 50°-70°E) ; et ce sont essentiellement des individus adultes qui y sont capturés, notamment au cours de la période de frai. Ainsi, la grande majorité des captures d'albacore, réalisées dans la ZEE seychelloise par les senneurs européens, concerne des poissons adultes (80% en moyenne au cours de la période 1999-2003).

Le risque de surexploitation du stock d'albacore de l'océan Indien peut être considéré comme faible sur le court terme et modéré sur le plus long terme.

L'espadon

Les caractéristiques biologiques de l'espadon (durée de vie longue, dimorphisme sexuel et maturité sexuelle relativement tardive chez les femelles) l'exposent à la surexploitation. Au plan éthologique, il effectue des migrations verticales nyctémérales, de grande amplitude et de nature trophique. Pendant le jour, il vit jusqu'à des profondeurs de 1000 m ; la nuit il remonte pour s'alimenter dans les eaux superficielles, où il devient alors vulnérable aux palangres dérivantes de surface.

L'espadon est l'espèce cible des palangriers européens ; et une capture accessoire pour les palangriers asiatiques qui recherchent préférentiellement les thons. Cependant, en raison de l'importance des flottilles en présence, les captures accessoires d'espadon des palangriers asiatiques représente actuellement des quantités très supérieures à celle capturées par la flottille communautaire (à titre d'exemple, les palangriers taiwanais ont capturés plus de 11 600 tonnes d'espadons, quand les navires CE n'en n'ont capturé que 3 800 tonnes).

Des baisses de CPUE ont été enregistrées dans les différentes zones de pêche, depuis le début des années 90s. Ces baisses sont surtout importantes dans la partie occidentale de l'océan Indien, et notamment dans le Sud-Ouest, entre 20°S et 40°S, où ont actuellement lieu les captures les plus importantes. De plus des évaluations récentes, qui demandent toutefois à être confirmées, suggèrent, par ailleurs, que le stock d'espadon de l'océan Indien pourrait être pleinement exploité voire surexploité.

La CTOI considère que la situation actuelle du stock d'espadon est préoccupante ; et que toute augmentation de l'effort de pêche risquerait d'accroître le risque de surexploitation du stock. Dans ce contexte, aucune augmentation des captures ou de l'effort de pêche ne devrait être autorisée.

Le risque de surexploitation du stock d'espadon de l'océan Indien peut être considéré comme modéré sur le court terme et important sur le plus long terme.

3.6.2. Les menaces sur les espèces des captures accessoires

Les captures accessoires des palangriers

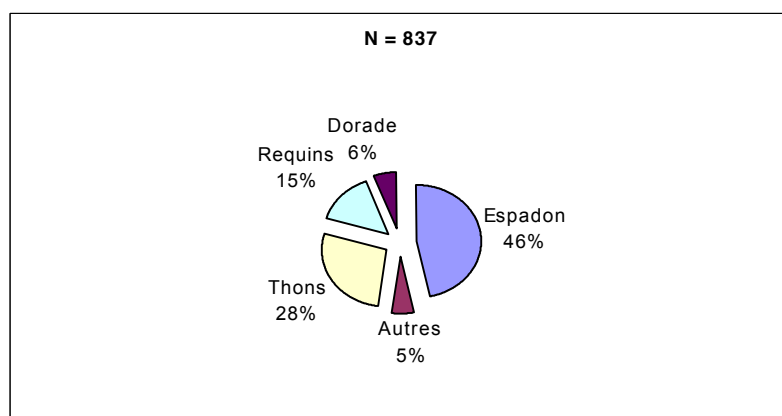
Deux catégories de données de capture ont été analysées : les débarquements, au cours de la période 1998-2000, des palangriers espagnols ciblant l'espadon dans l'Ouest de l'océan Indien (Garcia-Cortés et Mejuto, 2001) ; et les résultats de pêches expérimentales d'espadon et espèces associées, réalisées pendant la même période (mai 1998-novembre 2000) entre l'île de La Réunion et la côte Est de Madagascar, au cours d'une série de campagnes scientifiques (Poisson et Reynaud, 2001).

Les espèces débarquées par les palangriers espagnols se retrouvent dans les captures des pêches expérimentales, à quelques exceptions près (celles d'éventuels rejets non signalés). Une liste des espèces, entrant couramment dans les captures des palangriers de surface opérant dans l'Ouest de l'océan Indien, a été établie à partir des deux sources de données (Tableau 48).

Tableau 48 : Espèces capturées par les palangriers de surface, ciblant l'espadon dans l'Ouest de l'océan Indien

Famille	Nom scientifique	Nom vernaculaire
Xiphiidae	<i>Xiphias gladius</i>	Espadon
Thunnidae	<i>Thunnus obesus</i>	Patudo
	<i>Thunnus alalunga</i>	Germon
	<i>Thunnus albacares</i>	Albacore
Carcharhinidae	<i>Prionace glauca</i>	Requin peau bleue
	<i>Carcharinus longimanus</i>	Requin océanique
	<i>Carcharinus falciformis</i>	Requin soyeux
	<i>Galeocerdo cuvieri</i>	Requin tigre
Sphyrnidae	<i>Sphyrna zygaena</i>	Requin marteau
Lamnidae	<i>Lamna nasus</i>	Requin taupe
	<i>Isurus oxyrinchus</i>	Requin mako
	<i>Isurus paucus</i>	requin petite taupe
Dasyatidae	<i>Dasyatis violacea</i>	Raie
Istiophoridae	<i>Istiophorus platypterus</i>	Voilier indo-pacifique
	<i>Tetrapturus audax</i>	Makaire strié
	<i>Tetrapturus pfluegeri</i>	Makaire bécune
	<i>Tetrapturus angustirostris</i>	Makaire à rostre court
	<i>Makaira nigricans</i>	Makaire bleu
	<i>Makaira indica</i>	Makaire noir
	<i>Makaira mazara</i>	Marlin bleu
Scombridae	<i>Lepidocybium flavobrunneum</i>	Escolier noir
	<i>Acanthocybium solandri</i>	Thon banane
Sphyraenidae	<i>Sphyraena barracuda</i>	Barracuda
Coryphaenidae	<i>Coryphaena hippurus</i>	Dorade coryphène

Dans les captures (exprimées en nombre d'individus) réalisées au cours de la série de campagnes scientifiques, l'espadon représente 46% des captures totales et les autres espèces 54% (figure suivante). Parmi les espèces accessoires, ce sont les thons majeurs qui dominent (28%), suivis des requins (15%) et de la dorade coryphène (6%).

**Figure 34 : Répartition, par groupes d'espèces, des captures réalisées au cours d'une série de campagnes scientifiques entre La Réunion et Madagascar (source : Poisson et Reynaud, 2001)**

Dans les débarquements des palangriers espagnols, les captures accessoires sont beaucoup plus abondantes que l'espèce cible, l'espadon, et représentent 69% des débarquements. Elles sont composées de poissons-épées (1%), de thons majeurs (3%) et surtout de requins (65%).

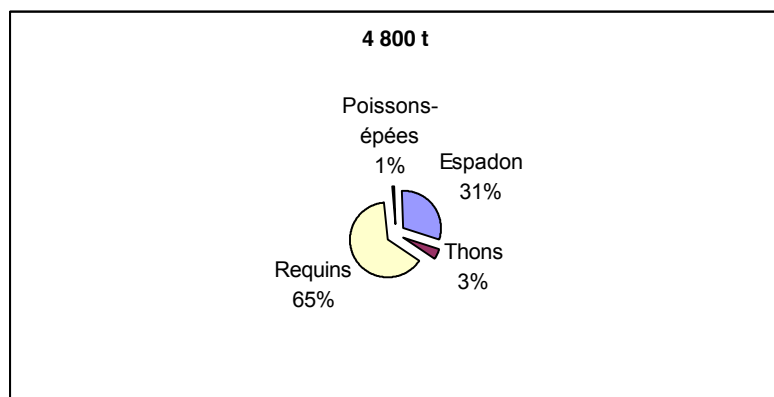


Figure 35 : Répartition moyenne (période 1998-2000) des captures accessoires dans les débarquements des palangriers espagnols opérant dans l'Ouest de l'océan Indien (source : Garcia-Cortés et Mejuto, 2001)

Même si les deux séries de données ne sont pas tout à fait comparables (les débarquements sont exprimés en poids ; et les captures des pêches expérimentales en nombre d'individus), on remarquera la différence considérable qui existe dans les proportions de requins pêchés (65% et 15%).

L'importance des débarquements de requins par les palangriers européens ciblant l'espadon dans l'Ouest de l'océan Indien a déjà été soulignée dans ce rapport, dans la description des pêcheries palangrières. A partir de 1998, ils n'ont cessé d'augmenter chaque année ; et sont passés d'environ 1 400 t à plus de 16 000 t en 2002 d'après les estimations de la CTOI. Les requins débarqués par les palangriers espagnols appartiennent surtout aux familles des carcharhinidae, lamnidae et sphyrnidae. Deux espèces sont dominantes : le requin peau bleue, *Prionace glauca* (85% du poids total des prises de requins), et le requin mako, *Isurus oxyrinchus* (13%).

Les prises déclarées de requins par les palangriers asiatiques sont en comparaison beaucoup plus faibles, inférieurs à 1 500 tonnes sur la période 1998-2002 (Tableau 46 page 71). On peut cependant raisonnablement penser que ces chiffres sont en réalité beaucoup plus importants quand on remarque, par exemple, que le Japon ne déclare aucune prise de requins, et que la qualité des données transmises par ces flottilles est régulièrement critiquée au sein de la CTOI.

L'augmentation des débarquements de requins s'explique forcément par l'existence de nouveaux débouchés (marchés des carcasses, produits dérivés), le prélèvement des ailerons et le rejet de la carcasse demeurant interdits par la législation communautaire¹⁵. Toutefois, le problème posé est celui de savoir si cette augmentation est due à la réduction des rejets (dont on peut alors apprécier l'importance passée), ou bien si elle est le résultat d'un changement de stratégie d'exploitation et d'une pression de pêche accrue sur ces espèces qui deviennent de fait les espèces cibles de la pêche.

Quoi qu'il en soit, cette situation est préoccupante. Les requins ont des caractéristiques biologiques (fécondité peu élevée, croissance lente et longue durée de vie) qui offrent une faible résilience à l'effort de pêche et donnent lieu à un risque élevé de surexploitation de recrutement (Garcia et al., 1995). Le tableau suivant présente les caractéristiques du potentiel reproducteur des principales espèces de requin entrant dans les captures accessoires des palangriers opérant dans l'Ouest de l'océan Indien. Il faut noter que de tous les requins capturés, le plus représenté dans les captures, *P. glauca*, est aussi celui qui est relativement le moins fragile (durée de gestation moins longue et nombre d'embryons plus élevé), et qui pourrait avoir le mieux résisté, jusque là, à la pression de pêche.

¹⁵ Règlement (CE) 1185/2003. JOCE L 167 du 4.07.2003, p.1

Tableau 49 : Critères de potentiel reproducteur des principales espèces de requin entrant dans les captures accessoires des palangriers dans l'Ouest de l'océan Indien (source : Castro et al., 1999)

Espèces	<i>I. Oxyrinchus</i>	<i>I. paucus</i>	<i>C. falciformis</i>	<i>C. longimanus</i>	<i>P. glauca</i>
Critères de potentiel reproducteur					
Age de 1ère maturité des femelles	7ans		>12ans	4-5 ans	5-7 ans
Age de 1ère maturité des mâles			10 ans	4-5 ans	4-6 ans
Durée de la gestation	12 mois		12 mois	10-12 mois	9-12 mois
Durée du cycle de reproduction	2 ans		2 ans	2 ans	1 an
Nombre d'embryons	12 à 20	2 à 8	6 à 14	1 à 14	28 à 62
Durée de vie des femelles	11,5 ans		22 ans		20 ans
Durée de vie des mâles	11,5 ans		20 ans		20 ans

Quand les stocks de requins sont l'objet d'une exploitation ciblée, l'histoire de leurs pêcheries montre qu'elles ne sont pas durables, et que l'exploitation se traduit par un rapide déclin des captures, suivi souvent de l'effondrement de la pêche (Castro et al., 1999). Même s'il ne s'agit que de prises accessoires, les captures de requins par les palangriers opérant dans l'océan Indien montrent depuis quelques années une nette tendance à l'augmentation ; et sur le court terme, le risque de réduction de la biomasse féconde des espèces les plus fragiles apparaît important. A partir de là, tous les scénarios sont possibles, y compris celui de la quasi-disparition de certaines espèces.

Pour certains stocks de requins de l'océan Indien, le risque de surexploitation de recrutement peut être jugé important, en raison de la tendance à l'augmentation des captures accessoires dont ils sont l'objet, en particulier, par les palangriers de surface ciblant l'espadon.

Les captures accessoires des senneurs et l'impact des DCP

Avant l'utilisation des DCP dans l'Ouest de l'océan Indien, les captures accessoires des senneurs représentaient moins de 3% des captures de thons. Ainsi, sur des senneurs soviétiques, opérant de 1986 à 1992, elles ont représenté 27,2 t pour 1000 t de thons (Romanov, 1998). Avec la généralisation de l'usage des DCP notamment par la flottille des senneurs espagnols, les captures accessoires des senneurs ont augmenté de manière significative ; et actuellement, dans toutes les pêcheries à la senne sur DCP, elles représentent environ 10% des captures de thons (Fonteneau et al., 1999).

Pour l'océan Indien cela correspondrait à environ 24 000 t par an, en moyenne, sur la période 1999-2002. Cette quantité peut apparaître importante ; mais si l'on considère l'étendue considérable de l'écosystème équatorial pélagique dans l'océan Indien (environ 21 millions de km² d'après Longhurst, 1998), les captures accessoires des thoniers senneurs peuvent être considérées comme mineures ; surtout si on les compare à celles d'autres pêcheries, en particulier les pêcheries crevettières (Fonteneau et al., 1999).

La figure suivante présente une estimation des proportions de chaque espèce ou groupe d'espèces, entrant dans la composition des captures accessoires des senneurs pêchant sur DCP. La plupart du temps, ces « by-catch » font l'objet de rejets.

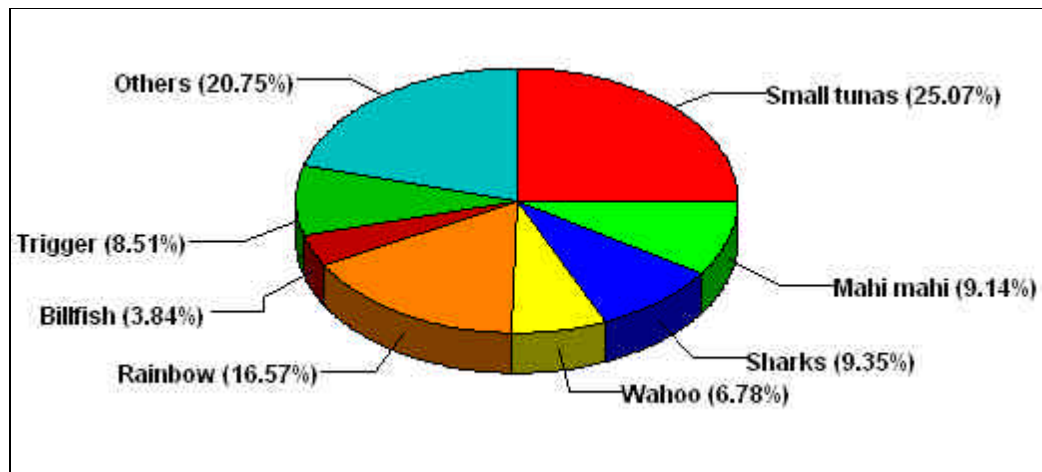


Figure 36 : Composition des captures accessoires des thoniers senneurs pêchant sur DCP dans l'océan Indien (source : Fonteneau et al., 1999)

Le quart des captures accessoires est composé de petits thons (« small tunas ») ; il s'agit de petits listaos, d'albacores et de patudos juvéniles, ainsi que de thons mineurs (*Auxis thazard*, *Euthynnus affinis*, *Thunnus tonggol*). Quatre principales espèces représentent plus de 40% des captures accessoires ; ce sont par ordre d'importance : le comète saumon (« rainbow runner », *Elagatis bipinnulata* ; la dorade coryphène (« mahi mahi », *Coryphaena hippurus* ; un baliste (« trigger fish », *Balistes sp.* ; et le thon banane (« wahoo », *Acanthocybium solandri*). Les requins (« sharks ») constituent un groupe relativement important avec plus de 9% ; et le groupe des poissons épées (« billfish »), ne représente que près de 4%. De nombreuses autres espèces entrent dans la composition des captures accessoires (près de 21%), parmi lesquelles quelques tortues marines dont les noms et quantités ne sont pas précisés (Fonteneau et al., 1999).

Si l'on peut raisonnablement admettre, au vu de l'importance relative des captures accessoires des senneurs, que les DCP ont un impact modéré sur l'ensemble de l'écosystème équatorial pélagique, il faut cependant souligner leurs effets potentiellement négatifs sur certaines espèces sensibles, comme les requins et les tortues marines, qui attirés par les DCP, deviennent facilement capturables, et risquent de subir une forte mortalité par pêche. S'agissant des tortues marines, les individus capturés sont le plus souvent encerclés vivants et relâchés suivant les indications des armements rencontrés.

A noter que la collecte des données sur les captures des navires exploitant les grands migrateurs est prévue par le règlement (CE) 1639/2001 du 25 juillet 2001 établissant les programmes communautaires minimaux et étendus pour la collecte des données¹⁶. Suivant les informations reçues, l'Espagne aurait démarré un programme de collecte des données sur le segment senneurs en 2002, et peut-être sur le segment palangrier. La France n'a pas commencé de programme sur ses senneurs.

3.7. PORTS ET SERVICE SPORTUAIRES LIES AU SECTEUR DE LA PECHE

3.7.1. Le port de Victoria

Le port se compose de deux sous-ensembles, le port de pêche avec une partie dédiée aux senneurs et une partie dédiée aux palangriers, et un port de commerce.

S'agissant du port de pêche, les équipements réservés à la flottille de thoniers-senneurs ainsi qu'aux *reefers* et navires de soutien travaillant pour elle sont comme le montre le tableau suivant.

¹⁶ JOCE L222 du 17.08.2001, p.53

Tableau 50 : Caractéristiques générales des équipements du port de pêche de Victoria

Équipement	Longueur disponible	Tirant d'eau	Longueur maximum du navire	Distribution de Gas Oil	Distribution d' Eau
Partie réservée aux thoniers senneurs					
Quai n° 2	110 m	5,50 m	115 m	2 vannes	Disponible
Quai n° 3	92 m	7,50 m	115 m	2 vannes	2 vannes
Quai n° 4	60 m	7,50 m	90 m	2 vannes	2 vannes
"Quai-carburant"	30 m	7,50 m	75 m	1 vanne	Disponible
Mouillage sur coffres	140 m	11,50 m	124 m	-	-
Partie réservée aux palangriers					
Quai n° 1	65 m	4,50 m	-	-	-
Palangriers					
Quai de l'île intérieure	105 m	5,00 m	-	-	-
Pêche artisanale					

Le quai n° 2 est actuellement en cours de réhabilitation et d'extension, pour être porté à 140 m de longueur et 7,50 m de tirant d'eau. La fin des travaux est prévue pour la fin 2004.

La flotte artisanale bénéficie par ailleurs de possibilités d'abris dans d'autres ports situés sur Mahé (port de la Providence) et dans les îles.

Les grandes caractéristiques du port de commerce sont un quai principal de 370 m offrant entre 9,50 et 11,50 m de tirant d'eau et pouvant accueillir des navires d'une longueur allant jusqu'à 210 m, et un quai secondaire (quai des remorqueurs) de 93,50 m de linéaire et de 2,50 m de tirant d'eau.

Les thoniers-senneurs utilisent en priorité les trois quais qui leur sont affectés, le "quai-carburant" qui est également disponible, ainsi que les mouillages aménagés au centre du bassin du port de pêche. Cependant, la capacité d'accueil actuelle ne correspond plus au nombre de navires fréquentant le port de Victoria, ni à leur taille : on a compté 488 escales de thoniers-senneurs, 102 de *reefers* et 41 de navires de soutien, soit un total de 631 escales en 2002. Les armements des thoniers souhaiteraient donc pouvoir utiliser plus le port de commerce pour désengorger le port de pêche, mais jusqu'à présent la gestion séparée des deux ports a rendu difficile la complémentarité des deux structures. Il arrive donc que le port de pêche soit totalement saturé avec des navires en cours de débarquement pouvant se trouver par 4 ou 5 à couple.

Outre l'extension en cours du quai n° 2 - devant le porter de 110 à 140 m - les armateurs préconisent la transformation du "quai-carburant" qui n'est en fait qu'un Duc d'Albe situé à l'extrémité du quai n° 3, en véritable quai rejoignant le quai n° 4.

3.7.2. Les services amont et aval à la flottille

Un réseau d'entreprises s'est développé à Victoria afin de fournir les services nécessaires aux flottilles industrielles en escale. Les principales entreprises des filières amonts et aval sont présentées ci-dessous.

Services amonts

Agences de consignation : au nombre de deux, elles assurent tous les services à terre nécessaires au bon fonctionnement des navires : relations avec les autorités portuaires, formalités de douane, organisation du déchargement du poisson, organisation des approvisionnements (vivres, carburant, sel, eau, etc...), recrutement éventuel d'équipages locaux, relèves des équipages étrangers, etc.

- HUNT, DELTEL & Co, s'occupe essentiellement des navires gérés par les armements espagnols,
- AQUARIUS SHIPPING AGENCY, s'occupe des navires gérés par les armements français.

Acconage : une société spécialisée dans la manutention des produits lourds (poisson, sel, eau, filets à déplacer à terre pour réparations), recrute les dockers et les met à disposition des armements et de la conserverie.

- LAND MARINE

Shipchandling : deux sociétés sont spécialisées dans la fourniture des vivres et autres petits produits consommables à bord des navires.

- SOUTHERN OCEAN SHIPCHANDLERS
- 99 SHIPCHANDLING

Entretien et réparation des filets : une entreprise, filiale d'un groupe étranger, assure ce service.

- CASAMAR SEYCHELLES

Entretien et réparations des navires : trois sociétés sont susceptibles d'effectuer de petites réparations, les armements européens préférant dépêcher leurs spécialistes sur place pour les opérations très techniques, notamment dans le domaine de l'électronique marine. Les trois sociétés sont :

- NAVAL SERVICES, tôlerie,
- MARINE ENGINEERING, mécanique,
- SEYCMII, électronique et contrôle des canots de sauvetage,

Services avals

La filière aval présente sur le port de Victoria intègre en premier lieu la conserverie, ses activités annexes (stockage, sous-produits), une usine de fabrication de boîtes de conserves vides. Il existe également sur le port, deux sociétés de mareyage.

Conserverie : une usine importante s'est implantée localement : sa capacité de transformation très importante permet de traiter de 25 % à 30 % des captures qui transitent par le port de Victoria (400 tonnes/jour). Créée d'abord avec capitaux seychellois et français, sous le nom de Conserverie de l'Océan Indien, elle a été recapitalisée avec des capitaux seychellois et américains et s'appelle désormais

- INDIAN OCEAN TUNA (IOT).

La présence de cette industrie joue un rôle positif sur la filière à trois niveaux,

- comme débouché industriel important,
- comme régulateur technique de la pêche,
- comme outil d'arbitrage économique, en fonction des opportunités de marchés.

Stockage de produits congelés : une capacité de stockage équivalente à 7 000 tonnes de listao existe au sein de la conserverie. Il n'existe pas d'entrepôts extérieurs.

Traitement des sous-produits : une unité de production de farine de poisson fonctionne au sein de IOT ; elle traite les sous-produits de la conserverie et une partie des pêches accessoires des thoniers-senneurs et produit environ 10 000 tonnes de farine de poisson par an.

Usine de montage de boîtes vides : une unité située à côté de IOT, travaille exclusivement pour les besoins de la conserverie.

- IMPRESS

Activités de mareyage : deux autres sociétés de transformation et de valorisation du poisson existent par ailleurs aux Seychelles ; elles sont intégrées à deux armements de pêche semi-industrielle qui pratiquent la pêche palangrière, et ciblent l'espadon mais capturent également voiliers, marlins, thons, coryphènes, etc. Elles commercialisent les produits de leurs propres navires, une partie des captures des long-liners asiatiques et de la pêche artisanale côtière. Leurs produits sont vendus frais ou surgelés, sur le marché local et à l'exportation. Elles n'interviennent pas au niveau de la commercialisation des pêches accessoires des thoniers-senneurs, contrairement à ce que l'on peut voir dans d'autres pays.

- OCEANA FISHERIES
- SEA HARVEST

3.7.3. La position stratégique de Victoria : la situation et les risques

Le port de Victoria bénéficie d'atouts qui en font un site privilégié d'escale pour les navires de pêche au thon exploitant l'Océan Indien.

Le port bénéficie en premier lieu de sa situation géographique : Mahé est au centre de la zone prospectée par les thoniers senners, zone qui s'étend de la côte africaine aux îles Chagos. Cette situation permet aux thoniers senners de ne jamais être à plus de deux jours de mer de leur port d'escale. Les Seychelles ont également l'avantage d'être en dehors de la zone des cyclones qui se situe plus au sud (Madagascar, Réunion, Maurice).

Par ailleurs, l'environnement politique stable aux Seychelles par rapport aux autres pays de la région et la longue tradition de coopération entre les autorités de ce pays et les armements européens permettent aux navires d'effectuer leurs opérations de déchargement / transbordement dans un contexte favorable et sans surprises.

Le port est également attractif pour les services qu'il propose. Les navires en escale à Victoria sont en mesure de trouver tous les biens et services nécessaires pour décharger leurs prises et repartir au plus vite en pêche. Il existe plusieurs entreprises seychelloises spécialisées dans la manutention des captures (déchargement, transbordement), l'approvisionnement en consommables (carburants, huiles, sel, eau, denrées périssables), les réparations navales légères (engins de pêche, moteur, coque, électronique, etc. ..), la fourniture de marins, etc ... Les tarifs pratiqués par les Seychelles restent raisonnablement compétitifs suivant les informations données par les armements notamment grâce à la possibilité d'évoluer dans des zones franches. La présence d'une conserverie est également un atout car elle permet d'absorber une partie des débarquements, principalement le listao qui est de moindre intérêt pour les conserveries européennes. Sous cet angle, chacune des deux parties de l'accord de pêche y trouve son intérêt : les européens pour le fluidité des opérations d'escales, les Seychelles pour l'emploi et la valeur ajoutée générée.

D'après les informations collectées par la SFA à partir des journaux de bord des navires, il apparaît clairement que l'activité des thoniers senners dans l'Ouest de l'Océan Indien est bien centrée sur Victoria. Au cours de ces dix dernières années, les transbordements de thons (incluant les débarquements sur place et les transferts dans des cargos frigorifiques) effectués dans ce port ont suivi le développement de la pêche ; et sont passés de 162 000 t en 1992 à près de 360 000 t en 2003. Au contraire, les quantités transbordées à Antsiranana (Madagascar) et Mombasa (Kenya) sont restées relativement peu importantes ; proportionnellement, elles ont même légèrement régressé, en 2002 et 2003, à Antsiranana et sont restées stables à Mombasa (Tableau 51).

Tableau 51 : Nombre total de transbordements et quantités (en t) de thons transbordés dans les ports de Victoria, Antsiranana et Mombasa ; ainsi que dans d'autres sites (source : SFA)

Année	Victoria (Seychelles)		Antsiranana (Madagascar)		Mombasa (Kenya)		Autres sites	
	Nb	Qtés	Nb	Qtés	Nb	Qtés	Nb	Qtés
1992	280	162 027 (68%)	58	40 062 (17%)	42	36 426 (15%)		
1993	320	188 957 (76%)	73	47 119 (19%)	17	11 537 (5%)		
1994	252	171 043 (67%)	102	75 053 (30%)	11	7 407 (3%)		
1995	278	185 489 (68%)	87	56 799 (21%)	24	22 140 (8%)	17	8 193 (3%)
1996	245	163 657 (71%)	73	46 635 (20%)	12	11 444 (5%)	8	7 248 (3%)
1997	309	200 279 (78%)	74	37 871 (15%)	24	16 988 (7%)	6	2 911 (1%)
1998	261	151 592 (65%)	70	43 454 (19%)	14	11 186 (5%)	43	26 337 (11%)
1999	341	257 447 (83%)	65	40 010 (13%)	8	8 139 (3%)	6	4 353 (1%)
2000	348	269 673 (82%)	67	38 239 (12%)	14	14 781 (4%)	13	6 060 (2%)
2001	357	248 454 (87%)	49	27 509 (10%)	9	8 953 (3%)		
2002	514	332 860 (90%)	63	21 772 (6%)	30	13 685 (4%)		
2003	477	359 136 (89%)	70	25 784 (6%)	40	19 237 (5%)		

Ces dernières années, de 1999 à 2003, 86% en moyenne des captures de thons de la pêcherie à la senne de l'océan Indien ont été transbordés à Victoria. Pendant la même période les transbordements effectués à Antsiranana et Mombasa n'ont été respectivement que de 9% et 4%. Victoria est actuellement non seulement le premier port thonier dans l'océan Indien occidental, mais également le premier port thonier d'Afrique, loin devant Abidjan en Côte d'Ivoire, où 131 000 t de thons ont été transbordées et débarquées en 2003 (Hervé, 2004).

Cette situation en apparence favorable repose en réalité sur un équilibre précaire.

Le fonctionnement du port ne donne pas toujours pleine satisfaction aux opérateurs : en pleine saison d'exploitation (dernier et premier trimestre), le port de pêche manque de linéaire de quai pour pouvoir accueillir les senneurs et les cargos frigorifiques. Une partie du port de commerce est alors ouverte aux navires de pêche mais uniquement suivant la place disponible laissée par les navires de commerce et les navires de croisière. On retrouve donc fréquemment des situations où plusieurs navires sont amarrés à couple les uns des autres dans des conditions de sécurité contestables, avec d'autres en attente mouillés sur coffres. Cette situation a été aggravée en 2003/2004 par les nécessaires travaux de réfection entrepris sur un quai en face de la conserverie et qui ont provisoirement supprimé de l'espace de travail. Ce type de problème génère des retards dans les opérations d'escale, préjudiciables à l'économie des armements.

Face à ce type de problème, les armements européens, et espagnols en particulier, ont réagi en cherchant des sites alternatifs d'escale. On assiste ainsi depuis 2002 à une montée en puissance du port de Mombassa (Tableau 51), favorisée par le déplacement, peut-être uniquement conjoncturel, des zones de pêche vers la côte africaine. Il a été constaté en 2004 que cette tendance à la délocalisation vers Mombassa s'est accentuée, les armements français emboîtant le pas des armements espagnols qui furent parmi les premiers à fréquenter ce site. D'après les armements consultés, Mombassa offre des conditions favorables d'accès, et les services nécessaires à la flotte se mettent progressivement en place par effet boule de neige, comme cela a été le cas aux Seychelles après les escales des tous premiers senneurs. D'autres sites alternatifs de débarquements sont considérés en Tanzanie, alors que Antsiranana souffre d'une mauvaise réputation, et se trouve à l'écart de la route des senneurs depuis que la campagne du Canal du Mozambique est très réduite. La mobilité quasi-instantanée des armements a été montrée aux autorités seychelloises en 2002 quand, face à une menace de grève des dockers, les armements espagnols, navires de pêche et cargos, ont quitté le port de Victoria comme un seul homme pour aller décharger à Mombassa.

Pour les palangriers asiatiques, le port n'est pas actuellement en mesure de constituer un lieu d'escale privilégié principalement du fait d'une absence de capacité de stockage des prises en froid négatif. La seule capacité de stockage disponible (équivalent à 7 000 tonnes) appartient à la conserverie, et n'est conçue que pour le stockage des thons à transformer en conserves.

La conserverie semble souffrir de difficultés dans le respect des normes sanitaires, et il apparaîtrait que des travaux sont nécessaires pour maintenir l'agrément sanitaire CE¹⁷. La conserverie *Idian Ocean Tuna* est une société mixte entre le groupe agroalimentaire américain Heinz qui possède 60% des parts (via une société unipersonnelle seychelloise Heinz Seychelles) et le gouvernement des Seychelles. L'intérêt stratégique de cette conserverie pour Heinz est limité. Il apparaît que cette conserverie qui n'achète qu'à des navires CE ou ACP et qui vend toute sa production sur le marché communautaire n'est aux Seychelles que pour bénéficier des avantages tarifaires accordés aux pays ACP, à l'image de l'autre conserverie Heinz à Tema (Ghana). On peut donc s'interroger sur la stratégie de Heinz à court terme face à des demandes d'investissements dans la mise aux normes des installations, et à moyen terme quand les préférences tarifaires allouées aux pays ACP tomberont. D'après les informations données par la SFA, Heinz ne peut fermer cette conserverie du fait d'un prêt en cours de 45 millions d'USD qu'il est prévu de rembourser sur les profits. Ce montant ne représente finalement que 5% des 800 millions d'USD de profit net consolidé

¹⁷ Le projet de rapport du *Food and Veterinary Office* indique que la méthode de travail de la conserverie est en beaucoup de points incompatible avec la législation communautaire, et qu'en l'état, l'Autorité Compétente seychelloise devrait suspendre l'autorisation d'exporter jusqu'à ce que des améliorations majeures aient été apportées. L'Autorité Compétente doit maintenant fournir des garanties écrites aux services de la Commission avant la fin de l'année.

du groupe (source : rapports financiers Heinz 2003), et on peut concevoir que Heinz puisse accepter de rembourser sans conséquences économiques majeures pour la firme une partie de cette somme aux Seychelles en cas de décision de fermeture, après que des avocats d'affaires américains aient ré-évalué à leur manière le montant acceptable de la compensation.

L'impact de la fermeture de la conserverie serait préjudiciable pour les armements européens, principalement français, qui trouvent dans cet outil une possibilité de débouché commercial. Une fermeture ne serait cependant pas rédhibitoire car la demande est mondiale, et les sociétés sont déjà organisées pour livrer des quantités de thons ailleurs dans le monde à partir des Seychelles. Elle serait par contre dramatique pour les Seychelles avec des effets directs économiques et sociaux considérables (pertes des recettes export en devises, suppression des 1 400 emplois nationaux), et des effets indirects difficiles à mesurer (par exemple, les compagnies de transport maritime continueraient-elles à faire autant d'escales aux Seychelles, compte-tenu du fait que la conserverie seule est à l'origine de 45% du total de la valeur des produits importés dans le pays ?).

S'agissant de la compétitivité du port, les autorités seychelloises ont bien saisi l'enjeu, et prévu, sans doute un peu tard si l'on en juge par le peu de travaux qui ont été réalisés depuis 10 ans, de *"Maintenir le port de Victoria comme le principal port de transbordement / débarquement de l'Océan Indien occidental"* ainsi qu'il est inscrit sur l'agenda de la politique sectorielle des pêches. Ce travail passe par des services plus compétitifs aux armements, et par une politique d'investissements dans un port qui manque de linéaire de quai et de capacités de stockage en froid. La gestion du port serait également améliorée moyennant quelques réformes institutionnelles dont l'abandon par la SFA de la gestion du port de pêche étant donné le peu de moyens qu'elle peut y consacrer, et la création de conseils portuaires au sein desquels le Gouvernement (ou le gestionnaire) et les usagers pourraient débattre des priorités.

Concernant la conserverie, les marges de manœuvre du Gouvernement en cas de fermeture sont très réduites. Il lui faudra trouver de nouveaux investisseurs dans un contexte où le pays est en difficultés économiques et peu compétitif par rapport à d'autres pays, et où le nivellement des droits tarifaires fera perdre aux Seychelles l'avantage compétitif dont elles disposent face à la concurrence thaïlandaise notamment.

3.8. LES RETOMBÉES SOCIO-ECONOMIQUES DE L'INDUSTRIE THONIERE AUX SEYCHELLES

Les retombées socio-économiques ont été évaluées pour l'année 2002, année la plus récente pour laquelle on bénéficie de séries de données complètes. Cette année là, la flotte thonière licenciée utilisant régulièrement le port de Victoria aux Seychelles pour son avitaillement, ses transbordements ou ses débarquements se décomposait comme le montre le tableau suivant.

Tableau 52 : Nombre de navire licenciés. Source SFA

Nombre de navires	
Senneurs	
Espagne	18
France	15
Italie	1
Seychelles	7
Panama	1
Antilles Néerlandaises	4
Iran	3
Total senneurs	49
Palangriers	
Japon	57
Taiwan	133
Total palangriers	190

En matière d'activité, les principaux indicateurs sont comme le montre les tableaux suivants.

Tableau 53 : Répartition des captures des thoniers licenciés aux Seychelles, par espèces. Source : SFA

Espèce	2001		2002	
	Tonnes	%	Tonnes	%
Albacore	114 439	39	130 187	35
Listao	156 929	54	212 173	57
Thon obèse	19 482	7	26 943	7
Autres	1 755		6 082	1
TOTAL	292 605	100	375 385	100

Tableau 54 : Répartition des transbordements et débarquements effectués aux Seychelles en 2002. Source : SFA

Par pavillon			Par espèce		
	Tonnes	%		Tonnes	%
Espagne	140 581	42,2	Albacore	112 867	33,9
France, Italie	99 394	29,9	Listao	195 263	58,8
Seychelles	44 940	13,5	Thon obèse	23 161	7,0
Antilles néerland.	31 008	9,3	Autres	1 569	0,4
Panama	7 022	2,1			
Iran	9 915	3,0			
TOTAL	332 860	100	TOTAL	332 860	100

Ce tableau indique qu'en 2002, les armements communautaires ont transbordés près de 240 000 tonnes de thon dans le port de Victoria. Cette même année, les captures de ces armements dans la ZEE seychelloise s'étaient élevées à 42 364 tonnes (Tableau 42 page 62). Ceci confirme le fait que les Seychelles bénéficient de l'ensemble de la pêche dans l'océan Indien occidental car les flottes de pêche ramènent à Victoria des quantités de thons substantiellement supérieures à ce qu'elles peuvent prélever dans la zone économique. Cela a notamment pour effet de générer au bénéfice du territoire beaucoup plus de richesse et d'emploi que les débarquements des simples prises dans la ZEE pourrait générer (à l'image de la Côte d'Ivoire qui capte les bénéfices d'une très grande partie de la pêche thonière dans l'Atlantique oriental).

3.8.1. *Estimation des retombées économiques et sociales de l'activité thonière aux Seychelles*

A-L'emploi

Emplois directs

Marins

Peu de marins seychellois sont embarqués régulièrement sur les thoniers concernés par l'APC, aucun sur les navires senners battant d'autres pavillons ou sur les long-liners asiatiques (Japon et Taiwan). Les informations données par les agences de consignment et confirmées par le montant des salaires versés permettent d'évaluer leur effectif en "équivalent temps plein" (ETP), à 30 hommes en moyenne pour 2002.

Sur les navires de la CE, les effectifs moyens des équipages espagnols et français ainsi que ceux des équipages provenant d'autres pays ACP à tradition thonière, sont les suivants :

Navires espagnols : effectifs, 32 marins

- Equipage espagnol : 10

- Equipage ACP : 20 à 22 Africains et 0 à 2 Seychellois

- 18 navires

Navires français et italien : effectifs, 26 marins

- Equipage français : 8

- Equipage ACP : 16 à 18 Africains et 0 à 2 Seychellois

- 16 navires

Compte tenu des rotations d'équipages (2/3 des marins en mer, 1/3 à terre), ces effectifs embarqués correspondent aux chiffres suivants de marins employés :

- pavillons CE, 462 marins CE et 1 026 marins d'autres nationalités (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar, Seychelles, etc),
- autres pavillons, 180 marins CE et 396 marins d'autres nationalités.

Dockers

Du fait de l'apport spécifique à la valorisation du poisson de ces opérations de tri et de re-chargement, les emplois de dockers ont été comptabilisés comme "emplois directs" liés aux navires. L'activité de transbordement aux Seychelles est tout à fait particulière dans la mesure où le thon est le plus souvent débarqué et trié avant d'être (i) soit livré à la conserverie, (ii) soit transbordé sur des cargos frigorifiques pour être livré à la destination commerciale la plus intéressante ou être rapatrié dans le pays de l'armateur pour y être transformé.

La société de manutention et les agences de consignation ont fourni des éléments d'effectifs et de salaires moyens qui ont été confirmés par le montant des salaires totaux versés aux dockers (SFA : "*Fishing vessels expenditures*").

Effectifs évalués en ETP	Navires sous pavillons CE	Navires sous autres pavillons
Dockers	370	160

Le total des emplois directs liés aux thoniers senneurs est de 2 522 dont 560 Seychellois (530 dockers et 30 marins)

Les emplois indirects liés à l'activité des navires

Il s'agit des emplois existants dans les entreprises de services aux navires (bureaux des armements, consignataires, manutention, shipchandlers et réparation des filets), consacrés à la filière thonière et évalués en ETP. Une enquête auprès des principales sociétés travaillant pour les navires a permis d'évaluer ces emplois à 176 nationaux seychellois et 8 emplois étrangers, soit 184 au total.

Les emplois générés par la conserverie

Suivant les informations communiquées par Heinz, la conserverie emploie 2 405 salariés, dont près de 80% de femmes. Sur ce total, 1 290 sont seychellois et 1 115 sont étrangers, s'agissant pour la plupart de personnel de production venant d'autres pays à expérience industrielle thonière (Thaïlande, Philippines, Madagascar, etc). Quelques emplois d'encadrement sont occupés par du personnel occidental ou de l'île Maurice.

On signalera que le personnel seychellois est passé de 650 personnes environ en 1997/1998 à 1290 actuellement. L'entreprise cherche à encourager le recrutement et la formation de personnel local, celui-ci étant globalement moins coûteux et plus facile à encadrer que la main d'œuvre expatriée qu'il faut acheminer, soigner et loger.

Le personnel extérieur de manutention, rémunéré par la conserverie a été évalué en emplois directs, à 40 ETP seychellois.

Emplois indirects générés par la conserverie

Il s'agit du personnel employé par l'usine de montage de boîtes vides, IMPRESS, dont le seul client est IOT. Cette entreprise emploie 40 seychellois et 2 étrangers.

Tableau 55 : Bilan des emplois générés aux Seychelles par l'activité des thoniers senners en 2002

NAVIRES						
Emplois directs						
Seychellois			Etrangers			Total
	Pavillons C E	Autres		Pavillons CE	Autres	
- Marins	30		Nationalités CE	462	180	672
			Autres nationalités	1 026	396	1320
- Dockers	370	160				530
TOTAL	560		2 064			2 624
Emplois indirects						
Seychellois			Etrangers			
	Navires CE	Autres	Nationalités CE			
- C ^{ies} d'armement	15	5	8			28
- S ^{ies} de manutention	50	30				80
- Agences de consignation	23	5				28
- Shipchandler						
- Réparation de filets	6	2				8
	22	18				40
TOTAL	176		8			184
CONSERVERIE						
Seychellois			Etrangers			
Emplois directs		Emplois indirects	Emplois directs		Emplois indirects	
- Production de conserves	1290	40	1115		2	2405
- Production de boites vides						42
- Manutention	40					40
TOTAL	1330	40	1115		2	2487
TOTAL FILIERE						
Emplois Seych. directs 1890		Seych. indirects 216	Etrangers directs 3077		Etrangers indirects 10	5 295

La filière thon génère par conséquent environ 2 106 emplois de ressortissants seychellois.

Note 1 : Contrairement à ce que l'on peut constater en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire), il n'existe pas aux Seychelles de filière "faux-poissons" générée par la vente bord à quai des prises accessoires des thoniers senners. La pêche nationale serait en effet suffisante pour approvisionner le marché local, plutôt demandeur de produits de qualité afin de satisfaire la demande touristique. Il a été vérifié auprès des armements que les prises accessoires sont bien rejetées en mer pour l'essentiel, seuls les plus beaux spécimens étant conservés par l'équipage au titre de la godaille.

Note 2 : les palangriers ne sont pas intégrés à cette évaluation de l'emploi. Comme il a pu l'être vérifié auprès des entreprises portuaires, les palangriers licenciés ne réalisent des escales aux Seychelles que pour y remplir des formalités administratives et faire le plein de carburant et de divers consommables. Leur activité ne génère aucun emploi. A titre d'illustration, le total des dépenses des palangriers asiatiques aux Seychelles s'est élevé en 2002 à 7 millions de SCR, dont 6 millions de SCR en achat de carburant.

B-Valeur ajoutée

La valeur ajoutée se calcule en deux étapes : on estime d'abord la valeur ajoutée totale générée par l'activité des thoniers senners et les secteurs connexes, puis on distingue les parts de valeur ajoutée qui reviennent aux Seychelles.

1-Valeur ajoutée directe générée par les thoniers senners présents aux Seychelles

Chiffre d'affaires : La répartition des débarquements par espèces a été fournie par la SFA. La répartition des captures par taille n'étant pas disponible, un prix moyen des poissons débarqués a été établi après

enquête auprès de la SFA, des armements présents, de l'organisation de producteurs française SOVETCO et de IOT.

Les valeurs retenues pour 2002 sont les suivantes :

- Albacore gros	1000 € / tonne
- Listao	700 € / tonne
- Autres thons ¹⁸	700 € / tonne

Afin de calculer la Valeur Ajoutée totale générée à partir des transbordements / débarquements aux Seychelles, seules les quantités transbordées ou débarquées à Victoria ont été prises en compte (Tableau 54 page 92).

Consommations intermédiaires : les différents postes de charges sont connus pour des thoniers-senneurs types, français et espagnols opérant dans l'Atlantique-est (d'après l'étude d'évaluation de l'accord de pêche Côte d'Ivoire, convention spécifique 02 du contrat cadre FISH/2003/02). Les ratios sont du même ordre pour les deux flottilles, excepté pour les postes carburant, communications radio, Inmarsat, Argos, etc et les frais d'entretien et de réparation, ce qui s'explique par la taille supérieure des navires et le mode de pêche différent des espagnols.

A partir d'un compte d'exploitation de navire français exploité dans l'Océan Indien, il a été tenu compte de ces différences pour reconstituer un compte d'exploitation de navire espagnol pour l'Océan Indien et pour en déduire un tableau des consommations intermédiaires moyennes pour l'ensemble des flottilles.

Les consommations intermédiaires des thoniers sont regroupées de la façon suivante :

- Frais proportionnels : vivres et assurance de la cargaison,
- Frais fixes : produits consommables : eau, lubrifiant, gaz cryogénique, sel, fournitures de bureau, frais divers et carburant,
- Prestations extérieures : assurance du navire, frais de consignation, transport des équipages, frais de communications radio etc, évacuation des déchets, frais divers,
- Frais d'entretien courant : réparations et entretien du navire.

Le tableau suivant indique le résultat des estimations. La pondération des estimations a été réalisée en considérant deux groupes homogènes du fait des similitudes des modèles de gestion: le groupe français incluant les pavillons français, italiens et iraniens¹⁹ (19 navires, voir Tableau 52 page 91), et le groupe espagnols intégrant les pavillons espagnols, seychellois et divers 30 navires). D'après les calculs, les consommations intermédiaires moyennes se situeraient à environ 59% du chiffre d'affaires.

Tableau 56 : Estimation du ratio consommation intermédiaire / chiffre d'affaires (en %) pour les thoniers senneurs

	Thoniers de l'Atlantique		Thoniers de l'Océan Indien		Moyenne pondérée Océan Indien
	Français	Espagnols	Français	Espagnols	
Frais proportionnels	2,81	3,04	3,39	3,67	3,50
Frais fixes : consommables	23,22	25,33	24,59	26,82	26,00
Frais fixes : prest.extérieures	16,22	17,31	16,22	17,31	17,00
Frais d'entretien courant	9,77	10,65	11,96	13,04	12,50
Total	52,02	56,33	56,16	60,84	59,00

¹⁸ Cette catégorie inclut les petits patudos et albacores qui se valorisent au même niveau que le listao

¹⁹ Jusqu'à 2003, la gérance des thoniers senneurs iraniens était réalisée par un armement français

Sur la base de ces estimations, la différence entre le chiffre d'affaires généré par le transbordement / débarquement des prises aux Seychelles (266 millions d'€) et les consommations intermédiaires (59% du chiffre d'affaires, soit 157 millions d'€) permet d'estimer la valeur ajoutée totale directe à un peu plus de 109 millions d'€. Les calculs sont détaillés dans le tableau suivant.

Tableau 57 : Calcul de la valeur ajoutée directe totale générée par l'activité des thoniers senneurs au Seychelles

Décomposition	Pavillons CE	Autres pavillons	Iran	Total
Captures transbordées ou débarquées (tonnes)	239.972	82.970	9.915	332.860
Répartition par espèces				
- Gros albacore 34%	81.592	28.210	3.371	
- Listao 59%	141.585	48.952	5.850	
- Autres 7%	16.798	5.808	694	
Valorisation (1000 €)				
- Albacore 1000 €/T	81.592	28.210	3.371	
- Listao 700 €/T	99.110	34.266	4.095	
- Autres 700 €/T	11.759	4.066	486	
Chiffres d'affaires (1000 €)	192.461	66.542	7.952	266.955
Consommations intermédiaires				
- Frais proportionnels 3,5 %	6.736	2.329	278	
- Produits consommables 26 %	50.040	17.301	2.068	
- Prestations extérieures 17 %	32.718	11.312	1.352	
- Entretien courant 12,5 %	24.058	8.318	994	
Total Consommations intermédiaires (1 000 €)	113.552	39.260	4.692	157.504
Valeur Ajoutée (1000 €)	78.909	27.282	3.260	109.451

Les 109,4 M€ de valeur ajoutée sont générés à 72,1% par les navires européens (78,9 M€), le reste par les senneurs battant d'autres pavillons (30,5 M€). On rappellera que cette valeur ajoutée estimée est celle générée par les transbordements des navires à Victoria intégrant donc des captures réalisées potentiellement dans tout l'océan Indien et pas seulement dans le ZEE Seychelloise. Les bénéficiaires de cette valeur ajoutée comprennent les états des pavillons des navires et les Seychelles. L'estimation de la valeur ajoutée générée au bénéfice des Seychelles sera faite dans une section suivante spécifiquement à partir des transbordements / débarquements des navires européens.

2-Valeur ajoutée générée par la conserverie IOT

Les informations relatives à cette entreprise ont été fournies sous la forme de ses états financiers établis pour l'exercice 2001/2002 et par entretiens directs avec le Directeur Général et le Directeur financier.

IOT a travaillé près de 100 000 tonnes de thons, sur l'année civile 2002. D'après l'entreprise, les quantités travaillées en 2002 proviennent pour 86 400 tonnes des livraisons directes des senneurs à Victoria, et 12 600 tonnes achetées sur le marché international pour compléter l'approvisionnement.

Si l'entreprise recherche le listao en priorité, avec des marchés potentiels pour 75 % de son activité, on constate au vu des livraisons directes reçues des thoniers, que la proportion de ses achats a été très proche de celle de l'ensemble des débarquements aux Seychelles en 2002 avec des quantités de gros albacore significatives. Cela s'explique par le fait que IOT est très dépendante de l'activité des navires basés aux Seychelles et en particulier des navires battant pavillon de la CE du fait de l'application de la règle d'origine, partie des contraintes imposées aux entreprises ACP pour pouvoir bénéficier des exemptions douanières accordées aux pays de ce groupe.

D'après les responsables, l'entreprise effectue 95 % de ses achats auprès de navires CE, et elle exporte plus de 90 % de son chiffre d'affaires à destination de la CE.

Pour l'évaluation de la valeur ajoutée, le chiffre d'affaires a été évalué à partir des chiffres d'exportation pour l'année 2002. Les consommations intermédiaires ont été calculées à partir des ratios fournis par IOT

pour son exercice 2001/2002. Le résultat des calculs est montré dans le tableau suivant. Il laisse apparaître une valeur ajoutée générée totale de plus de 28 millions d'€, équivalente à 17,6% du chiffre d'affaires.

Tableau 58 : Calcul de la valeur ajoutée générée par la conserverie IOT

Chiffre d'affaires (1000 €)	162.984
Consommations intermédiaires (1000 €)	
- poisson 54,2 %	88.288
- boîtes vides 17,1 %	27.872
- huile et sauces 4,4 %	7.102
- eau 0,7 %	1.141
- énergie 1,9 %	3.144
- entretien et réparation 1,2 %	1.906
- frais divers 2,9 %	4.756
Total des consommations intermédiaires (1000 €)	134.209
Valeur ajoutée (1000 €)	28.685

Au total pour 2002, la filière thon aux Seychelles a généré une **valeur ajoutée de 138,2 M€ : 109,5 M€ de valeur ajoutée directe (Tableau 58) et 28.7 M€ de valeur ajoutée indirecte (Tableau précédent).**

Contribution des flottes européennes à l'emploi et à la valeur ajoutée

Par enquête auprès des agences de consignation, de la société de manutention et par recoupement avec les salaires versés, les effectifs de marins seychellois embarqués à bord des thoniers-senneurs sous pavillon CE ainsi que de dockers et d'employés dans les sociétés de services à terre ont été évalués en ETP (Tableau 55). Les emplois de la conserverie sont jugés dépendants des flottes européennes dans la mesure où l'usine achète plus de 95% de son approvisionnement aux navires communautaires.

- Emplois directs liés aux navires européens Marins 30 - Dockers 370
- Emplois indirects liés aux navires européens - Personnel des sociétés de services à terre 116
- Emplois directs liés à l'activité de conserverie 1 330
- Emplois indirects liés à l'activité de conserverie 40

Total : 1886 emplois équivalent temps plein

La présence des flottes européennes à Victoria en 2002 contribue donc au maintien ou à la création de 1886 emplois seychellois, sur les 2 106 emplois seychellois totaux, soit 89% de l'emploi dans la filière industrielle. Le tableau suivant détaille les emplois par secteur.

Tableau 59 : Répartition des emplois liés à l'activité des thoniers-senneurs sous pavillon CE aux Seychelles en 2002

Emplois Seychellois	
NAVIRES	
Directs sur navire CE	
– Marins	30
– Dockers	370
TOTAL	400
Indirects (activités amont)	
– C ^{ies} d'armement	15
– S ^{té} de manutention	50
– Agences de consignation	23
– Shipchandlers	6
– Réparation de filets	22
TOTAL	116
CONSERVERIE	
Directs	
- Production	1 290
- Manutention	40

Indirects - Production de boîtes vides	40
TOTAL	1 370
TOTAL GENERAL	1 886

Valeur ajoutée générée aux Seychelles par les thoniers-senneurs relevant de l'accord de pêche

La partie de la valeur ajoutée Directe générée aux Seychelles est déduite de la Valeur Ajoutée totale produite en totalisant :

- les salaires et charges payés aux Seychelles,
- les impôts et taxes versés à l'Etat seychellois,
- les redevances dues pour l'accès des navires et payées à l'Etat seychellois.

La valeur ajoutée indirecte sera déduite des consommations intermédiaires effectuées aux Seychelles, affectées de coefficients qui seront précisés plus loin.

Valeur Ajoutée Directe générée aux Seychelles par l'activité des thoniers-senneurs de la Communauté Européenne

Tableau 60 : Répartition de la Valeur Ajoutée Directe générée par les thoniers-senneurs de la Communauté Européenne (1 000 €)

Valeur Ajoutée Directe totale produite par les thoniers sous pavillon CE : 78 909			
Part générée aux Seychelles :	Thoniers-senneurs	Reefers et navires de soutien (1)	Total
- Salaires et charges versés (marins et dockers)(2)	4 964	104	5 068
- Taxes versées	641	376	1 017
- Licences et compensation payées	4 069	10	4 079
Total valeur ajoutée aux Seychelles	9 810	490	10 164
- Pourcentage			13 %
Total valeur ajoutée pour les armements CE			68 745
- Pourcentage			87 %

(1) Leur activité est prise en compte à hauteur de leur affectation à la flottille espagnole, soit 63 %.

(2) Hors charges sociales payées par les employeurs

La part de la Valeur Ajoutée Directe produite par les thoniers-senneurs qui est générée aux Seychelles est donc de 10,2 Millions €, soit 13 % de la VAD totale

Valeur Ajoutée indirecte générée par l'activité des thoniers-senneurs

Les coefficients retenus pour l'évaluation de la valeur ajoutée indirecte générée aux Seychelles ont été soit déduits de ceux fournis par la Banque Centrale des Seychelles pour les recettes brutes et nettes en devises, soit par défaut, ceux utilisés dans l'étude d'évaluation de l'accord de pêche entre la CE et la Côte d'Ivoire. Ces coefficients sont comme suit :

- Frais proportionnels (vivres)	20 %
- Produits consommables hors carburant	15 %
- Carburant	14 %
- Prestations extérieures	50 %
- Entretien courant	88 %

Le tableau suivant présente le mode de calcul utilisé

Valeur Ajoutée Indirecte générée par les thonier-senneurs CE

Tableau 61 : Valeur Ajoutée Indirecte générée par les thonier-senneurs CE

Consommations intermédiaires et VAI	Consommations intermédiaires totales des navires CE 1000 €	Coefficients de Valeur Ajoutée Indirecte	Valeur Ajoutée Indirecte générée par les navires CE 1000 €
Frais proportionnels	994	20 %	199
Consommables hors carburant	31	15 %	5
Carburant	31.910	14 %	4.467
Prestations extérieures	1.349	50 %	675
Entretien courant	1.057	88 %	930
TOTAL	35.341		6.276

La valeur ajoutée indirecte générée aux Seychelles par les thoniers-senneurs des flottilles CE est donc de 6,3 Millions €.

Au total, la valeur ajoutée générée par les navires européens au bénéfice des Seychelles peut être estimée à 16,5 M€ (VA directe de 10,2 M€ et VA indirecte de 6,3 M€). Il a pu être estimé dans le Tableau 57 page 96 que les navires européens sont à l'origine de 72,1% de la valeur ajoutée totale générée par les activités des flottes à Victoria. A titre d'estimation, et si l'on retient que les modes d'opération des navires senneurs battant d'autres pavillons sont comparables à ceux des navires européens, la valeur ajoutée créée au bénéfice des Seychelles par l'activité des toutes les flottes peut être estimée à 22,9 M€ (16,6 M€ par les flottes CE, 6,4 M€ par les flottes battant d'autres pavillons).

Valeur ajoutée générée aux Seychelles par la Conserverie

Tableau 62 : Répartition de la valeur ajoutée générée par l'activité de la conserverie

Valeur ajoutée brute (1000 €)	28 685
Part générée aux Seychelles	
- salaires et charges versés aux Seychelles	13 000
- impôts et taxes	0
- résultat brut de l'entreprise affecté aux Seychelles	518
Total valeur ajoutée aux Seychelles	13 518
Pourcentage	47,1 %
Total valeur ajoutée revenant à IOT et aux actionnaires extérieurs	15 167
Pourcentage	52,9 %

La part de la valeur ajoutée directe produite par la conserverie qui est générée aux Seychelles est estimée à 13,5 Millions €, soit 47,1 % de la VAD totale

Valeur ajoutée indirecte générée aux Seychelles par l'activité de conserverie

D'après les responsables de IOT, peu de consommations intermédiaires proviennent des Seychelles, il s'agit de l'eau, de l'énergie, de certains frais d'entretien et réparation et de frais divers. Les coefficients de VAI appliqués sont de 25 % pour l'eau et l'énergie et 50 % pour les autres frais (rapport d'évaluation de l'accord de pêche avec la Côte d'Ivoire).

Tableau 63 : Valeur ajoutée indirecte générée au bénéfice des Seychelles par la conserverie

Consommations intermédiaires	Dépenses aux Seychelles 1000 €	Coefficients de VAI	VAI générée aux Seychelles
Eau	1 141	25 %	285
Electricité et fuel	3 144	25 %	786
Entretien et réparations	1 906	50 %	953
Frais divers	4 756	50 %	2 378
Total	10 947		4 402

La valeur ajoutée indirecte générée aux Seychelles par l'activité de conserverie : 4,4 Millions €

La Valeur Ajoutée totale produite par la filière qui est générée aux Seychelles du fait de l'activité des navires européens est de 34.5 millions € et représente 4,7 % du PIB

C-Synthèse

La filière thon aux Seychelles génère un total de 3 231 emplois dans l'île. Sur ces emplois, 2 106 sont des emplois pourvus par des nationaux, le solde étant attribuable essentiellement à l'emploi de main d'œuvre étrangère par la conserverie. On estime qu'au total près de 90% de ces emplois nationaux (1 886) sont maintenus ou créés du fait de l'activité des thoniers senneurs sous pavillon européen à Victoria

Tableau 64 : Synthèse des emplois générés aux Seychelles par la filière thonière, et dépendance vis à vis des navires européens

	Total	dont Seychellois	Seychellois dépendant CE	%
Emplois directs	560	560	400	71%
Emplois indirects	184	176	116	66%
Emplois aval directs	2 445	1 330	1 330	100%
Emplois aval indirects	42	40	40	100%
	3 231	2 106	1 886	90%

S'agissant de la valeur ajoutée, on estime que l'activité des flottes thonières pêchant à la senne génère un total de 138 M€ de valeur ajoutée totale (indépendamment de qui en bénéficie), dont 109,4 M€ de valeur ajoutée générée par les activités de la flotte et 28,6 M€ générée par la conserverie. Sur ce total, près de 41 M€ reviennent aux Seychelles : 22,9 M€ du fait des dépenses locales des flottes de pêche (voir page 99) et 17,9 M€ par la conserverie. En considérant que, comme pour l'emploi, l'activité de la conserverie dépend des flottes européennes, la valeur ajoutée générée aux Seychelles par l'activité des navires européens est estimée à 34.4 M€, soit 84% de la valeur ajoutée dont bénéficient les Seychelles (ces montants incluent la compensation financière et les licences payées).

Tableau 65 : Bilan de la valeur ajoutée générée par l'activité thonière basée aux Seychelles, et dépendance vis à vis des navires européens. Données en milliers €

	Total	Part Seychelles	Part de la VA Seychelles générée par les navires CE	%
Valeur ajoutée flotte	109 451	22 802	16 440	72%
Valeur ajoutée conserverie	28 685	17 920	17 920	100%
Total	138 136	40 722	34 360	84%

3.8.2. Estimation de l'emploi et de la valeur ajoutée générée au bénéfice de la CE par l'accord de pêche.

Cette partie de l'étude vise à mesurer l'impact sur la création ou le maintien d'emplois, ainsi que sur la part de Valeur Ajoutée générée dans la Communauté européenne de l'activité des thoniers-senneurs bénéficiaires de cet accord. Les chiffres de référence seront d'une part l'activité totale des thoniers, c'est à dire *les captures totales réalisées dans l'Océan Indien*, d'autre part la quote-part relative aux *captures réalisées dans la ZEE seychelloise*.

Cette quote-part a été évaluée, en moyenne sur les cinq dernières années à 17 % des captures totales de la zone (Tableau 43 page 62). Il s'agit d'une moyenne entre les taux de dépendance des flottilles françaises et espagnoles.

A-Emplois

Emplois directs

Les armements considèrent que les emplois directs générés à terre par l'activité des thoniers-senneurs, en matière d'encadrement, de gestion et d'entretien, sont de 15 % des effectifs embarqués (6 emplois sont

déjà comptés aux Seychelles). Les emplois sont de 462 pour les marins, et de 63 pour le personnel d'encadrement, soit un total de 525 emplois communautaires directs générés par la pêche à la senne dans l'océan Indien, parmi lesquels 17%, soit 89 emplois sont estimés dépendre de l'accord Seychelles.

On notera que les armements thoniers CE emploient des marins d'autres pays ACP, également liés à la Communauté Européenne, notamment Sénégal, Côte d'Ivoire et Madagascar. 1 026 emplois de marins provenant de ces Etats ont été évalués. Ce sont donc $1\,026 \times 17\% = 174$ **emplois ACP qui sont à retenir également** au titre des bénéfices de l'accord Seychelles pour la Communauté Européenne et pour ses actions en matière de coopération avec les pays ACP.

Emplois indirects

Il convient de distinguer les emplois générés en amont de ceux générés en aval.

L'étude réalisée par IFREMER en 1999 sur l'évaluation des accords de pêche estimait qu'il fallait appliquer un coefficient multiplicateur de 1,1 sur les emplois directs (essentiellement en amont), à l'exclusion des emplois générés en aval (conserverie). Depuis 1999, il semble que les activités requises en amont : chantiers, mécanique, électronique, avitaillement et services divers n'aient pas beaucoup changé en structure. Aussi, ce coefficient sera conservé.

Par contre l'activité des conserveries européennes s'est tournée vers l'emploi de longues de thon qui ne sont pas produites aux Seychelles. Les tonnages de thon entier rapatriés dans le pays de l'armement ont donc considérablement diminué depuis la dernière étude. L'estimation de l'emploi induit en aval sera donc fait de la façon suivante²⁰ :

- Espagne : thon rapatrié, environ 60 000 tonnes, soit 800 emplois environ
- France : thon entier traité, environ 4 000 tonnes, soit 50 emplois environ

Estimation des emplois indirects en Europe, liés à l'activité thonière aux Seychelles

Activités amont	$525 \times 1,1 = 578$ emplois
Conserveries	850 emplois
Total	1 428 emplois

Total des emplois indirects créés ou maintenus dans la CE grâce à l'accord de pêche Seychelles $1\,428 \times 17\% = 243$ emplois

Commentaires :

L'activité des thoniers-senneurs relevant de l'accord de pêche - Seychelles a une importance considérable pour la CE au niveau de l'emploi dans trois Régions principales : Pays Basque et Galice en Espagne, Bretagne en France et dans le cadre des accords ACP, au niveau d'au moins trois pays partenaires, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et Madagascar.

462 marins de la CE sont affectés à plein temps sur des navires opérant à partir des Seychelles. Ils sont tous originaires des trois Régions indiquées. Par ailleurs, 1 026 marins de pays ACP naviguent également sur ces navires. 63 employés d'armement sont employés dans la CE pour le suivi des opérations de ces navires

Par ailleurs, 1 428 emplois sont maintenus dans les activités amont ainsi que dans les conserveries espagnoles et françaises, toutes situées en Galice, au Pays Basque et en Bretagne, pour la transformation du thon transbordé aux Seychelles qui est rapatrié dans le pays d'origine des armements.

B-Valeur Ajoutée

²⁰ Sources : statistiques douanières Espagne et France et ratios de transformation communiqués par ANFACO (Espagne) et FIAC (France).

Valeur Ajoutée directe

Celle-ci se déduit du calcul de la Valeur Ajoutée totale produite par les flottilles CE – pour l'ensemble de leurs captures – et de la part générée aux Seychelles.

Valorisation des captures dans l' Océan Indien :

Albacore	88 316 tonnes	x	1 000 €	=	88 316 milliers €
Listao	145 432 "	x	700 €	=	101 802 milliers €
Patudo	18 494 "	x	700 €	=	12 946 milliers €
Autres	936 "	x	700 €	=	655 milliers €

Total de la valeur des captures : 253 178 tonnes = 203 719 milliers €

Décomposition de la part de Valeur Ajoutée Directe due à l'accord de pêche (en 1000 €)

Chiffre d'affaires total	203 719
Consommations intermédiaires = 59 %	120 194
Valeur Ajoutée Directe totale	83 525
Valeur Ajoutée Directe générée aux Seychelles	10 300
Valeur Ajoutée Directe générée dans la CE	73 225
Part de la VAD créée grâce à l'accord de pêche = 17 %	12 448

La valeur ajoutée directe produite par les thoniers-senneurs et qui est générée au bénéfice de la CE dans le cadre de l'accord de pêche est estimée à 12,4 Millions €

Valeur Ajoutée indirecte

Pour son estimation, les coefficients utilisés dans l'étude d'évaluation de l'accord entre la CE et la Côte d'Ivoire :

- Assurance cargaison	40 %
- Assurance navire	40 %
- Transports équipages	25 %
- Frais de communications radio, etc	25 %
- Autres prestations extérieures	40 %

Tableau 66 : Décomposition de la Valeur Ajoutée Indirecte imputable à l'accord de pêche

Consommations intermédiaires et VAI	Consommations intermédiaires dans la CE 1 000 €	Coefficients de Valeur Ajoutée Indirecte	VAI générée dans la CE 1 000 €	Part de la VAI due à l'accord de pêche = 17 % 1 000€
Assurance cargaison = 0,3 %	611	40 %	244	41
Assurance navire = 3,7 %	7 538	40 %	3 015	513
Transport équipages = 1,4 %	2 852	25 %	713	121
Frais comm. Radio, etc = 8,0 %	16 298	25 %	4 074	693
Autres prestations extérieures = 3,2 %	6 519	40%	2 608	443
Total = 16,6 %	33 818		10 654	1 811

La part de la valeur ajoutée indirecte générée par les thoniers-senneurs au bénéfice de la C E, dans le cadre de l'accord de pêche est estimée à 1,8 Millions €

Au total, la part de la valeur ajoutée totale générée par les thoniers-senneurs dans la CE, dans le cadre de l'accord de pêche : 14,2 Millions €

Le thon des Seychelles qui est rapatrié sur la CE permet la création de Valeur Ajoutée Directe dans les conserveries espagnoles et françaises du fait des 64 000 tonnes de matière première rapatriée pour transformation dans les conserveries communautaires. La valorisation des produits correspondants sera faite au niveau des cours internationaux utilisés dans les estimations précédentes, soit environ 805 € par tonne, toutes espèces confondues. Cette matière première se valorise donc à $64\,000 \times 805 \text{ €} = 51,5 \text{ M€}$.

Compte-tenu de l'absence de données analytiques et d'informations sur la dispersion des types d'entreprises existant en Espagne et en France, et tenant compte du fait que le marché de la conserve de thon est un marché international extrêmement compétitif dans lequel les structures des comptes d'exploitation des entreprises sont comparables, on estimera que la matière première représente également environ 54% du chiffre d'affaire (Tableau 58).

On estime ainsi que les 64 000 tonnes rapatriées en Europe génère un chiffre d'affaires de 95,1 M€, soit en prenant le taux de valeur ajoutée estimé pour IOT (17,6%), une valeur ajoutée totale de 16,7 M€ au bénéfice de la Communauté. La part de cette valeur ajoutée imputable à l'accord de pêche avec les Seychelles sera par conséquent estimé à 17% (taux de dépendance des flottes européennes vis à vis de l'accord) de $16,7 = 2,8 \text{ M€}$

Les conserveries génèrent par leurs dépenses de la valeur ajoutée indirecte. Il n'a pas été possible de trouver de méthode d'estimation de cette valeur ajoutée.

C-Bilan

Emploi

Le tableau suivant récapitule les estimations de l'emploi communautaire généré par l'accord de pêche Seychelles. On rappelle que cet emploi est estimé à partir de l'emploi total généré par les thoniers senners opérants dans l'Océan Indien, auquel on a appliqué un taux de dépendance des flottes vis à vis de l'accord Seychelles.

Comme le montre le tableau suivant, ce sont environ 332 emplois communautaires qui seraient générés ou maintenus par l'accord de pêche Seychelles.

Tableau 67 : Estimation de l'emploi communautaire lié à l'accord Seychelles

	<i>Total océan Indien</i>	<i>Accord Seychelles (17%)</i>
Emploi embarqué	525	89
Emploi Amont	578	98
Emploi conserverie	850	144
Total	1 953	332

Les emplois liés à l'activité palangrière n'ont pas été considérés dans la mesure où aucun navire ne travaille dans la zone Seychelles. Si celui-ci devait être intégré, il serait relativement faible dans la mesure où les équipages à bord sont moins nombreux, et que les captures ne font pas l'objet de valorisation en aval.

Valeur ajoutée communautaire

Suivant la même méthode (pro-rata valeur ajoutée totale / dépendance accord de pêche Seychelles); on estime que le total de la valeur ajoutée générée dans la Communauté par l'accord de pêche Seychelles est de l'ordre de 17 M€, pour une valeur ajoutée totale générée par la pêche à la senne de l'Océan Indien de 100 M€.

Tableau 68 : Estimation de la valeur ajoutée générée dans la Communauté par l'accord Seychelles

<i>En milliers d'€</i>	<i>Total océan Indien</i>	<i>Accord Seychelles (17%)</i>
Valeur ajoutée flotte	73 225	12 448
Valeur ajoutée amont	10 654	1 811
Valeur ajoutée aval	16 729	2 844
Total	100 158	17 103

Comme mentionné pour l'emploi, la valeur ajoutée n'intègre pas la valeur ajoutée des palangriers qui ne pêchent pas aux Seychelles

3.8.3. Recettes fiscales

Les navires ont un statut assimilé à celui d'entreprise défiscalisée aux Seychelles. A ce titre, ils ne sont soumis à aucun des prélèvements imposés aux entreprises nationales. Ils sont également dispensés de droits de douane sur tous les intrants correspondant à leur activité de base, en particulier le carburant.

En 2002, les thoniers-senneurs européens ainsi que les *reefers* et navires de soutien – au pro rata de leur activité pour les navires espagnols – ont contribué aux recettes fiscales courantes de l'Etat seychellois sous forme de :

- charges sociales sur le salaire des dockers employés,
- taxes portuaires,
- droits de douane sur opérations exceptionnelles.

D'après les informations indiquées dans le tableau suivant, les recettes fiscales ont été de l'ordre de 1,9 M€ en 2002. Elles forme partie intégrante du total des recettes fiscales (281 M€ en 2002) sur lesquelles l'Etat construit son budget (Tableau 4 page 7).

Tableau 69 : Recettes fiscales générées au bénéfice de l'Etat seychellois par les senneurs européens. Source : SFA

En 1000 €	Thoniers- senneurs sous pavillons CE	Reefers et navires de soutien	Total
Charges sociales	865,0	18,9	883,9
Taxes portuaires	491,1	315,3	806,4
Droits de douane	150,3	60,5	210,8
Total	1 506,4	394,7	1 901,1

B/ Analyses

4. Analyses forces et faiblesses

Tableau 70 : Récapitulatif des Forces et Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles et des menaces et opportunités en relation avec le Protocole d'Accord de Pêche

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES PÊCHES				
Contexte macroéconomique	Le principal atout des Seychelles est sa vaste ZEE avec d'importantes ressources migratrices	Economie peu diversifiée, reposant sur la pêche et le tourisme Dette extérieure considérable et pénurie constante de devises	Valorisation du potentiel de la ZEE par la vente de licences	
Politique générale de développement du secteur	Politique sectorielle clairement définie Poursuite d'une politique de développement du secteur des pêches, compte tenu de l'importance de ce secteur pour l'économie.	Le Ministère en charge du secteur a peu de pouvoir exécutif. Celui-ci est entre les mains de la SFA dont le système de gouvernance apparaît peu transparent.	La pérennité de l'accord de pêche est un soutien efficace à la réalisation de certains objectifs nationaux de nature institutionnelle ou privée	Risques élevés d'insuffisance de moyen financiers pour la réalisation de certains objectifs (port de pêche notamment).
Cadre général législatif relatif à l'exercice de la pêche	Les textes de Loi existent, même si la plupart sont anciens.	Le cadre législatif laisse un grand pouvoir discrétionnaire aux autorités compétentes, ce qui laisse planer le doute sur le caractère non-discriminatoire des Lois	Améliorer le cadre législatif, en y introduisant de manière plus précise les obligations en matière de suivi et de contrôle.	

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Gestion des pêcheries	<p>Proximité physique de la CTOI et coopération avec les instituts français (IRD) et espagnols (IEO) dans le domaine de la gestion des thonidés hauturiers</p> <p>Les Seychelles sont parties contractantes de la CTOI et se doivent par conséquent d'appliquer les résolutions adoptées qui priment sur le droit national.</p> <p>Bonnes capacités techniques de la SFA pour la gestion des pêcheries côtières</p>	Gestion des stocks hauturiers devant tenir compte des intérêts de toutes les parties contractantes de la CTOI	Coopération des Seychelles avec les autres parties contractantes de la CTOI pour améliorer la gestion des pêcheries thonières, et notamment sur son volet de lutte anti-INN (coopération entamée avec le Japon).	Non adoption de mesures de gestion réellement contraignantes à l'échelon international
Suivi des pêcheries	<p>Bon suivi statistique de l'ensemble des pêcheries industrielles, en particulier de la pêche thonière.</p> <p>Registre disponible de l'ensemble des navires industriels</p>	Activité de certains navires industriels étrangers (notamment des palangriers asiatiques) proche d'une activité type INN (peu ou pas de déclarations sur l'activité)	Renforcement des capacités de contrôle, suivi et surveillance à l'échelon régional	Opérations de suivi statistique dépendantes de la coopération avec les instituts européens.
Contrôle et surveillance des Pêches	<p>Mise en place ne 2002 du suivi VMS des navires par le biais des actions ciblées de l'accord de pêche</p> <p>Existence de missions de surveillance des pêches assurées par les Gardes Côtes.</p>	<p>La ZEE est trop vaste pour pouvoir être efficacement surveillée avec les moyens disponibles (trois navires uniquement, pas d'avions)</p> <p>Cadre de coopération trop lâche entre la SFA (agence coordinatrice) et les Gardes Côtes (agence opérationnelle)</p>	<p>Renforcement des moyens, et utilisation plus optimale des ressources disponibles</p> <p>Extension du système VMS</p> <p>Coopération régionale en matière de contrôle (en phase de démarrage sous financement 9^{ème} FED)</p>	Les ressources financières manquent pour le volet opérationnel (financement des missions de patrouille)

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Autorité compétente et qualité des produits	L'autorité compétente, placée sous le Ministère en charge de la pêche, a été approuvée par DG SANCO	Les moyens de l'autorité compétente sont faibles (insuffisance du nombre d'inspecteurs). Les manquements constatés par la mission du FVO de juin 2004 confirment les doutes sur ses capacités. Les enjeux économiques sont considérables (une seule conserverie)	Déblocage au bénéfice des Seychelles des actions de soutien prévue au 9 ^{ème} FED tous ACP, et demandées depuis deux ans.	Risque élevé de fermeture sanitaire de la conserverie, ce qui ne serait pas moins qu'une catastrophe nationale.
Conventions et traités internationaux	Volonté politique des Seychelles d'adhérer aux principaux instruments internationaux promouvant la pêche responsable et durable	Contradiction avec la politique libérale d'attribution du pavillon à des navires de pêche.	Politique d'attribution du pavillon plus restrictive	Comme c'est déjà arrivé, interrogations de la Communauté internationale quant au suivi effectif des navires seychellois par leurs autorités
Appui scientifique à la gestion des pêcheries	Capacités de recherche de la SFA plutôt bonnes grâce aux multiples coopérations entretenues avec le monde de la recherche internationale Collaboration de la SFA avec des organismes de recherche européens, notamment l'IRD et l'IEO, pour la gestion des ressources thonières au travers de financements communautaires divers.	Manque chronique de moyens de la SFA en matière de recherche : le budget couvre pour l'essentiel les salaires. Dépendance vis à vis de financements / coopérations extérieurs	Multiplication par près de 2 du budget de la SFA grâce aux ressources financières apportées par l'accord de pêche, utilisable intégralement et en devises.	Grande dépendance des capacités de recherche nationales vis à vis des financements communautaires, que ce soit ceux liés aux accords de pêche, aux programmes FED, aux PCRD, et aux programmes de collecte de données.
Environnement	Le cadre législatif seychellois est particulièrement strict sur le volet environnement. La pêche côtière ne peut utiliser de techniques destructrices, et le niveau d'exploitation modéré actuel ne semble pas devoir s'accroître	Problèmes potentiels sur l'exploitation des requins côtiers		Pression démographique qui pourrait s'accroître avec un impact sur un environnement fragile

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Investissements étrangers	Existence de zones franches permettant une fiscalité plus favorable	Cadre législatif inexistant : la Loi actuelle est réputée obsolète, la Loi qui devrait la remplacer est toujours en préparation Situation économique et coût de main d'œuvre peu attractifs pour les investisseurs étrangers.	Possibilités d'attirer de nouveaux investisseurs dans le domaine de la pêche, et dans celui des services aux flottes	Le régime juridique des zones franches peut conduire à certains abus en matière de droit du travail (licenciements, salaires)
LES PECHERIES DES SEYCHELLES				
Les eaux Seychelloises	La ZEE des Seychelles est parmi l'une des plus vastes du monde. Sa position au centre de l'Océan Indien tropical et en dehors de la route des cyclones lui confère en outre une position stratégique vis à vis de la pêche thonière. Les zones côtières sont riches et supportent une biodiversité remarquable	Les eaux seychelloises sont soumises à des variations climatiques inter-annuelles importantes		
Stocks naturels exploitables	Ressource thonière hauturière très importante Ressource côtière abondante	La ressource thonière est partagée avec les ZEE des autres Etats de l'Océan Indien, et les eaux internationales Variations d'abondance des thons élevées d'une année sur l'autre en fonction des aléas climatiques	Renforcement de la capacité des Seychelles à capter les profits réalisables à partir de la pêche de tout l'Océan Indien Stocks côtiers profonds encore sous-exploités par la pêche nationale	Concurrence des autres sites possibles de débarquement / transbordement comme Mombassa (Kenya)

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Etat de la ressource naturelle	Encadrement de la pêche thonière au niveau international par une organisation disposant de pouvoir en matière de gestion. Ressource côtière exploitée en bon état	Stocks d'albacore, de patudo et d'espadon dans un état encore satisfaisant mais qui pourraient avoir des difficultés à soutenir une augmentation des débarquements et/ou de l'effort de pêche Fragilité des écosystèmes récifaux	Actualisation et amélioration des évaluations de stocks. Amélioration des connaissances sur les ressources exploitées. Elaboration et application de mesures d'aménagement plus pertinentes.	Accroissement de l'effort pouvant entraîner une baisse des rendements de la pêche thonière en Océan Indien, et redéploiement des flottilles industrielles dans d'autres régions du monde
Aquaculture	Potentiel en matière de culture de crevettes	Peu de sites appropriés disponibles Prix de revient élevé du fait du coût des intrants et de la main d'œuvre	Développement sur d'autres sites, mais nécessairement limité	Dégradation de l'environnement littoral si une course au productivisme est engagée (nécessaire étant donné les coûts de production)
Flottille de pêche semi-industrielle et industrielle nationale	La flotte industrielle seychelloise a tendance à s'agrandir, bénéficiant de l'impossibilité d'utiliser des pavillons de complaisance classiques dans l'Océan Indien.	Lien économique quasi inexistant entre l'Etat du pavillon et les opérateurs pour le segment industriel Encadrement législatif de cette flotte similaire à celui des navires étrangers	Les opérateurs des navires européens et seychellois sont souvent les mêmes : l'existence de l'accord conforte les européens à continuer de travailler avec des pavillons seychellois en contrôlant les opérations	Une partie de la flotte industrielle seychelloise palangrière est opérée par des intérêts asiatiques sans réel intérêt aux Seychelles
Flottille de pêche artisanale nationale	Développement d'un segment semi-industriel qui permet de soulager l'effort sur la bande côtière Flotte de pêche artisanale relativement peu abondante et bien encadrée	Difficultés d'intégration du savoir faire technique pour la flotte semi-industrielle La flotte artisanale n'a pas un rayon d'action suffisant pour pouvoir, le cas échéant, se reconvertir sur d'autres types de ressources / zones de pêche	Continuation des efforts de transfert de savoir-faire / formation de la part de la SFA, notamment grâce aux ressources offertes par l'accord de pêche	Utilisation de la flotte semi-industrielle à d'autres fins que celle prévue initialement : report de la stratégie de pêche à l'espadon vers une stratégie d'exploitation des requins

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Flottille de pêche étrangère	Les flottes de pêche lointaines opérant dans l'Océan Indien sur les pêcheries de grands pélagiques à la senne ne peuvent s'affranchir d'une licence aux Seychelles du fait de la position stratégique de l'archipel	Insuffisance du dispositif de suivi, contrôle et surveillance de l'activité des navires dans la ZEE.	Impact économique très significatif de la pêche thonière sur le secteur portuaire et les services.	Dépendance extrême de l'économie seychelloise vis à vis de l'activité de ces navires
Equipages	Les escales fréquentes des navires étrangers aux Seychelles facilitent l'emploi de marins seychellois à bord	Pas de tradition maritime hauturière aux Seychelles : manque de postulants à une carrière de ce type, et corrélativement faibles capacités techniques Contrats - types d'embarquement défavorables aux titulaires	Possibilité réglementaire de placer des marins à bord Mise en place d'une école de formation aux métiers maritimes	
Structuration professionnelle du secteur	Présence d'entreprises privées ayant une longue expérience l'industrie thonière	Uniquement une association professionnelle Cadre législatif ne favorisant pas la concertation entre les acteurs	Mise en place de comités spécialisés sur les problèmes clés : ressources nationales, ports et services	Comités consultatifs non représentatifs en l'absence de représentants légitimés par des associations
Ports et services à la flotte de pêche (filère amont)	Services portuaires permettant de satisfaire tous les besoins des flottes en escale, mis à part la réparation lourde Entreprises seychelloises très performantes après plus de 20 ans de relations avec les navires étrangers	Dimensions du port insuffisantes pour l'accueil de tous les navires en saison, et quasi impossibilité d'investir en raison de la situation économique Tensions sociales liées au droit du travail en zone franche Manque de cadre formel de concertation entre les acteurs portuaires	Réforme du port pour inclure sous une autorité unique les ports de commerce et de pêche	Concurrence émergente d'autres places dans l'Océan Indien, plus proches des zones de pêche. Risques sensibles d'impacts négatifs sur les entreprises portuaires

	Forces du secteur des pêches des Seychelles	Faiblesses du secteur des pêches des Seychelles	Opportunités	Menaces
Transformation industrielle des produits	Existence d'une conserverie de grande capacité de transformation gérée par un actionnaire américain familier du métier	Etat sanitaire de la conserverie discutable faisant peser des doutes sur les capacités de l'autorité compétente nationale de contrôle Actionnariat américain faisant fonctionner l'usine comme un centre de profit aux Seychelles pour bénéficier des avantages ACP Très grande dépendance des Seychelles vis à vis de la conserverie (emploi, recettes export notamment)	Sécurisation des approvisionnements du conserveur et donc maintien d'une activité nationale à fort impact économique dans le secteur des pêches.	Possibilité non négligeable d'un départ de l'actionnaire principal débouchant sur une fermeture

5. Evaluation du rapport Coût / Bénéfice de l'accord de pêche

Cette partie de l'étude évalue le rapport coût bénéfice de l'accord de pêche pour chacune des parties concernées : la Communauté européenne et les Seychelles.

5.1.1. Communauté européenne

Les coûts pour la CE

La Communauté verse une contrepartie financière totale fixée à 3 460 000 € par an, et augmentée au prorata quand les captures effectives dépassent les 46 000 tonnes. En 2002 la CE a payé ce montant, et a payé un total de 5 874 357 € en 2003 en raison du dépassement du tonnage de référence.

Le coût de gestion de l'accord pour la partie européenne (salaires des fonctionnaires des institutions européennes en charge du suivi de l'accord et frais de fonctionnement associés) n'est pas estimé et signalé pour mémoire.

Les bénéfices pour la CE

L'accord Seychelles génère pour la CE une valeur ajoutée que l'on a estimé à 17 103 000 € en 2002 (Tableau 68 page 104). Cette valeur ajoutée incluait 12,5 M€ générés par les armements, plus 1,8 M€ par les entreprises du secteur amont européenne (services aux navires) et 2,8 M€ par le secteur européen de la filière aval qui transforme une partie des prises réalisées sous accord.

Pour 2003, cette valeur ajoutée est augmentée au pro-rata des captures réalisées cette année là (66 598 tonnes, contre 40 605 en 2002), soit 28 051 000 € étant donné que la richesse générée est proportionnelle aux quantités pêchées, toutes choses égales par ailleurs.

L'accord de pêche permet également de maintenir ou de générer 332 emplois de ressortissants communautaires dans les secteurs liés à l'industrie thonière (Tableau 67 page 103)

Tableau 71 : Synthèse du rapport coût bénéfice de l'accord de pêche pour la Communauté européenne

2002	2003
Coût	Coût
Compensation financière : 3 460 000 €	Compensation financière : 5 874 357 €
Total : 3 460 000 €	Total : 5 874 357 €
Bénéfice	Bénéfice
Valeur ajoutée générée : 17 103 000 €	Valeur ajoutée 28 051 000 €
<p>Chaque € investi par la CE dans l'accord Seychelles rapporte en moyenne 4,8 € de valeur ajoutée au bénéfice de la CE.</p> <p>En outre, l'accord a contribué au maintien ou à la création de 332 emplois de ressortissants communautaires.</p>	

5.1.2. Les Seychelles

Les **coûts** liés à l'accord de pêche pour les Seychelles sont ceux générés par la gestion des flottes de pêche autorisées. Ces coûts se matérialisent par des dépenses de personnel et charges de fonctionnement associées. En l'absence de possibilités d'estimation de ce coût, on se limitera à le signaler pour mémoire.

Les **bénéfices** pour les Seychelles sont :

- La contrepartie financière versée par la Communauté (voir ci-dessus)
- Les recettes liées à la vente des licences. Le nombre de licence senneurs (Tableau 40 page 61) et palangrières (Tableau 47 page 73) tirées permet d'estimer la partie fixe des recettes pour les Seychelles. Ces montants doivent être augmentés des montants additionnels dus par les armements dès que le tonnage de référence de la licence est dépassé.

Tableau 72 : Revenus de la vente des licences européennes pour les Seychelles. Montants additionnels communiqués par la Commission

<i>En €</i>	<i>Nombre de licences</i>	<i>Coût fixe</i>	<i>Total</i>	<i>Montant additionnel</i>	<i>Total</i>
Senneurs 2002	35	10 000	350 000	241 650	591 650
Senneurs 2003	33	10 000	330 000	1 289 784	1 619 784
Palangriers 2002	9	2 000	18 000	--	18 000
Palangriers 2003	3	2 000	6 000	--	6 000
Total 2002					609 650
Total 2003					1 625 784

- Les recettes fiscales liées à l'activité des thoniers à Victoria : Ces recettes ont été estimées à 1,9 M € en 2002 (section 3.8.3 page 104). Elles incluent les charges sociales sur les salaires et les taxes diverses liées à l'utilisation du port et à l'importation de certains intrants. Pour l'année 2003, on les estime sensiblement identiques, la baisse du nombre d'escales ayant été compensée par l'augmentation des tonnages traités (Tableau 51 page 89)
- La valeur ajoutée générée par l'activité des flottilles européennes aux Seychelles : les valeurs ajoutées directes et indirectes ont été évaluées pour l'année 2002. S'agissant des navires, la valeur ajoutée directe a été estimée à 10,3 M € (mais incluant les revenus de la compensation et des licences, on ne retiendra donc que les salaires versés aux Seychelles et indiqués dans le Tableau 60 page 98, hors charges sociales incluses dans le total des recettes fiscales). La valeur ajoutée indirecte générée par les dépenses des navires sur place (achats de biens et de consommables) a été évaluée à 6,3 M € (Tableau 61 page 99). Pour l'activité conserverie que l'on considère par hypothèse dépendante de la présence des flottes européennes, l'estimation de la valeur ajoutée générée au bénéfice des Seychelles est de 17,9 M€. En l'absence d'informations complémentaires, on estimera que les montants de valeur ajoutée générés aux Seychelles sont les mêmes entre 2002 et 2003. Comme indiqué ci-dessus, le calcul de ce rapport coût bénéfice pour les Seychelles se base sur l'hypothèse de travail que la valeur ajoutée et l'emploi générés par la conserverie sont à 100% dépendants de l'accord de pêche. Cette hypothèse est discutable dans la mesure où la conserverie continuerait probablement à s'approvisionner auprès de navires communautaires, si ceux-ci restent, en l'absence d'accord puisque celle-ci est installée aux Seychelles principalement pour bénéficier de l'avantage compétitif que lui procure le droit nul à l'exportation vers le territoire communautaire. Cela se vérifie également par le fait que 95% de la matière première est achetée par la conserverie auprès de navires battant pavillon communautaire. Il est certain que l'accord de pêche procure de la visibilité à moyen terme à l'actionnaire américain de la conserverie. Ainsi, un taux d'affectation de la richesse et de l'emploi créé à la conserverie à 100% au crédit de l'accord de pêche est-il un peu exagéré, mais il est impossible à quantifier autrement.

Le résultat des estimations est reporté dans le tableau suivant

Tableau 73 : Synthèse des coûts bénéfiques de l'accord de pêche pour les Seychelles (hypothèses de travail détaillées ci-dessus)

2002	2003
Coût	Coût
Coût de gestion de l'accord : pour mémoire	Coût de gestion de l'accord : pour mémoire
Bénéfice	Bénéfice
Compensation financière : 3 460 000 €	Compensation financière : 5 874 357 €
Licences : 609 650 €	Licences : 1 625 784 €
Recettes fiscales : 1 900 000 €	Recettes fiscales : 1 900 000 €
Valeur ajoutée directe (salaires) : 5 068 000 €	Valeur ajoutée directe (salaires) : 5 068 000 €
Valeur ajoutée indirecte (achat de consommables) : 6 276 000 €	Valeur ajoutée indirecte (achat de consommables) : 6 276 000 €
Valeur ajoutée conserverie : 17 920 000 €	Valeur ajoutée conserverie : 17 920 000 €
Total : 35 233 650 €	Total : 38 664 141 €
<p>Les flottes européennes génèrent au bénéfice des Seychelles une valeur ajoutée estimée entre 17 et 20 M€, montant comprenant les sommes versées en contrepartie de l'accès (4 à 7.5 M€ suivant les années), les salaires payés pour services portuaires (5 M€), la valeur ajoutée créée par les achats de consommables (6,3 M€) et les recettes fiscales générées (1,9 M€).</p> <p>Si on ajoute à ces revenus la valeur ajoutée créée au bénéfice des Seychelles par la conserverie en raison de sa dépendance vis à vis des flottes européennes (VA estimée à 17.9 M €), les bénéfices totaux se situent entre 35 et 38.5 M€ (autour de 5% du PIB).</p> <p>En outre, l'accord contribue au maintien ou la création de 550 emplois de ressortissants seychellois dans le domaine des services aux navires (manutention des prises, services techniques).</p> <p>En ajoutant à ce bilan les 1 330 emplois seychellois dans le secteur de la transformation sous l'hypothèse que la conserverie dépend de la présence des flottes européennes, le total de l'emploi généré ou maintenu est de 1 880 (6% de l'emploi total).</p>	

6. Evaluation ex-post du protocole en cours

A la date de réalisation de cette étude (juin 2004), le protocole actuel était en vigueur depuis 2,5 années, et avait encore 6 mois d'existence avant sa renégociation éventuelle. Il s'agit de durées relativement courtes pour pouvoir apprécier des tendances, et qui imposent par conséquent, quand nécessaire, de prendre en compte des données des protocoles antérieurs.

La méthodologie d'évaluation est basée sur le résultat de l'étude réalisée par Oceanic Développement en 2003 sur la recherche de critères et d'indicateurs utilisables pour l'évaluation des accords de pêche. Cette étude a proposé plusieurs séries de questions d'évaluation et critères de jugements destinés à vérifier si l'accord de pêche répond bien aux objectifs qui lui sont fixés. Suivant les résultats de cette étude, les objectifs sont :

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux des Seychelles
- Bonne gouvernance mondiale dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration des Seychelles dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** peuvent être fixés au nombre de sept. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaire (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP)

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité (domaine PPR)
- Permettre un ajustement flexible des possibilités de pêche (PPR)
- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée aux Seychelles (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par les Seychelles (IDP)

6.1. QUESTIONS DE L'EVALUATION EX-POST EN MATIERE D'EFFICACITE DE L'ACCORD DE PECHE

Les questions d'évaluation suivantes permettent de comparer les objectifs de la politique avec les résultats (réponse aux objectifs spécifiques) et les conséquences (réponse aux objectifs généraux). Ces questions d'évaluation visent à établir dans quelle mesure l'accord de pêche avec les Seychelles parvient à atteindre ses principaux objectifs

6.1.1. *Quelle est la contribution de l'accord à la présence de la CE dans les pêches lointaines ?*

Segment senneurs

Les navires communautaires de type thoniers senneurs exploitent les ressources thonières l'océan Indien présentes dans les ZEE de plusieurs pays tiers et dans les eaux internationales. Ces ressources sont migratrices, et les navires doivent pouvoir bénéficier de possibilités d'accès dans les ZEE afin de pouvoir optimiser leur rendement. Le total des captures des navires européens dans l'Océan Indien (Tableau 33 page 58) a atteint 253 178 tonnes en 2002 et 283 315 tonnes en 2003 (chiffres provisoires). Il s'agit de loin, de la première entité internationale sur ce segment en volume des captures. Sur ce total, (Tableau 42 page 62) 42 364 tonnes en 2002 (soit 17% du total) et 71 194 tonnes (25%) en 2003 ont été pêchées dans la ZEE des Seychelles. Les proportions sont plus importantes pour la flotte française (26%) que pour la flotte espagnole (11%) en raison d'une différence de stratégie d'exploitation. D'après les données disponibles uniquement pour les flottes françaises et italiennes (Tableau 32 page 57), la ZEE des Seychelles est la ZEE de pays tiers la plus importante pour la pêche thonière, derrière les eaux internationales (45% des prises en 2002), mais loin devant la zone économique Somalie qui est la seconde en importance (9% des prises des navires français et italiens en 2002, probablement plus pour la flottille espagnole plus orientée sur la pêche sous épaves très pratiquée en zone Somalie).

Par ailleurs, le port de Victoria situé au centre de la zone de pêche thonière, en dehors de la route des cyclones, et capable de fournir tous les services aux navires de pêche en escale, est d'une position stratégique encore pratiquement incontournable pour les flottilles européennes. Le fait de pouvoir bénéficier de possibilités de pêche dans une zone économique particulièrement vaste autour du principal port de débarquement / transbordement est très probablement décisif.

On soulignera que l'importance stratégique de la zone Seychelles a été confortée en 2003 par les conditions exceptionnellement favorables pour la pêche thonière, à l'image de ce qu'il s'était passé en 2001. Au cours de ces deux années remarquables, la ressource thonière s'est retrouvée, probablement pour

des raisons climatiques, sur un axe Tanzanie / Seychelles, au détriment des zones Canal du Mozambique et Est Seychelles.

Segment palangriers

Les palangriers européens ont capturé en moyenne un peu plus de 12 000 tonnes dans l'Océan indien (Tableau 46 page 71). Ce total est inférieur aux prises des palangriers originaires de Taiwan et du Japon. Le segment palangriers européen inclut des navires espagnols et portugais, et les navires français basés à la Réunion. Les informations disponibles indiquent qu'aucun palangrier n'a fréquenté la ZEE des Seychelles depuis l'entrée en vigueur du protocole. Les navires exploitent plutôt des eaux situées plus au sud. La zone Seychelles apparaît intéressante pour les palangriers asiatiques qui y recherchent le thon (avec jusqu'à 200 navires en saison), et moins pour les européens qui ciblent davantage l'espadon et les requins.

Sur ces bases, la réponse à la question d'évaluation en matière d'efficacité est favorable : l'accord de pêche avec les Seychelles contribue de façon très importante à la présence de la CE dans les pêches lointaines du fait de l'activité des thoniers senners. Ce jugement doit être mitigé par contribution de l'accord de pêche à la présence des palangriers qui est pratiquement nulle.

6.1.2. Quelle est la contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de la CE ?

Comme il l'a été signalé dans le paragraphe précédent, l'accord de pêche avec les Seychelles contribue de façon importante, tout au moins pour le segment senners, à la présence des navires européens. Les 33 à 35 thoniers senners qui ont pris des licences pour pêcher dans les eaux des Seychelles (Tableau 40 page 61), permettent de maintenir ou de créer de l'emploi de ressortissants communautaires en qualité de marins, mais aussi indirectement dans les secteurs amonts et aval à la flottille. En particulier, le rapatriement des thons pêchés par la flottille espagnole notamment, approvisionne les conserveries de ce pays et permettent de maintenir de l'emploi.

D'après les estimations effectuées, l'accord de pêche entre la CE et les Seychelles permettrait de maintenir ou de créer 332 emplois de ressortissants communautaires (Tableau 67 page 103) dont un peu moins de la moitié dans le secteur de la conserverie européenne.

On notera que les régions européennes bénéficiaires des emplois maintenus ou créés grâce à l'accord de pêche sont des régions dépendantes de la pêche : Galice et Pays Basque en Espagne, Finistère Sud en France.

S'agissant palangrier, le nombre d'emplois soutenus par l'accord Seychelles est nul. Ce segment génère de l'emploi embarqué, mais en plus faible proportion car l'équipage à bord est inférieur à celui des senners. Par contre, il ne génère que relativement peu d'emplois en aval dans la mesure où les captures ne font pas l'objet de transformation industrielle comme la conserve.

La contribution de l'accord de pêche à l'emploi dans le secteur de la pêche de la CE est donc significative en raison de l'activité soutenue des senners dans la zone et des emplois amonts et avals qui sont liés à cette flottille. La quasi-totalité de l'emploi maintenu est au bénéfice de régions dépendantes de la pêche. Comme ci-dessus, ce jugement doit être mitigé par la contribution nulle du segment palangrier à cet accord.

6.1.3. Quelle est la contribution de l'APP à la stabilisation du marché européen ?

Les Seychelles sont le premier fournisseur de la Communauté européenne en conserves de thons (Tableau 9 page 10), représentant en 2002 14% du total des importations en poids, et 18% en valeur. La conserverie des Seychelles, qui ne travaille pratiquement que de la matière première livrée par les navires communautaires afin de bénéficier des exemptions accordées aux pays ACP, est par conséquent un élément stabilisateur fort du marché. On rappellera que le marché de la conserve de thon, pour lequel il n'existe pas de produit de substitution, est sensible aux variations d'approvisionnement.

Par ailleurs, les captures de thoniers espagnols sont en partie transformées en conserves en Espagne, et contribue à hauteur de 60 000 tonnes aux besoins totaux de l'industrie qui sont évalués entre 150 000 et 160 000 tonnes de matière première (source Anfaco), soit environ 38%. Ceci est un facteur supplémentaire de stabilisation du marché européen car sans la production des industries communautaires, le marché devrait rechercher des sources alternatives d'approvisionnement à l'import, diminuant par la même le degré d'auto-approvisionnement du marché.

En conséquence, on conclura que l'accord de pêche avec les Seychelles contribue de manière très significative à la stabilisation du marché européen de la conserve de thon, l'un des premiers en valeur.

6.1.4. Quelle est la contribution de l'accord de pêche au développement du secteur de la pêche aux Seychelles ?

Les senneurs européens opérant sous accord de pêche utilisent le port de Victoria comme principale base logistique pour les opérations d'escales. Depuis le début de la pêcherie de l'Océan Indien au début des années 90, les relations entre les opérateurs européens et les seychellois ont permis d'aboutir à l'établissement aux Seychelles d'un réseau d'entreprises liées au secteur de la pêche (section 3.7 page 86), incluant principalement les entreprises spécialisées dans les services aux navires et la conserverie. Pour cette dernière, on remarque que les ventes à l'export ont sensiblement progressé au cours de ces quatre dernières années (Tableau 7 page 9), témoignant d'un développement de ses capacités. L'accroissement sensible des quantités transbordées / débarquées et du nombre d'opérations à Victoria depuis 1992 (Tableau 51 page 89) suggère que les entreprises de manutention / services aux navires seychelloises se sont développées, au bénéfice de l'emploi et de la richesse générée au niveau national, et ceci dans un contexte de crise économique.

La situation est donc relativement favorable, même s'il s'agit d'un équilibre précaire en raison de l'émergence d'une compétition avec le Kenya en matière d'accueil portuaire, et à la possibilité de la fermeture de la conserverie suivant les options de l'actionnaire principal américain. Dans ce contexte, l'accord de pêche ne peut qu'apporter une sécurité aux opérateurs seychellois du secteur de la pêche pris dans son ensemble dans la mesure où il garantit des escales régulières des armements européens.

L'emploi de marins seychellois à bord est plus décevant, car ce ne sont qu'une trentaine de marins par an qui embarquent sur les navires communautaires. La responsabilité de cette situation est partagée entre les armements communautaires qui n'ont pas de besoins en matière d'équipage (les marins étant recrutés dans d'autres pays ACP), et le gouvernement seychellois qui n'a pas mis en place de conditions de travail suffisamment incitatives pour ses ressortissants.

On notera par ailleurs que des armements européens, notamment espagnols, ont choisi de passer du pavillon national au pavillon seychellois. Ce qui pourrait être en apparence un transfert de technologie ne l'est pas en réalité car la gestion des navires reste à 100% espagnole, et la Loi seychelloises n'impose pas de mesures contraignantes en matière d'équipage notamment.

En raison de l'emploi et de la richesse nationale générée par les activités liées à la filière thonière, on peut conclure que l'accord de pêche contribue au développement du secteur de la pêche des Seychelles considéré comme l'ensemble des activités liées à l'industrie thonière. Cette contribution pourrait être un peu améliorée si un cadre favorable permettait d'employer davantage de marins seychellois.

6.1.5. Quelle est la contribution de l'accord de pêche au renforcement de la politique des pêches aux Seychelles ?

L'organisation institutionnelle du secteur de la pêche aux Seychelles a peu changé depuis les années 90, avec un Ministère en charge de la pêche aux pouvoirs relativement restreints, et une organisation para-étatique, la SFA, dont le système de gouvernance pourrait être amélioré. La présence des flottes européennes n'a pas eu d'influence sur cette organisation, qui de toute façon relève de la souveraineté du pays. On notera cependant que les Seychelles ont préparé en 2002 un nouvel agenda politique pour le

secteur de la pêche (section 2.1 page 17 et annexe 2). Cet agenda prévoit de notamment de renforcer le port de Victoria comme principal port thonier de l'Océan Indien oriental, ce qui ne pourra se faire qu'avec les flottilles européennes lointaines.

L'accord de pêche a eu probablement un effet bénéfique en donnant à la SFA les moyens de travailler efficacement par le biais du financement des actions ciblées (section 2.9.1 page 35). Les actions ciblées ont permis d'apporter de meilleures connaissances sur l'état des pêcheries nationales, sur lesquelles se basent des mesures de gestion que l'on peut estimer efficaces si l'on en juge par l'état satisfaisant des pêcheries nationales.

Au final, on estimera que l'accord de pêche a eu un effet relativement neutre sur le renforcement de la politique des pêches seychelloise. Contrairement à d'autres pays d'Afrique, il existait déjà, et avant l'accord de pêche, des capacités de gestion du secteur.

6.1.6. *Quelle est la contribution de l'accord de pêche à la mise en œuvre des pratiques de pêche responsables ?*

Le budget de la SFA (Tableau 15 page 21) permet à l'organisation de couvrir les charges salariales, mais ne lui donne que très peu de moyens pour le financement de la recherche. L'apport financier des actions ciblées permet pratiquement de doubler le budget de la SFA en lui donnant les moyens de conduire des évaluations des ressources côtières et hauturières (espadon). Les évaluations ont été utilisées comme base de gestion de certaines pêcheries sensibles (langoustes, bêche de mer). Si on peut légitimement penser que le budget de la SFA serait supérieur en l'absence du financement européen, l'Etat ne pourrait vraisemblablement pas abonder à hauteur des besoins en raison de la situation de crise économique que traverse le pays. Par ailleurs, les ressources des actions ciblées peuvent être utilisées en devises, ce qui a son importance dans un pays où celles-ci sont rares. On notera que les capacités scientifiques de la SFA en matière de gestion de la pêche industrielle sont renforcées par la coopération entretenue avec les instituts de recherche européens IRD et IEO grâce à d'autres sources de financement communautaire.

S'agissant du dispositif de suivi, contrôle et surveillance seychellois, l'accord de pêche a eu des retombées très favorables en permettant à la SFA de disposer dès 2002 d'un système VMS de suivi par le biais du financement des actions ciblées. Ce dispositif permet notamment de mieux préserver les intérêts de la pêche nationale en permettant de surveiller de manière plus efficace le respect des zones interdites à la pêche par les navires étrangers, principale infraction constatée ces dernières années.

Ceci étant dit, l'ensemble du dispositif demeure relativement faible (voir section 2.7 page 30). Il manque encore aux Seychelles des moyens opérationnels de surveillance sur zone, et un cadre institutionnel plus performant que celui actuellement en place. Le projet régional d'amélioration des capacités de contrôle financé sous le 9^{ème} FED contribuera au renforcement des capacités nationales.

Globalement, l'accord de pêche a contribué de manière efficace à la mise en place de pratiques de pêche responsable. Grâce aux actions ciblées, les Seychelles ont augmenté leurs capacités de gestion des stocks et de surveillance des pêcheries. Ce dernier aspect doit cependant encore être amélioré, et il fait partie intégrante des objectifs politiques sectoriels du pays (annexe 2 à ce rapport)

6.2. QUESTION D'EVALUATION EX-POST EN MATIERE D'EFFICIENCE DE L'ACCORD DE PECHE

L'examen du critère d'efficacité requiert de comparer les moyens consacrés à la politique avec les réalisations (issues de la négociation) et les résultats attendus (effectivement réalisés). Dans la mesure où l'accord de pêche a été jugé efficace, le critère d'efficacité permettra ensuite d'estimer dans quelle mesure la contribution aux différents objectifs de l'accord de pêche entraîne un coût acceptable pour le budget communautaire.

6.2.1. *Le coût des possibilités de pêche négocié est-il avantageux pour la CE ?*

Le protocole évalué a permis de négocier l'accès simultané aux eaux seychelloises à un maximum de 40 thoniers senneurs, et de 27 palangriers de surface. En contrepartie de cet accès, la Communauté verse 3 460 000 € par an, dont 2 300 000 € au trésor public seychellois, et 1 160 000 € à la SFA pour le financement d'actions ciblées. Ces montants correspondent à un tonnage de référence de 46 000 tonnes de thon par an. Si ce tonnage de référence est dépassé, les Seychelles reçoivent un paiement additionnel proportionnel de 100 € (75 € par tonne de thon au-delà des 46 000 tonnes à la charge de la Communauté, 25 € à la charge des armements ayant dépassé les tonnages servant d'assiette au calcul du montant de l'avance). Le paiement intègre donc une part fixe et une part variable.

L'utilisation des possibilités se vérifie donc par le nombre de licences prises, et par les quantités pêchées

Senneurs

Le taux d'utilisation des licences senneurs peut être qualifié de bon pour ce segment (Tableau 40 page 61), toujours supérieur à 80% avec 35 licences (sur 40) prises en 2002 et 33 en 2003. D'après les informations reçues sur le nombre de navires ayant effectivement travaillé aux Seychelles, toutes les licences achetées ont été effectivement utilisées.

En 2002, les navires européens ont pêché un total de 42 364 tonnes dans la ZEE Seychelles, et de 71 194 tonnes en 2003 (Tableau 42 page 62), contre un tonnage de référence de 46 000 tonnes pour les deux années. Pour l'année 2002, le coût de la tonne de thon pour la Communauté est légèrement supérieur au 75 € par tonne prévus (81,4 €, +8%), pour 2003, il reste exactement à 75 € dans la mesure où le dépassement de tonnage de référence évalué à 75 € par tonne donne lieu à un paiement additionnel de 75 €.

Par rapport à d'autres accords thoniers négociés par la Communauté où les tonnages de référence sont rarement atteints, ayant pour conséquence de porter le prix réel de la tonne négociée à des niveaux beaucoup plus élevés, l'accord Seychelles est avantageux.

Juger dans l'absolu si ce coût est avantageux est difficile en l'absence d'éléments de comparaison. Le prix négocié de la tonne de thon est de 100 € (dont 25 € à la charge des armateurs). Compte -tenu du prix moyen estimé des captures (805 € par tonne), le coût négocié correspond à 12,4% du chiffre d'affaires. On pourrait être tenté de comparer ce chiffre avec, par exemple, les 5% du chiffre d'affaires demandés par les Etats du Pacifique en contrepartie de l'accès de senneurs asiatiques dans leurs eaux. Mais en réalité, il faudrait également intégrer à ce prix les éventuels paiements additionnels consentis par ces nations, que ce soit dans le domaine de la pêche ou autre, et prendre en compte la rentabilité des opérations de pêche dans les deux océans (en effet, le coût de l'accès est lié à la rentabilité des entreprises : moins elles ont à dépenser en salaires et frais de fonctionnement pour capturer 1 tonne de thon, plus elles seront capables de supporter financièrement une redevance élevée). En l'absence de données complémentaires, on ne peut conclure sur ce point.

Palangriers

Le taux d'utilisation des possibilités négociées pour les palangriers est décevant. Comme le montre le Tableau 47 page 73, les armements européens ont peu utilisé les possibilités négociées, n'achetant au mieux que 33% des possibilités en 2002 et 11% en 2003. Les licences achetées n'ont d'ailleurs pas été réellement utilisées compte-tenu du fait qu'aucun navire européen n'est venu dans la zone Seychelles.

Cette faiblesse du tirage des licences palangrières est compensée par l'utilisation satisfaisante des possibilités de pêche des thoniers senneurs. Ceux-ci ont atteint le tonnage de référence sans la contribution des palangriers qui de toutes façons auraient peu contribué dans la mesure où ils ne pêchent que très peu de thons. C'est ce tonnage de référence qui finalement sert d'assiette au calcul de la

compensation financière versée par la Communauté. Dans ces conditions, la relative défection du segment palangrier est sans conséquence sur le coût réel de l'accès négocié par la CE.

On notera cependant que les années 2002 et 2003 ont été exceptionnelles pour la pêche. Si on se réfère à l'historique des captures des senneurs dans la ZEE des Seychelles (Tableau 42 page 62), les prises varient entre un minimum de 16 000 tonnes en 1998 et le record de 2003. Cependant, en moyenne sur près de dix années, on constate que la moyenne des prises dans la zone Seychelles est au-dessus de 40 000 tonnes. Le tonnage de référence actuel, qui on le rappelle, constitue l'assiette du calcul de la compensation, peut rester inchangé dans la mesure où on peut estimer que sauf événement climatique majeur défavorable; les tonnages pêchés resteront dans cet ordre de grandeur. Pour être certaine de payer le coût le plus proche possible de 75 € par tonne, la CE a intérêt à négocier le tonnage de référence le plus faible possible.

En conclusion, on jugera que compte-tenu des excellents résultats du segment senneur, les possibilités de pêche négociées par la CE dans le cadre du protocole Seychelles sont avantageuses par comparaison aux faibles consommations des possibilités négociées sous d'autres protocoles d'accords de pêche. En l'état actuel des connaissances, on ne peut établir si les 100 € par tonne négociés par la Communauté sont avantageux ou non par rapport au prix par tonne que pourraient obtenir d'autres flottes de pêche lointaine dans les eaux de pays tiers.

6.2.2. *Quel est le rapport coût avantage de l'accord de pêches en matière d'appui au secteur des pêches de la CE ?*

Les navires de pêche concernés par l'accord sont susceptibles d'opérer dans l'ensemble des eaux de l'Océan Indien. S'agissant des navires français et italiens pour lesquels la donnée est connue, la ZEE des Seychelles est la ZEE de pays tiers où les armements réalisent les plus de captures, après l'exploitation des eaux internationales (données du Tableau 31 page 54). L'accord de pêche permet par conséquent aux navires d'accéder à des eaux d'une importance stratégique incontestable, et sécurise ainsi les conditions de travail de la flotte et des activités amont et aval qui en dépendent (notamment le secteur de la conserverie européenne).

Ainsi, pour les thoniers senneurs, l'exploitation de la ZEE permet de générer une valeur ajoutée directe, à laquelle s'additionnent une valeur ajoutée générée par les services en amont, et une valeur ajoutée générée en aval principalement grâce à la transformation d'une partie des thons capturés par les armements communautaires dans la ZEE des Seychelles, et rapatriés en Europe (en Espagne principalement) pour y être transformés.

D'après les estimations qui ont été réalisées et dont les résultats sont présentés dans le Tableau 71 page 113, l'accord de pêche permet aux entreprises communautaires concernées de générer entre 17 M€ (2002) et 28 M€ (2003) de valeur ajoutée. Mis en regard des montants publics versés par les institutions européennes, 1 euro de contrepartie financière payée par la Communauté permettrait en moyenne de générer une valeur ajoutée de 4,80 € au bénéfice de la Communauté. Il s'agit d'un ratio favorable par comparaison aux autres accords de pêche évalués. De plus, la valeur ajoutée générée bénéficie en premier lieu aux régions européennes dépendantes de la pêche situées en Espagne (Pays Basque, Galice, Bretagne Sud).

En conclusion, on estime que l'accord de pêche entre la Communauté européenne et les Seychelles est efficient, dans la mesure où 1 euro investi par la puissance publique permet aux industries communautaires concernées de générer 4,8 € de valeur ajoutée au bénéfice principalement des industries de la pêche situées dans des zones communautaires dépendantes de la pêche.

6.2.3. *Le coût des possibilités de pêche négociées est-il avantageux pour les armateurs de la CE ?*

Segment senneur

Le coût des possibilités négociées pour les armateurs revient à 25 € par tonne de thon capturée. L'utilisation des possibilités de l'accord a été satisfaisante en 2002 et excellente en 2003 du fait d'une excellente saison de pêche. Ainsi, dans l'ensemble, les armements communautaires ayant pris des licences pour l'exploitation des eaux seychelloises, ont dépassé les seuils de référence fixés pour les licences (400 tonnes par navire), et payé les montant additionnels (Tableau 72 page 114) dont l'assiette est également 25 € par tonne.

Si l'on en juge par les prix moyens des captures (entre 800 et 850 € par tonne), le montant financier à la charge des armements représente autour de 3% de la valeur des captures au titre de frais de licence dans l'hypothèse où le navire atteint ou dépasse les 400 tonnes servant de base au calcul de l'avance..

Dans le cas des Seychelles, le coût de l'accès pour les armateurs peut être comparé au coût des licences privées accordées par les Seychelles aux navires industriels battant d'autres pavillons. D'après les informations reçues et détaillées dans la section 2.6.2 page 27, les navires apparentés paieraient 60 000 USD par an, soit l'équivalent de ce que paierait un senneur européen sous protocole pour une licence annuelle avec 2 000 tonnes de thons pêchés dans la ZEE des Seychelles à 25 € la tonne. Si l'on se réfère à l'historique des captures par navire disponible pour la flotte des senneurs français uniquement, on note qu'en 2001, 6 navires sur 19 ont dépassé le niveau de 2 000 tonnes de captures dans la ZEE des Seychelles, 5 sur 16 en 2002, et 10 sur 14 en 2003. Pour ces navires ayant dépassé le niveau de 2 000 tonnes, le coût de l'accès est supérieur à celui payé sous licence libre par les autres pavillons. Pour ceux qui ont pêché moins de 2 000 tonnes, c'est l'inverse. Ainsi, il est possible d'observer qu'en année dite normale où les captures dans la ZEE Seychelles sont en majorité inférieure à 2 000 tonnes par navire, le coût de 25 € par tonne supporté par les armements communautaire est avantageux par rapport aux licences privées, mais qu'en année exceptionnelle (2003) où les captures dans la zone Seychelles sont importantes, le coût de 25 € par tonne revient pour les armements communautaires à payer davantage que les armements sous d'autres pavillons. Si l'on retient que les années dite normales et exceptionnelles s'équilibrent sur le long terme, le coût de 25 € par tonne apparaît tout à fait comparable avec celui qui se rait payé sous régime de licence libre. Ceci n'est d'ailleurs pas surprenant dans la mesure où les Seychelles ont probablement choisi d'aligner le prix des licences libres senneurs sur le prix des licences payés par les armements communautaires afin d'éviter toute sorte de discrimination.

Segment palangrier

Le coût de la licence fixé également à 25€ par tonne supplémentaire au-delà d'un montant minimum équivalent à 80 ou 60 tonnes suivant la taille du navire apparaît très favorable : les navires palangriers ciblent l'espadon dont la valeur commerciale d'environ 9 000 € par tonne est supérieure à celle du thon pêché par les senneurs. Ainsi, le coût de 25 € par tonne au titre de la licence ne représente que 0,3% de la valeur de l'espèce cible, ce qui même sans réel point de comparaison peut être estimé comme très favorable.

Les dispositions du protocole sont donc favorables aux palangriers en terme de coût de l'accès pour les armateurs. Compte-tenu de la faible utilisation de l'accord par ce segment, cela n'a pas constitué un incitatif suffisamment fort, les navires préférant exploiter des zones de pêche en dehors de la zone Seychelles.

Le coût des possibilités de pêche négociées pour les armements apparaît donc relativement adapté pour le segment senneur si on le compare aux conditions négociées par les opérateurs privés aux Seychelles. Pour le segment palangriers, le coût de l'accès pour les armements apparaît comme très favorable et pourrait probablement être relevé.

6.2.4. Les conditions d'utilisations de la contrepartie financière favorisent-elles le développement du secteur de la pêche aux Seychelles ?

La contrepartie financière versée par la Communauté va en partie au Trésor Public national (2 300 000 € par an, soit 66%) et directement à la SFA pour l'autre partie au titre des actions ciblées.

Les Seychelles sont dans une situation économique défavorable, avec une dette extérieure considérable et une pénurie de devises. Cette situation économique limite *de facto* les possibilités d'allocation budgétaire de l'Etat pour le secteur de la pêche. Ainsi, toute recette fiscale levée sur des opérateurs étrangers permet à l'Etat de soulager le fardeau de la dette. Les montants versés à la SFA au titre des actions ciblées permettent à cette organisation d'augmenter considérablement son budget de travail en le doublant, mais également de pouvoir négocier des biens et des services à l'international en devises.

Comme il l'a été souligné précédemment, ces montants des actions ciblées ont permis à la SFA d'améliorer ses capacités de gestion du secteur de la pêche, notamment en matière de recherche, de formation et de contrôle des pêcheries en les faisant évoluer vers le modèle de la pêche responsable. En juin 2004, le taux d'utilisation des montants des actions ciblées pouvait être qualifié de satisfaisant (voir section 2.9.1 page 35).

On conclura donc que les conditions d'utilisation de la contrepartie financière ont favorisé le développement du secteur des pêches aux Seychelles grâce au ciblage du paiement du montant des actions ciblées vers la SFA. Compte-tenu de la situation économique du pays, et dans l'hypothèse où l'intégralité de la compensation était versé au Trésor Public sans identification préalable de l'utilisation des fonds, le secteur des pêches national bénéficierait beaucoup moins de l'accord avec la CE.

6.3. QUESTION D'EVALUATION EX-POST EN MATIERE DE PERTINENCE DE L'ACCORD DE PECHE

L'examen du critère de pertinence requiert de comparer les besoins auxquels doit répondre l'accord de pêche avec les objectifs fixés.

6.3.1. L'accord de pêche satisfait-il les besoins des groupes cibles de la Communauté ?

En ce qui concerne les armements à la pêche, l'accord de pêche permet aux navires européens d'avoir accès à la ZEE de pays tiers la plus productive en matière de pêche thonière à la senne. L'ensemble de la stratégie de ces navires repose sur un accès le plus large possible à toutes les ZEE que la ressource thonière peut traverser. En considérant l'historique de la pêche, l'accès à la ZEE des Seychelles est essentiel. S'agissant des palangriers, l'accord de pêche avec les Seychelles semble moins pertinent dans la mesure où les navires utilisent peu l'accord et exploitent des zones plus sud.

L'accord de pêche permet donc aux navires de travailler dans des conditions favorables, ce qui a des répercussions en termes d'emplois maintenus ou générés, et en terme de valeur ajoutée dégagée.

L'accord de pêche permet également de répondre aux besoins des consommateurs européens. L'activité des thoniers senniers aux Seychelles permet à la conserverie IOT de transformer jusqu'à 100 000 tonnes de thons par an. Les conserves sont exportées à 95% vers le marché européen sur lequel les Seychelles sont devenues le premier fournisseur d'origine extra-communautaire (Tableau 9 page 10). Cet approvisionnement est donc de toute première importance pour un marché communautaire de la conserve en expansion régulière depuis trois ans. Par ailleurs, les quantités de thons qui ne sont pas transformées aux Seychelles sont pour une partie estimée à 64 000 tonnes transbordées et acheminées vers le secteur de la transformation communautaire, contribuant ainsi à une meilleure maîtrise et sécurisation de l'approvisionnement en matière première.

L'accord de pêche permet donc de répondre aux besoins des armements à la pêche à la senne et à ceux des consommateurs européens en sécurisant le marché de la conserve de thon. L'accord est moins pertinent pour le segment palangrier qui ne semble pas avoir de besoins en matière d'accès aux eaux Seychelloises.

6.3.2. L'accord de pêche satisfait-il les besoins des Seychelles ?

Les Seychelles bénéficient d'une ZEE extrêmement vaste et riche en ressources thonières. Le pays ne possède pas les flottes de pêche hauturières qui lui permettrait de valoriser cette ressource, et conformément à la politique nationale en la matière, privilégie la signature d'accords de pêche avec des

tiers tout en cherchant à maximiser les rentrées en devises et l'emploi national. En matière de pêche à la senne, la Communauté européenne est la première flotte de pêche lointaine opérant dans l'Océan Indien. La présence des intérêts européens dans la région est également à l'origine de la constitution d'une flotte de pêche industrielle composée de navire opérant sous divers pavillons, dont le pavillon seychellois. Il n'existe pas d'alternatives pour le pays dans la mesure où les autres flottes de pêche lointaines (Asie) sont peu présentes sur ce segment, et n'ont d'ailleurs pas d'accord de pêche avec le pays.

Les opérations de ces flottes à Victoria (escales, transformation des captures) permettent aux Seychelles d'optimiser les retombées économiques de l'activité thonière en allant bien au-delà des simples recettes fiscales liées à la vente de l'accès. On a ainsi pu estimer (Tableau 73 page 115) que l'accord de pêche avec la CE permet de sécuriser près de 1 900 emplois de ressortissants seychellois, et génère entre 27 et 30 M€ de valeur ajoutée au bénéfice du pays, montant incluant notamment la contribution économique de la conserverie, la contrepartie financière et les recettes fiscales indirectes liées aux consommations des navires sur place. Ce montant se compare favorablement au million d'euros généré par la vente des licences. Dans ces conditions, un partenariat avec la CE est d'une importance capitale pour les Seychelles.

S'agissant du segment palangrier, les partenaires privilégiés des Seychelles sont essentiellement le Japon et Taïwan qui négocient l'accès saisonnier de près de 200 navires aux eaux des Seychelles (voir section 2.9.2 page 37). Contrairement au segment senneur, le segment palangrier ne génère que très peu de retombées sur l'économie locale, les navires limitant leurs dépenses dans le pays au strict minimum (achats de carburant essentiellement). Comme le montre le Tableau 19 page 39, la vente des licences palangrières à ces pays n'a représenté en 2002 que moins de 25% des revenus totaux des licences, avec comme précisé avant, pratiquement pas de retombées locales. Dans ce contexte, l'accord de pêche entre les Seychelles et la CE sur le segment palangrier apparaît d'une importance marginale. Même dans des conditions de pleine utilisation, les revenus des licences palangrières européennes ne seraient que de 54 000 € par an (27 navires à 2 000 € par navire), soit bien moins que les 1,5 M€ payés par les armements asiatiques²¹. Sur ces bases, l'accord de pêche palangrier avec la CE est d'une importance stratégique très faible pour les Seychelles.

Comme évoqué précédemment, les conditions actuelles d'utilisation de la contrepartie financière permettent au secteur de la pêche des Seychelles de bénéficier de l'accord de pêche en abondant substantiellement le budget de la SFA qui sans cet apport, aurait des difficultés à trouver les financements nationaux des actions de recherche, de formation et de contrôle nécessaires au développement d'une pêche nationale durable et responsable.

On peut donc conclure que l'accord de pêche satisfait aux besoins des Seychelles en permettant au pays de bénéficier de rentrées directes en devises liées à la vente de l'accès, et en générant des retombées socio-économiques sensibles au bénéfice d'un pays évoluant dans un contexte économique défavorable (valeur ajoutée, recettes fiscales, emploi). Ce point est à mettre à l'actif du volet senneur de l'accord, l'accès des palangriers européens restant d'une importance marginale pour les Seychelles par comparaison avec les accords passés entre les Seychelles et Taïwan et le Japon.

6.4. QUESTION D'EVALUATION EX-POST EN MATIERE DE VIABILITE DE L'ACCORD DE PECHE

L'examen de la viabilité consiste à comparer les impacts de l'intervention avec les besoins qui l'ont justifiée, de façon à vérifier si les conséquences positives sont susceptibles d'avoir des effets durables sur les populations cibles.

6.4.1. L'accord de pêche assure-t-il la viabilité des filières européennes ?

L'accord de pêche entre la CE et les Seychelles apparaît essentiel pour la viabilité des flottilles de thoniers senneurs européen dans la mesure où il sécurise l'accès à la ZEE de l'océan Indien la plus productive en

²¹ On notera que comme les autres parties contractantes de la CTOI, Taïwan et le Japon se sont engagés à limiter les capacités de leurs flottes industrielles aux niveaux de 2003, et que dans ces conditions, les possibilités de vente de licences sur ce segment ne pourront augmenter à coût de l'accès inchangé.

matière de pêche thonière. De manière indirecte, l'accord permet au secteur de la distribution européen de bénéficier d'une source d'approvisionnement importante en conserves de thons, et au secteur de la transformation européen, une garantie de source d'approvisionnement en matières premières.

On peut cependant facilement imaginer qu'en l'absence d'accord de pêche avec les Seychelles, les intérêts européens continueraient de pêcher dans les eaux seychelloises sous licences privées si celles-ci sont maintenues à un prix raisonnable, soit en conservant le pavillon européen, soit, plus vraisemblablement, en passant sous un autre pavillon autorisé dans l'Océan Indien, de type seychellois par exemple. Dans ce dernier cas, des conséquences négatives en matière d'emploi à bord sont à envisager.

L'accord de pêche n'est donc pas strictement nécessaire pour assurer la viabilité des flottes européennes concernées, mais il procure une sécurité juridique qui préserve les armements et leur donne une visibilité d'une durée équivalente à la période couverte par l'accord. De la même manière, sans accord avec les Seychelles, les conserveries européennes continueraient de pouvoir s'approvisionner en matières premières.

Enfin, s'agissant des palangriers, la faible utilisation des possibilités de pêche suggère que l'accord n'est pas de nature à contribuer à la viabilité de cette flottille.

L'accord de pêche n'est donc pas indispensable pour garantir la viabilité de l'industrie européenne, celle-ci pouvant utiliser des solutions de remplacement le cas échéant. On soulignera cependant que ces solutions n'apporteront pas les mêmes garanties que l'accord en termes de sécurité et de visibilité, ces deux paramètres contribuant à la viabilité de l'industrie.

6.4.2. *L'accord de pêche assure-t-il la viabilité du secteur de la pêche seychellois ?*

Profitant de ses atouts en matière de richesse halieutique et de position stratégique dans l'océan Indien, les Seychelles ont développé une véritable industrie de la pêche dont la contribution à l'économie du pays est plus que sensible. Comme il l'a été développé dans la section 3.7.3 page 89, la prospérité de l'industrie de la pêche des Seychelles repose sur un équilibre relativement précaire : la concurrence d'autres places portuaires est en train d'émerger (Mombassa, Kenya) et la plus forte contribution à l'économie nationale est le fait de la conserverie IOT dont l'actionnariat est dominé par un groupe américain. Ainsi, sous un scénario du pire, on pourrait envisager que les escales des navires diminuent, avec les recettes liées, et que l'actionnariat de la conserverie choisisse de fermer le site de Victoria pour aller s'installer dans des pays à moindre coût de main d'œuvre. C'est un scénario qui n'est pas irréaliste et pour lequel on perçoit les premiers signes de réalisation. Pour faire face à cette situation, les Seychelles doivent investir dans les facilités portuaires. Pour cela, et en l'absence de véritables capacités de financement national, les autorités devront trouver des sources privées de financement qui apprécieront probablement de voir les relations Europe-Seychelles durablement sécurisées par un accord.

Dans ce contexte, la présence des flottes européennes est essentielle pour les Seychelles, car c'est grâce à elles que l'industrie de la pêche travaille, et c'est encore grâce à elles que la conserverie peut tirer les bénéfices de son implantation aux Seychelles. Il n'existe pas d'autres alternatives, les flottilles palangrières asiatiques n'ayant pas le même poids économique déterminant. Comme pour la partie européenne, l'accord apporte la sécurité juridique et la visibilité aux entrepreneurs seychellois. En l'absence d'accord de pêche, le port de Victoria continuera quand même à accueillir des navires européens en escale.

Cette grande dépendance vis à vis de la flotte thonière européenne permet de juger que le développement de l'industrie seychelloise n'est pas durable car trop lié à la présence des flottes européennes. Ce point est à mitiger par le fait que même en l'absence d'accord, les navires européens continueront à fréquenter le site de Victoria, pour autant que le prix des licences reste abordable.

S'agissant des pêches nationales seychelloises (pêche artisanale et pêche semi-industrielle), l'accord de pêche n'a d'influence que par le soutien financier apporté à la SFA. Il est vraisemblable que sans accord, ce soutien disparaîtrait. Les interactions techniques entre ces flottes nationales et la présence européenne sont pratiquement nulles. On notera qu'en cas de disparition des flottes industrielles étrangères, les segments

nationaux ne pourront jamais se développer au point d'apporter aux Seychelles des retombées socio-économiques aussi sensibles.

On peut donc conclure que l'accord de pêche ne contribue que de manière indirecte à la viabilité d'un secteur de la pêche seychellois qui montre un très haut degré de dépendance vis à vis des opérateurs européens, en lui apportant la sécurité et la visibilité nécessaires à son développement.

6.4.3. *L'accord de pêche assure t-il la viabilité biologique de l'exploitation des ressources seychelloises?*

Les navires européens travaillant sous accord avec les Seychelles exploitent des ressources migratrices partagées avec les autres Etats de l'Océan Indien. Ces ressources sont gérées par l'organisation régionale de pêche CTOI.

Comme indiqué dans la section 3.4 page 73, les stocks des espèces cibles de la pêcherie thonière sont dans un état de pleine exploitation, mis à part celui du listao qui est encore sous-exploité. Les recommandations de gestion formulées par le Comité Scientifique de la CTOI sont en résumé que les captures de patudo doivent être réduites et ce pour tous les engins, l'albacore est exploité à un niveau proche du MSY, voire plus, et enfin l'effort de pêche sur l'espadon ne doit pas être augmenté. Les senneurs européens capturent en moyenne environ 57% de listao, 35% d'albacore, et 8% de patudo (Tableau 33 page 58).

Le Comité Scientifique de la CTOI souligne que les prises d'albacores juvéniles par les senneurs lors des opérations de pêche sous DCP sont une préoccupation dans la mesure où elle compromettent la soutenabilité de l'exploitation. Le Comité Scientifique a été chargé de proposer des mesures visant à réduire ces prises de juvéniles, mais pour l'instant, aucune solution satisfaisante n'a été proposée. Parmi ces mesures, un moratoire sur les pêches sous épaves a été écarté dans la mesure où il n'apporterait que des bénéfices marginaux sur le stock. A partir de 2003, avec une tendance se poursuivant semble t-il en 2004, la pêcherie d'albacore par les senneurs a complètement changé de physionomie par rapport aux années précédentes, avec l'apparition pour des raisons encore inexpliquées, d'une forte population d'adultes exploitable par les navires sur bancs libres. Les senneurs communautaires ont ainsi ré-orienté leurs stratégies de pêche vers la capture de ces bancs libres, diminuant la prise de juvéniles sous DCP au moins pour ces deux années. Les senneurs ont ainsi pêché plus de 80% d'albacores adultes dans la zone Seychelles, et moins de 5 000 tonnes d'albacore juvéniles sur les plus de 300 000 tonnes de cette espèce pêchées dans l'Océan Indien. Il est impossible de prévoir si cette tendance va se poursuivre dans les années à venir. Dans l'attente de propositions de la CTOI pour atténuer ce problème, il importe que la CE poursuive l'effort de suivi de l'activité de ses navires au travers de ses programmes de collecte des données.

S'agissant du stock de patudo, celui-ci est exploité en deux pêcheries séquentielles : la pêche de juvénile par les senneurs sous DCP en même temps que le listao, et la pêche des adultes par la pêcherie palangrière. Les senneurs européens capturent environ 10 000 tonnes par an de patudo quand le total des prises de patudos par tous les navires dans l'Océan Indien est estimé à 128 000 tonnes. S'il semble que la pêche d'adultes par les palangriers doive constituer une priorité en matière de gestion compte-tenu de son importance relative, il n'en demeure pas moins que la pêche des juvéniles sous DCP doit continuer à être suivie et faire l'objet de l'examen de solution pour la réduire le cas échéant.

L'impact des prélèvements de juvéniles sur la population naturelle est difficile à quantifier de manière précise car les données scientifiques en la matière sont insuffisantes. Le programme marquage financé sous le 9^{ème} FED régional permettra, en outre, de mieux mesurer l'impact de ces prises de juvéniles de patudo et d'albacore sur le stock en livrant des informations sur la mortalité naturelle de ces jeunes classes d'âge, et en permettant de mesurer les interactions entre la pêcherie à la senne et la pêcherie palangrière.

Au niveau des prises accessoires des senneurs (section 3.6.2 page 82), les pêches sous DCP sont susceptibles de capturer des quantités relativement modestes, mais incluant potentiellement des espèces sensibles type requins ou tortues marines. L'effort de suivi consenti par la Communauté doit être poursuivi afin de disposer des informations nécessaires pour quantifier ces impacts.

S'agissant du segment palangrier, les données disponibles indiquent que celui-ci cible les stocks d'espadon et de requins. Les prélèvements d'espadon de la flottille européenne sont estimés être environ 3 fois moindre que ceux de la pêche palangrière asiatique qui cible le patudo, et pour laquelle l'espadon est une prise accessoire. Concernant les prises de requins, les quantités prélevées par la flottille communautaire dans l'Océan Indien ne peuvent être mise en rapport avec les prises des palangriers asiatiques qui ne fournissent que des informations très partielles à la CTOI. Ces prises de requins sont un problème potentiel vis à vis de l'action internationale en faveur des requins.

L'exploitation des ressources locales du plateau et talus continental seychellois n'est assuré que par la flotte nationale. Le seul impact - positif - de l'accord de pêche dans ce secteur est de fournir au pays les moyens financiers nécessaires au suivi de l'exploitation et à la recherche.

En conclusion, on soulignera que l'activité des senneurs européens dans le ZEE des Seychelles n'est pas de nature à compromettre la viabilité des stocks de listao, patudo et espadon. En ce qui concerne l'albacore, les prises de juvéniles lors des opérations de pêche sous DCP par les navires communautaires, bien qu'en réduction sensible depuis 2003, doivent inciter la CTOI à être vigilante sur ce problème et à continuer à rechercher des solutions.

6.5. CONCLUSIONS ET SCENARIOS

L'évaluation ex-post du protocole en cours indique que l'accord est globalement **efficace** (les résultats sont conformes aux objectifs) dans la mesure où il permet de conforter la présence européenne dans les pêches lointaines de l'océan Indien, tout en créant de l'emploi au bénéfice des zones dépendantes de la pêche de la Communauté et en contribuant à stabiliser le marché de la conserve de thon en Europe. L'accord est également efficace pour la partie seychelloise car il permet de maintenir et de conforter le réseau d'entreprises locales qui s'est développé autour de l'activité des senneurs. Le protocole en cours s'est également montré efficace en donnant à la SFA les moyens d'améliorer ses capacités de recherche halieutique et de gestion de la flotte nationale par le biais du versement des montants des actions ciblées. La faible utilisation des possibilités de pêche par le segment palangrier européen annule la contribution potentielle de ce segment à l'efficacité de l'accord.

En matière **d'efficience**, l'accord de pêche avec les Seychelles se révèle être un bon accord, principalement du fait de l'excellente utilisation des possibilités de pêche par les thoniers senneurs. Avec un tirage de licences supérieur à 80% et surtout un tonnage de référence approché en 2002 et dépassé en 2003, il ressort de cet accord des réalisations proches des résultats. Ainsi, le coût réel des possibilités de pêche négocié par la CE apparaît-il avantageux par rapport à d'autres accords thoniers communautaires, avec un excellent rapport coût / bénéfice de l'intervention publique grâce à la bonne utilisation des possibilités de pêche. S'agissant des armements, la bonne utilisation des possibilités de captures rend le coût de l'accès *a priori* acceptable, et en tout cas comparable à ce que paieraient les navires sous un régime de licences libres. S'agissant des Seychelles; le mécanisme choisi d'allocation des montants de la compensation a permis d'obtenir des résultats. Même si son mode de fonctionnement est perfectible, la SFA demeure la seule organisation du pays disposant des pouvoirs réglementaires et du savoir-faire en matière de gestion du secteur de la pêche. Encore une fois, la faible utilisation des possibilités de pêche par les palangriers, malgré un coût d'accès armateur semble-t-il très favorable, réduit l'efficience globale de l'accord.

L'accord est **pertinent** dans la mesure où il répond aux besoins des deux parties. Les flottes communautaires et les Seychelles ont un avenir fortement imbriqué, chacune des parties ayant besoin de l'autre : l'Europe pour un accès à des eaux riches, et les Seychelles pour faire vivre le réseau d'entreprises du domaine du service amont et aval aux navires en escale. La pertinence de l'accord se trouve dans le fait de pouvoir sécuriser les relations entre les armements et le secteur des pêches des Seychelles, en apportant une visibilité propice au développement de stratégies à moyen terme. L'accord n'est pas pertinent pour le segment européen des palangriers car la non utilisation des possibilités de pêche indique que ce segment n'a pas besoin d'un accès aux eaux des Seychelles.

Enfin, l'accord de pêche permet de conforter la **viabilité** des entreprises européennes, sachant qu'il ne leur est pas indispensable. L'accord contribue à soutenir la viabilité de l'industrie de la pêche, celle-ci demeurant très dépendante de la présence européenne pour être jugée durable. En effet, en l'absence d'accord de pêche, la place de Victoria est d'une importance stratégique telle que les navires européens continueront d'y faire escale à la condition - probable - d'obtenir le droit d'exploiter les eaux contre paiements de licences privées à des tarifs raisonnables. La viabilité biologique de l'exploitation des stocks de thonidés par les flottilles européennes ne pose pas de problèmes hormis l'impact possible des prises de juvéniles d'albacore sur le stock qui restent relativement peu importantes dans la ZEE des Seychelles par rapport à celles réalisées dans la zone Somalie.

Il apparaît donc bénéfique pour les deux parties qu'un nouveau protocole d'accord de pêche puisse être mis en place à l'expiration (janvier 2005) du protocole en cours. Comme demandé dans les termes de référence de l'étude d'évaluation et suivant les résultats de l'analyse ex-post, on envisagera 4 scénarios de reconduction des possibilités de captures:

1. Un scénario de statu-quo dans lequel les possibilités de pêche actuelle seraient reconduites. Pour les besoins de l'évaluation, on supposera que le tonnage de référence (46 000 tonnes) et les taux d'utilisation des licences sont ceux constatés en 2003
2. Un scénario de non-accord, laissant aux opérateurs européens l'initiative de conclure eux-mêmes leurs conditions d'accès
3. Un scénario d'augmentation des possibilités de pêche : en l'état actuel des flottilles européennes, il n'est pas approprié d'augmenter le nombre de navires autorisés. D'une part parce que la flotte européenne est limitée en capacité et qu'il est improbable que de nouveaux navires viennent s'ajouter aux navires en opération, et d'autre part parce que le profil de gestion adopté par la CTOI est de limiter au niveau de 2003 les capacités de pêche²². Ce scénario intégrera une hausse du tonnage de référence de 46 000 tonnes à 55 000 tonnes.
4. Un scénario de diminution des possibilités de pêche qui intégrera la limitation du nombre de palangriers à un maximum de 5 navires (contre 27 actuellement), une baisse du nombre de thoniers senneurs de 10% (36 navires), et une baisse concomitante du tonnage de référence de 10% (arrondi à 40 000 tonnes).

S'agissant du cadre général de l'accord, les scénarios intégreront le passage d'un modèle d'accord de pêche vers un modèle d'accord de partenariat dans le domaine de la pêche (APP) suivant la proposition de la Commission (document COM(2002) 637 final) et les conclusions du Conseil en la matière (document 11485/04 du Conseil de l'UE) qui considère que les APP doivent fixer les droits et obligations des deux parties en définissant :

- Les possibilités de pêche accessibles aux opérateurs européens, incluant les modalités pratiques de leurs activités dans la ZEE du pays
- Les actions visant à contribuer adéquatement au financement, à l'équipement et au développement scientifique, technique, financier et institutionnel du secteur des pêches de l'Etat côtier, y compris en matière de contrôle et suivi régulier;
- L'environnement des affaires que les autorités de l'Etat côtier entendent développer pour l'ensemble du secteur et de ses activités connexes
- Les procédures de mise en œuvre, suivi et révision de l'APP.

²² Même si la liste positive de la CTOI laisse une marge considérable de manœuvre aux autorités européennes compte-tenu des 270 navires inscrits.

7. Evaluation ex-ante / étude d'impact d'un futur accord de partenariat dans le domaine de la pêche

7.1. LES BESOINS

Pour le secteur des pêches européens, il s'agit principalement :

- De conserver un accès aux eaux seychelloises : les tonnages prélevés varient entre 16 et 70 000 tonnes par an dans la ZEE, avec de fortes variabilités inter-annuelles liées à la disponibilité de la ressource. L'accès aux eaux permet aux navires de pouvoir conserver une stratégie de poursuite de la ressource au travers d'une zone de pêche qui englobe les eaux internationales et les ZEE de plusieurs pays de l'Afrique de l'Est. En outre, étant donné l'attractivité du port de Victoria qui en fait quasiment un point de passage obligé, la possibilité de pêcher dans les eaux seychelloises permet aux navires d'optimiser leur temps de travail.
- En garantissant l'activité des navires, de maintenir les emplois de marins communautaires, et les emplois communautaires en amont et en aval, et la création de valeur ajoutée associée à l'activité. Ces emplois et richesses générés profitent en premier lieu aux zones dépendantes de la pêche du territoire de la Communauté (Pays Basque, Galice en Espagne, Finistère Sud en France).
- De sécuriser la disponibilité en conserves de thons sur le marché européen. La Communauté importe quelques 380 000 tonnes de conserves par an en restant dépendante de l'approvisionnement extérieur. La fourniture par les Seychelles de près de 15% des volumes importés permet de stabiliser le marché en sécurisant les apports compte-tenu du fait que seule l'exportation vers le territoire communautaire est économiquement avantageuse en raison des droits donnés aux Etats ACP.

Pour les Seychelles, les besoins sont :

- Au niveau de l'Etat, la rentrée du maximum de paiements en devises dans un contexte de crise économique. La vente de l'accès aux ressources aux flottilles étrangères est l'une des sources privilégiées de telles rentrées fiscales.
- Le développement durable de son industrie de la pêche (secteurs artisanal et semi-industriel). Le développement du secteur de la pêche seychellois est actuellement potentiellement gêné par un manque de ressources financières des autorités en charge de la pêche pour qu'elles puissent exercer ses missions de recherche liées à la conduite des évaluations des stocks exploités, le transfert de technologie vers le secteur privé, et dans le suivi, contrôle et surveillance des navires de pêche présents dans la ZEE.
- De pouvoir pérenniser les activités générées par la filière du thon dans le pays. Grâce à l'attractivité du port de Victoria, un environnement économique amont et aval à la filière s'est développé. Entre 2002 et 2003, on estime que cette filière a généré une valeur ajoutée d'environ 35 millions € par an, procurant de l'emploi à 1 900 seychellois.

Enfin, la Communauté et les Seychelles, au travers de leur adhésion à la Commission Thonière de l'Océan Indien, se sont engagées dans une démarche visant au développement des pratiques de pêche responsables selon les traités internationaux en vigueur. Un accord de pêche permet aux deux parties de définir les modalités des activités de pêche sous un cadre contraignant qui n'aurait pas lieu d'être sous un régime de licences libres.

7.2. LES OBJECTIFS

Suivant le principe de cohérence, les objectifs de la politique des accords de pêche ont été analysés en fonction de la politique de la Communauté pour le volet extérieur de la Politique Commune de la Pêche, mais aussi des autres engagements communautaires en matière de politique de développement, et de commerce international notamment. L'analyse conduit à séparer les objectifs en objectifs généraux (conséquences ou impacts finaux), objectifs spécifiques (effets directs à court terme de l'accord) et objectifs opérationnels (biens et services que l'accord devrait produire).

Les **objectifs généraux** sont au nombre de trois :

- Contribution au développement durable dans ses aspects environnementaux, économiques et sociaux
- Politique de la pêche durable dans les eaux des Seychelles
- Bonne gouvernance mondiale dans les domaines politiques et financiers (contribution à l'éradication de la pauvreté et à l'intégration des Seychelles dans l'économie mondiale)

Les **objectifs spécifiques** peuvent être fixés au nombre de sept. Ils sont rattachés à trois domaines : la pratique de la pêche responsable (PPR), le secteur des pêches communautaire (SPC) et l'investissement dans le développement (IDP)

- Adapter la taille et l'activité de la flotte de la CE à un niveau compatible avec la durabilité (domaine PPR)
- Permettre un ajustement flexible des possibilités de pêche (PPR)
- Maintenir une présence européenne dans les activités de pêche lointaine (SPC)
- Protection des intérêts du secteur de la pêche communautaire (SPC)
- Prix équitable pour le paiement des droits d'accès (IDP)
- Croissance de la valeur ajoutée générée aux Seychelles (IDP)
- Capacité propre d'exploitation et de gestion durable des ressources par les Seychelles (IDP)

La liste des **objectifs opérationnels** est plus longue et en relation avec la variété des objectifs spécifiques fixés à la politique extérieure en matière d'accords de pêche :

- Evaluation des stocks des eaux seychelloises selon les meilleures données scientifiques
- Application du principe du reliquat
- Contrôle, surveillance et suivi des activités de pêche efficace
- Prise en compte des impacts de la pêche sur l'environnement
- Exploitation effective des possibilités de pêche négociées
- Coût de l'accès aux ressources en fonction de la part de l'UE dans l'accès au surplus et des avantages générés par la présence européenne dans les eaux des Seychelles
- Contribution financière significative du secteur privé européen dans le coût de l'accès
- Synergie entre la contrepartie financière de l'accord de pêche et l'aide au développement communautaire le cas échéant
- Prise en compte des besoins des Seychelles en matière de développement de son secteur de la pêche
- Respect des intérêts des opérateurs économiques et de la société civile seychelloise
- Financement d'actions ciblées en matière de suivi scientifique, de gestion et de contrôle
- Protection de la pêche artisanale Seychelloise

7.3. LES RESULTATS : IMPACTS DES DIFFERENTS SCENARIOS

Les impacts économiques, sociaux et environnementaux des scénarios présentés page 127 sont évalués dans cette partie.

Scénario 1 : Statu-quo

Nature	Impacts du scénario de statu quo
Economique	<p>Les dispositions actuelles du protocole apparaissent bien adaptées au potentiel de prélèvement des flottilles européennes pêchant à la senne, même si deux années <i>a priori</i> exceptionnelles peuvent laisser percevoir que le tonnage de référence sont insuffisants. Du point de vue de la Communauté européenne, le retour économique est le plus avantageux quand les possibilités négociées sont au niveau, voire en deçà, des réalisations. C'est sous ces conditions que le retour sur investissement est le meilleur, tant pour la puissance publique que pour le secteur européen. On rappellera en effet que le tonnage de référence n'est pas un quota, mais une quantité indicative qui sert d'assiette au paiement de la compensation.</p> <p>Du point de vue des Seychelles, le statu quo reviendra au paiement d'une compensation financière équivalente à celle du dernier protocole. L'Etat, qui a de gros besoins en matière de paiements en devises pourra trouver frustrant de ne pas voir la compensation augmenter compte-tenu des prises au delà des tonnages de référence en 2001 et 2003, et pourra être tenté de diminuer la part réservée au financement du secteur de la pêche. Cette hypothèse, si elle se réalise pourra avoir des conséquences environnementales. Au niveau des retombées économiques, la reconduction à l'identique du protocole ne devrait pas avoir d'influence sur la valeur-ajoutée générée dans le pays, les Seychelles recueillant de toutes façons les bénéfices de la présence des flottes européennes dans tout l'océan Indien. La reconduction du protocole avec un même taux d'utilisation des possibilités palangrières est relativement neutre, tant pour la Communauté que pour les Seychelles en raison pour cette dernière du faible montant des licences palangrières européennes par comparaison avec l'ensemble des montants reçus en 2002, et par le faible impact économique local des escales des palangriers.</p>
Social	<p>L'impact social d'une reconduction des conditions actuel de l'accord sera conforme à celui mesuré pour le protocole en vigueur. L'accord continuera à générer l'équivalent de quelques 330 emplois communautaires, et 1 900 emplois seychellois. Ce dernier nombre pourrait être augmenté si les dispositions du protocole concernant l'embarquement de marins seychellois faisait l'objet d'un examen approfondi par les deux parties.</p>
Environnement	<p>L'exploitation des possibilités de pêche par les navires senneurs continuera à faire peser des risques sur les stocks d'albacore, notamment en raison de la stratégie de pêche des armements communautaires axée sur l'exploitation des DCP. Cette position doit être mitigée par le fait que la zone Seychelles n'est pas le lieu d'exploitation intense des DCP, mais plutôt une zone de chasse sur bancs libres, les DCP étant davantage exploités dans la zone Somalie. Une tendance à la diminution des prises sur bancs libres dans la zone Seychelles a été constatée en 2003, avec plus de 80% des prises d'albacores constituées d'individus adultes. Cette tendance semble se confirmer en 2004.</p> <p>Comme évoqué précédemment, le risque environnemental lié à la reconduction à l'identique des possibilités de pêche, et donc de la contrepartie financière, est la diminution des financements vers le développement du secteur de la pêche, et l'appropriation par le Gouvernement d'un part plus élevée de la compensation financière globale. Sans une identification précise des fonds réservés au développement du secteur de la pêche, de l'ordre de ceux qui sont alloués à la SFA sous le protocole en vigueur, le pays risque de ne plus avoir les moyens de réaliser sa mission de gestion et d'encadrement du secteur.</p>

Scénario 2 : non-reconduction de l'accord

Nature	Impact du scénario de non-reconduction
Economique	<p>La non-reconduction de l'accord aura des conséquences multiples.</p> <p>Pour le budget de la Communauté, une économie équivalente au minimum à 3,46 M€ par an sera réalisée.</p> <p>Pour les armements communautaires, il restera la possibilité de prendre des licences libres. Si l'on en juge par les coûts pratiqués aux Seychelles, la charge pourrait être de l'ordre de 60 000 USD (50 000 €) par licence et par an pour un thonier sennear. S'il se vérifie, il s'agira d'un prix compatible avec les prix actuels des licences. On peut cependant prévoir qu'en l'absence d'accord, le Gouvernement cherchera à augmenter le prix de licences libres pour compenser la perte de recettes. A partir d'une certaine limite, inconnue, le coût des licences deviendra économiquement peu avantageux pour les armements qui pourront choisir de se passer de licences et recentrer leur exploitation vers l'ouest de l'Océan Indien (zone Somalie / Tanzanie) et vers l'Est (zone Chagos). L'un des problèmes auquel les armements devront faire face en l'absence d'accord est que l'encadrement législatif de la pêche aux Seychelles laisse une part importante au pouvoir discrétionnaire de l'autorité. En effet, la plupart des dispositions relatives à la pratique de la pêche sont rattachées aux licences, et non pas publiées dans un texte de loi. Cela s'est déjà vu aux Seychelles, les règles de jeu sont ainsi susceptibles de changer rapidement. Cela dit, les Seychelles continueront d'avoir besoin des escales des navires européens et feront sans doute attention à ne pas les décourager.</p> <p>Sur la base du nombre de thonier sennear (33) ayant pris des licences, l'Etat seychellois ne percevra plus que 1,65 M€ de redevances s'il l'on considère le coût actuel des licences libres, soit une perte équivalente aux 3,45 M€ de la compensation. Etant donné la tendance à la non-expansion des flottes de pêche lointaines recommandée par la CTOI, ce montant ne pourra pas être facilement compensé par une autre source, en particulier par la vente de licences à des palangriers asiatiques. Dans ces conditions, il est probable que le secteur de la pêche ne recevra plus qu'un budget modeste de la part de l'Etat.</p> <p>Enfin, une situation de non accord peut inciter l'actionnaire principal de la conserverie à se retirer des Seychelles dans la mesure où il n'a plus la visibilité nécessaire pour le futur de l'entreprise. Les conséquences économiques seront alors considérables, avec une perte à court terme de 17 M€ de valeur ajoutée au bénéfice du pays.</p>
Social	<p>S'ils ne peuvent plus bénéficier du principal accord de pêche signé dans l'océan Indien, les armements communautaires pourront être tentés de changer de pavillon en adoptant l'un des pavillons autorisés dans l'océan Indien, moins contraignants. Ce mouvement aura des conséquences en termes d'emplois de marins à bord. Le changement de pavillon diminuera également la valeur ajoutée générée au bénéfice de la Communauté. Le changement de pavillon sera a priori sans conséquences sur les filières amonts et aval, à condition que l'opérateur majoritaire du navire reste européen.</p> <p>Du point de vue de l'industrie de la pêche seychelloise, la fermeture de la conserverie suite à une situation de non accord aura pour effet de supprimer les 1 600 emplois proposés par le premier employeur de l'île, avec de faibles possibilités de substitution.</p>
Environnement	<p>En cas de non accord, les navires européens peuvent rester sous pavillon communautaire, ou changer. Dans le premier cas, les navires restent sous la responsabilité européenne du pavillon, et sont soumis aux dispositions réglementaires européennes contraignantes en matière de suivi et contrôle notamment. Cette situation a son importance en matière de gestion de la ressource dans la mesure où les informations transmises à la CTOI par la Communauté sont reconnues par l'organisation pour leur qualité. S'ils changent de pavillon, les navires se trouveront dans une situation où ils seront moins bien suivis et surveillés, avec des problèmes potentiels pour le nouvel Etat du pavillon à faire respecter les règlements internationaux. Dans ces conditions, les navires peuvent être tentés de respecter plus lâchement les règles au détriment de la gestion des stocks partagés.</p>

Nature	Impact du scénario de non-reconduction
	<p>Dans le cas des Seychelles, où il existe des intérêts divergents en matière de politique du pavillon, l'Etat souhaitant adopter une politique libérale pour augmenter les recettes, les autorités en charge de la pêche devant s'assurer que les navires du pavillon respectent les règles de gestion imposées notamment par la CTOI en tant que partie contractante et ceci avec des moyens limités, l'absence d'accord peut conduire à une situation où l'Etat choisisse d'imposer une politique libérale du pavillon pour tenter de compenser les revenus perdus, conduisant le pays à ne plus pouvoir honorer ses obligations vis à vis de la Communauté internationale, et à quitter la CTOI. Dans ce cas de figure, la gestion régionale concertée des stocks de thonidés deviendra un réel problème avec un Etat côtier disposant d'une ZEE considérable peu ou pas concerné par les mesures de gestion internationale et qui n'effectue pas de suivi de sa flotte de pêche en lui permettant d'exercer dans les conditions d'un pavillon de complaisance. Ce serait une situation comparable à celle du Ghana vis à vis de l'ICCAT. Une telle position des Seychelles en dehors de la Communauté internationale aurait pour effet de pénaliser le pays vis à vis de ses bailleurs de fonds.</p> <p>Du point de vue des Seychelles, une situation de non accord priverait le secteur de la pêche des Seychelles des ressources additionnelles nécessaires à son développement et au contrôle de l'activité des navires. Compte-tenu de la situation budgétaire du pays, cette absence de soutien financier ne serait pas compensée, et le pays ne pourra plus avoir les moyens de réaliser ses missions de suivi et gestion des pêcheries nationales.</p>

Scénario 3 : augmentation des possibilités de pêche : nombre de navires autorisés inchangé, augmentation du tonnage de référence à 55 000 tonnes.

Nature	Impacts du scénario d'accroissement des possibilités de pêche
Economique	<p>Si la contrepartie continue d'être proportionnelle au tonnage de référence, la charge pour le budget communautaire passera à 4 125 000 € par an, soit une augmentation de 675 000 € par rapport au protocole en cours.</p> <p>Cet investissement sera justifié si les flottes européennes atteignent ou dépassent ce tonnage de référence, ce qui est possible, mais imprévisible. Comme le montre les données du Tableau 42 page 62, les senneurs communautaires n'ont approché ou dépassé ce tonnage que 3 années (1995, 2001 et 2003), la moyenne des prises 1995-2003 se situant à 40 600 tonnes (74% de 55 000 tonnes). Dans l'hypothèse où les flottes capturent ce tonnage, le coût réel des possibilités de pêche négociées sera de l'ordre de 100 € par tonne à la charge de la Communauté, ce qui est moins avantageux.</p> <p>L'augmentation de la contrepartie financière augmentera les recettes directes de l'Etat seychellois, ce qui fait partie des objectifs du Gouvernement. Les retombées fiscales et économiques indirectes (dépenses des navires, valeur ajoutée générée) n'augmenteront pas en proportion car elles sont autant liées au nombre d'escales des navires qu'aux tonnages capturés dans la ZEE. Il sera de l'intérêt des Seychelles qu'une partie de cette augmentation de la compensation puisse être affectée au développement du secteur afin que le pays puisse poursuivre son travail de développement et encadrement du secteur de la pêche national.</p>
Social	<p>Une augmentation des possibilités de pêche n'aura pas d'impacts sociaux sur l'industrie de la pêche car les emplois communautaires ou seychellois dépendent de la pêche dans l'ensemble de l'océan Indien. L'augmentation de la compensation financière aura des conséquences sociales indirectes pour les Seychelles en améliorant même légèrement la situation des finances publiques au bénéfice de la population seychelloise.</p>
Environnement	<p>La capacité globale de pêche de la flotte communautaire ne sera pas augmentée en cas de croissance des possibilités de pêche dans la ZEE des Seychelles. Les navires exploitent l'ensemble de l'océan Indien occidental. Si les prises augmentent dans la zone Seychelles, elles seront nécessairement en baisse dans les autres ZEE exploitées ou dans les eaux internationales. La pêche à la senne dans la zone Seychelles a l'avantage d'être potentiellement moins agressive pour le stock d'albacore dans la mesure où les navires pêchent moins sous DCP que dans les zones de pêche occidentales (Somalie). Ainsi, si l'augmentation du tonnage de référence s'accompagnait d'un transfert de l'effort de pêche dans la zone Seychelles, l'impact sur l'environnement serait diminué. Cette hypothèse reste à vérifier, les armements ayant prouvé par le passé qu'ils pêchent en priorité là où est le poisson, indépendamment des quantités de référence.</p>

Scénario 4 : diminution du tonnage de référence de 46 000 à 40 000 tonnes, diminution du nombre de senneurs de 40 à 36 navires, diminution du nombre de palangriers de 27 à 5 navires.

Nature	Impacts du scénario de diminution des possibilités de pêche
Economique	<p>Pour le budget communautaire, une diminution à 40 000 tonnes du tonnage de référence représente une économie annuelle de 450 000 €. Ce montant est également ce que l'Etat seychellois percevra en moins au titre de la compensation. Une baisse des recettes liées à la vente des licences (370 000 € par an environ contre au minimum 454 000 €, actuellement, soit moins 84 000 €). Il est alors probable que le Gouvernement cherchera au moins à maintenir ses rentrées fiscales liées à l'accord avec la Communauté au niveau du protocole précédent, répercutant la baisse sur le financement réservé au développement du secteur.</p> <p>Comme indiqué précédemment, un tonnage de référence de 40 000 tonnes est grossièrement en adéquation avec la moyenne des captures de senneurs européens dans la ZEE des Seychelles. Si la Communauté négocie ce tonnage, le coût de la compensation restera au niveau de 75 € par tonne.</p> <p>La diminution de 40 à 36 navires ne devrait pas avoir d'impacts sur la flotte européenne. Comme le montre le Tableau 40 page 61, le nombre de thoniers senneurs licencié aux Seychelles a varié entre 33 et 35 depuis 2000. La négociation de l'accès pour 36 senneurs correspond donc aux effectifs de navires réellement opérationnels. S'agissant du segment palangrier, le nombre de licences tirées a toujours été relativement modeste (Tableau 47 page 73). Les palangriers n'ont pas utilisé les licences depuis 2002 préférant des zones de pêche plus sud. Ainsi, la diminution à 5 licences ne devrait pas avoir d'impact sur les flottilles hauturières espagnoles qui exploitent la bande située entre les 20° et 30° sud, tout en laissant la place le cas échéant aux navires palangriers de la Réunion qui sont susceptibles de venir exploiter saisonnièrement les eaux des Seychelles, bien que ces navires privilégient davantage un accès aux ZEE de Maurice et de Madagascar plus proches de leur base.</p>
Social	<p>En prenant comme hypothèse réaliste que la diminution négociée du nombre de navires et du tonnage de référence n'aura pas d'impact sur le profil d'activité actuel des flottes européennes, on ne prévoit pas d'impacts sociaux pour la Communauté sous ce scénario. On n'en prévoit également pas pour le secteur de la pêche seychellois car comme il l'a été mentionné plus haut, l'activité du port repose davantage sur la pêche dans l'ensemble de l'Océan Indien occidental.</p>
Environnement	<p>Une diminution des possibilités de pêche au niveau des hypothèses prises pour ce scénario n'aura pas d'influence sur la capacité globale de la flotte européenne. Ce scénario ne devrait par conséquent ne pas avoir d'impacts sur l'environnement hauturier (espèces cibles et prises accessoires).</p> <p>Si la part réservée au développement du secteur de la pêche baisse comme cela est envisageable, ce scénario aura pour conséquence de limiter les moyens dévolus au développement du secteur et de conduire les Seychelles à revoir à la baisse leurs ambitions en matière de développement, suivi et de gestion du secteur de la pêche.</p>

Synthèse

Les possibilités de pêche

De la discussion menée dans les paragraphes précédents, il apparaît qu'un scénario intégrant des possibilités de captures les plus proches possibles du statu quo est celui qui est le plus équilibré pour les deux parties. En première approche, ce scénario est adapté au profil d'activité des flottes européennes dans l'Océan Indien, ce qui en optimise le coût pour le budget communautaire. Les Seychelles pourraient arguer d'une compensation financière insuffisante compte-tenu des tonnages récemment pêchés, bien en excès du tonnage de référence (2003). Cet argument est à relativiser car il apparaît nettement que les performances de la pêcherie en 2003 sont exceptionnelles et liées à une situation semble-t-il anormale (et toujours inexpliquée) mais qui apparaît perdurer en 2004. Il ne serait pas surprenant de voir dans le moyen terme les tonnages pêchés dans la ZEE des Seychelles revenir vers des niveaux plus en rapport avec la

moyenne des captures dans la ZEE depuis 1995. Comme il l'a été estimé dans le Tableau 73 page 115; les bénéfices que retirent les Seychelles de la pêche à la senne de l'océan Indien, essentiellement communautaire, sont bien supérieurs à la contribution directe de la Communauté et des armements au titre du paiement de l'accès aux eaux.

Dans l'hypothèse d'une augmentation des possibilités de pêche, l'Etat seychellois est gagnant du fait de l'augmentation des recettes fiscales liées à la vente de l'accès, et la Communauté n'est également gagnante que si les tonnages capturés par la flotte européenne approchent le nouveau tonnage de référence de 55 000 tonnes, ce qui n'est pas certain d'arriver compte-tenu de l'historique de la pêche dans la zone sans cependant être à exclure.

Si la Communauté négocie à la baisse les possibilités de pêche, l'impact sur l'industrie de la pêche européenne sera pratiquement nul. Elle sera gagnante du fait de l'économie budgétaire réalisée. Les Seychelles perdront par contre une partie des recettes liées à la vente de l'accès, et risquent de répercuter cette baisse sur le financement de l'industrie de la pêche nationale. La baisse des possibilités de pêche n'aura pas d'impact sur les effets sociaux et économiques générés par la fréquentation du port de Victoria par les navires européens.

Enfin, de tous les scénarios, celui de la non-reconduction de l'accord est le plus néfaste, tant pour la Communauté qui perdra une partie de son pouvoir d'encadrement des flottes européennes, que pour les Seychelles avec la perte d'une grosse partie de la compensation, et le possible effondrement de l'industrie de la pêche nationale qui s'est développée autour des senners européens. Ce scénario risque de précipiter le pays vers une politique d'attribution du pavillon trop libérale, mais également de priver le secteur de la pêche des ressources extérieures indispensables à la conduite de ces missions.

En conclusion, l'évaluation recommande la négociation d'un nouveau protocole dont les possibilités de pêche soit le plus proche possible du protocole actuel. S'agissant des modalités pratiques de la pêche dans la ZEE seychelloises, les conditions prévues par le protocole en cours paraissent adaptées et peuvent être reconduites. Toutefois, l'évaluation recommande que la clause concernant l'embarquement de marins seychellois à bord des navires communautaires fasse l'objet d'un examen particulier dans la mesure où elle n'a pas fonctionné de manière satisfaisante.

L'approche de partenariat

Comme il l'a été souligné à plusieurs reprises, le secteur de la pêche seychellois a besoin d'un soutien financier conséquent pour être en mesure d'atteindre les objectifs ambitieux que le Gouvernement s'est récemment fixé en la matière (§ 2.1 page 17 et annexe 2 à ce rapport). La situation de crise économique que traverse le pays ne lui permet pas de contribuer de façon adéquate au financement du développement du secteur si l'on considère que celui-ci devrait recevoir plus que les 0,5% du budget de l'Etat compte-tenu de l'importance économique et sociale de cette industrie pour le pays (environ 5% du PIB et de l'emploi) et des besoins mis en évidence en matière de recherche scientifique, contrôle et surveillance, et développement de la pêche nationale pour ne citer que les principaux.

Les Seychelles ont l'avantage de disposer d'une organisation, la SFA, capable de gérer efficacement le secteur et d'en assurer le développement. Même si le mode de fonctionnement de cette organisation pourrait être amélioré, notamment en matière de gouvernance²³, celle-ci dispose de compétences reconnues à l'échelle nationale et internationale. Le principal handicap de la SFA demeure cependant l'insuffisance de son financement d'origine nationale qui ne lui permet pratiquement que de couvrir les salaires de son personnel et son fonctionnement courant. Le financement des opérations d'investissement dans le développement du secteur ont dû, jusqu'à présent, faire l'objet de recherches de financements complémentaires extérieurs au pays, et l'évaluation a pu établir que les ressources allouées sous le

²³ Ce point faible de la SFA est connu des autorités qui ont pris récemment des mesures pour améliorer la transparence du processus décisionnel. Ainsi, le Comité Directeur de l'organisation a été récemment réformé (août 2004), et les réflexions sur la constitution d'un Comité Consultatif de la Pêche associant le secteur privé sont bien avancées.

protocole précédent ont permis à la SFA de mettre en place un certain nombre d'actions positives dans domaine de la recherche, du transfert de technologie, de la formation et du suivi, contrôle et surveillance. Sans ce financement qui est revenu à doubler le budget original de la SFA, il est probable que ces actions n'auraient pu être mises en place efficacement.

Le nouveau protocole devra intégrer l'approche partenariat en définissant, en commun accord entre la Communauté et les Seychelles, les actions visant à contribuer adéquatement au financement, à l'équipement et au développement scientifique, technique, financier et institutionnel du secteur de la pêche seychellois. La définition de ces actions est du domaine de la négociation, mais l'évaluation recommande qu'elles intègrent au minimum :

- Le suivi, contrôle et surveillance de la pêche dans la ZEE des Seychelles dans la mesure où il a pu être établi que l'effort national devait être augmenté pour être plus efficace (généralisation du VMS, moyens opérationnels de contrôle sur zone, coordination entre les différents intervenants institutionnels). Le partenariat pourra également inclure la définition plus précise d'une politique d'attribution du pavillon par les Seychelles;
- La recherche scientifique dans le domaine de la gestion des stocks côtiers, compte-tenu du fait que les stocks soumis à exploitation doivent faire l'objet d'un suivi régulier, et que les connaissances sur d'autres stocks, encore sous-exploités ou pas exploités du tout (les stocks profonds de la pente du plateau continental en particulier) doivent être approfondies avant de pouvoir en promouvoir l'exploitation;
- Le développement de la pêche artisanale et semi-industrielle, intégrant l'équipement des navires et la formation des marins, afin que ce secteur puisse augmenter son rayon d'action et diversifier ses modes de pêche vers des stocks encore sous-exploités dans le but de réduire la pression de pêche sur les stocks côtiers;
- Une stratégie de développement des services portuaires à destination des flottes industrielles afin que celles-ci continuent à trouver un intérêt autre que purement géographique à venir fréquenter le port de Victoria compte-tenu d'une part de l'importance des recettes générées pour l'économie du pays, et d'autre part, de la concurrence émergente d'autres ports de l'Océan Indien occidental;
- La formation des cadres nationaux en charge du secteur, en leur permettant de suivre des formations dans ce domaine et à continuer à participer aux travaux internationaux dans ce domaine.

En toute première approche et si l'on en juge par le bon niveau de consommation du budget des actions ciblées prévues sous le protocole en cours, le nouveau protocole devra prévoir qu'environ 1,2 € par an puisse être réservés par les autorités seychelloises au financement de ces actions.

L'environnement des affaires que les Seychelles entendent développer pour l'ensemble du secteur de la pêche et des activités connexes est actuellement en cours de révision par les plus hautes instances du pays. Il est difficile d'anticiper l'apport potentiel d'un protocole d'accord de partenariat dans ce domaine, tout en notant que les autorités seychelloises ont bien pris en compte la nécessité de proposer des conditions d'investissement étranger attractives du fait de l'insuffisance des possibilités d'investissement par le secteur privé national.

7.4. VALEUR AJOUTEE E L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE

La négociation d'un accord de pêche est du domaine de compétence exclusif de la Communauté suivant les dispositions de l'article 37 (ex 43) du Traité instituant la Communauté européenne.

Cette exclusivité de la négociation pour la Communauté entraîne des bénéfices évidents. Le premier est que la négociation avec les Seychelles est mieux structurée dans la mesure où la Communauté est en mesure de centraliser les besoins des différents Etats membres tout en permettant de mieux cibler les besoins du pays partenaire. On évite ainsi un effet de dispersion des demandes d'accès et des compensations versées qui ne manquerait pas d'arriver si chaque Etat membre négociait individuellement. La négociation par la Communauté permet en outre de conserver une cohérence de ses différentes

politiques, notamment celle du développement (complémentarité des actions) et celle de la pêche (complémentarité avec les volets structurels et marchés notamment).

La valeur ajoutée de l'intervention communautaire est par conséquent importante.

7.5. ENSEIGNEMENTS TIRES DU PASSE

L'évaluation ex-post du protocole encore en vigueur permis de tirer plusieurs enseignements.

Le premier, et sans doute le plus important, est que l'accord de pêche place les trois intervenants (Communauté, Seychelles et armements) en situation de gagnants. Les armements communautaires ont besoin d'un accès à la ZEE de pays tiers la plus riche de l'océan Indien, d'autant plus que les Seychelles offrent des possibilités d'escales pour les opérations de débarquement / transbordement. En investissant dans cet accord, la Communauté permet de générer une valeur ajoutée égale à 4,8 fois le coût public de l'accord, et de conforter son importance géostratégique dans le domaine de la pêche de l'océan indien. Les Seychelles ont quant à elles besoin de valoriser le potentiel de leurs eaux par le biais de la vente de licences à des flottes de pêche techniquement capables de l'exploiter. Ces bénéfices sont considérablement augmentés du fait de l'attractivité du port de Victoria et des activités à terre générées, dans leur grande majorité, par les navires de la Communauté. Aucune autre flotte de pêche lointaine n'est pour l'instant en mesure de générer autant de retombées économiques pour les Seychelles.

L'étude d'évaluation a également montré que le secteur de la pêche seychellois ne retirera tous les bénéfices de l'accord que si une partie de la compensation est utilisée par le Gouvernement pour le développement du secteur. La situation économique du pays fait que l'Etat a des besoins considérables en matière de rentrées en devises, notamment pour tenter d'apurer une dette extérieure très importante. Dans l'hypothèse où la part de la compensation qui peut revenir au développement du secteur fasse l'objet d'un arbitrage gouvernemental, on peut légitimement supposer que celui-ci lui sera défavorable. Or, les besoins en matière de financement sont pleinement justifiés par l'étendue des travaux de recherche à mener, les besoins en matière de transfert de technologie, et la mission capitale de suivi, contrôle et surveillance qui incombent à la puissance publique. Cette situation particulière suggère qu'un futur accord de partenariat doit identifier de façon précise les actions à mettre en œuvre et le pourcentage de la compensation nécessaire à leurs financements.

Il est évident que cet accord, si nécessaire soit-il, doit minimiser autant que possible les impacts potentiellement défavorables. Il a été discuté des impacts potentiellement négatifs de la pêche thonière sur le stock d'albacore. La contribution technique et scientifique de la Communauté à la CTOI, dont on doit souligner qu'elle est de qualité reconnue par rapport aux contributions des autres parties contractantes, permet de disposer des informations nécessaires à l'appréciation de ce risque et à la préparation de mesures de gestion spécifiques le cas échéant. L'actualité récente indique que ces impacts potentiellement négatifs sont minimisés par l'orientation de la stratégie de pêche des navires communautaires vers l'exploitation de bancs libres qui permet d'épargner les juvéniles. En outre, les informations scientifiques que livrera le programme régional de marquage en cours de mise en œuvre sous financement du 9^{ème} FED permettront d'apprécier à leurs justes mesures les impacts réels de la pêche de juvéniles sur le stock.

Enfin, certaines dispositions du protocole en vigueur apparaissent devoir être corrigées ou mieux prises en compte. L'emploi de marins seychellois à bord de navires communautaires n'a pas atteint les objectifs souhaités. La responsabilité en incombe autant aux Seychelles qui n'a pas mis en place de conditions attractives pour ses ressortissants, qu'aux armements communautaires qui s'appuie sur cette faible motivation pour ne pas embarquer de marins. Il s'agit là d'un problème à résoudre en commun entre la partie seychelloise et la partie communautaire.

7.6. PLANIFICATION DU SUIVI ET DE L'EVALUATION A VENIR

Les dispositions à prévoir pour le suivi de l'accord de partenariat et de ses indicateurs prédéfinis de performance doivent intégrer une collecte régulière des données nécessaires. Des indicateurs de suivi ont été proposés dans l'étude relative à la recherche de critères et d'indicateurs nécessaires à l'évaluation des

accords de pêche (Commission européenne, janvier 2004). Ces indicateurs pourront être utilisés pour évaluer périodiquement la mise en œuvre de l'accord de partenariat entre la Communauté et les Seychelles. La définition précise de ces indicateurs dépend des priorités fixées par la négociation.

- La responsabilité d'une partie de ces données incombe à la Communauté. Il s'agit des informations sur l'activité des navires communautaires (licences, prises, débarquements, économie des entreprises concernées, paramètres d'impact sur l'environnement). Ces informations peuvent être collectées sur une base trimestrielle et traitées au fur et à mesure. Il est impératif que ces dispositions soient respectées comme elles ont pu l'être par le passé.
- La partie seychelloise devra quant à elle collecter et transmettre à intervalles réguliers les informations relevant de sa compétence, c'est à dire les données relatives à son secteur de la pêche et à sa place dans l'économie nationale (état des stocks, débarquements, contrôle et surveillance, emploi, navires nationaux et étrangers, indicateurs macro-économiques). Ces informations pourront être transmises à la Commission sous forme de rapports annuels consolidés.

A l'occasion de Comités de Suivi de l'APP qu'il conviendra de réunir au moins une fois par an, voire plus si des problèmes sérieux apparaissent, les deux parties devront faire état de l'état d'avancement de l'accord et de leur perception de la situation afin que les problèmes puissent être réglés le cas échéant.

Si la durée du prochain protocole est de trois années à l'instar du protocole en cours, une évaluation ex-post détaillée devra être conduite au plus tard 6 mois avant la date d'expiration du protocole, soit en juillet 2007.

Conclusion

Le protocole d'accord de pêche en cours est 6^{ème} signés entre les Seychelles et la Communauté européenne. Ce protocole d'accord représente le plus gros accord thonier pour la Communauté en terme de charge budgétaire (3 450 000 € par an) et de possibilités de pêche (46 000 tonnes par an). Il conforte l'existence de relations professionnelles approfondies entre les armements européens qui ont choisi Victoria comme base d'implantation depuis les premiers jours de la pêche, et les opérateurs seychellois qui ont su développer un réseau d'entreprises à terre venant en soutien à la flotte.

L'existence de ce protocole d'accord permet aux flottilles lointaines européennes, et en particulier la flottille du segment senneur, de pouvoir bénéficier d'un accès à l'une des ZEE les plus vastes de l'océan Indien, et probablement l'une des plus riches en thonidés. Si l'on en juge par les résultats des navires français, la ZEE seychelloise représente en moyenne 24% des prises annuelles des senneurs, derrière les prises dans les eaux internationales qui représentent 46% des captures. Les armements espagnols sont moins dépendants de la zone Seychelles, n'y pêchant qu'environ 11% de leurs captures annuelles. Sous certaines situations conjoncturelles, comme celle de 2003 qui a vu apparaître des classes d'âge d'albacore en abondance exceptionnelle, la ZEE des Seychelles devient encore plus incontournable. L'intérêt de la zone se confirme par les excellents résultats du segment senneur en termes d'utilisation des possibilités négociées.

Les performances du segment palangrier européen ont été plus décevantes, avec une utilisation quasi-nulle des possibilités négociées. Suivant les informations disponibles, ce segment travaille en fait dans des zones plus sud, et ne semble pas avoir grand intérêt à venir exploiter les eaux seychelloises. Cette sous-utilisation de l'accord est cependant restée sans conséquence pour la Communauté dans la mesure où les excellentes performances du segment thonier senneur ont permis de conserver un rapport coût bénéfice de l'accord avantageux (1 € investi par la puissance publique génère 4,8 € de richesse au bénéfice de la Communauté).

La présence des flottes européennes contribue de manière très significative à une économie seychelloise actuellement en grandes difficultés. En incluant les revenus directs générés par le paiement du coût de l'accès aux eaux (compensation financière plus licences, soit 4 à 7.5 M€ suivant les années), la filière thonière européenne à la senne contribue à la création d'environ 35 M€ de valeur ajoutée au bénéfice des Seychelles, grâce notamment au fonctionnement de la conserverie qui, certes ne dépend pas strictement de l'accord, mais qui utilise pour son 95% de son approvisionnement du thon débarqué par les navires communautaires. Les autres flottes de pêche lointaines avec lesquelles les Seychelles ont signé des accords de pêche (Japon, Taiwan) ne contribuent pas de manière aussi sensible à l'économie nationale, tant au niveau du paiement des droits d'accès qu'au niveau des retombées indirectes que l'on peut qualifier de quasi nulles. Le Gouvernement a fait du maintien du port de Victoria l'une de ses priorités. Il s'agira sans doute du challenge le plus important pour le futur, au moment où d'autres pays de la région développent des efforts pour concurrencer les Seychelles en matière de services aux flottes étrangères.

L'exploitation des ressources thonières par les navires de la Communauté ne semble pas susceptible de compromettre la durabilité des stocks thoniers de l'océan Indien. Les prises de juvéniles d'albacores lors des opérations de pêche sous DCP ont cependant suscité l'inquiétude du Comité Scientifique de la CTOI en raison de leurs impacts possibles sur l'état du stock. En 2003 et 2004, les senneurs communautaires ont profité de l'abondance de ressources en albacores adultes pour capturer plus de 80% d'individus matures, diminuant à moins de 5 000 tonnes sur les 300 000 pêchées dans l'Océan Indien les prises de juvéniles. Sans savoir si cette situation va durer, la Communauté doit poursuivre son effort de collecte d'informations techniques et scientifiques pour que le cas échéant, des mesures appropriées puissent être prises en concertation avec les autres parties contractantes de la CTOI.

La pêche nationale seychelloise doit encore poursuivre son développement. En particulier, le segment artisan doit pouvoir élargir son rayon d'action afin de mieux répartir l'effort de pêche exercé sur les ressources du plateau, et le segment semi-industriel doit pouvoir reprendre le développement qu'il avait entamé avant 2000. Ce développement génère des besoins importants en matière de recherche et de transfert de technologie. De la même manière, les Seychelles doivent pouvoir renforcer leurs capacités de

suivi, contrôle et surveillance des activités des navires dans leur ZEE. Celles-ci ont fait un grand pas avec l'installation du VMS en 2002 grâce au soutien de la Communauté. Les aspects de contrôle opérationnels doivent encore pouvoir être améliorés, et ce d'autant plus que le programme régional d'amélioration des capacités de surveillance que s'apprête à financer la Communauté sous le 9^{ème} FED générera des besoins. Enfin, compte-tenu des retombées socio-économiques très importantes que génèrent les escales des navires industriels à Victoria au bénéfice du pays, le maintien de l'attractivité du port doit figurer parmi les priorités sectorielles pour les prochaines années. La définition d'une stratégie de développement des services portuaires devra ainsi faire l'objet d'un examen attentif afin de permettre au Gouvernement de clarifier les besoins futurs en concertation avec les utilisateurs, et d'estimer les investissements requis de la part du Gouvernement et d'investisseurs étranger le cas échéant.

Il est donc indiscutablement dans l'intérêt des deux parties de prolonger les relations en matière de pêche, et de signer un nouveau protocole d'accord de pêche à l'expiration du protocole en cours. Suivant plusieurs hypothèses analysées, un nouveau protocole incluant des possibilités de pêche les plus proches possibles du protocole actuel serait l'option qui préserverait au mieux les intérêts seychellois et communautaires.

Sur la base de la communication de la Commission relative à un cadre intégré applicable aux accords de partenariat dans le domaine de la pêche conclu avec les pays tiers (COM(2002) 637) et des conclusions du Conseil sur cette communication²⁴, le prochain protocole devra intégrer une approche de partenariat par laquelle la Communauté et les Seychelles définiront en commun les actions visant à contribuer de manière adéquate au financement, à l'équipement, à l'équipement et au développement scientifique et technique financier et institutionnel du secteur de la pêche seychellois.

Comme indiqué précédemment, le futur protocole d'accord de partenariat devra prévoir les priorités et les ressources financières nécessaires au financement d'actions dans le domaine de la recherche halieutique, du transfert de technologie, de la surveillance des pêches, du développement portuaire et de la formation des cadres. On estime que la part de la compensation financière unique réservée au développement du secteur de la pêche devra être au moins équivalente à celle considérée par le protocole en cours (soit sensiblement 1,2 M€ par an).

*

²⁴ Document du Conseil 15243/02 PECHE 224 du 15 juillet 2004

BIBLIOGRAPHIE

CASTRO J.L., C.M. WOODLEY et R.L. BRUDEK, 1999.- A preliminary evaluation of the status of shark species.- FAO Fisheries Technical Paper, no. 380, 72 p.

DELGADO DE MOLINA A., P. PALLARES, J.J. ARESO et J. ARIZ, 2003. – Statistics of the purse seine Spanish fleet in the Indian Ocean (1984-2002). - WPTT-03-13 IOTC Proceedings no. 6, pp. 115-128.

DOO-HAE AN, DAE-YEON MOON et JEONG-RACK KOH, 2002.- Korean tuna longline fishery in the Indian Ocean.- IOTC Proceedings no. 5, pp. 514-519.

FONTENEAU A., 2003. – Prospects for the management of FAD fisheries in the Indian Ocean. - WPTT-03-04 IOTC Proceedings no. 6, pp.030-047.

FONTENEAU A., P. PALLARES et R. PIANET, 1999.- A worldwide review of purse seine fisheries on FADs.- in Pêche thonière et dispositifs de concentration de poissons, Actes et Colloques 28, Editions IFREMER, pp. 15-35.

GARCIA M., J.F. CADDY, J. CSIRKE, D. DIE, R. GRAINGER et J. MAJKOWSKI, 1995.- Examen de la situation mondiale des espèces de grands migrateurs et des stocks chevauchants.- FAO, Document technique sur les pêches. no. 337, 74p.

GARCIA-CORTES B. et J. MEJUTO, 2001.- Preliminary scientific estimations of by-catches landed by the spanish surface longline fleet targeting swordfish (*Xiphias gladius*) in the Indian Ocean : years 1993-2000.- IOTC Proceedings no. 4, pp. 19-23.

GARCIA-CORTES B., J. MEJUTO et A. RAMOS-CARTELLE, 2003.- A description of the activity of the spanish surface longline fleet targeting swordfish (*Xiphias gladius*) in the Indian Ocean with special reference to the year 2001.- IOTC Proceedings no. 6, pp. 280-286.

HERVE A., 2004. – Bilan thonier des ports d'Abidjan et Dakar. Année 2003. – Rapport IRD, CRO et CRODT, 40 pp.

IOTC, 2002. – Report of the Fifth Session of the Scientific Committee. Victoria, Seychelles, 2-6 December 2002. – IOTC- IOTC-S7-02-03, 52 pp.

IOTC, 2002a.- EC-France-Rapport national 2002.- IOTC Proceedings no. 5, pp. 499-507.

IOTC, 2002b.- EC-Spain-National Report 2002.- IOTC Proceedings no. 5, pp. 532-534.

IOTC, 2003. – Report of the Fifth Session of the IOTC Working Party on Tropical Tunas. Victoria, Seychelles, 3-12 June 2003. – IOTC-2003-WPTT, 42 pp.

IOTC, 2003. – Report of the Sixth Session of the Scientific Committee. Victoria, Seychelles, 3-6 December 2003. – IOTC-SC-06-03R[E], 83 pp.

ANNEXE 1

Personnes rencontrées

			Organisation
Mrs	C.	ABEL	Central Bank of Seychelles
M.	J.P.	ADAM	Ministry of Foreign Affairs
M.	H.N.	ADAM	Land Marine Ltd.
Capt.	C.	ANDRE	Seychelles Coast Guard
M.	A.	ANGANUZZI	CTOI
Capt.	J.	ATTALA	Seychelles Coast Guard
M.	R.	AUMEERUDDYSFA	
M.	C.	BENOITON	SIBA
M.	D.	BENTLEY	Heinz
M.	D.	BERVAS	SO.VET.CO
M.	F.	CAROLA	SLA
M.	F.	CHANG-LENG	Central Bank of Seychelles
MM.	A.A & L.I	CHETTY	Hunt, Deltel & Co Ltd.
M.	P.	CHOW	Seychelles Chamber of Commerce of Industry
Lt. Col.	A.	CISEAU	Seychelles Coast Guard
M.	A.G.	d ' OFFAY	Southern Ocean Shipchandlers (PTY) Ltd.
M.	L.	DAGORN	IRD
M.	E.	DIAS	S.L.A
M.	G.	DOMINGUE	SFA
M.	C.	FAY	Ambassade de France aux Seychelles
Lt. Col.	D.	GERTRUDE	Seychelles Coast Guard
M.	J.P.	HALLIER	IRD
M.	B.	HOARAU	Fishing Boat Owner's Association
M.	C.	LABLACHE	SOCOMEF
M.	V.	LUCAS	SFA
M.	J.	MADNACK	Heinz
M.	M.	MARGUERITE	SFA
M.	P.	MICHAUD	SFA
M.	R.	PALNYRE	SLA
M.	R.	PAYET	Ministry of Environment and Natural Ressources
M.	R.	PAYET	SFA
M.	F.	RACOMBO	Ministry of Environment and Natural Ressources
M.	J.	ROBINSON	SFA
M.	G.	SAVY	SFA
M.	A.	SAVY de SAINT MAURICE	Aquarius Shipping Agency Ltd.
Mrs.	J.	SINON	SLA
Mrs.	N.	TIRANT-GHERARDI	Seychelles Chamber of Commerce of Industry
M.	C.	TOUSSAINT	SFA
M.	R.	WEBER	Seychelles Chamber of Commerce of Industry
M.	P.	WOODCOCK	SFA
Mrs.	Laura	X	Management & Information Systems Division

ANNEXE 2

Objectifs opérationnels et Stratégies proposée par le Gouvernement pour atteindre les objectifs nationaux

A-Recherche et développement

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement s'assurera que les programmes de recherche entrepris utilisent les meilleurs techniques et technologies, que les ressources sont exploitées de manière soutenable, et que la viabilité à long terme de l'industrie est préservée
- Des recherches spécifiques seront entreprises sur les moyens de rediriger une partie de l'effort de pêche sur les ressources profondes de manière à cibler des stocks non-exploités sans perdre de vue l'aspect durabilité et viabilité économique
- Des efforts seront dirigés vers l'intégration des communautés de pêcheurs des îles lointaines
- Le Gouvernement encouragera la recherche sur les impacts socio-économiques sur les communautés de pêcheurs et sur le pays de manière à s'assurer que les mesures de gestion n'ont pas d'effets négatifs sur celles-ci
- Les recherches sur l'aquaculture se concentreront sur la consolidation des productions actuelles et faciliteront le développement de nouvelles techniques d'élevage pour des espèces adaptées

Stratégies

- En collaboration avec des partenaires nationaux et étrangers, le Gouvernement s'assurera que la recherche couvrira tous les aspects des pêcheries, incluant la biologie, l'écologie, la technologie, l'environnement, l'économie, les sciences sociales, l'aquaculture et la nutrition
- Le Gouvernement fera en sorte que les moyens de recherche sont disponibles, avec suffisamment de formation, de personnel, de structure institutionnelle, et de moyens financiers pour conduire les recherches
- Les données collectées seront analysées et les résultats publiés et diffusés de manière compréhensible de manière à s'assurer que les conclusions scientifiques puissent être utilisées pour la gestion
- Le Gouvernement promouvra une recherche responsable sur l'aquaculture en s'assurant que son développement est durable. Les impacts de l'aquaculture sur l'environnement et ses conséquences économiques et sociales seront minimisées.

B-Gestion des ressources

Objectifs opérationnels

- La politique de gestion adoptée par le Gouvernement sera basée sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, et en l'absence de ceux-ci, une approche de précaution sera adoptée de manière à conserver les objectifs de durabilité et d'optimisation des bénéfices
- Afin de garantir une meilleure gestion de ses pêcheries, le Gouvernement adoptera de plus en plus un approche écosystémique de la gestion des ressources, combinée avec des plans de gestion opérationnels pour chaque ressource, par exemple la pêche aux casiers et la pêche de requins. Des mesures de gestion de la pêche récréative seront mises en place quand nécessaire et approprié
- S'agissant des ressources partagées / migratrices, le Gouvernement encouragera la coopération avec les Etats de la région et les flottes de pêche lointaine qui exploitent cette ressource, et participera aux travaux des organes de gestion de ces stocks pour garantir la durabilité à long terme de ces stocks

Stratégie

- Le Gouvernement encouragera l'usage de l'imagerie satellite et des systèmes d'informations géographiques pour aider la recherche, la prise de décision, ainsi que la promotion de pratiques de pêche responsables au travers de l'usage approprié des technologies de l'information et du savoir-faire technique
- Le Gouvernement, au travers de la SFA développera des plans appropriés de gestion de la ressource pour les différentes pêcheries, en collaboration avec toutes les parties prenantes de l'industrie
- Le Gouvernement encouragera les activités de recherche soutenant la conservation et la gestion, ainsi que la recherche sur les ressources marines et les effets climatiques, environnementaux et socio-économique
- La coopération avec les organisations régionales et internationales de gestion des ressources migratoires sera encouragée quand celle-ci est bénéfique et appropriée
- Le Gouvernement, dans la limite de ses compétences et capacités, établira des mécanismes de SCS, de mise en œuvre et de respect de ses mesures de gestion et de la législation, ainsi que celles adoptées par les organisations régionales ou internationales

C-Suivi, Contrôle et Surveillance

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement intensifiera ses efforts pour assurer que les ressources marines de sa ZEE sont exploitées en accord avec les règlements nationaux, et que les navires battant pavillon national adhèrent constamment aux règlements et règles de gestion internationaux

Stratégies

- Le Gouvernement prendra de nouvelles mesures pour améliorer les activités SCS de manière à garantir l'exploitation durable et responsable des ressources marines
- Le Gouvernement assurera que le SCS et le respect de la loi sont renforcés afin de devenir plus efficace et à un niveau adéquat au travers de l'allocation de ressources budgétaires et de formations suffisantes
- Le Gouvernement encouragera et participera activement aux initiatives régionales ou internationales en matières de SCS afin de garantir une utilisation soutenable et responsable des stocks migratoires, et le respect des règlements internationaux

D-Accords internationaux et coopération

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement continuera d'accorder des droits de pêche à d'autres Etats pour exploiter la ZEE, en prenant en compte l'état des stocks et les bénéfices économiques
- Le Gouvernement intensifiera ses efforts pour une coopération plus fructueuse avec d'autres Etats, agences internationales, institutions financières, et institutions éducatives pour un développement plus harmonieux de l'industrie de la pêche

Stratégies

- Le Gouvernement réaffirme son intention de renforcer la coopération internationale de manière à améliorer la gestion des pêcheries nationales et de l'Océan Indien. Cette coopération inclut les aspect SCS, recherche scientifique, commerce et développement
- Le Gouvernement continuera de signer des accords de pêche avec des nations ou des entreprises de pêche sans perdre de vue la durabilité de l'exploitation, et attribuera des licences étrangères tant jusqu'à ce que la nation puisse exploiter les ressources de sa ZEE

E-Cadre réglementaire

Objectifs opérationnels

- Quand nécessaire, le Gouvernement adoptera des lois et règlements pour une meilleure protection et gestion des ressources marines, et s'assurera que les règlement nationaux sont compatibles avec les règlements internationaux

Stratégies

- Le Gouvernement s'assurera qu'un cadre législatif et administratif efficace est disponible au niveau national pour la conservation et la gestion des ressources
- Le cadre législatif garantira que des sanctions adéquates sont appliquées aux infractions. Dans le cas de non-respect, les sanctions devront en outre prévoir le refus, la retrait ou la suspension de la licence de pêche

F-Cadre institutionnel

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement recherchera la collaboration de toutes les parties prenantes adéquates pour assurer une prise de décision claire et légitime, ainsi qu'une efficacité des services rendus, et une délimitation claire des fonctions et responsabilités entre les organes de gestion en fonction de leurs rôles

Stratégies

- Le Gouvernement mettra en place des structures institutionnelles qui limitent la bureaucratie, et améliore les délais et la pertinence des services rendus. Le Gouvernement s'assurera que les parties prenantes ont la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et puisse prendre une part active aux processus décisionnels
- Le Gouvernement s'assurera qu'il y a une distinction claire entre les responsabilités dévolues aux décisions politiques, à l'administration, au SCS,

à la recherche et à l'avis scientifique, à la consultation avec les parties prenantes de manière à garantir davantage de transparence et de responsabilité des décisions de gestion

- Le Gouvernement encouragera le développement des capacités institutionnelles en fournissant les ressources adéquates

G-Investissement

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement s'assurera que les mesures fiscales et monétaires et leurs mécanismes sont mis en place de manière à faciliter l'accès aux fonds d'investissement, et encouragera les investissements privilégiant l'export
- Le Gouvernement réalise également que l'investissement non contrôlé et certaines subventions peuvent avoir des effets néfastes conduisant à la surcapacité. Il prendra ainsi des mesures appropriées pour s'assurer que les nouveaux investissements dans l'industrie de la pêche n'ont pas d'impacts négatifs sur la conservation des ressources
- Le Gouvernement encouragera activement les sociétés mixtes entre les entrepreneurs locaux et étrangers de manière à développer les capacités de pêche au thon, et dans d'autres domaines susceptibles d'apporter des gains sociaux et économiques
- Cependant, l'investissement dans le secteur de la pêche artisanale sera réservé aux investisseurs nationaux. A cet effet, l'Etat continuera sa politique constituant à agir comme un médiateur pour encourager l'investissement dans tous les sous-secteurs de l'industrie et activités connexes.

Stratégies

- Le Gouvernement continuera à encourager activement les investissements dans le domaine de la pêche à condition qu'ils satisfassent aux objectifs du Gouvernement pour le développement du secteur
- Le Gouvernement, au travers de la *Seychelles Fishing Authority*, s'assurera qu'aucun investissement ne compromette l'exploitation durable et responsable des ressources marines
- Le Gouvernement, au travers des ministères et agences adéquats, cherchera à créer un environnement favorable à l'encouragement et la promotion des investissements privés dans le domaine de la transformation, création de valeur ajoutée, et commercialisation des produits de la pêche

H-Echanges et Commerce

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement mettra en place une politique de libre échange dans le domaine des produits de la pêche en accord avec les règlements internationaux, tout en considérant les aspects liés à la durabilité des ressources et à la santé humaine
- Le Gouvernement encouragera l'utilisation des technologies de l'information de manière à permettre aux sociétés nationales l'exploration de nouveaux marchés et la conduite de transactions commerciales en ligne. Afin d'augmenter le potentiel national de gains en devises, des moyens seront recherchés pour augmenter la valeur ajoutée des produits locaux, identifier les marchés de niche, et promouvoir de nouveaux produits

Stratégies

- Le Gouvernement s'assurera que la commerce international des produits de la pêche ne compromet pas le développement soutenable des pêcheries et l'utilisation responsable des ressources marines
- Le Gouvernement utilisera une politique du commerce international des produits de la pêche compatible avec les règlements internationaux, et en particulier les principes, droits et obligations énoncés dans l'accord sur les mesures sanitaires et phyto-sanitaires, la Convention sur le commerce international des espèces en danger (CITES) et l'accord sur les barrières techniques sur le commerce (TBT)
- Le Gouvernement s'efforcera de mettre en place des lois, règlements et procédures administratives applicables au Commerce international des produits de la pêche qui seront efficaces, transparentes et aussi simples que possible, et quand approprié, basés sur des preuves scientifiques
- Le Gouvernement encouragera les initiatives innovatrices dans les domaines de la recherche de marchés et de nouveaux produits, mise en marché

et canaux de distribution dans le but d'accroître le | potentiel de gains des produits de la pêche

I-Développement des infrastructures

Objectifs opérationnels

- Le développement des infrastructures continuera de constituer une priorité pour le Gouvernement dans le but de maintenir Port Victoria comme le principal port de débarquement / transbordement de la région
- Le Gouvernement fera tous les efforts possibles pour améliorer la productivité et l'efficacité des services, ainsi que leur qualité, du port de Victoria
- Le Gouvernement continuera ses efforts pour fournir les infrastructures nécessaires et les facilités portuaires destinées à favoriser le développement des différents sous-secteurs de la pêche en mettant à disposition les ressources nécessaires

Stratégies

- Le Gouvernement encouragera les initiatives destinées à améliorer les services portuaires et la compétitivité du travail afin de réduire les temps de séjour des navires dans le port. Le Gouvernement étudiera la possibilité d'un service portuaire opérationnel 24h sur 24
- Le Gouvernement, en concertation avec les autres parties, reverra constamment les tarifs portuaires de manière à gagner en flexibilité et encourager l'utilisation maximale des facilités portuaires
- Le Gouvernement encouragera la création de sociétés mixtes pour la fourniture de services aux navires de manière à compléter son effort dans ce domaine
- Le Gouvernement examinera de façon urgente l'identification de fonds, soit nationaux ou étrangers, pour le développement et l'amélioration des infrastructures et services du port actuel, identifiera des sites pour le développement d'un nouveau port et le développement de services à terre pour les pêcheurs nationaux

J-Développement des ressources humaines et formation

Objectifs opérationnels

- Le Gouvernement encouragera la formation de jeunes afin qu'ils rejoignent l'industrie de la pêche, et organisera des moyens pour améliorer les conditions de travail et les revenus de pêcheurs artisans de manière à inciter les jeunes à s'engager dans le métier
- Le Gouvernement s'assurera que la *Marine Training Centre* est en mesure de fournir une formation de qualité afin de satisfaire les divers besoins de la nation en matière de développement du secteur de la pêche. La *Seychelles Fishing Authority* continuera de former le plus possible de son personnel aux meilleurs standards dans le cadre de l'accord de pêche avec l'Union européenne
- La *Seychelles Fishing Authority*, en coordination avec les autres ministères et agences continuera à s'intéresser au bien-être des pêcheurs, et s'assurera que les conditions de travail des marins sur les navires étrangers sont équitables et en accord avec les lois nationales

Stratégies

- La *Seychelles Fishing Authority*, en coordination avec les autres ministères en charge du travail identifiera les besoins en force de travail à long terme et les besoins en formation associés dans le domaine de la pêche et des activités connexes
- Le Gouvernement fournira les possibilités de formations formelles et informelles dans tous les secteurs associés à la pêche, et inclura les ressources techniques et administratives, personnel de soutien, dans le domaine de la transformation et du contrôle des standards de qualité